

REVUE
HISTORIQUE

4.10

REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, de Orat., II, 15.

VINGT-TROISIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-SEPTIÈME

Mal-Août 1898.

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1898

DARTMOUTH
COLLEGE
LIBRARY

D
1
.R6
t.67
1898

~~14
13222
n.67~~

APR 17 1920

152520

Sp. Hist.

RECEIVED
JUN 10
1920

LES PAROISSES RURALES

DANS L'ANCIENNE FRANCE.

TROISIÈME PARTIE¹.

LES ÉGLISES PRIVÉES.

En étudiant l'origine et l'organisation de la paroisse, nous avons eu surtout en vue le *vicus publicus*, la paroisse libre, autonome, fondée dans un bourg, non dans un domaine, dotée par ses habitants, confiée, sous la juridiction de l'évêque, à un archiprêtre ou à un prêtre qu'ils ont choisi. Mais nous avons aussi noté l'existence de paroisses dont le régime était différent. A l'église *publique* s'oppose l'église *privée*. Établie dans une *villa*, sur la terre d'un grand, d'un évêché, d'un monastère, celle-ci ne relève pas seulement de l'autorité épiscopale. Son origine lui a donné un maître, *dominus*, et ce maître a sur elle certains droits. Il nomme le desservant, il intervient dans la gestion des biens. De plus, église et paroisse sont sa propriété. Il peut les vendre, les engager, les donner en alleu ou en bénéfice. Elles font partie de son patrimoine au même titre que sa terre.

Or, dès l'époque mérovingienne, le nombre de ces églises a été grand. Il s'étend au ix^e siècle; deux siècles plus tard, cette sujétion est un fait général. Comme l'évêché, comme l'abbaye, la paroisse a un seigneur. L'histoire des églises privées nous montre donc le changement survenu dans les institutions primitives. Elle nous aide à comprendre par quelles causes et sous quelle forme l'Église est entrée dans les cadres du régime féodal.

Chapitre 1^{er}. — Le « Patronage » des églises.

Comment l'église, la paroisse rurale ont-elles pu devenir l'ob-

1. Voir la *Revue historique*, LX, 241; LXI, 1; LXIII, 1.

jet d'un droit de propriété? Nous avons ici à résoudre un des problèmes les plus complexes de l'histoire religieuse. Si nous examinons la formation de ce droit, nous pouvons y démêler plusieurs éléments. Le premier est le « patronage » et, par ce mot, il faut entendre un ensemble de privilèges reconnus à tous ceux qui avaient fondé ou entretenaient une église sur leur domaine. A son tour, le « patronage » s'étend; d'autres faits en altèrent la nature; il devient une véritable propriété. Nous devons, par l'analyse, séparer ces éléments divers. Nous verrons ainsi comment s'est constitué le « patronage » des églises et quelles transformations il a subies¹.

I. — DES ÉGLISES FONDÉES DANS LES DOMAINES.

Nous n'avons aucun renseignement sur les origines du patronage. On a pensé qu'il avait été introduit en Gaule par les Germains². Aucun document n'est cité à l'appui de cette thèse; beaucoup la contredisent. On a pensé également qu'il était d'institution ecclésiastique. Mais, pas plus que la paroisse, il n'a été créé par une mesure législative. Nous ne trouvons pas de concile qui l'établisse. Les premières lois canoniques qui en parlent le trouvent constitué.

Il semble, au contraire, que le patronage des églises ait sa genèse dans un ensemble d'usages. Nous trouvons un fait à son origine : la fondation d'un sanctuaire sur un domaine. De ce fait sont sorties peu à peu les règles juridiques qui ont formé le patronage tel que l'Église l'a reconnu.

Ce fait lui-même est très ancien. Il n'est pas spécial au chris-

1. On se sert indifféremment des mots patronage ou patronat pour désigner cette institution ecclésiastique. Remarquons cependant que les mots *patrocinium*, *patronatus* ne se rencontrent pas dans les textes avant le ix^e siècle. C'est l'époque où la théorie ecclésiastique du patronage se précise. Elle n'est bien définie qu'au xii^e siècle, à la suite de la réforme grégorienne. Depuis cette époque elle n'a pas changé. On sait que le patronage des églises, tel qu'il s'est constitué alors, s'est maintenu dans certains pays jusqu'à nos jours. En France, il a disparu en 1791.

2. Cette thèse a été soutenue par M. Stütze dans une dissertation ingénieuse : *Die Eigenkirche als Element des mittelalterlich-germanischen Kirchenrechtes* (Berlin, 1895). Mais il suffit de remarquer : 1^o que le patronage, en général, n'est pas une institution spéciale aux Germains; 2^o que ceux-ci ont trouvé, en Gaule, des basiliques, des *oratoria* établis sur les domaines. Aucun raisonnement, aucune hypothèse ne peuvent tenir devant des faits.

tianisme. C'était une coutume païenne que chaque propriétaire élevât, dans ses domaines, des sanctuaires, *sacella*, dédiés à des divinités locales ou domestiques. A ces oratoires ruraux, les esclaves ou les colons venaient porter leurs vœux et leurs offrandes; autour de ces autels privés, ils se réunissaient pour offrir un sacrifice.

Le triomphe du christianisme ne changea rien à ces pratiques. Dès le IV^e siècle, les *possessores* chrétiens bâtissent des *oratoria* sur leurs terres. Il y a, dans le code Théodosien, quelques textes qui se rapportent à ces édifices, et nous savons que les catholiques n'étaient pas seuls à les construire¹. En Gaule même, nous avons signalé l'existence de ces sanctuaires privés en étudiant les origines de l'église rurale². Au moment même des invasions, plus d'un grand domaine possède le sien.

Il est probable que l'*oratorium* fut d'abord un simple lieu de prières à l'usage du maître et de ses serviteurs ou de ses colons. Placé près de l'habitation ou dans l'intérieur même de la maison, il remplaça l'ancien autel domestique. Mais peu à peu son importance grandit. Il devint le centre d'un culte. Le maître cherchait, comme jadis, à réunir, dans un sanctuaire privé, les hommes du domaine. Il leur permit, en le bâtissant, d'offrir leurs dons pour l'heureux succès des récoltes, d'assister au sacrifice pour le rachat de leurs fautes et leur salut. L'Église ne pouvait s'opposer à ces usages, car ils répondaient à des mœurs anciennes et à un besoin des âmes. Ils conciliaient à la fois l'intérêt du maître et les exigences de ses colons. Ils étaient enfin, pour la religion nouvelle un des moyens les plus efficaces de propagande. C'est par cette foule de petits sanctuaires ruraux, *oratoria*, *cancelli*, *martyria*, élevés sur un domaine, que le christianisme a pénétré dans les campagnes et a réussi à s'y établir.

Mais, en même temps, du jour où on y célébra le culte, l'*oratorium* dut être consacré. Par cela même qu'on y offrit le sacrifice, il fut « dédié » par l'évêque. Il devint chose sainte, *res sacra*, alors il fut nécessaire de régler sa condition. Quel devait être en effet l'état légal d'une église bâtie dans une *villa*? Quels rapports devaient s'établir entre elle et la paroisse? Quels droits

1. *Cod. Theod.*, XVI, 2. 33. « Ecclesiis quae in possessionibus, ut assolet, diversorum... sunt constitutae. » (*Id.*, 5. 8, 30.)

2. Cf. 1^{re} partie, chap. 1. L'église rurale.

le fondateur ou le propriétaire du domaine devait-il avoir sur cette église? A ces questions, la loi canonique devait répondre peu à peu et ébaucher toute une théorie du patronage.

La première loi relative aux églises construites sur les *fundi privati* est un canon du concile d'Orange (441). En voici le texte :

« Si un évêque se dispose à construire une église dans le territoire d'une autre cité que la sienne, pour l'utilité de son domaine ou de la religion, ou pour tout autre motif, qu'on lui accorde la permission de bâtir, car il est sacrilège de s'opposer à ce vœu. Mais qu'il n'en fasse pas la dédicace réservée à l'évêque de la cité. Toutefois, l'évêque fondateur aura la faveur de faire ordonner par l'évêque diocésain les clercs qu'il désire voir dans son domaine, et s'ils sont déjà ordonnés, il obtiendra l'assentiment de l'ordinaire à leurs fonctions. Et tout le gouvernement de l'église appartiendra à l'évêque du diocèse où elle a été construite.

« Si un laïque vient à bâtir une église et invite à sa dédicace tout autre évêque que celui de la cité où a été bâtie cette église, qu'il soit retranché de la communion des fidèles, aussi bien que les évêques qui se sont rendus à son appel¹. »

Ces dispositions sont reproduites dans un canon du concile d'Arles (452), qui ajoute² : « Si l'évêque fondateur a assigné quelque bien à la dotation de cette église, l'évêque du diocèse n'aura aucun droit à révoquer ou à modifier cette donation. Ce droit, nous le croyons réservé à l'évêque fondateur. »

Examinons ces documents.

Ils nous montrent d'abord que l'église peut être fondée par un évêque ou un laïque. Mais, quel que soit le fondateur, ils établissent : 1° que toute église fondée sur un domaine doit être consacrée par l'évêque diocésain ; 2° que l'église et le desservant restent soumis à sa juridiction. Nous avons ici, dès l'origine, un des éléments essentiels de la théorie du patronage. Le fondateur d'une église ne peut soustraire cette église au pouvoir épiscopal. A l'évêque de la cité est réservé le droit de consacrer l'autel et le temple, d'y déléguer à un desservant le ministère religieux. C'est donc de lui que les clercs tiennent leur fonction, c'est à lui qu'ils

1. *Concil. Arausicanum*, c. 10 (441) (Labbe, *Concilia*, t. III, p. 1449).

2. *Concil. Arelatense*, c. 36 (443-452) (*ibid.*, t. IV, p. 1015).

doivent obéissance. Et si l'église a un patrimoine, il surveille et administre le patrimoine, comme celui des paroisses ; il lui est seulement interdit d'en disposer. L'unité de juridiction, voilà le principe que formule le droit¹.

A cette règle est faite pourtant une exception. L'Église reconnaît à l'évêque fondateur un privilège, celui de désigner le desservant. Mais notons que cette concession n'enlève aucun droit à l'évêque de la cité. Elle assimile simplement le choix du clerc d'une *villa* au choix des clercs d'une paroisse. Ici les habitants, là le fondateur indiquent au chef du diocèse les prêtres qu'ils désirent avoir. Notons aussi que cette faveur est restreinte. Elle est accordée à un évêque, mais elle ne semble pas reconnue à un laïque². A ce dernier, la législation ne laisse aucun privilège. Ainsi, la pensée qui se dégage des canons est de maintenir la juridiction épiscopale sur les églises privées. Soixante ans plus tard, en 511, le concile d'Orléans rappelle que toutes les basiliques, construites dans diverses localités, demeurent « sous le « pouvoir » de l'évêque diocésain³. Au v^e siècle, l'Église songe moins à définir les prérogatives des fondateurs qu'à soumettre étroitement aux évêques les *oratoria* des domaines.

Avec non moins d'énergie, l'épiscopat devait maintenir l'église privée dans la dépendance de la paroisse. Beaucoup de ces petits temples ruraux furent sans doute desservis, dès l'origine, par les clercs de l'église baptismale. Mais quelques-uns déjà avaient leur clergé. Ce clergé vit restreindre ses attributions. Il lui fut interdit de conférer le baptême, de remettre les péchés. Le concile de Vaison qui reconnaît aux prêtres de paroisse le droit de prêcher, le refuse aux prêtres des domaines. Leur seule fonction fut d'of-

1. Hinschius (*Kirchenrecht*, t. I, p. 620) semble au contraire attribuer aux laïques, dès cette époque, un droit de présentation. Mais le canon du concile d'Orange nous paraît réserver cette faveur aux évêques. En Italie, à la fin du v^e siècle, les laïques fondateurs d'églises n'ont aucune prérogative spéciale. Cf. Lettres de Gélase. Jaffé, n° 630. — Basilique fondée par Priscillianus et Felicissimus « in proprio... » « Nihil sibi tamen fundatores ex hac basilica praeter *processionis aditum* noverint vindicandum. »

2. Il ne semble pas qu'en Espagne, au vi^e siècle, le droit de présentation ait été reconnu au fondateur, encore moins à ses héritiers. La première mention de ce droit est faite au IX^e concile de Tolède (655).

3. Concile d'Orléans, 511, c. 17. (*M. G. H. Concilia aevi merovingici.*) « Omnes autem basilicae, quae per diversa constructae sunt vel cotidie construuntur... ut in ejus episcopi, in cujus territorio sitae sunt, *potestate* consistent. »

frir le sacrifice¹ et encore ce droit leur fut-il enlevé à certains jours. Dès 506, une constitution du concile d'Agde oblige les habitants des *villae* à célébrer, au *vicus* voisin, les grandes fêtes : Pâques, la Pentecôte, la vigile de saint Jean, Noël. Le concile de Clermont, en 535, renouvelle cette prescription². Par ces mesures, l'unité primitive de la paroisse fut conservée.

La hiérarchie avait donc entendu maintenir, sous l'autorité des évêques et dans les cadres de la paroisse, les églises fondées dans les domaines. Mais les faits sont plus forts que les lois. Dès le VI^e siècle, des usages nouveaux commencent à s'établir. Le patronage s'affermir. Le VI^e concile d'Orléans (541) nous marque les progrès.

La première conquête fut d'obtenir, pour les laïques fondateurs d'églises, pour leurs héritiers, le droit de présentation.

A quel moment, à la suite de quels faits? nous l'ignorons. En Orient, une novelle de Justinien (546) le consacre³. En Gaule, nous ne trouvons aucun texte qui le concède; dès 517, nous en trouvons un qui le suppose. Le concile de Saint-Romain d'Albon, qui interdit aux prêtres ou aux clercs étrangers à un diocèse d'y desservir une basilique ou un *oratorium* sans la permission de l'évêque, semble bien faire entendre que l'évêque ne le nommait pas⁴. Les clercs étaient donc appelés dans le domaine par le maître du domaine. Vingt-quatre ans plus tard, le IV^e concile d'Orléans (541) reconnaît expressément ce droit de présentation. « Que les propriétaires « de domaines n'introduisent pas dans leurs *oratoria* des clercs « étrangers, contre l'assentiment de l'évêque, à qui appartient le « gouvernement du diocèse, mais ceux-là seuls qui, ayant fait « leurs preuves dans ses localités, seront autorisés par l'évêque « à y exercer le ministère⁵. » Remarquons les termes de ce texte. Il n'établit pas le droit de présentation, il le consacre et il le règle. Il nous montre qu'il n'est plus exercé par des évêques, mais par des laïques, non par le fondateur seul, mais par le proprié-

1. *Concil. Vasense*, c. 2 (529).

2. *Concil. Agathense*, c. 21 (506). Labbe, *Concilia*, t. IV, p. 1386. *Concil. Arvernense*, c. 15 (535).

3. Novelle 123, c. 18.

4. *Concil. Epauonense*, c. 15. (*M. G. H. Concilia aevi merovingici*.) « Ne presbyter terretorii alieni sine conscientia sui episcopi in alterius civitatis terretorio praesumat *baselicis* aut *oratoriis* observare, nisi forte episcopus suus illum cedat episcopo illi in cujus terretorio habetare disposuit. »

5. *Concil. Aurelianense*, c. 7 (541).

taire qui lui a succédé. Il est devenu à la fois général et héréditaire. L'Église en subordonne, il est vrai, l'exercice à plusieurs conditions : le clerc doit être choisi dans le diocèse, présenté à l'examen de l'évêque, être ordonné, institué par ses mains. Mais le droit même est reconnu. L'*electio* du desservant, voilà le premier privilège attribué aux fondateurs des églises et à leurs héritiers.

Fondée sur un domaine, desservie par un clerc particulier, cette église n'est pas encore une paroisse. Mais le patronage fit un second progrès le jour où, dans les *villae*, s'établirent ces *dioeceses* rurales. Ici encore, ce n'est point par un texte formel que cet usage fut reconnu. Dès le v^e siècle, certaines *villae* paraissent bien avoir reçu l'organisation paroissiale. Il est probable que l'Église autorisa d'abord l'établissement de ces paroisses sur la terre ecclésiastique. Celles de Ceyreste et de Garguier, dont il est question en 417, sont fondées sur les *agri* de l'église d'Arles¹. Les *villae Epponiacus, Varciacus, Corvallis*, qui forment également des paroisses au vr^e siècle, appartiennent à l'église d'Auxerre². Ailleurs peut-être quelques églises baptismales furent-elles fondées dans une *villa* découpée en parcelles. A l'origine, le nombre de ces *dioeceses* dut être restreint. L'Église cherchait, nous l'avons vu, à concentrer la vie religieuse dans le *vicus* formé de petits propriétaires, d'artisans, d'hommes libres. Mais, dès le milieu du vr^e siècle, d'autres usages commencent, et nous voyons qu'une paroisse peut être fondée dans un domaine privé.

C'est également le IV^e concile d'Orléans qui nous marque cette transformation. « Si quelqu'un, dit-il, a ou veut avoir une *dioecesis* dans son domaine, qu'il lui assigne d'abord des terres en « quantité suffisante pour que les clercs qui y sont attachés « puissent remplir leur office et que le sanctuaire soit traité avec « tout le respect qui lui est dû³. » Cette constitution est la première qui nous parle des paroisses fondées sur un domaine laïque. La première aussi elle règle les conditions de leur établissement.

Au fondateur ou au propriétaire, l'Église impose l'obligation de donner une « dot. » Le concile de Saint-Romain d'Albon avait

1. *M. G. H. Epistolarum*, t. III, p. 6.

2. *Gesta episcoporum Autissiodorensium* (Migne, t. CXXXVIII, p. 244).

3. *Concil. Aurelianense*, c. 33. Cf. également c. 26. « Si quae parrociae in potentum domibus constitutae sunt... »

déjà exigé que les clercs, attachés à une église privée, fussent entretenus par le fondateur ou ses héritiers¹. Celui d'Orléans demande, pour tout *titulus* érigé dans une *villa*, l'assignation d'un patrimoine. Et, conformément aux canons, ce patrimoine, comme celui des paroisses, doit être remis au gouvernement de l'évêque de la cité. Il devient ainsi terre ecclésiastique; aussi, la donation est-elle irrévocable, perpétuelle, le donateur et ses héritiers ne peuvent la reprendre². Toutefois l'Église, qui l'affranchit de la propriété du *dominus fundi*, la place encore sous sa défense. Cette règle ne se trouve pas, il est vrai, dans les conciles francs. Elle est formulée par des conciles espagnols, le IV^e et le IX^e de Tolède (633-655)³. Mais ces décisions, qui prirent place dans les recueils gallicans, complétèrent leur doctrine. Retenons ces dispositions. Nous verrons quelles conséquences elles ont eues. Elles montrent bien alors que le maître du domaine n'a aucun droit sur l'église qu'il a dotée ou sur le desservant qu'il a choisi.

Ainsi, en laissant s'établir des paroisses dans les *agri privati*, l'épiscopat n'entendait pas changer le caractère de la *dioecesis*, et, moins encore, affaiblir le lien qui l'unissait à l'église de la cité. Ces créations avaient été rendues nécessaires par le nombre croissant des fidèles; la grande paroisse était trop vaste; l'église du *vicus* trop éloignée. Mais les évêques espéraient en tirer parti dans l'intérêt même de leur gouvernement. L'*oratorium* finissait par être une menace. Les clercs, qui le desservaient, étaient bien plus les serviteurs du grand propriétaire que les représentants de l'évêque. Groupés autour de lui, enfermés dans son domaine, et, une fois ordonnés, n'ayant plus aucun rapport avec

1. C. 25. « Sanctorum reliquiae in oratoriis villarebus non ponantur nisi forsitan clericus cujuscumque parochiae vicinus esse contingat qui sacris cinerebus, psallendi frequentia famulentur. Quod si illi defuerint, non ante propriae ordinentur quam eis *compelens victus* et *vestitus substantia* depotetur. » Il ne s'agit pas ici de donation en terres.

2. Cela ressort des canons 26 et 33.

3. Le IV^e concile de Tolède (633) déclare que le fondateur d'une église, lorsqu'il vient à être réduit à la misère, doit recevoir une pension alimentaire de cette église. Cette règle fut conservée. — Le IX^e met les biens et l'église fondée sous la « défense » du fondateur. — C. 2. « Quia ergo fieri plurumque cognoscitur, ut ecclesiae parochiales... ita quorundam episcoporum, vel insolentia vel incuria horrendam decidunt in ruinam, ut graviter ex hoc oriatu aedificantiibus moeror, quam in construendo gaudii extiterat labor, ideo... decernimus ut quamdiu earundem fundatores ecclesiarum in hac vita superstitibus extiterint, pro eisdem locis *curam permittantur habere sollicitam*... »

leur chef religieux, il leur était facile de refuser l'obéissance. Ils pouvaient se passer de leur évêque, ils ne pouvaient se passer du maître qui les faisait vivre. Et déjà grandissaient, dans cette classe du clergé rural, les idées d'indiscipline et de révolte que tant de conciles ont combattues.

Par l'institution des paroisses dans les *villae*, les évêques firent rentrer les clercs indépendants dans la hiérarchie régulière. Si nous lisons avec attention les canons du concile d'Orléans, nous voyons avec quel soin l'épiscopat affermit son autorité sur ces paroisses nouvelles¹. En exigeant une dot, les évêques se réservent ainsi le droit d'intervenir dans la gestion du patrimoine, par suite, dans le domaine. En faisant du clerc un chef de paroisse, ils le rattachent plus étroitement à l'église-mère de la cité. Comme tel, n'oublions pas en effet qu'il doit se rendre chaque année au synode diocésain, demander à l'évêque le chrême consacré, lui rendre compte et de la prédication qu'il fait et des sacrements qu'il administre. En même temps, l'Église le protège contre les agents du domaine, contre le propriétaire même. Elle déclare qu'il ne peut être qu'un homme libre, non un colon ou un affranchi. Mesurons les conséquences de ces lois. Le clerc de l'église n'est plus le client du *possessor* qui l'a choisi. Sa dignité nouvelle lui confère de nouveaux droits et aussi de nouveaux devoirs. Il devient le délégué de l'évêque en devenant le pasteur d'une petite communauté.

L'établissement des paroisses dans les *villae* ne peut donc être considéré comme une concession faite à l'aristocratie laïque. Elle marque pourtant ses progrès, et nous en verrons les conséquences très opposées à celles qu'attendait l'épiscopat. Au *vi*^e siècle, ces résultats ne se dégagent pas encore. Par ces mesures, l'Église avait pensé maintenir l'unité dans sa juridiction, l'ordre dans la hiérarchie, par-dessus tout, l'intégrité de la puissance épiscopale. Elle avait enfin établi le « patronage » des églises, dans ses éléments essentiels, tels qu'ils se retrouveront toujours. Or, si nous les résumons, nous voyons :

1^o Que le propriétaire d'un domaine peut fonder sur sa terre un *oratorium* ou une église, siège d'une *dioecesis* ;

2^o Que cette église doit avoir une « dot ; »

1. *Concil. Aurelianense*, c. 26 et suiv. « Si ab agentibus potentum vel ab ipsis rei dominis de agendo officio ecclesiae in aliquo prohibentur, auctores niquitiae a sacris cyremoniis arceantur... »

3° Que l'église, son patrimoine, sa dot restent soumis à la juridiction de l'évêque qui confère aux clercs leurs pouvoirs et garde l'administration des biens. Sur la paroisse, le maître du domaine n'a d'autre droit que celui d'être nourri par elle, s'il vient à tomber dans la misère ;

4° Que le fondateur et ses héritiers ont simplement le privilège de présenter à l'ordination épiscopale le desservant et d'être les défenseurs de cette église.

Telles sont les règles formulées par la législation ecclésiastique. Il nous suffit ici de les constater. Nous verrons, en pratique, ce qu'elles sont devenues.

II. — DES ÉGLISES PLACÉES SOUS LA « PROTECTION » D'UN GRAND.

La fondation d'une église sur un domaine, telle est la genèse première et générale du « patronage. » Que cette église soit érigée en paroisse, le patronage s'étend à la paroisse. Ce sont là faits normaux, réguliers, acceptés par la législation canonique elle-même. Mais ils ne suffisent pas à expliquer la diminution progressive des églises libres. Au VII^e siècle, nous voyons déjà le *vicus publicus*, la paroisse de l'archiprêtre, tomber entre les mains d'un grand.

Quelles causes ou quels faits expliquent cette conquête des grandes paroisses par l'aristocratie terrienne ? Il est difficile de les retrouver dans l'obscurité ou le petit nombre des textes. Mais l'idée qui se dégage de leur étude, c'est qu'elle se fit surtout par ce besoin de protection qui, dans cette société troublée, anarchique, constitue peu à peu le séniorat. Dans ce désordre des temps, à une époque où le droit individuel n'est pas une garantie, où l'homme cherche à vivre en renonçant à vivre libre, les liens sociaux se transforment, toujours plus lâches, entre l'individu et l'État, plus étroits entre le riche et le pauvre, le puissant et le faible.

Or, plus que tout autre, l'Église a besoin d'être protégée, car, exposée à toutes les convoitises, elle est par elle-même impuissante à se défendre. Elle surtout doit chercher des défenseurs, pour ses biens, pour ses clercs. Elle avait trouvé dans la royauté le premier de tous. Et, dès le VI^e siècle, elle lui demande des chartes de protection ou d'immunité. C'est ainsi que le roi et, plus tard, le maire du Palais, ont pris dans leur mainbour les évêchés, les

abbayes, qu'ils accordent des diplômes individuels à des évêques, abbés, simples clercs qui se « commendent » à leur personne. Mais le roi est-il le seul protecteur ? Et sur ce petit groupe, la paroisse, sa protection ne serait-elle pas trop éloignée pour être efficace ? Dès lors, n'y eut-il pas dans les *pagi* des contrats analogues entre la paroisse et le puissant propriétaire de la région ? Les prêtres ou clercs du *vicus* ne se sont-ils pas recommandés à un grand ? N'ont-ils pas obtenu une charte pour eux-mêmes ou pour leur église ?

Nous possédons, à l'époque féodale, pour les *x^e* et *xi^e* siècles, un certain nombre de ces contrats, contrats de sauvement ou de commande. Nous n'en avons aucun pour l'époque mérovingienne. Nous ne trouvons aucun diplôme de cette nature, ni dans les formules de Marculf, ni dans les autres recueils du *vi^e* ou du *vii^e* siècle¹. Nous devons donc chercher dans les documents s'il n'est pas fait allusion à ces usages et si quelques faits historiques ne supposent pas leur existence.

Il y a un premier fait que nous signalent les textes conciliaires. C'est la recommandation individuelle des clercs ou des prêtres ruraux. Ils recherchent le patronage, *patrocinium*. Il n'est pas douteux que ces contrats individuels ne soient semblables à ceux qui unissaient les laïques au roi ou à un grand et qu'ils ne marquent une sujétion libre et volontaire. Le clerc qui se « recommandait » devenait ainsi le fidèle, l'homme d'un *possessor* ; il entraînait dans sa clientèle, recevait peut-être de lui quelque terre ou tout au moins sa protection, et, quoique les textes ne le disent pas, nous pensons bien que ce *possessor* est surtout le grand propriétaire voisin du *vicus* ou habitant de la *villa*. L'Eglise condamna ces usages. Elle interdit, par ses lois, ses anathèmes, le patronage des ecclésiastiques. Mais la fréquence même de ses décisions prouve l'inutilité de ses efforts.

Au *vi^e* et au *vii^e* siècle, on peut suivre par les canons des conciles les progrès du patronage. Pour le combattre, l'Eglise songea d'abord à interdire l'ordination des esclaves ou des affran-

1. Mais nous avons à l'époque carolingienne des chartes spéciales de mainbour octroyées par le roi à un clerc. Cf. *Trad. Sangallenses*, p. 38, diplôme de Charlemagne pour le prêtre Arnald (Roth., *Feudalität*, p. 270). Nous voyons également dans les *Trad. Wizemburgenses* (p. 43) une église rurale placée « sub *mundeburdo vel defensione* » du monastère. (Acte de la fin du *vii^e* siècle.)

chis¹. Elle redoutait toujours l'influence de leur maître. Le clerc, colon ou serf, était l'homme du propriétaire plus que le sien. Elle défendit en outre aux prêtres et aux clercs de condition libre de se recommander. Dès 535, le concile de Clermont nous fait entrevoir la fréquence de ces engagements individuels². En 538, le concile d'Orléans nous parle de ces prêtres qui vont chercher la protection des riches, promettre leurs services, sacrifiant les devoirs du ministère aux devoirs du patronage³. Le concile d'Éauze (551) excommunie le clerc qui recherche la mainbour d'un laïque et le laïque qui accorde sa protection contre le gré de l'évêque⁴. En 614, l'assemblée de Paris interdit aux ecclésiastiques de se rendre auprès du roi ou des *potentiores* et d'entrer dans leur clientèle⁵. On peut dire que pendant tout le VI^e siècle, la hiérarchie lutta contre les efforts du clergé rural pour obtenir le patronage des grands.

C'est que le patronage n'était pas une protection théorique. Il engageait à des devoirs et des services⁶. En revanche, à celui qui le demandait, il assurait l'indépendance. Il permettait aux clercs de résister à leur évêque, de braver ses censures, de se liguier contre lui, et, sans doute, de garder malgré lui les bénéfices ecclésiastiques que l'évêque leur avait cédés et cherchait à leur reprendre. On comprend donc que l'Église l'ait combattu, mais, avec le temps, elle dut le reconnaître. Elle-même réclamait pour ses évêchés et ses monastères la mainbour du roi; elle ne pouvait interdire aux clercs inférieurs celle du seigneur local. Vers 665, le concile de Bordeaux autorisa les prêtres, diacres, simples clercs à se mettre dans la mainbour privée. Il les obligea seulement à obtenir le consentement de leur évêque. Cette décision prouve bien les progrès du patronage. Elle nous autorise à croire

1. *Concil. Aurelianense* (549), c. 6. L'Église n'osa point cependant décider que l'ordination était par elle-même une cause d'affranchissement.

2. *Concil. Arvernense*, c. 4 (535).

3. C. 12. « Si qui clerici ministeria suscepta... agere... detractant et excusationem de patrociniis quorumcumque, ne officium impleant, praetendunt... »

4. *Concil. Elusitanum* (551), c. 4. « Si quis spreto suo pontifice ad laici patrocinia fortasse confugerit, cum fuerit a suo episcopo repetitus et laicus eum defensare voluerit... »

5. *Concil. Parisiense* (614), c. 5.

6. Cela ressort des canons que nous avons cités. Cf. également le concile de Mâcon (583), c. 10.

qu'un grand nombre de prêtres ruraux étaient entrés alors dans la clientèle de l'aristocratie¹.

On devine combien, par ces contrats, par ces promesses, s'affaiblirent les liens de la discipline, combien aussi dut être troublé le gouvernement intérieur des paroisses. Tout homme qui se recommandait n'engageait pas seulement ses services; le plus souvent, il « commendait » sa terre. Nul doute que les clercs ruraux n'aient dû aussi « commender » leurs biens propres. Firent-ils de même pour les biens ecclésiastiques qu'ils tenaient en bénéfice? Le patrimoine paroissial fut-il placé sous la mainbour d'un grand? Il semble que quelques faits nous laissent entrevoir cette transformation.

Nous avons, dans le recueil de Wissembourg, une charte du VII^e siècle qui nous montre une église placée sous la mainbour d'un couvent². Le couvent, pour prix de sa protection, reçoit la moitié de cette église et quelques terres. Comme protecteur également, il nomme le prêtre, mais il est tenu d'acquitter envers l'évêque toutes les charges qui pèsent sur l'église. Nous pouvons conclure de ce texte qu'une église peut être placée *sub defensione* et que ce patronage assure au protecteur des privilèges analogues à ceux qui sont reconnus au fondateur d'une église sur un domaine.

Il est probable qu'un grand nombre de contrats de ce genre sont intervenus entre des paroisses libres et des grands. Par ces contrats seuls, nous expliquons la sécularisation des paroisses qui commence au VII^e siècle. Voici d'abord un concile qui nous montre des laïques ayant dans leur garde les biens des paroisses et en usurpant l'administration³. D'autres documents précisent encore cette sujétion de l'église rurale à l'aristocratie. Dans beaucoup de *dioceses*, les grands propriétaires prennent le titre presbytéral. Ils sont archiprêtres, comme, au IX^e siècle, les comtes ou les seigneurs seront abbés des monastères. Nous avons peine à comprendre aujourd'hui ces usages que nous signalent pourtant des textes formels. Dès 614, un

1. *Concil. Burdegalense* (633-675)... c. 2. « Cum convenientia episcopi. »

2. *Trad. Wissemburgenses*, p. 43.

3. *Concil. Cabilonense* (639-654), c. 5. « Saeculares viri qui necdum sunt ad clericato conversi res parrochiarum vel ipsas parrochias minime ad regendum debeant habere commissas. »

concile interdit aux séculiers d'être archiprêtres¹. Cette interdiction est renouvelée aux synodes de Clichy (620-625), de Reims, de Chalon (639-654), au *concilium Latunense*. Ces mesures répétées montrent toute la force des mœurs nouvelles. Presque partout, le gouvernement des paroisses rurales est passé entre les mains de l'aristocratie.

Assurément, en prenant le titre, les grands n'exercent pas les fonctions. Ils laissent aux membres du *presbyterium* le gouvernement spirituel, car ils ne peuvent offrir le sacrifice, administrer le baptême, la pénitence, enseigner les fidèles. Mais ils ont retenu une part de la juridiction des archiprêtres, celle qui consiste à surveiller le clergé et surtout à administrer les biens. Et ainsi peuvent-ils s'emparer des revenus du patrimoine, mettre la main sur les offrandes des fidèles. Peut-être enfin ont-ils part au recrutement du clergé rural, choisissent-ils les desservants des chapelles soumises à l'église du *vicus*. Les plaintes des conciles sur la vénalité des charges ecclésiastiques semblent bien indiquer que les fonctions n'étaient pas données au plus digne et que les laïques disposaient des *tituli* ruraux en faveur du plus offrant.

Or, c'est par les habitudes du patronage que la sécularisation des paroisses se fait au VII^e siècle. Un concile le fait entendre clairement. Il nous montre qu'en choisissant ces archiprêtres laïques, le clergé et le peuple du *vicus* voulaient surtout avoir des protecteurs. On confiait ainsi à un grand le gouvernement de la paroisse qu'il était appelé à défendre². Si nous rapprochons ce document des constitutions anciennes par lesquelles l'empire avait interdit le patronage des *vici*, on voit que les habitudes sociales n'ont pas changé. Seulement, au VII^e siècle, le *possessor* a étendu sa protection et sur le bourg et sur la paroisse. Il a ainsi, dans sa mainbour, tout le petit groupe social et religieux qui, plus tard, à l'époque féodale, sera presque toujours le centre d'une seigneurie.

1. Clichy, c. 21. Reims, c. 19. Chalon, c. 5. — Latunense, c. 9 (*M. G. H. Concilia aevi merovingici*, p. 200, 205, 209, 218). Il semble qu'il ne s'agisse pas dans ces canons de laïques ordonnés directement archiprêtres *absque praemissa conversione*. Le canon 5 de Chalon nous montre bien que des laïques occupent ces fonctions.

2. *Concil. incerti loci*, c. 11 (v. 614). « Ne saecularis archipresbyteri ponantur : forsitan si talis fuerit quem pro merito personae in solacium ecclesiae pontifex necessarium ecclesiae iudicet, sene eorum defensione parreciant illi se defensare non possunt... »

On voit ainsi comment le patronage ecclésiastique s'étend par les habitudes du patronage privé. L'un et l'autre nous amènent ainsi à constater un même fait : la sujétion d'une église à une communauté ou à un homme. Voyons maintenant de quelle nature est cette sujétion.

III. — LE « PATRONAGE » SE CONFOND AVEC LA PROPRIÉTÉ.

En étudiant l'origine du « patronage, » nous avons vu que l'Église lui avait fait place dans sa législation. Au fondateur, aux héritiers, elle reconnaît le droit de présentation ; à l'église, un patrimoine ; à l'évêque, le gouvernement de ce patrimoine. Or, vers le VII^e siècle, apparaît une autre transformation. L'église rurale devient une *res privata*. Elle est possédée au même titre que la terre. Simple chapelle ou église baptismale, elle peut être donnée, vendue, léguée. Contrairement au principe du droit romain qui fait de toute *res sacra* un chose publique, elle entre ainsi dans la propriété individuelle ; elle a un maître.

Les plus anciens documents qui nous attestent ce droit de propriété sont des chartes de donations faites à des abbayes ou à des évêchés. Nous y lisons qu'un tel donne sa terre avec l'église ou la basilique qui y est construite. Voyez cette charte du diacre Grimo en 636¹. Il donne à l'église de Verdun le *locus Domo*, le *castrum Teulegia* avec les églises qu'il y a fondées. En 646, Dagobert II confirme une donation faite par sa fille Irmina à un couvent de Trèves ; cette donation comprend *Loosa* et sa basilique, *Aneia*, plus une chapelle². Or, église et chapelle sont dites *allodium*. Voici d'autres chartes de l'époque mérovingienne. En 680, Nicet et Ermintrude donnent à Moissac un certain nombre de *villae* et de *curtes*. Quelques-unes de ces *villae* ont leurs églises ; parmi elles, se trouve l'église Saint-Saturnin, qui a été achetée par les donateurs³. Une autre charte de 695 mentionne un procès devant le roi. Ebbo a donné une église à Saint-Denys, cette église est revendiquée par son fils Bottharius. Une enquête est faite et des témoins sont cités devant le tribunal.

1. Beyer, *U. B.*, n° 6. « Locum... Dom et castrum Teulegio... ubi... loca sanctorum aedificavi. »

2. Id., *ibid.*, n° 7. Cette charte n'est peut-être pas authentique.

3. Pardessus, *Diplomata*, n° 393.

L'église est adjugée au monastère¹. Lisez encore ces documents de la première partie du VIII^e siècle : « Nous donnons, » disent Rohingus et Bebelina, « l'église (d'Anvers) à toi Willebrord... » acquise, par échange, d'un tel, abbé, avec les terres, les maisons... à cette condition qu'on lui envoie le luminaire et l'encens et que les prêtres qui y sont attachés prient Dieu pour nos péchés..., que toi, Willebrord, tiennes et possèdes cette église, « tous les biens qui en dépendent, et aies le pouvoir, la liberté de la donner, échanger ou d'en faire ce que tu voudras²... » — « Je donne, dit un autre, ma villa avec l'église Saint-Pierre que mes parents y ont construite, en toute intégrité et avec toutes ses dépendances, de plus, l'église Saint-Pancrace, qui est notre propriété³. » On ne saurait marquer en termes plus forts la pleine propriété. A l'époque carolingienne, ces concessions, ventes, échanges ou donations se rencontrent fréquemment.

On ne saurait dire si ces églises sont toutes des *tituli*. Parmi elles se rencontrent pourtant des églises baptismales qui sont déjà ou deviennent des paroisses. Nous voyons aussi que ces édifices appartiennent à des maîtres divers; ils peuvent être possédés par une communauté ou par un homme, par un monastère ou par le roi, par un évêque, un clerc, un laïque. Voilà donc un ensemble de faits très différents des règles du patronage; nous devons en chercher l'explication.

Un premier fait à retenir, c'est qu'un grand nombre de ces églises rurales sont fondées sur la terre d'un évêché ou d'une abbaye. Ici, le droit de propriété de l'église cathédrale ou du couvent s'explique sans peine. Il s'est maintenu sur cette portion de leur domaine où l'édifice a été construit. L'évêque ou l'abbé a concédé quelques terres à l'église rurale, pour l'entretien des clercs, les frais du culte, mais il n'a pu en aliéner la propriété. La condition de ces terres ne change pas; elles restent toujours sous le « pouvoir » du saint; ce dernier continue à posséder et, par lui, l'évêché ou le monastère qui le représentent. La dotation

1. Id., *ibid.*, n° 434 (695).

2. Id., *ibid.*, n° 538 (726).

3. Pardessus, *Diplomata*, n° 559. *Testamentum Abbonis* (739). « Domus... cum edificiis... una cum ecclesia S^{to} Petro, quem parentes nostri ibidem construxerunt... ecclesia S^{to} Pancrasio proprietatis nostrae. » Cf. n° 562 (741), 587 (746).

de l'église est une simple assignation de biens¹, analogue au bénéfice ecclésiastique donné par l'évêque ou l'abbé à un de ses fidèles. Seulement, l'assignation est perpétuelle, tandis que le bénéfice est viager.

Une seconde catégorie d'édifices religieux reste aussi naturellement entre les mains des *possessores* qui les ont élevés. Ce sont d'abord ces édicules, *oratoria*, *cancelli*, construits dans le *praetorium* de la *villa*, comme autrefois le *lararium* dédié aux divinités domestiques. Le maître y réunissait sa famille et ses serviteurs et s'y adonnait à la prière ou aux chants religieux. Ailleurs, sur le tombeau d'un martyr, en l'honneur d'une relique, le propriétaire d'un champ ou d'un domaine pouvait construire un *martyrium*, dont il confiait la garde à un clerc ou à un de ses hommes. Mais le gardien se contentait d'y chanter les offices du saint ou d'y entretenir le luminaire. Oratoire domestique, *martyrium*, n'étaient pas des sanctuaires. Ils n'étaient pas consacrés et on n'y offrait pas le sacrifice². On comprend que ces petits édifices fussent toujours incorporés au domaine. L'évêque n'avait pas à en permettre la création ; il n'avait sur eux aucun contrôle. Le propriétaire était libre de les établir ; il en gardait naturellement la propriété.

Nous arrivons ainsi à une dernière catégorie d'églises ou de chapelles. Bâties sur un domaine privé, par un particulier, ecclésiastique ou laïque, elles sont devenues le centre d'un culte public. Il a fallu, pour y célébrer les mystères, une *dedicatio* spéciale de l'évêque. Mais ce caractère sacré de l'édifice change sa condition. Comme l'église du *vicus*, il passe ainsi sous la juridiction épiscopale. Précisément, au VII^e siècle, comme l'église du *vicus*, cette église, chapelle, basilique ou paroisse devient la propriété privée. C'est la genèse de ce droit de propriété que nous avons à découvrir.

Une première explication qui se présente à l'esprit est que la législation l'avait reconnu ; qu'elle avait attribué à tout fondateur d'une église, à ses héritiers, la propriété de cette église.

Mais aucune concession semblable ne se lit dans les textes.

1. C'est en ce sens, semble-t-il, qu'il faut expliquer le canon du II^e concile d'Arles donnant à l'évêque constructeur d'une église le droit de retirer les biens assignés à cette église.

2. Ce sont les *oratoria* signalés par le 25^e canon du concile d'Epao dont nous avons parlé plus haut.

Nous avons étudié la théorie canonique du patronage. Nous avons vu que l'Église exigeait du fondateur la constitution d'une « dot, » que cette dotation entraînait dans le patrimoine ecclésiastique dont l'évêque avait la garde. Sur elle, il est vrai, le fondateur conserve un droit de protection, mais cette protection n'est pas une propriété. Propriété et patronage sont distincts. En assignant à l'église fondée une partie de son domaine, le propriétaire a dû faire une véritable donation. Or, les conciles nous montrent bien que cette donation est perpétuelle, irrévocable. Ils la garantissent contre toute reprise; ils la protègent contre toute usurpation. Sur ces biens qu'il a donnés, le *dominus fundi* n'a aucun droit; il ne peut ni les confisquer, ni en disposer à son profit, ni les grever de redevances ou de services¹. L'église de la *villa*, dans la législation ecclésiastique, nous paraît bien avec ses terres, ses prés, champs, vignes, colons, comme un organisme distinct dans la *villa* même, et, nulle part, les conciles n'en attribuent ou n'en font supposer au maître du domaine la propriété.

Nulle part, il est vrai, il n'est dit que l'église ainsi fondée possède elle-même. Mais nous pouvons croire que, comme l'église du *vicus*, l'église de la *villa* est propriétaire des biens qu'elle a reçus. Disons mieux : dans cette impuissance des esprits à comprendre toute idée abstraite, toute création artificielle du droit, de même que l'évêché, de même que le monastère, elle possède un propriétaire apparent, le *saint*. Il est probable, en effet, que l'Église essaya d'étendre cette conception aux paroisses. Le nom même d'un saint donné à l'*oratorium*, à la basilique rurale², le dépôt des reliques, prouvent au moins cette tendance. Remarquons qu'on dit alors l'église de tel saint, comme la *villa* de tel maître. La constitution de dot prend ainsi les caractères d'un véritable transfert de propriété fait en faveur d'un saint. Assurément, cette prise de possession ne fut ni partout ni toujours réelle. Elle nous montre au moins la pensée de la hiérar-

1. *Concil. Aurelianense* (541), c. 26. « Quisquis etiam aut majorum aut mediocrium... quodcumque muneris vel facultatis sacerdotibus aut clericis aut quibuslibet locis sanctis... contulerit, aut ea quae a parentibus donata noscuntur... auferre praesumpserit... » Cf. *Tours* (567), c. 26. *Paris* (556-573), c. 1. *Mâcon* (583), c. 4.

2. Voy., dans les *Formulae Senonenses*, la forme des donations : *Cessio ad ecclesiam*, 14, 15, 16. « Ecclesiae sancti illius qui est constructa in pago illo, in loco qui dicitur ille, etc. »

chie d'affranchir l'église rurale, et par son caractère sacré, et par ses biens, du pouvoir de son fondateur.

Ce n'est donc pas dans la législation religieuse qu'il faut chercher la genèse du droit de propriété. La trouverons-nous dans la nature même de la concession faite par le fondateur? Peut-être, en effet, celui-ci, en dotant son église, s'est-il réservé sur la terre une nue propriété, un domaine éminent. Cherchons si les textes confirment cette hypothèse.

Nous n'avons, de l'époque mérovingienne, aucun acte relatif à la fondation d'une église ou d'une paroisse. Nous possédons, en revanche, quelques chartes qui nous parlent de la fondation de monastères; deux diplômes, l'un de 709, l'autre de 721, et une formule. Si nous lisons ces documents, nous voyons que les fondateurs dotent le couvent, mais sans réserve pour eux-mêmes d'aucun droit ou titre de propriété : « Nous vous donnons, dès « ce jour, disent-ils, nous transférons de notre propriété en la « vôtre, pour que vous puissiez jouir, posséder... » Voilà bien des termes qui marquent un changement de propriété. Lisez surtout la formule. « Je donne, » dit le fondateur..., « pour le « luminaire, la nourriture, le vêtement, l'entretien des pauvres « et des clercs qui y sont attachés, je donne, transfère et transmets à jamais, de ma propriété en leur propriété, de mon pouvoir en leur pouvoir, les champs tel et tel situés dans tel territoire, « ma *porcio* avec ses esclaves, édifices, vignes, terres, près, « forêts et tous les droits qui s'y rattachent, les *colonicae* et « leurs dépendances, telles que je les possède, soit par légitime « héritage, soit de toute autre manière, intégralement, absolument... Que ce bien qui a été possédé par moi jusqu'à ce jour « demeure la propriété de l'oratoire de Sainte-Marie et des « pauvres... Je confie tous ces biens, dont j'ai parlé, à la garde, « à la surveillance, à la protection de l'évêque et de ses successeurs, et je remets entre ses mains la charte par laquelle je place « le patrimoine sous sa défense... Quant à moi, je ne me réserve « aucun titre de propriété¹. »

Examinons attentivement cette charte. Nous n'y trouvons aucun mot qui nous montre que le fondateur retienne quelque droit sur le monastère. Bien qu'établi sur son domaine, celui-ci

1. Pardessus, *Diplomata*, n° 475 (709), 514 (721).

est déclaré indépendant et libre. Sur les biens qu'il cède, le fondateur ne stipule également aucune servitude, aucune réserve. La donation est irrévocable, perpétuelle, immédiate. Il se dessaisit de la propriété; il la transfère, intégrale, absolue, avec tous ses droits¹.

En fut-il de même pour les églises? Il n'est pas douteux que les évêques n'aient obligé les fondateurs à insérer des clauses analogues dans la charte de dotation². Voici une charte de l'époque carolingienne, une des plus anciennes, celle de l'église de la *villa Sentolatus*³ (830). Les fondateurs Lepteus et Agilois déclarent qu'ils donnent et concèdent à l'église, « pour le luminaire et l'entre-
« tien des clercs, tout ce que nous possédons dans notre *villa* dite
« *ad Subricas* et dans celle qui est appelée *Caleffianum*, en mai-
« sons, jardins, vignes, arbres à fruit ou autres, prés, pâturages,
« forêts, eaux et aqueducs..., nous le livrons et transférons de
« notre propriété et de notre pouvoir au pouvoir et à la propriété
« de l'église fondée par nous dans notre *villa Sentolatus*..., nous
« instituons, pour tous ces biens, notre église comme héritière à
« titre perpétuel, ne permettant à personne d'en aliéner, vendre,
« échanger la moindre parcelle... Dans les cessions, il est mani-
« feste que la seule volonté suffit, mais nous avons ajouté à ces
« dispositions une clause pénale. Si donc, ce qu'à Dieu ne plaise,
« nous-mêmes, nos héritiers ou nos parents, ou directement ou
« par un tiers, nous venions à porter atteinte aux droits de
« l'église, à usurper ses biens, si tout autre les contestait ou les
« revendiquait, que celui-là ne puisse obtenir ce qu'il demande,
« mais qu'il soit tenu de payer à l'église et à ses ministres une
« livre d'or... et que la présente lettre de concession... ait
« de tout temps un caractère inviolable. » Si nous comparons
cette charte à la formule de Marculfe, nous trouvons des expres-
sions analogues. Ici encore, la propriété est transférée; le droit
de l'église se substitue au droit du fondateur. Aucun mot ne fait
penser que ce dernier garde un domaine éminent; aucune réserve
n'est faite en sa faveur.

Ainsi, ce n'est point par une série d'actes juridiques que les

1. Zeumer, *Formulae aevi merovingici*, p. 70-74 (Marculfe, II, 1).

2. Lettre de Zacharie à Pépin (Migne, t. LXXXIX, p. 935). — L'église doit être consacrée... « *percepta munitus donatione legitima*. »

3. Cart. de l'église de Grenoble, n° VII (p. 13).

églises rurales sont entrées dans le domaine privé. Rappelons-nous qu'à l'époque mérovingienne les terres données par le roi à leurs fidèles sont données en toute propriété, que ces concessions ne sont pas des bénéfices. Il en est de même des terres données aux églises par les grands : comme l'église, elles sont déclarées libres. En consacrant le sanctuaire, l'évêque ne reconnaît au fondateur qu'un droit de patronage, non un droit de propriété.

Il faut donc chercher, hors de la législation, dans un ensemble de faits, d'idées ou d'usages, l'origine de ce *dominium*. Assurément, la première est, dans bien des cas, l'usurpation et la violence. Qu'on lise les textes du temps. Ils nous montrent combien nombreux étaient les attentats au patrimoine sacré. Aucune société n'eut moins le respect du droit de propriété ni des liens créés par le contrat. Il suffit de voir, dans Grégoire de Tours et dans Frédégaire, avec quelle facilité les rois se croyaient affranchis des plus solennelles promesses. Ces despotes, besoigneux et cupides, qui dilapident leur trésor, dépouillent aussi les églises et s'emparent des domaines sacrés pour les donner à des fidèles. Ils cassent les testaments. Eux-mêmes concèdent des terres du fisc sans condition et sans réserve, mais ils les reprennent quand ils veulent et comme ils veulent. Or, dans son coin de terre, le leude ou le seigneur n'agit pas différemment. Comme le roi, il prend là où il peut, sur la terre du paysan ou sur celle de la paroisse. Lui aussi, à la mort de chaque prêtre, envahit le patrimoine ecclésiastique. Lui aussi met la main sur les donations¹, enlève le champ ou la vigne laissés par les mourants à leur église. Surtout, sur celle qu'il a fondée ou que ses pères ont établie, il se permet toutes les violences. En droit, la dotation est irrévocable; en fait, elle ne l'est pas. Il reprend, aliène, détient ce qu'il donne; il n'a nul respect de sa parole ou de son écrit², car il est le maître, il a la force et il en use. Enclavée dans sa *villa*, élevée le plus souvent sur le manse, dans la *curtis* qu'il habite, l'église est dans la dépendance visible

1. Voy. les plaintes des conciles du VII^e siècle contre ces spoliations fréquentes. Clichy (626), c. 12. Reims (627-630), c. 20.

2. Les constitutions du concile d'Orléans (549) nous montrent combien sont fréquentes ces révocations de dons aux églises. Cf. Chalon (639-654), c. 14. « Nonnulli... detulerunt quod oratoria per villas potentum jam longum constructa tempore et facultates ibidem collatas ipsi quorum villae sunt, episcopis contradicant... quod convenit emendare ita... ut in potestate sit episcopi et de ordinatione clericorum et de facultate ibidem collata. » Ce texte est significatif. Nous savons que les rois agissaient de même.

du château. Il tient la terre comme le prêtre. Et, encore moins que lui, ses héritiers se croient-ils tenus par ses promesses. L'église a beau avoir une charte et un titre; charte et titre sont sans pouvoir contre les convoitises. Dans une société où la notion du droit et de la liberté s'affaiblit chaque jour, où ceux-là seuls obtiennent le respect qui inspirent la crainte, on comprend que les grands, par ces rapines, ces brigandages, aient fait tomber nombre d'églises entre leurs mains.

Ces usurpations violentes se continuent au ix^e siècle, après le ix^e siècle. Mais, si nombreuses qu'elles soient, elles ne suffisent pas à expliquer un fait aussi général, l'appropriation des églises. Comment un clerc ou un laïque a-t-il pu retenir ou faire entrer dans son domaine l'église de la *villa* ou du *vicus*? Comment cette prétention s'est-elle conciliée avec les règles établies par la législation ecclésiastique? Comment cette propriété même a-t-elle été reconnue par le droit? Il semble que nous devions chercher l'origine de ce fait dans la transformation du patronage, et cette transformation, ce n'est pas seulement dans l'Eglise, c'est dans la société tout entière que nous pouvons la signaler.

Le patronage n'avait pas été seulement la protection de la personne. Dès le iv^e siècle, il était devenu aussi la protection de la terre. On se « commende, » mais on « commende » aussi son champ, sa vigne, son domaine. Or, quelle forme juridique devait revêtir ce contrat? Il n'en avait aucune qui lui fût propre. La loi romaine ne l'avait pas reconnu. Elle avait même combattu le patronage. Les mœurs, il est vrai, avaient été plus fortes que les lois. Le patronage triompha avec les invasions, mais il resta un fait social, non une création du droit. En l'absence de toute règle juridique, de toute définition précise, il fut ce qu'il devait être, un engagement de la personne, une tradition réelle de la terre. Le protecteur eut naturellement la propriété du champ, remis par le protégé même en son pouvoir.

Ce droit de propriété s'établit d'autant plus aisément qu'il ne changea rien au fait de la possession. C'est une chose digne de remarque qu'à la fin de l'empire la notion de la propriété tendait à se transformer, que l'on démembrait de plus en plus le droit et l'usage, le titre et la jouissance. La création des baux perpétuels, de l'emphytéose, sur les *fundi publici*, avait été une application de cette idée. Déjà l'emphytéote pouvait vendre, aliéner sa terre, « sauf le droit de l'État, » reconnu, affirmé par une rede-

vance. La distinction si fréquente, si féconde au moyen âge entre le domaine éminent et le domaine utile commençait ainsi à se faire jour. A l'époque des invasions, elle fut introduite dans les rapports privés. Si nous lisons, en effet, les recueils juridiques de cette époque, les formules de Tours, d'Angers, les plus anciennes, nous voyons des terres vendues, engagées, échangées, données en dot, réserve faite des droits du saint ou du propriétaire laïque¹. Nous avons peine à comprendre aujourd'hui ces usages. Mais ils nous montrent nettement la notion que les hommes de ce temps avaient de la propriété. Ils supposent qu'un bien peut avoir deux maîtres, celui qui exerce tous les droits du *dominium*, celui qui en possède le titre, l'homme qui use de sa terre et le saint ou l'homme dont elle dépend.

M. Fustel de Coulanges a bien montré² que cette conception du droit de propriété se rattachait aux habitudes du patronage. C'est surtout par la *commendatio* de la terre à une église ou à un grand qu'elle s'est établie. Ainsi a pu se concilier l'apparente contradiction « entre la propriété de l'homme qui dispose de la « terre et celle de l'église ou du riche à qui il l'a donnée. » D'une part, le contrat de patronage n'enlève aucun droit réel à celui qui « commende » sa terre, de l'autre, le droit supérieur du protecteur est garanti, puisque, quel que soit le détenteur du sol, sa redevance est assurée. En réalité, le contrat est favorable au protégé. Il garde la disposition de sa terre; en l'incorporant au grand domaine, il est sûr que le *possessor* la défendra comme son bien propre. Il a ainsi tous les avantages de la propriété sans être exposé aux dangers qui la menacent. Il possède, sauf le droit de propriété de celui qui le défend.

Par la force des choses, le patronage des terres se transformait donc en propriété. Devait-il en être de même du patronage des églises? Nous avons montré, en étudiant l'investiture épiscopale, comment, à l'époque féodale, la protection du roi sur les évêchés ou les abbayes était devenue un domaine éminent³. Beaucoup plus tôt, dès le *vi*^e siècle, le patronage des grands sur l'église de leur domaine, sur celle du *vicus* se transforme en propriété.

1. Zeumer, *Formulae aevi merovingici* (Form. Andecavenses, 21, 25, 40, 54, 58).

2. Le Bénéfice, *Histoire des institutions politiques*, p. 262 et suiv.

3. *Les Élections épiscopales dans l'Église de France du IX^e au XI^e siècle*, liv. I^{er}, chap. v.

Mais les causes sont identiques : elles se ramènent à l'idée que les hommes de ce temps se font du patronage. Mais, si dans la paroisse elles agissent plus vite, c'est qu'aux prétentions du *possessor* qui protège, l'Église ne peut opposer aucun titre assez fort pour maintenir son droit.

Ce titre, elle l'avait alors contre le roi dans les évêchés ou les monastères. Là, elle peut invoquer, elle invoquera longtemps encore la propriété du saint. Celui-ci est toujours présent dans son église; ayant son tombeau, il y réside. Il y réunit des prêtres et des fidèles; par ses miracles, il se défend lui-même; il entretient cette idée que nul ne peut impunément toucher à son domaine. Ainsi a-t-il pris possession de la terre ou des hommes; autour de lui se sont groupés les intérêts et les croyances. Établi enfin dans une cité, au milieu d'une population libre ou au centre de grands domaines dont il dispose, riche en terres, en clients, puissance morale et économique tout ensemble, l'organisme religieux qu'il a créé est assez puissant pour résister longtemps à toutes les convoitises. Il n'en est pas de même dans la paroisse. Théoriquement, il est vrai, toutes sont placées sous le vocable d'un saint. Mais ce titre ne répond qu'à un souvenir. De ces églises, beaucoup n'ont pas de reliques; en tout cas, ce n'est pas là que le saint demeure, agit, se fait voir. Dans cette petite localité rurale, souvent peu habitée, peu accessible, le protecteur visible, que tous connaissent, c'est encore le grand propriétaire. Ou bien il a fondé l'église, ou bien il en est le protecteur. Il vit près d'elle, ses possessions entourent de tous côtés sa possession. C'est à lui que les clercs se sont « commendés, » c'est à lui qu'ils « commendent » le patrimoine. Comment s'étonner que, conformément aux mœurs du patronage, il garde ce patrimoine dans son domaine? Il est sien, souvent par son origine et par la nécessité même. Il le protège en le possédant.

Et par la conception nouvelle qui se fait de la propriété, son droit de propriétaire peut très bien se concilier avec l'autonomie de ce patrimoine. De même que la terre « commendée » reste entre les mains de celui qui la « commende, » la dotation de l'église reste à la disposition du prêtre. Dans le grand domaine, même possédée par le maître, elle formera un organisme distinct. L'évêque pourra en avoir le gouvernement, ses revenus pourront être affectés au service des clercs, du luminaire ou des pauvres. Au moins à l'origine, le propriétaire ne retiendra, comme sur les

terres de ses « commendés, » qu'un cens ; ce sera le signe extérieur, la marque de son droit. Ainsi sa propriété sera pour l'église même un avantage et une garantie ; ni l'autonomie de la paroisse, ni ses institutions, ni sa vie religieuse n'auront à en souffrir.

La théorie ecclésiastique du patronage avait donc pu se concilier avec cette conception nouvelle, très souple, très large du droit de propriété. La nécessité même où l'Église se trouvait d'accepter la protection lui en fit subir toutes les conséquences. Cette confusion du patronage et de la propriété s'imposa à elle. Elle ne la reconnut pas, mais elle ne put la combattre et dut se résigner, dans l'impuissance d'y mettre fin.

En résumé, c'est par le patronage que nous pouvons expliquer comment les églises, fondées sur un domaine, ont pu devenir propriété individuelle. C'est également par les habitudes du patronage que nous voyons, dès le VII^e siècle, les églises des *vici* tomber entre les mains des grands. Au VIII^e siècle, le droit de propriété est bien établi. *Oratorium*, basilique ou *titulus* baptismal, l'église rurale peut avoir un maître, *dominus*. Et ce maître, les textes lui donnent déjà le nom qu'il portera pendant tout le moyen âge, *senior*, seigneur. Au « patronage » des églises que la législation canonique avait voulu établir, succède donc le « séniorat » des églises¹. Ainsi se forme, dès l'époque carolingienne, la cellule sociale, politique et religieuse qui s'appellera, deux siècles plus tard, la seigneurie.

IV. — LE SÉNIORAT DES ÉGLISES EST RECONNU PAR LA LÉGISLATION.

Le régime qui nous montre en réalité la conquête des paroisses par le séniorat devait être enfin reconnu par la royauté. Les Carolingiens lui font sa place dans le droit : il devient une institution publique.

Ce n'est pas qu'à ses débuts même le gouvernement nouveau n'ait hésité à le maintenir. Il semble que, dans la réforme religieuse faite par Pépin et saint Boniface, l'existence des églises privées ait été mise en question. Peut-être les ducs francs songeaient-ils alors à enlever aux laïques les paroisses comme ils

1. L'expression *seniores ecclesiarum* se trouve pour la première fois dans un capitulaire de 810, a. 3 (Boretius, p. 178).

venaient de leur enlever les évêchés. La requête de Pépin à Zacharie semble bien marquer cette tendance¹. Mais tout retour aux règles primitives était impossible. Les Carolingiens comprirent qu'il valait mieux accepter le séniorat et définir les rapports nouveaux qu'il allait créer entre le propriétaire, l'église et les clercs.

Ils reconnurent d'abord au *dominium* du seigneur une existence légale. Dès 794, le capitulaire de Francfort décide qu'il est permis aux hommes libres de posséder des églises, de les aliéner, de les vendre, pourvu que l'édifice sacré ne soit pas détruit et soit toujours affecté au culte². Cette disposition entra dans le recueil d'Ansegèse et d'autres capitulaires attestèrent à nouveau ce droit de propriété. Une loi de 802 nous apprend que les biens des églises et les paroisses mêmes peuvent être acquis par prescription. Le capitulaire de 818 confirma et précisa la nature du droit de propriété. Ce droit, la royauté l'exerçait elle-même. Nous voyons dans le capitulaire *de villis* les règlements établis par Charlemagne pour les églises ou chapelles bâties sur les terres du fisc.

Avec non moins de netteté, la législation rappela les privilèges concédés au propriétaire. A plusieurs reprises, son droit de présentation fut maintenu. Il fut interdit aux évêques de rejeter sans motif les candidats qu'il proposait³. D'autres mesures affermirent le lien qui unissait le prêtre à son seigneur⁴. Il ne put quitter la *villa*, abandonner l'église sans une permission. Le capitulaire de Francfort déclare que le clerc fugitif doit être retenu par le propriétaire du domaine où il se réfugie et rendu à son

1. Migne, t. LXXXIX, p. 935. « De laicis qui ecclesias in suis proprietatibus construunt, quis ipsas debeat regere aut gubernare, a sanctis Patribus ita statutum est... ut si in quolibet fundo cujuscumque juris oratorium sive basilica fuerit constructa, pro ejus devotione in honorem cujuscumque sancti, in cujus episcopi parochia fuerit fundatum oratorium, percepta primitus donatione legitima... praedictum oratorium... consecravit... »

2. *Capit. Franconfurtense*, a. 54. « De ecclesiis quae ab ingenuis hominibus construuntur, licet eas tradere, aut vendere, tantummodo ut ecclesia non destruatür sed serventur quotidie honores. » Salz (803-804), a. 3. « Quicumque voluerit in sua proprietate ecclesiam aedificare, una cum consensu et voluntate episcopi in cujus parochia fuerit licentiam habeat. »

3. *Capit. anni 802*, a. 17. « Ut qui possessionem ecclesiae vel parochiam per triginta annos sine alicujus interpellatione tenuerit... » (Boretius, p. 107).

4. *Capit. Franconfurtense*, a. 27.

maître¹. On recommanda enfin à ces clercs ruraux le respect et l'obéissance. « Que les évêques, » dit un capitulaire de 810, « veillent à ce que les clercs ruraux rendent à leur seigneur « l'honneur qui lui est dû, » et cette prescription est renouvelée sous Louis le Pieux et Charles le Chauve. La loi proclama ainsi, de toutes les manières, leur sujétion.

En reconnaissant l'existence des églises privées, les Carolingiens n'entendirent pas cependant rendre le droit de propriété absolu et sans limites. Ils lui imposèrent des restrictions. Ils prétendirent d'abord maintenir le séniorat religieux, les églises et les paroisses privées dans la dépendance des évêques. Une foule de dispositions rappelèrent les règles de l'ancien droit. Si le seigneur put choisir le desservant de son église, il lui fut interdit de se passer du consentement de l'évêque. Dès 769, ce principe est inscrit dans la législation². Charlemagne, Louis le Pieux et Charles le Chauve le rappellent dans leurs capitulaires³. En 865, le capitulaire de Toucy, en 869, l'édit de Pitres déclarent encore que les prêtres ne peuvent être institués dans une église ou privés de leurs fonctions sans la volonté de l'évêque diocésain. Le droit du propriétaire ne supprime pas la juridiction ecclésiastique. Il peut bien choisir le titulaire de son église ; il ne peut la donner, il ne peut la reprendre sans l'intervention du pouvoir épiscopal⁴.

Ainsi limité sur le clergé de son église, le pouvoir du maître est également défini sur l'église et son patrimoine⁵. Il ne possède qu'à certaines conditions. Si l'église, en effet, fait partie du domaine, elle forme, dans le domaine, un organisme distinct, que la loi, comme les canons, rend intangible et permanent. Cette pensée inspire les deux grandes mesures prises par Louis le Pieux en 818 et renouvelées au ix^e siècle. Par l'une, l'empereur interdit aux héritiers du propriétaire de comprendre l'église et ses

1. Boretius, p. 178, a. 3.

2. *Capit.* 769 (a. 9). « Ut nemo accipiat ecclesiam intra parochiam sine consensu episcopi sui. »

3. *Capit. ecclesiastica* (810-813). « Ut nullus laicus presbyterum in ecclesia mittere vel eicere praesumat, nisi per consensum episcopi » (Bor., p. 178). Cf. *Capit. missorum* (v. 813), a. 7. Id., p. 182, et *Capit. Wormatiense* (829), a. 1.

4. Capitulaires (éd. Krause, t. II). — *Capit. Tuciense*, 385, a. 11. — *Capit. Pistense* (869), a. 9. « Et non sine auctoritate vel consensu episcoporum presbyteri in quibuslibet ecclesiis constituentur vel expellantur. »

5. *Capit. ecclesiasticum* (818), a. 10, 29.

biens dans le partage de la *villa*, l'église devra rester un bien indivis, administré par tous. Par l'autre, chaque église doit avoir une dotation d'un manse au moins, *mansus integer*, libre de toute charge, de tout service. Ainsi sont assurées à la fois l'existence et la durée de l'église seigneuriale. Le seigneur qui l'a fondée ou qui la possède peut bien la vendre, l'engager, la transmettre; il ne peut la détruire. Il peut s'y réserver certains avantages, il ne peut démembrer le patrimoine ni mettre la main sur tout le patrimoine. L'église et ses biens forment, dans son domaine, comme une tenure spéciale, perpétuelle, irrévocable dont le prêtre a la jouissance, le saint la possession, lui-même la propriété¹.

Il est facile de voir dans ces mesures l'application de tout le système économique et social du gouvernement carolingien. Elles se rattachent d'une part à l'organisation domaniale que ces princes francs ont achevée; de l'autre, à l'institution régulière, publique du séniorat et du patronage. Faire de la *villa* la véritable cellule de l'organisme social, religieux, économique, y tenir les hommes groupés par le travail, par leur condition même, par la religion, affermir sur ce groupe l'autorité du maître, mais en même temps maintenir le séniorat dans les cadres de l'Eglise et de l'Etat, le soumettre à l'autorité religieuse, comme ils entendaient le soumettre à l'autorité royale, voilà bien quel fut le sens de leurs réformes. Ainsi ont-ils cru concilier tous les intérêts contraires qui s'agitaient autour d'eux, l'organisation religieuse, telle que l'Eglise l'avait établie, et les formes nouvelles du patronage, telles que le temps les avait faites. En réalité, ces mesures marquent une conquête du séniorat. Par elles, dans la société religieuse, il se fait sa place, comme il s'est fait reconnaître dans la société civile. Une idée, très contraire à la théorie canonique, entre dans le droit, celle qu'une église peut être la propriété d'un homme, et cette idée seule nous montre les progrès du laïcisme. La reconnaissance du droit de propriété, le nombre croissant des paroisses, fondées sur les terres du roi, des grands, ne pouvaient être, en effet, qu'une des formes de la sécularisation. Dès le début du IX^e siècle, l'Eglise vit le danger. Elle n'avait pu empêcher les conquêtes du patronage; essaya-t-elle au moins de les arrêter,

1. *Capit. Wormatiense* (829).

de les combattre? Il est intéressant de signaler l'attitude qu'elle prit à son égard.

Il n'est pas douteux que, dans cette question des églises privées comme dans celle des bénéfices ou des élections, des tendances diverses se soient fait jour. Qu'il y eût d'abord un parti intransigeant, qui rêvait l'autonomie complète du clergé, son absolue indépendance de l'État, les événements de 829, les lettres et les écrits d'Agobard, la rédaction des textes faux, vers 845, en prouvent l'existence. Ce parti s'est attaqué au séniorat religieux. Déjà Agobard signale tous les abus de l'institution et en prédit les conséquences : le désordre dans l'Eglise, la décadence de la discipline, l'abaissement du sacerdoce¹. Il déplore que les laïques aient des prêtres dans leurs domaines et abandonnent « les églises mères et les offices publics. » Ailleurs, il se plaint violemment de la prise de possession des églises : « Ce ne sont pas, dit-il, seulement les biens ecclésiastiques, ce sont les églises même qui sont la propriété des séculiers. » — A son tour, s'inspirant de ces idées, l'auteur des Faux-Capitulaires ébauche toute une théorie du patronage. Il rappelle qu'aucune église ne peut être ouverte au culte sans la permission, sans la consécration de l'évêque. Celui-ci doit planter une croix sur le terrain où l'édifice va être construit et, avant même sa construction, obtenir le don d'un patrimoine. Or, par la consécration, l'église est affranchie; par la constitution de dot, elle a un titre intangible, irrévocable, véritable transfert de propriété. Si le seigneur prétend la retenir ou en disposer, l'église est réunie au domaine épiscopal. Aussi n'a-t-il aucun droit sur les choses sacrées, aucun pouvoir sur le prêtre. Que lui reste-t-il? le patronage; un simple titre d'honneur qui n'assure à celui qui le possède que des avantages spirituels et des marques de respect².

Cette théorie, expression pure de l'ancien droit, est la négation du séniorat religieux. Elle inspire, sous Louis le Pieux, la réaction marquée de l'épiscopat contre le séniorat des églises,

1. Agobard, *Liber de dispensatione ecclesiasticarum rerum*, 16. « Nunc non solum possessiones ecclesiasticae sed ipsae etiam ecclesiae cum possessionibus venundantur. » Lire tout le passage (Migne, t. CIV).

2. *Faux Capitulaires*, I, 382, 383; II, 202, 207. « Ut seculares de rebus Deo dicatis ecclesiaeque facultatibus ad se nihil putent pertinere praeter reverentiam tantum. » *Id.*, III, 292 (éd. Baluze).

réaction qui se traduit dans les grandes assemblées de Worms et de Paris, en 829. Dans certaines régions, celles où dominait l'influence d'Agobard et du parti réformiste, les évêques essayèrent de l'appliquer¹. Ils insérèrent dans les chartes des églises fondées par des particuliers des clauses spéciales, affranchissant de tout droit de propriété le sol et l'édifice. Lisez la charte de la *villa Sentolatus*. « Que, pas plus que nous-mêmes, « nos héritiers n'aient aucun droit de vendre, aliéner, trans- « mettre..., n'ayant, sur cette église, que l'honneur qui est dû au « patronage. » Remarquons aussi que les écrivains de ce parti commencent à employer le mot de *patrocinium* pour définir les droits des fondateurs ou de leurs héritiers; ils l'opposent à la propriété, au *dominium* des seigneurs. Mais ces idées ne prévalurent pas. L'Église groupée autour de la royauté, surtout depuis 840, monarchique et officielle, n'osa s'attaquer ouvertement à une institution reconnue par la loi, consacrée d'ailleurs par les faits et par les mœurs. Ce qu'elle voulut surtout, ce fut maintenir les églises, les paroisses privées sous le gouvernement de l'épiscopat. Elle accepta la transaction faite par les capitulaires; elle reconnut le droit de propriété, mais elle affirma de nouveau l'immunité de la dot et la juridiction de l'évêque sur le patrimoine ecclésiastique et sur le desservant.

On peut voir, dans les écrits d'Hincmar, ces tendances de l'épiscopat. A plusieurs reprises, il nous parle de paroisses ou de chapelles privées. Lui-même possède, dans les diocèses voisins, des églises dont il nomme des titulaires. Il accepte le séniorat. Il recommande aux prêtres attachés à une église seigneuriale l'obéissance et le respect envers leur maître. Il respecte, il rappelle aussi le droit des seigneurs de choisir leurs clercs, de les présenter à l'ordination². Mais sur ces églises il maintient avec énergie la juridiction ecclésiastique. Il veut que le choix du seigneur soit conforme aux canons; il se réserve le droit de juger l'*electio*, de la confirmer ou de ne pas la reconnaître. Il refuse

1. Fondation d'une église dans la villa Sentolatus. Cartul. de Grenoble (n° VII), p. 13. Les fondateurs n'ont que « honorem... loco patrocinii, » ne se réservant pour eux et leurs héritiers aucun droit. Ils laissent même à l'évêque la nomination du titulaire ecclésiastique.

2. Flodoard, III, 28. Lettre d'Hincmar à un prêtre, Sigloard... « Colludium quod habebat factum... celaverat, videlicet ut alumnus ejus sine consensu senioris sui in loco ipsius ordinaretur... »

d'ordonner les clercs choisis par simonie ou par faveur, illettrés et incapables. Il déclare enfin que le droit de présentation est enlevé au seigneur qui en use mal et dévolu à l'évêque diocésain.

Même vigilance sur les biens de l'Église. Il les met spécialement sous la surveillance de l'archidiacre, réclame pour l'évêque seul le droit d'en disposer, d'en surveiller l'emploi. Lisez ses instructions à Hedenulf¹ : « L'évêque, dit-il, ne doit pas réunir à son « église les églises établies dans les domaines des hommes libres « et de leurs héritiers ; mais, conformément aux capitulaires syno- « daux et impériaux, ... il doit veiller que les églises gardent l'im- « munité de leur dot et contrôler l'usage que les hommes libres « font de leur droit de propriété. » Conséquemment, il refuse au seigneur toute ingérence dans l'administration du patrimoine, toute part à ses revenus, il revendique pour le prêtre la liberté de recevoir, de donner librement à son église ; il proteste contre l'usage des dépouilles qui commence à s'établir. S'il ne nie pas le droit de propriété, il le limite ; ce qu'il veut, c'est maintenir le prêtre et l'église sous l'autorité de l'évêque. Cette doctrine d'Hincmar est aussi bien celle de l'épiscopat².

Nous la trouvons en effet, surtout au commencement du x^e siècle, dans les canons du concile de Trosly, la dernière des grandes assemblées carolingiennes³ (909). Après avoir protesté contre les charges et les cens dont les laïques grèvent les églises, l'usurpation des dîmes, des offrandes et des biens, le synode ajoute : « En exposant ces faits, nous ne prétendons pas enlever « aux seigneurs leur droit de propriété, quoique, sur les biens « qui leur ont été concédés par Dieu même, ils ne doivent et ne « puissent avoir de seigneurie et que ces biens relèvent plutôt des « évêques. Et, par ces mots, nous entendons la juridiction épisco- « pale, nous ne demandons pas les droits d'un propriétaire. Quant

1. *Letterae canonicae Hedenulfo datae* (Migne, t. CXXVI, p. 274).

2. Déjà l'assemblée de Paris, en 829, recommande aux prêtres des églises seigneuriales « ... senioribus suis debitam reverentiam. » *Episcoporum relatio* (Krause, *Capit.*, t. II, p. 33).

3. Trosly (909), c. 6. « Nequaquam seniorum ab eis tollimus dominium, quasi ipsi nomen senioratus in rebus sibi a Deo concessis habere non debeant aut non possint, sed potius ecclesiae episcoporum esse debeant. Designamus denique gubernationem episcopi, non nobis vindicamus potestatem domini... Presbyteri eis in quorum ditione suae consistunt ecclesiae... honorem et obsequium impendant debitum, id est spiritale atque ecclesiasticum. »

« aux prêtres, qu'ils rendent à ceux dont dépendent leurs églises
 « l'honneur, les services qui leur sont dus, c'est-à-dire les droits
 « spirituels qui leur sont reconnus par les canons. » — Ainsi un
 domaine éminent, un droit de propriété théorique sur les biens et
 la dot de l'église, un droit de présentation limité, dévolu en cer-
 tains cas à l'évêque, des privilèges spirituels, voilà les seuls
 avantages que la hiérarchie ait reconnus au séniorat.

Par d'autres mesures elle s'efforça encore d'entraver ses progrès.

La première fut, sous Louis le Pieux, de rattacher étroitement
 les églises de *villae* à l'église libre, l'*ecclesia senior*. Agobard
 nous montre nettement cette tendance dans ses écrits¹, et c'est à
 ce dessein qu'il faut attribuer les prescriptions qui interdisent le
 partage des dîmes, recommandent le baptême public et enfin
 l'institution des *decaniae* et le groupement des paroisses². Con-
 centrer la vie religieuse dans les grands centres ruraux, fortifier
 l'autorité des archidiacres et des doyens était sans doute le meil-
 leur moyen d'affaiblir l'indépendance des églises privées.

Par une autre méthode, du ix^e au x^e siècle, l'Église essaya
 encore d'arrêter la sécularisation. Elle tenta par divers moyens
 de faire passer la propriété des églises privées aux évêchés, cha-
 pitres et monastères. Déjà, à l'époque d'Hincmar, les laïques se
 plaignent des évêques qui leur enlèvent leurs églises et les réu-
 nissent arbitrairement au patrimoine épiscopal³. Nous avons
 aussi, sous Louis le Pieux, Lothaire et Charles le Chauve, plus
 d'un exemple de restitution de paroisses données en béné-
 fice. Mais ce fut surtout par donation, échange ou achat, qu'un
 grand nombre d'églises ou chapelles devinrent propriétés des
 évêchés et des abbayes. Lisez les diplômes des grands monas-
 tères carolingiens, Beaulieu, Conques, Cluny, Saint-Bertin,
 Savigny, Saint-Pons, beaucoup nous montrent des fidèles

1. Agobard, *De Privilegio et jure sacerdotii* (Migne, t. CIV, p. 138). Les laïques cherchent à avoir « presbyteros proprios, quorum occasione deserant ecclesias seniores et officia publica. »

2. Cf. *Capit. excerpta de canone* (806), a. 21. Obligation pour le peuple de se rendre au *vicus publicus* aux jours de grandes fêtes. — *Capit. anni 801-814* (Bor., p. 144), a. 6. « Ut qui oratorium consecratum habet vel habere voluerit, per consilium episcopi de suis propriis rebus, ibidem largiatur, ut propterea illi vici canonici non sint neglecti. » — *Concil. Meldense* (845), c. 48. « Et vici auctoritatem et privilegia debita et antiqua retineant. »

3. *Letterae canonicae Henedulfo datae* (Migne, t. CXXVI, p. 274).

cédant leur *villa*, ou une portion de leur *villa*, avec une église. Parfois aussi, l'église seule est cédée avec ses dépendances. Il n'est pas douteux, si l'on rapproche toutes ces donations, que jusqu'à la fin du x^e siècle, un grand nombre de paroisses privées aient été ainsi incorporées à un évêché ou à un couvent. Ce n'était pas que le droit de propriété changeât de nature, mais la propriété même changeait de mains. L'église rurale avait toujours un maître, mais ce maître avait un caractère sacré.

Ces mesures n'eurent pas les résultats qu'on en attendait. D'une part, il était chimérique d'espérer la sujétion de la petite église à celle du *vicus*, d'établir cet ordre et cette hiérarchie dans le clergé qui devaient assurer partout l'obéissance. L'épiscopat ne pouvait arrêter le morcellement qui dissolvait la société religieuse comme la société politique, l'union de plus en plus étroite de la paroisse et de la seigneurie, dans un milieu social où la vie économique, politique, repose sur la terre, se concentre dans les limites étroites d'une juridiction locale. D'autre part, les donations d'églises profitèrent surtout aux couvents, et elles rendirent plus redoutable encore à l'épiscopat même la force des grandes abbayes. Avec leurs chapelles, leurs paroisses, leurs biens, elles devinrent dans chaque diocèse un organisme indépendant, qui chercha de plus en plus à se soustraire à la juridiction épiscopale. On peut dire qu'au xi^e siècle l'unité religieuse du diocèse n'existe plus. Au lieu d'une grande communauté, divisée en communautés plus petites, administrée par l'évêque et ses délégués, nous voyons dans les cadres anciens du diocèse une foule de petits groupes isolés, morcelés et sur lesquels très souvent le pouvoir religieux de l'évêque est nominal, intermittent ou combattu.

Or, par les fondations nouvelles des seigneurs ecclésiastiques ou laïques, le nombre de ces églises privées grandit toujours. A la fin du x^e siècle, dans chaque diocèse, très grand est le nombre des paroisses qui appartiennent à un monastère, au comte, aux seigneurs locaux. En 982, Saint-Hilaire possède treize églises dans le diocèse de Poitiers¹; au x^e siècle, Saint-Cyprien plus de trente-trois². Voyez maintenant les testaments, les partages des grands, comtes, vicomtes, vicaires, etc. En 961,

1. Cartulaire de Saint-Hilaire de Poitiers, n° 289 (942).

2. Cartulaire de Saint-Cyprien (*Arch. hist. du Poitou*), n° 9. Charte de Pierre II, évêque de Poitiers (1097-1100).

le comte de Rouergue, Raimond, détient au moins soixante églises et chapelles dans divers diocèses de ses États¹; vers la même époque, le vicomte de Béziers en détient une vingtaine². En 972, Garsinde, comtesse de Toulouse, donne en une seule fois sept églises et neuf chapelles à Saint-Pons³; en 981, Roger, comte de Carcassonne, donne cinq églises à Saint-Hilaire⁴. On peut juger par ces libéralités du nombre d'églises que possèdent des seigneurs.

Mais, en même temps, par une transformation parallèle, à mesure que diminue le nombre des paroisses libres, grandit sur les églises privées le pouvoir de leurs maîtres.

Les règles que les Carolingiens avaient essayé d'appliquer au séniorat religieux disparaissent peu à peu, car eux-mêmes sont impuissants à les maintenir. Dans l'Église comme dans l'État, leur œuvre avait été un compromis. Charlemagne avait rétabli l'autorité publique, le pouvoir des lois, les règles du gouvernement. Mais il avait aussi affermi le patronage, fondé sur ces pratiques tout un système d'obéissance. Ces idées, il les avait appliquées à la société religieuse. Il avait donné à l'Église un double chef : le pape et l'empereur. Au premier, il avait uni le corps religieux par les liens étroits de la discipline; au second, par les engagements personnels de la fidélité. Évêques et abbés se recommandaient au roi comme à leur seigneur. Il conçut enfin la paroisse comme l'image de l'État. Dans le petit centre, cellule de la vie religieuse et économique, il avait établi ou favorisé les mêmes usages. Le prêtre fut à son tour uni à son seigneur comme il l'était à son évêque; il devint l'homme du premier comme il était le représentant du second, et il dut obéir à la fois à un maître et à un chef.

Ainsi, les Carolingiens avaient pensé établir l'ordre et l'unité dans les institutions religieuses comme dans les institutions civiles, tenir en équilibre les assises même de l'État. Mais le système ne marche qu'avec des mains assez puissantes pour le maintenir. Le jour où la monarchie allait être faible, entre la force du gouvernement et la force du patronage, l'équilibre devait être

1. *Histoire de Languedoc*, t. V, n° 111 (961).

2. *Ibid.*, n° 150 (990).

3. *Ibid.*, n° 126 (972).

4. *Ibid.*, n° 134 (981).

rompu. Le patronage devient tout puissant et la féodalité commence.

Nous retrouvons la même loi dans la paroisse. Comme dans la grande société, État ou Église, elle se traduit dans la petite par l'affaiblissement des pouvoirs réguliers, organes naturels du gouvernement, royauté ou épiscopat. Ici, c'est le seigneur qui met peu à peu la main sur l'église et son patrimoine. Là, choisi par lui, le prêtre rural est son homme, souvent son serf ou son recommandé. Ainsi, le pouvoir épiscopal recule peu à peu devant le pouvoir seigneurial. Quel qu'il soit, clerc, laïque, chapitre ou monastère, le seigneur est toujours un maître. Les règles abstraites du droit sont un contrepoids insuffisant à ses volontés. Au x^e siècle, son droit de propriété s'accuse, s'étend, supprime toute limite. Les barrières anciennes établies par la législation tombent et la paroisse entre dans sa seigneurie. Nous allons voir ce qu'elle est devenue entre ses mains.

IMBART DE LA TOUR.

(Sera continué.)

LE

5^E CORPS DE L'ARMÉE D'ITALIE

EN 1859.

(Suite et fin¹.)

A Florence, le prince Napoléon n'avait avec lui que sa deuxième division d'infanterie, général Uhrich, la brigade de cavalerie du général de Lapérouse, la brigade d'artillerie Fiéreck, la brigade du génie Coffinières de Nordeck, puis les deux divisions toscane et romagnole d'Ulloa et Mezzacapo, qui ne compaient (la seconde notamment) que sur le papier.

La première division d'infanterie du 5^e corps, commandée par le général d'Autemarre d'Ervillé, n'avait pas rallié en Toscane, et le 18 mai avait été provisoirement détachée, sous les ordres du maréchal comte Baraguey-d'Hilliers, au 1^{er} corps d'armée.

Le 17 mai, le 3^e de zouaves, de la division d'Autemarre, occupa Bobbio; le 19 mai, les 75^e et 93^e de ligne furent portés par les voies ferrées à Tortone. Le 1^{er} bataillon du 93^e, en marchant sur Voghera, ayant entendu le canon du côté de Montebello, rallia la division Forey, attaquée par l'ennemi. Son arrivée sur le champ de bataille fit croire aux Autrichiens que c'était l'avant-garde d'une armée de secours et contribua à déterminer l'ennemi à la retraite.

Le 21 mai, les 75^e et 93^e se rendirent à Godiasco, puis à Varzi, et vinrent rallier à Bobbio le 3^e de zouaves. Le quartier général de la division fut établi à Bobbio; la division eut pour mission de protéger la vallée de la Trebbia, de couvrir la droite de l'armée alliée et d'inquiéter la gauche des Autrichiens. L'ennemi, qui s'était d'abord concentré à Stradella et à San-Giovanni, sur la

1. Voir *Revue historique*, t. LXVI, p. 301.

route de Voghera à Plaisance, abandonna la vallée de la Trebbia ; le général d'Autemarre reçut l'ordre de rallier le 1^{er} corps avec ses troupes.

Le 31 mai, le 3^e zouaves prit part au combat de Palestro, enleva les canons autrichiens et se couvrit de gloire. Après la bataille de Magenta, la division d'Autemarre suivit le mouvement général sur Milan, marchant de la Sesia sur le Tessin. Elle occupa Magenta le 9 juin ; puis, ayant reçu la double mission de couvrir la droite de l'armée et de faciliter le passage du Pô à la seconde partie du 5^e corps, venant de la Toscane, elle manœuvra pour se rapprocher de Pavie, occupée par l'ennemi et dont elle provoqua l'évacuation. Le 11 juin, elle occupa Bereguardo, sur la rive gauche du Tessin, le 12 Belgiojoso, le 13 franchit le Pô entre Spessa et San-Giovanni, au moyen de bateaux, de chalands accouplés et mis en mouvement par une traîle. Une fois sur la rive droite du fleuve, la division entra le soir même à Plaisance, où elle se trouva toute réunie le 14. Elle séjourna à Plaisance jusqu'au 17 juin, construisit un pont sur le Pô et envoya un détachement chargé de reconstruire celui de Pizzighettone sur l'Adda. Le 22, la division traversa à nouveau le fleuve sur le pont précédemment construit par elle, se concentra à Pizzighettone, franchit l'Adda et occupa Crémone. Le 25, la 1^{re} brigade, une batterie, la compagnie du génie, trois escadrons s'établirent à Piadena, devant le confluent de la Chiese et de l'Oglio. La 2^e brigade, une batterie, un escadron vinrent occuper Pessina, et le 26 la division d'Autemarre faisait sa jonction avec le gros du 5^e corps, venant de Toscane.

Tandis que la division d'Autemarre évoluait sur les deux rives du Pô, descendant le cours du fleuve, manœuvrant de façon à empêcher la droite de l'armée franco-sarde d'être tournée par la gauche de l'armée autrichienne et se rapprochant de la partie la plus importante du corps d'armée, celle-ci, demeurée sous les ordres directs de son général en chef, prononçait sa marche du sud au nord. Le 14 et le 15 juin, les troupes aux ordres du prince Napoléon quittèrent Florence avec Parme pour objectif. Les auxiliaires italiens furent dirigés par Pistoïa, le col de l'Abetone, Meggio ; les brigades françaises par Lucques, Massa, Sarzana, Aulla, Pontremoli, Fornoue. Cette marche par deux routes divergentes n'était peut-être pas très heureusement combinée. Elle pouvait, en cas d'attaque, exposer à une destruction totale les

troupes italiennes. Le commandement en chef avait-il un motif secret d'agir de la sorte? Aimait-on autant être débarrassé de ces auxiliaires encombrants et inutiles sur lesquels on savait ne pouvoir compter? Le fait est que c'est à peine s'il arriva quelques malheureux Toscans d'Ulloa à Parme; quant aux Romagnols de Mezzacapo sortis de Florence, on ne les revit plus.

Tandis que les troupes quittaient Florence par étapes, le prince Napoléon, le 16, gagnait Lucques en chemin de fer avec sa maison militaire et l'état-major général du corps d'armée.

Dès que le train entra en gare, il fut accueilli par d'harmonieuses aubades et des cris bruyants : « Vive la France ! »

Toutes les jeunes filles de la ville attendaient à la gare et couvrirent de fleurs les arrivants. Dès que le prince parut, les Lucquois voulurent le porter en triomphe. Le soir venu, la ville se couvrit des feux d'une illumination splendide.

Au palais ducal, le prince fut rejoint par un aide de camp de l'empereur, le colonel d'état-major comte Reille, chargé de prévenir le commandant du 5^e corps que l'empereur livrerait bataille sous peu de jours, aux environs de Castiglione, et de l'inviter à hâter la marche de son corps d'armée pour prendre part à l'affaire. Il était bien temps ! Après avoir refusé pendant huit jours l'autorisation de marcher, inviter à se hâter lorsqu'il est trop tard pour arriver, quelle amère dérision !

Le prince Napoléon, rendons-lui cette justice, aussitôt après avoir donné audience au comte Reille, réunit les généraux et chefs de corps et leur donna l'ordre de presser la marche, afin de rallier rapidement le gros de l'armée alliée.

Le conseil fit observer au prince que, par une chaleur supérieure à quarante degrés, prétendre faire doubler les étapes à l'infanterie, chargée de vivres pour deux jours, c'était vouloir mettre hors de service la plupart des hommes. Justes et sages observations. Le prince s'y rendit avec peine; fort contrarié, il résolut tout au moins de prendre les devants de sa personne et, si c'était possible, de devancer son corps d'armée. Idée de sous-lieutenant et non de général en chef, d'une exécution d'ailleurs irréalisable dans les circonstances présentes.

Après un séjour à Lucques de vingt-quatre heures, pour donner le temps aux troupes et à l'artillerie d'arriver, le samedi 18 juin, à quatre heures du matin, le corps d'armée se mit en marche pour Massa par la route de Pietra-Santa, à courte dis-

tance des bords de la mer, l'état-major général tenant la tête de la colonne.

Si, pendant la campagne d'Italie, le feu de l'ennemi ne fut guère meurtrier pour les troupes du prince Napoléon, il n'en fut pas de même de leur marche rapide et précipitée, des plus pénibles, à travers montagnes arides et plaines inondées, par une chaleur torride. Nombre de soldats et d'officiers tombèrent d'insolation pour ne plus se relever. Cette marche valut néanmoins au 5^e corps le surnom de *Touriste*, surnom qui même se changea (lors de l'arrivée au quartier impérial de Veggio, trop tard pour prendre part à aucune bataille) en un autre sobriquet : *la Sécurité des familles*.

N'empêche que le « Touriste, Sécurité des familles, » rendit un service capital en retenant sur la rive droite du Pô plusieurs corps d'armée autrichiens et contribua pour une bonne part au gain des victoires de Magenta et Solferino, évitant à l'armée alliée d'être tournée et prise à revers par l'extrême droite de l'armée autrichienne, maintenue dans les pays transpadans par la diversion du 5^e corps. La victime fut le pauvre prince Napoléon. Si l'empereur eut l'intention de jeter un ridicule sur le cher cousin, il faut convenir que jamais chef d'État ne réussit mieux dans une entreprise.

Nous avons laissé le 5^e corps quittant, après la halte du déjeuner, Pietra-Santa et se dirigeant vers Massa, étape désignée à trois lieues plus loin. On approchait de Massa lorsque le général en chef, qui n'avait probablement pas jugé à propos de se lever d'assez bonne heure pour partir avec ses troupes de Lucques, atteignit la queue de la colonne. Il fit ouvrir les rangs pour gagner la tête avec son état-major particulier, les traversa au grand galop de son cheval, sans adresser un mot aux hommes, qui l'accueillaient par un feu roulant de lazzis, d'imprécations et de jurons. C'était la première fois que l'Altesse Impériale était vue de ses troupiers. La connaissance fut peu cordiale.

A une heure de l'après-midi, le 5^e corps atteignait Massa. A Massa, accueil bruyant, comme partout et toujours : fleurs, cris, vivats, *Viva la Francia!* Dans cette ville se trouvaient des gendarmes parmesans qui venaient rallier les troupes françaises.

Le commandant en chef du 5^e corps passa les dimanche 19 et lundi 20 à Massa, où il reçut le lieutenant Bocher, officier d'or-

donnance du général d'Autemarre, que ce dernier envoyait pour prévenir qu'il venait de quitter Plaisance, et de la rive droite du Pô se portait sur la rive gauche, poursuivant sa marche parallèlement à celle du surplus du corps d'armée vers l'Adda, jusqu'à sa jonction, avec Crémone pour objectif.

Le mardi 21, au matin, les troupes se mirent en marche par la route de Sarzana pour gagner Parme par Sarzana et Aulla. Le temps était épouvantable; orages violents; pluies diluviennes. En traversant Sarzana, le prince fut l'objet d'une ovation.

A Aulla (petite ville sur la rivière la Magra), but de l'étape, la plaine était inondée. Hommes et chevaux durent bivouaquer dans l'eau et eurent beaucoup à souffrir. Aussi chacun trouvait assez indifférent de traverser à même la Magra, rivière guéable. Le commandant du génie ne l'entendait point ainsi et, sans doute pour prouver l'utilité de son arme et de sa présence, il tint à construire un pont. Pas un homme n'était encore passé sur le pont à peine terminé, le courant l'emporta, au milieu des rires et des lazzi des soldats, qui, pour se venger de l'attente imposée pour sa construction, baptisèrent le général Coffinières de Nordeck du titre de comte de Pont-Écroulé.

Les ruisseaux se transformaient en rivières, les rivières en torrents. Ce fut donc à grand'peine que, le 22, l'on put franchir les vingt-trois kilomètres qui séparent Aulla de Pontremoli.

Le soir, illumination *a giorno* de cette dernière petite ville.

Le jeudi 23, départ de Pontremoli, à quatre heures du matin; les chemins étaient si difficiles qu'il fallut bivouaquer, au bout de vingt-sept kilomètres, dans la montagne, au col de Berceto, surnommé, à cause de l'affluence immodérée de petits habitants, *Pucetto* par les soldats français.

Le 24, au matin, plantant là ses troupes, le prince Napoléon partit en avant, se faisant suivre, non seulement des officiers de son état-major particulier, mais aussi de l'état-major général du corps d'armée; un escadron de hussards servait d'escorte. Vers midi, le prince et les états-majors arrivaient à Fornovo¹.

Le général en chef s'établit dans un joli petit château, à un kilomètre au delà de la ville.

A la chute du jour, sur les hauteurs de l'Apennin, de tous côtés s'allumèrent de grands feux. Les officiers de l'état-major général

1. Fornoue, célèbre par la victoire de Charles VIII.

s'émurent à cette vue, s'imaginant reconnaître là des signaux destinés à prévenir les Autrichiens de la marche des troupes françaises. Le général en chef et ses états-majors se trouvaient isolés au pied de l'Apennin, sur le versant septentrional, avec un escadron de hussards. Il n'eût plus manqué, pour achever de jeter le ridicule sur le malheureux prince Napoléon, que de se faire faire prisonnier, sans avoir combattu, auprès de ce Fornoue illustré par les armes françaises. Le général de Beaufort donna l'ordre que les chevaux restassent sellés toute la nuit, chacun se tenant prêt à monter à cheval afin de se replier sur la division Ulrich. Mon père reçut l'ordre de poster des grand'-gardes dans la direction où l'on savait les Autrichiens. Vers le milieu de la nuit, mon père s'avisa que l'on était le 24 juin et que ces feux qui émotionnaient si fort ses camarades pourraient bien n'être que de simples feux de joie, les feux de la Saint-Jean. Il fit part aux autres officiers de son idée ; on alla aux informations et on acquit la certitude qu'il en était ainsi. Néanmoins, pour plus de sûreté, tous les chevaux restèrent sellés pendant la nuit, mais chacun s'accorda un peu de repos à tour de rôle.

Le lendemain, samedi 25 juin, tandis que les troupes descendaient l'Apennin sur Fornoue, le prince Napoléon, avec l'état-major du corps d'armée et son escorte de hussards, traversant la plaine en une étape de vingt-deux kilomètres, faisait un peu avant midi une entrée triomphale à Parme.

Ses logements avaient été préparés au palais San-Vitale, magnifique demeure appartenant au marquis de San-Vitale, qui avait épousé une fille de Marie-Louise et du général Neipperg. Au lieu de descendre au palais San-Vitale, le prince Napoléon fut s'installer au palais ducal. La duchesse de Parme, Mademoiselle, fille du duc de Berry, avait quitté peu auparavant sa capitale. Il prit la chambre de la princesse ; Émile Augier occupa l'appartement réservé à M. le comte de Chambord lorsqu'il venait voir sa sœur, et ainsi de tout l'entourage particulier du fils du roi Jérôme.

L'état-major général du corps d'armée fut descendre au palais San-Vitale. Le maître de la maison vint recevoir les officiers français à l'entrée de sa demeure, puis, après les avoir introduits dans ses salons, leur dit : « Messieurs, ma femme et moi nous n'attendions pour nous mettre à table que votre arrivée. Je pense que vous nous ferez l'honneur d'accepter de déjeuner avec

nous. » Le général de Beaufort d'Hautpoul faisait des cérémonies et préparait un refus. Mon père prit la parole : « Pardon, mon général, mais c'est moi qui suis chef de calote; au nom de mes camarades et au mien, j'accepte avec reconnaissance l'aimable invitation de Monsieur le marquis de San-Vitale. » Puis, se retournant vers leur hôte : « Jamais gracieuse invitation n'aura été acceptée de meilleur cœur et ne pouvait venir plus à propos. Monsieur le marquis, nous ferons honneur à votre déjeuner, avec reconnaissance. » La marquise de San-Vitale entra sur ces entrefaites, prit le bras du général de Beaufort, qui se laissa faire une douce violence et passa, suivi de ses officiers, dans la salle à manger, où fut servi un magnifique déjeuner. Les hôtes étaient fort aimables, gens d'agréable et d'excellente compagnie; semblable résidence était une bonne fortune pour l'état-major général. En sortant de table, le marquis prit mon père à part : « Commandant, lui dit-il, puisque vous êtes chef de calotte, voici une clef de ma cave. Veuillez y faire prendre chaque jour ce que vous désirerez pour vos camarades et vous.

— Monsieur, vous êtes trop aimable. Je vous remercie de votre offre gracieuse, mais permettez-moi de ne pas l'accepter.

— Par exemple, et pourquoi donc ?

— Parce que ni mes camarades ni moi ne serons assez indiscrets pour cela.

— Écoutez, mon cher commandant, à Parme vous ne trouverez que du vin des plus médiocres. Je ne me pardonnerais pas de vous laisser boire de mauvais vin d'Italie, tandis que j'ai dans mes caves plus de *quatre cent mille bouteilles* de bon vin de votre pays. Ce n'est pas ce que vous pourrez en boire qui fera une brèche à notre provision de vin de France. Vous nous débiteriez infiniment, ma femme et moi, en persistant dans votre refus. »

L'offre était faite de si bonne grâce que mon père finit par l'accepter. Pendant son séjour à Parme, mon père voyait chaque jour ses hôtes. La fille de Marie-Louise était une personne intelligente, instruite, femme d'esprit, d'un commerce agréable.

Dans une conversation avec le marquis, l'entretien étant venu à rouler sur l'archiduchesse, sa belle-mère, mon père offrit à M. de San-Vitale de lui donner une lettre de cette princesse à madame-mère (Letitia) annonçant la mort du duc de Reichstadt, par le fait demi-frère de la marquise de San-Vitale. Cette

lettre avait été donnée récemment à mon père par l'exécuteur testamentaire du roi Joseph Bonaparte. Le marquis de San-Vitale accepta seulement de prendre communication de la lettre de sa belle-mère, et lorsque, de retour de France, mon père l'eut adressée à ses hôtes de Parme, ces derniers, après en avoir pris connaissance, s'empressèrent de la renvoyer. — Cette lettre, datée de Schœnbrunn, 23 juillet 1832, est tout entière de la main de l'impératrice Marie-Louise :

Madame, dans l'espoir d'adoucir l'amertume de la douloureuse nouvelle que je suis malheureusement dans le cas de vous annoncer, je n'ai voulu céder à personne le soin pénible de vous en faire part. Dimanche 22, à cinq heures du matin, mon fils chéri, le duc de Reichstadt a succombé à ses longues et cruelles souffrances. J'ai eu la consolation d'être auprès de lui dans ses derniers moments et celle de pouvoir me convaincre que rien n'a été négligé pour le conserver à la vie. Mais les secours de l'art ont été impuissants contre une maladie de poitrine que les médecins, dès le principe, ont unanimement jugée d'une nature si dangereuse qu'elle devait infailliblement conduire au tombeau mon malheureux fils, à l'âge où il donnait les plus belles espérances. Dieu en a disposé ! Il ne nous reste qu'à nous soumettre à sa volonté suprême et à confondre nos regrets et nos larmes.

Agréez, Madame, dans cette douloureuse circonstance, l'expression des sentiments d'attachement et de considération que vous a voués

Votre affectionnée,

MARIE-LOUISE ¹.

Le jour même de son arrivée à Parme, le prince Napoléon reçut au palais le commissaire général du duché, chambellan de la duchesse de Parme, laissé par la princesse dans la capitale. Le comte d'Allasta eut avec le cousin de Napoléon III une longue conversation dans laquelle ce dernier affirma que non seulement la fille du duc de Berri ne serait pas dépouillée de ses États, mais qu'elle recevrait une augmentation de territoire.

Le comte d'Allasta connaissait mon père de longue date et vint le voir au palais San-Vitale, au sortir de son entrevue avec le prince Napoléon. Le pauvre chambellan était dans la joie de son âme ; le prince Napoléon, qui, lorsqu'il voulait s'en donner la

1. Comparer la lettre de Marie-Louise à l'archiduc Ferdinand d'Este publiée dans la *Revue historique*, LXIV, 93:

peine, était un véritable charmeur, avait séduit son interlocuteur. Le commissaire général de la duchesse de Parme était enchanté du général en chef du 5^e corps. Il voyait déjà la princesse reprenant possession de ses États et considérait comme une preuve de tact, comme une manifestation de bon goût les bonnes dispositions du gouvernement français à l'égard de la descendante des rois de France. Mon père eut beaucoup de peine à le désabuser. Connaissant le prince Napoléon, ses sentiments, mon père reconnut vite dans ses assertions une de ces facéties dont, malgré son incomparable esprit, sa haute et puissante intelligence, ne sut jamais se préserver l'*enfant gâté* du roi Jérôme, resté toujours un spirituel enfant terrible.

Le lendemain, le comte d'Allasta revint trouver mon père; il désirait faire parvenir à sa souveraine diverses communications secrètes et confidentielles. Craignant avec raison que sa lettre fût décachetée, peut-être même interceptée, il ne savait comment s'y prendre; il venait conter son embarras et prendre conseil. Mon père se prit à rire : « Confiez-moi votre lettre, mon cher ami, et soyez sans inquiétude. Je vous promets qu'elle parviendra, je vous garantis même qu'elle arrivera intacte. » Quelques heures plus tard, mon père se rendait au palais ducal prendre la missive. En la recevant des mains du comte, mon père immédiatement passa chez un officier d'ordonnance du prince Napoléon, fit sceller la lettre du sceau du prince et apposer le timbre du commandant en chef, puis la remettant sous les yeux de M. d'Allasta : « Puisque, dites-vous, le prince Napoléon est si bien disposé en faveur de votre princesse, j'entre dans ses vues en faisant tenir sous son couvert la correspondance de la princesse. » C'est ainsi que le prince démocrate, l'ennemi de la branche aînée des Bourbons, servit d'intermédiaire entre la sœur de M. le comte de Chambord et l'homme de confiance de cette princesse.

Le dimanche 26 arriva à Parme la nouvelle officielle de la victoire de Solferino. Ainsi, le malheureux 5^e corps, après une marche des plus pénibles, par une chaleur qui avait tué une quarantaine d'hommes de troupe et plusieurs officiers, arrivait, comme les carabiniers d'Offenbach, *trop tard, trop tard!*

Le prince Napoléon reçut en même temps un officier que lui envoyait de Crémone le général d'Autemarre pour prévenir qu'il y établissait le quartier de sa division.

Immédiatement, le prince se rendit de sa personne à Piadena,

auprès du général d'Autemarre, après avoir franchi le Pô à Casalmaggiore, où des officiers d'artillerie de la 1^{re} division réunissaient des bateaux pour construire un pont. Comme les Autrichiens étaient en face, à Mantoue, dont la garnison avait été augmentée d'un corps allemand tout entier (le 11^e), le général d'Autemarre, pour assurer le libre passage du Pô aux troupes venant de l'Apennin, fit occuper Bozzolo, San-Giovanni, Spinetta et Sabbioneta par les 3^e de zouaves et 75^e de ligne.

Ce même jour, 26 juin, la 1^{re} brigade de la division Uhrich fit son entrée à Parme. Les Toscans y arrivèrent également.

Le prince Napoléon, en rentrant de Piadena le soir, fut au théâtre l'objet d'une ovation. Le 27, la brigade Cauvin du Bourguet, la cavalerie de Lapérouse rallièrent les autres troupes, des logements avaient été préparés d'avance, et les troupes goûtèrent à Parme un repos de quarante-huit heures.

La division Uhrich, partie dans la nuit du 29 au 30 pour éviter la trop grande chaleur et diminuer le nombre des cas d'insolation, franchit le Pô à Casalmaggiore au moyen d'une traîlle, le pont n'ayant pu être terminé, malgré un travail incessant de jour et de nuit de l'artillerie. On comprendra les difficultés inouïes de cette opération lorsque l'on saura qu'en raison des orages récents, le fleuve avait à Casalmaggiore et aux environs un kilomètre de largeur, et que, n'ayant pas d'équipages de pont réguliers sous la main, il avait fallu faire descendre d'amont en aval et remonter d'aval en amont toutes les barques, bateaux, embarcations petites ou grandes que l'on avait pu trouver sur les deux rives.

Le prince Napoléon partit de Parme le 30 à six heures du matin avec ses états-majors et la cavalerie, franchit d'une seule traite les vingt-deux kilomètres de Parme à Casalmaggiore et arriva sur les bords du fleuve au moment où on terminait la dernière travée. Il dut attendre près d'un quart d'heure. Il entra dans une violente colère; il adressa des reproches aussi peu mérités qu'en termes peu mesurés au capitaine des pontonniers et à ses braves officiers, qui venaient d'accomplir avec dévouement et intelligence un tour de force véritable en construisant un pont solide et d'une longueur effrayante avec les moyens les plus insuffisants. Le colonel de Franconnière, voyant le chagrin que les paroles injustes du prince causaient aux officiers, fit observer assez vivement à son général combien il avait tort de rudoyer de

braves gens, au travail sans désespérer depuis trois jours et trois nuits. Rendons cette justice au prince Napoléon ; non seulement il ne trouva pas mauvaises les observations de son aide de camp, mais lui dit d'engager à dîner pour le soir les officiers de pontonniers, à l'un desquels il fit obtenir la croix.

La plus grande partie du corps d'armée passa la journée du jeudi 30 juin à Casalmaggiore, dans une ignorance complète de ce qui se ferait le lendemain. Un orage épouvantable s'abattit sur la ville, ce qui n'empêcha pas les habitants de fêter de leur mieux les troupes françaises. Le soir, un officier de l'état-major du 5^e corps, le capitaine de Châtillon, qui avait été envoyé en mission au quartier général impérial, en revint. Il apportait des détails sur la bataille de Solferino.

Il apprit à mon père la mort du colonel de Maleville, blessé en chargeant à la tête du 55^e de ligne, le drapeau du régiment à la main. Petit-fils d'un des auteurs du code civil, fils du pair de France, marquis de Maleville, premier président de la cour d'Amiens à l'époque où le général Du Casse, mon grand-père, commandait le département de la Somme, le colonel de Maleville avait été élevé avec mon père. Ils étaient restés fort liés, et cette mort fut pour mon père un coup pénible¹.

En quittant Parme, le général de Beaufort avait reçu un petit mot du prince Napoléon, ainsi conçu : « Dire à Du Casse de faire un rapport sur les opérations du 5^e corps pour être adressé à l'empereur ; le rapport me sera remis à deux heures et pourra être inséré au *Moniteur*. » Le général de Beaufort, en montant à cheval, remit à mon père le petit mot du prince. Aussitôt arrivé à l'étape, mon père se mit au travail, et, dans la soirée du 30 juin, à Casalmaggiore, porta au prince Napoléon le projet de rapport demandé. Le prince le lut, l'étudia attentivement, le corrigea de sa main et

1. La mort du colonel de Maleville a inspiré une des plus jolies toiles d'un peintre militaire fort connu, Beaucé. J'ai retrouvé, dans les papiers de mon beau-père (alors aide de camp du général de Failly) le capitaine de Beurnonville, l'extrait du rapport du commandant de la division sur cet épisode héroïque : « La balle qui a frappé le colonel de Maleville n'est pas venue le trouver obscurément au milieu des siens. C'est à la tête de son régiment, écrasé par les forces ennemies et le drapeau à la main, qu'il est tombé. Il ne fallait rien moins que sa bravoure chevaleresque pour retenir ses hommes dans un pareil moment. » Et le maréchal Niel, commandant du corps d'armée, écrit : « Le colonel de Maleville était un véritable héros. Sa mort laisse bien en arrière les plus beaux traits de notre histoire et de l'antiquité. »

le rendit à mon père revu, annoté, corrigé *ne varietur* pour être copié par quelque sous-officier doué d'une écriture jolie et lisible, mérite calligraphique dont le prince et mon père étaient également dépourvus. Voici ce document tel qu'il sortit des mains du cousin de Napoléon III :

Piadena, le 4^{er} juillet 1859.

Sire, jusqu'à ce jour, la mission du 5^e corps, dont Votre Majesté a daigné me confier le commandement, a été mi-partie politique et mi-partie militaire.

Seule, la division d'Autemarre, retenue à l'armée de Votre Majesté, a été assez heureuse pour qu'un de ses régiments, engagé avec l'ennemi, se couvrit de gloire à Palestro. Un autre, le 93^e, a eu aussi le bonheur de combattre à Montebello.

Le 5^e corps, en se réunissant en Toscane, avait pour mission politique :

1^o De maintenir ce duché dans la ligne de conduite tracée par Votre Majesté elle-même, c'est-à-dire, d'une part, de contenir dans de justes limites l'expression du sentiment patriotique, afin que ce sentiment ne dépassât pas les sages et bienveillantes intentions du gouvernement français; d'une autre, d'organiser militairement toutes les ressources que l'on pourrait tirer de ce pays ainsi que des duchés de Parme et de Modène.

2^o De s'opposer aux manœuvres qu'aurait pu vouloir tenter le parti autrichien, réduit aux abois depuis la révolution pacifique du 27 avril.

3^o De contraindre, par la présence du drapeau français sur les frontières de la Romagne, le gouvernement autrichien à observer strictement et loyalement la neutralité dans les États du pape.

4^o De prouver à la grande majorité des habitants bien intentionnés qu'un retour offensif de la part des partisans de l'Autriche est désormais impossible; enfin de donner au monde entier la mesure du patriotisme qui règne en Toscane et dans les duchés en permettant aux habitants de faire éclater, sans entrave, l'expression de leur enthousiasme pour la cause de l'indépendance italienne et de leur reconnaissance pour les bienveillantes intentions du gouvernement de Votre Majesté.

La mission militaire du 5^e corps était la suivante :

1^o Empêcher un corps autrichien de faire une pointe sur la Toscane ou même d'envahir entièrement ce pays, ce qui n'eût pas man-

qué de jeter la perturbation et le deuil sur ces contrées; priver l'ennemi des précieuses ressources d'un duché dont la presque totalité des habitants est favorable à la cause de l'indépendance.

2° Menacer le flanc gauche de l'armée autrichienne en compromettant ses lignes de retraite, hâter son abandon des duchés dès après la première victoire de l'armée alliée.

Non seulement ces divers buts ont été atteints heureusement et sans coup férir par la présence seule à Livourne, à Florence, aux débouchés des Apennins des troupes du 5^e corps, mais ils ont été en quelque sorte dépassés :

4° Au point de vue politique : la Toscane a joui de la plus grande tranquillité; les manifestations populaires n'ont point été au delà des plus sages limites; elles n'ont pas troublé un seul instant le pays, elles ne l'ont pas effrayé, elles l'ont au contraire, en quelque sorte, rassuré pour l'avenir. Sous la protection du drapeau français, l'armée toscane, désorganisée après le 27 avril, a pu se réorganiser assez vite pour qu'aujourd'hui elle donne au 5^e corps un appoint de 42 à 43,000 bons soldats, armés, équipés et prêts à se mesurer avec l'ennemi; pour qu'une division de volontaires aux ordres du général Mezzacapo s'organise également à Florence, sans que le pays soit privé du régiment de gendarmes toscans, fort de 2,000 hommes et suffisant pour maintenir la tranquillité; pour qu'aucune manifestation favorable à la cause autrichienne n'ait osé se produire; pour que la neutralité n'ait pu être violée par l'ennemi dans les États pontificaux.

Enfin, l'enthousiasme qui s'est produit dans tous les lieux parcourus par le 5^e corps, depuis le jour de son débarquement à Livourne jusqu'à celui de sa jonction avec l'armée de Votre Majesté, les ovations qu'il a reçues, lui et son chef, à Livourne, à Florence, à Lucques, à Massa, à Parme et dans toutes les localités petites ou grandes où il a dû s'arrêter, qu'il n'a fait même que traverser, sont un témoignage authentique et qui ne saurait manquer de produire un effet moral que Votre Majesté mieux que personne saura apprécier.

2° Au point de vue militaire :

La présence du 5^e corps en Toscane, c'est-à-dire d'une division d'infanterie, d'une brigade de cavalerie et neuf batteries, a retenu les corps autrichiens qui, des bords du Mincio, semblaient prêts à se jeter sur les riches plaines qui avoisinent la rive droite du Pô; la présence de ce corps prêt à déboucher sur l'armée autrichienne a imprimé à cette armée une crainte assez vive pour qu'elle se soit hâtée, dès après la bataille de Magenta, d'abandonner Plaisance et

successivement toutes ses positions sur la rive droite du Pô, faisant sauter des ouvrages qui avaient coûté beaucoup à l'Autriche.

Tels sont, Sire, les résultats qui ont été la conséquence de l'envoi par Votre Majesté du 5^e corps en Toscane et dans les duchés. Il me reste à faire connaître en peu de mots à Votre Majesté les opérations, malheureusement toutes pacifiques jusqu'à ce jour, de la partie de ce corps réunie en Toscane.

Le 12 mai dernier, la presque totalité de la 1^{re} division du 5^e corps (division d'Autemarre) débarquait à Gènes.

Je me trouvais moi-même dans cette ville ainsi que le général de Beaufort d'Hautpoul, mon chef d'état-major général, et une partie de mon état-major.

Le 14, le 3^e de zouaves de la division d'Autemarre est envoyé à Bobbio.

Le 17, le 5^e corps, moins la division d'Autemarre, reçoit de Votre Majesté l'ordre de se rendre à Livourne, où doivent être transportées directement de France les troupes de la 2^e division (Uhrich) arrivant toute organisée de Paris. La brigade de cavalerie légère de Lapérouse reçoit également l'ordre de s'embarquer pour Livourne, tandis que la division d'Autemarre est détachée provisoirement du 5^e au 4^e corps à Voghera.

Le 23 mai, je débarquais à Livourne, où ne tardaient pas à se concentrer les deux brigades de la 2^e division, la brigade de cavalerie, l'artillerie divisionnaire, l'artillerie de réserve et le parc arrivant de France.

Le 31 mai, je transportais mon quartier général à Florence; la 4^{re} brigade de la 2^e division, la cavalerie, l'artillerie et tous les services administratifs se concentraient dans cette ville, tandis que la 2^e brigade se portait de Lucques à Pistoia, occupant par des postes avancés tous les débouchés des Apennins et le nœud des routes. Le général toscan Ulloa portait, sur mon ordre, la brigade organisée de sa division également aux débouchés principaux de la Romagne.

Le 12 juin, le but politique que Votre Majesté voulait d'abord et avant tout atteindre par la présence du 5^e corps étant accompli, il me fut permis de commencer mon mouvement pour rallier la division d'Autemarre et me joindre à l'armée de Votre Majesté.

Tandis que je dirigeais la division toscane sur Parme par le duché de Modène et par la route du col de l'Abbetone, je fis marcher les troupes françaises qui se trouvaient de Lucques à San-Marcello et à Florence par Lucques, Massa, Pontremoli et Parme.

Cette marche de seize jours, effectuée dans des conditions atmosphériques souvent peu favorables, m'a permis de constater la force morale et l'excellente discipline des troupes de Votre Majesté.

La division Uhrich (14^e bataillon de chasseurs à pied, 18^e, 26^e, 80^e, 82^e de ligne), les 6^e et 8^e de hussards de la brigade de Lapérouse, l'escadron des guides toscans qui s'est joint aux troupes françaises, les neuf batteries divisionnaires ou de réserve, les deux batteries du parc du 5^e corps ont dû marcher sous une température élevée, et plusieurs fois ces troupes ont eu à supporter de violents orages. Dans l'Apennin elles ont été obligées de franchir plusieurs torrents grossis par les pluies.

Non seulement l'état sanitaire s'est maintenu dans les conditions les plus favorables, non seulement hommes et chevaux ont très bien supporté la fatigue, mais je n'ai eu qu'à me louer de la discipline parfaite maintenue dans tous les corps par les chefs et par les officiers.

Le passage au milieu des populations n'a donné lieu à aucune plainte sérieuse.

Les troupes que j'amène à Votre Majesté et qui opèrent aujourd'hui même leur jonction avec la 1^{re} division du 5^e corps et qui demain opéreront leur jonction avec l'armée sont remplies d'ardeur. Elles brûlent de rencontrer l'ennemi, qu'elles n'ont point encore eu occasion de trouver devant elles. Le 5^e corps serait heureux, Sire, qu'une occasion se présentât pour lui de prouver son courage, son dévouement à la France et à Votre Majesté.

Ce rapport est un exposé exact et fidèle des services rendus par le 5^e corps pendant la campagne d'Italie.

Par exemple, quand le prince se félicite du *maintien en Toscane de la ligne de conduite tracée par l'empereur*, on doit reconnaître qu'il s'attribue un mérite qui ne fut guère le sien. Il eût plutôt brouillé les cartes. Qu'on consulte à cet égard les rapports du ministre de France à Florence, le marquis de Ferrières-Levayer.

De même l'assertion du rapport : « Contraindre par la présence de notre drapeau le gouvernement autrichien à observer strictement et loyalement la neutralité dans les États du pape, » semble une amère plaisanterie, en songeant aux instructions du prince à la division Mezzacapo.

Le vendredi 1^{er} juillet, les troupes du 5^e corps, ayant à leur

tête leur général en chef, partirent de Casalmaggiore pour Piadena. Le trajet (dix-huit kilomètres) était court; il ne fut pas fait de grande halte, ce qui, du reste, arrivait trop souvent. A Piadena eut lieu la réunion du corps d'armée tout entier par la jonction de la division d'Autemarre avec les troupes arrivant de l'Italie centrale.

De Piadena, on entendait très distinctement le canon de Mantoue. Quelques déserteurs hongrois conduits par un voiturier mantouan qui s'était échappé de la ville vinrent le vendredi 1^{er} juillet chercher un refuge au campement du 5^e corps.

Le jour suivant, le 5^e corps se porta de Piadena à Piubega, par Acqua-Negra. Sa marche subit un temps d'arrêt à mi-chemin; les Autrichiens ayant brûlé le pont sur l'Oglio après la bataille du 24, il fallut jeter un pont de bateaux sur la rivière à Caneto. Un joli désordre se produisit alors dans les bagages; heureusement, l'ennemi, assez rapproché du 5^e corps, songeait plus à l'éviter qu'à entraver sa marche.

Le 5^e corps, réuni depuis deux jours, continua sa marche le 3 juillet par une chaleur intense pour rallier la grande armée sur les bords du Mincio. Le quartier général impérial était à Valeggio. Le corps d'armée avait pour objectif Goïto, célèbre par la bataille livrée quelques années plus tôt par les Sardes aux Autrichiens. L'étape n'était pas longue, mais on fut obligé de marcher assez doucement pour ne pas laisser d'hommes en arrière. Vers trois heures de l'après-midi, le prince fit appeler mon père et lui donna l'ordre de porter à l'empereur le rapport sur les opérations du 5^e corps. Mon père allait partir, lorsque, le chef d'état-major ayant fait observer le danger pour les hommes et les chevaux de faire cette course par une chaleur de près de *cinquante degrés*, contre-ordre fut donné. Mon père fut avisé de partir le lendemain au petit jour.

Le 4 juillet, vers trois heures du matin, mon père se mit en route avec une escorte de hussards, le capitaine toscan Corsi et un des officiers supérieurs de l'état-major particulier du prince, le commandant Ragon. Mon père avait l'ordre de remettre le rapport du commandant du 5^e corps au major général ou à l'empereur et de reconnaître l'emplacement où les troupes devaient se placer à leur réunion avec l'armée alliée. Comme on n'était pas éloigné des Autrichiens, la petite troupe marcha avec précaution pour ne pas se faire enlever. Elle franchit le Mincio à

Pozzolo, suivit la rive droite de la rivière et ne tarda pas à apercevoir le clocher de Valeggio.

Là, le spectacle le plus curieux, la fourmilière la plus animée qu'il fût possible de voir. Près de cent mille hommes grouillaient pêle-mêle dans les rues étroites de la petite ville de Valeggio ; chevaux, troupeaux de moutons, de bœufs, uniformes français de tous les régiments, sardes, fantassins, artilleurs, garde impériale, train des équipages, services administratifs, généraux et soldats, cohue se heurtant, se coudoyant.

Le petit château où l'empereur avait établi son quartier général se trouvait à l'extrémité opposée de celle par laquelle mon père était entré à Valeggio. Il mit presque autant de temps pour se rendre à la résidence impériale que pour venir de Goïto. A chaque pas, forcé de s'arrêter pour laisser passer un détachement, des voitures, des chevaux montés ou en main, des bœufs se rendant à l'abattoir. Devant les cafés, devant des cambuses improvisées dans toutes les maisons de la ville, des officiers, des camarades l'interpellaient, lui et le commandant Ragon, leur serraient la main.

Enfin, on arrive devant le château. Deux grenadiers de la garde étaient en faction. Un planton indique au fond de la cour une petite porte et un étroit escalier conduisant à l'appartement du major général maréchal Vaillant.

Mon père met pied à terre, monte deux étages et sonne. Un gros monsieur en manches de chemise ouvre la porte et demande brusquement :

« Que voulez-vous ? »

Mon père reconnaît le maréchal Vaillant :

« Je suis envoyé auprès de Votre Excellence... »

— Hé, laissez Mon Excellence tranquille, interrompit le maréchal Vaillant.

— Comme vous voudrez, répond mon père aussi surpris que peu flatté de cette singulière réception.

— Enfin, que voulez-vous ?

— Vous remettre le rapport du prince Napoléon et savoir où le 5^e corps doit bivouaquer.

— Ça ne me regarde pas, allez chez Martimprey, » et du doigt il indique une porte en face, puis ferme brusquement la sienne au nez de son interlocuteur.

Tout autre fut la réception du premier aide-major général comte

de Martimprey. Il prit le rapport des mains de mon père, lui dit qu'il allait le remettre à l'empereur, puis lui indiqua sur une carte l'emplacement du 5^e corps. Le tout avec bienveillance, politesse et affabilité.

Mon père, après avoir quitté l'aimable et intelligent comte de Martimprey, se remit en selle et avec le commandant Ragon, suivis de leur petite escorte de hussards, ils se dirigèrent vers Pozzolo pour reconnaître le bivouac du 5^e corps à la droite du 4^e, entre Pozzolo et Valeggio. Il était neuf heures du matin, la chaleur était intense. La petite troupe filait en avant des grand'gardes françaises formées ce jour-là par les cuirassiers et les dragons de la garde, cuisant dans leurs carapaces de fer et sous leurs casques de métal, tandis que les troupes de ligne avaient le képi. Tout à coup, un parti de cavaliers se fait apercevoir dans le lointain, sabre au clair, au galop de charge. Leur petit shako et leur dolman brun les font prendre pour des uhlans autrichiens. Mon père et son escorte se replient sur une grand'garde commandée par un officier des dragons de l'impératrice, et, après avoir rallié la grand'garde, s'apprêtent à prendre l'offensive, lorsque, le parti ennemi se rapprochant à portée de fusil, l'officier de dragons se met à rire et explique à mon père que ces uhlans sont un détachement du 2^e hussards, le seul régiment de cavalerie légère qui, à l'armée d'Italie, ait conservé la coiffure d'ordonnance et n'ait pas le képi. De leur côté, les hussards du 2^e, en arrivant sur la grand'garde, s'arrêtent fort confus et tout penauds. Ignorant l'uniforme toscan, ils avaient pris le capitaine Corsi pour un officier autrichien, et la vue des dolmans blancs du 8^e hussards avait confirmé leur méprise.

Il faisait très chaud, et une forte rasade à la santé du 5^e corps consola chacun du chagrin de n'avoir pu donner un coup de sabre.

Les deux officiers français et l'officier toscan avec leur escorte s'en furent déjeuner à Pozzolo, après avoir eu soin de placer une vedette pour éviter toute surprise, car ils étaient à un kilomètre de l'ennemi. La mission revint sans autre aventure au quartier général du 5^e corps à Goïto, où les ordres furent donnés pour que les troupes se missent en marche le lendemain, à trois heures du matin, pour Pozzolo.

Le mercredi 5 juillet, dès l'aurore, une chaleur insupportable

régnaient sur les bords du Mincio, développant des myriades de moucheron, de moustiques, d'animalcules qui se mélangeaient aux aliments, s'introduisaient dans les voies respiratoires et causaient un véritable supplice.

Les troupes du 5^e corps quittèrent Goïto à trois heures du matin, se dirigeant sur Pozzolo.

Vers midi, presque toutes les troupes avaient pris possession de leurs cantonnements. La chaleur était telle qu'il y eut plusieurs morts d'hommes par insolation, entre autres celle du chef de bataillon Gros-Lambert, du 99^e ligne. Dans la journée, l'ordre vint du quartier général impérial d'occuper les hauteurs. Il fallut de nouveau déranger les troupes. Les pauvres soldats, exténués par ces marches continuelles, chargés de vivres et à qui souvent on ne faisait pas faire les haltes prescrites par de sages ordonnances, s'éloignaient et quittaient les rangs et les colonnes pour chercher des fontaines, des puits, de l'eau potable. Ils buvaient alors à longs traits, au risque de se tuer. Le colonel de Montmarie, comprenant le danger pour ses hommes de trop absorber d'eau, passait son temps, de planton au bord des puits signalés, à éloigner ceux de ses soldats qui se laissaient aller sans discernement à étancher leur soif ardente. Dans la nuit, le 5^e corps reçut l'ordre de se préparer à quitter Pozzolo pour marcher sur Salionze, laide petite ville située entre le Mincio et la rivière le Tione, au-dessus de Valeggio, à quelques lieues du lac de Garde. Le 5^e corps, par ce mouvement, passait au centre de l'ordre de bataille de l'armée alliée. Il fut décidé que l'infanterie marcherait par la rive gauche du Mincio, la cavalerie par la rive droite, et que, pour éviter tout encombrement, les bagages passeraient par Volta et Monzambano, plus en arrière. Grâce à ces précautions, les troupes arrivèrent à l'étape sans accident et prirent leurs bivouacs autour de la ville d'assez bonne heure. Le prince se logea dans un petit château à l'extrémité de Salionze. Vers quatre heures, les chefs de corps furent prévenus d'avoir à envoyer un officier de chaque régiment à l'état-major général pour copier un ordre des plus importants. Cet ordre avait été donné par l'empereur pour la bataille qui devait avoir lieu, d'après les idées de Sa Majesté, le lendemain, pour forcer les Autrichiens à débloquer la place de Peschiera.

Après avoir expliqué qu'il attachait une grande importance à

la prise de la première place du quadrilatère, l'empereur, persuadé que l'ennemi viendrait nous attaquer, prescrivait l'ordre de bataille des corps de l'armée alliée pour la journée du lendemain. La droite devait être formée par le 3^e corps (Canrobert) en avant de Valeggio, ayant en réserve la garde et à son extrême droite la division de cavalerie De Vaux. Le 2^e corps (MacMahon) devait former le centre, ayant à sa gauche le 4^e corps (Niel). L'extrême gauche était donnée au 1^{er} corps (Baraguay-d'Hilliers), appuyé des divisions sardes qui s'étendaient jusqu'à Peschiera, dont elles faisaient le siège. La mission du 5^e corps était de se porter dès le matin par la grande route de Peschiera à Vérone, en arrière de Castelnuovo, en réserve de l'aile gauche et du centre.

Le chef d'état-major du 5^e corps, le général de Beaufort, chargea mon père d'aller reconnaître le chemin de traverse par lequel les troupes du 5^e corps devaient se porter le lendemain sur la grande route de Peschiera à Vérone, en arrière de Castelnuovo, et du 1^{er} corps pour soutenir ce 1^{er} corps.

Mon père partit avec une escorte de hussards et son inséparable capitaine toscan Corsi. Ils rencontrèrent une reconnaissance de uhlands autrichiens commandés par un jeune officier imberbe, véritable enfant de dix-sept à dix-huit ans. Ce jeune homme, au désespoir de se voir surpris par les nôtres, se défendit seul contre nous, refusant absolument de se rendre et voulant se faire tuer. Nos cavaliers l'épargnaient, admirant son courage et sa jeunesse. Il reçut sept coups de sabre, blessures légères, parce qu'on le ménageait le plus possible; enfin, son cheval, ayant été abattu d'un coup de pistolet, tomba sur lui et lui brisa la jambe. On le désarma et on l'envoya à l'ambulance. Il pleurait de rage d'être pris vivant.

Mon père rentra le soir vers neuf heures au quartier général du corps d'armée, ayant reconnu le terrain, prêt à guider les divisions Uhrich et d'Autemarre.

Le jeudi 7 juillet, tout dormait encore à deux heures et demie du matin à Salionze, le réveil ne devant être battu qu'à deux heures trois quarts et la mise en marche n'avoir lieu qu'à trois heures, lorsque le prince Napoléon se présenta à cheval avec son état-major particulier au quartier général du 5^e corps, paraissant fort étonné de trouver tout le monde endormi. Le grand chef avait

sans doute mal reposé. En un instant, on fut debout, les chevaux bridés, et on partit, guidés par mon père. On ne tarda pas à arriver près de la route de Vérone, en arrière de Castelnuevo. Le prince, qui marchait à la tête de la colonne, voulut gravir une éminence pour contempler le futur champ de bataille. A ce moment, on aperçoit, à quatre ou cinq kilomètres en avant au nord-est, une fumée assez intense. On crut que c'était celle du canon autrichien donnant le signal de la lutte. Il n'en était rien ; cette fumée était occasionnée par des troupes de la division Urich portées par erreur beaucoup trop en avant, et qui, ne voyant pas d'ennemi, faisaient le café. Le prince Napoléon fit un tête-à-queue rapide et se porta au galop de son cheval en arrière. Les officiers de l'état-major général faisaient mine de le suivre.

« Restez avec moi, Messieurs, leur cria le général de Beaufort, c'est moi qui suis votre chef. »

L'aurore était montée à l'horizon. Une chaleur tropicale commençait à se faire sentir. Tout à coup, vers huit heures du matin, un nuage de poussière annonça l'arrivée d'une troupe nombreuse. L'empereur et son état-major parcouraient au galop les diverses positions ordonnées par lui et occupées par l'armée alliée pour prévenir chaque corps d'avoir à rentrer dans ses cantonnements, l'ennemi ayant renoncé à livrer bataille ce jour-là ; on devait reprendre les mêmes positions le lendemain matin, à moins de contre-ordre.

Les troupes rentrées dans leurs cantonnements, comme le matin une partie de la division Urich s'était portée au delà du point qu'elle avait pour mission d'occuper, le général d'état-major, pour éviter que le fait se renouvelât, donna à mon père l'ordre de prendre avec lui un officier de l'état-major de chacune des divisions et de les mener, par le chemin le plus court, à l'emplacement destiné à leurs troupes sur le champ de bataille du lendemain. Partis après le déjeuner, mon père et ses camarades revinrent vers quatre heures du soir de leur reconnaissance. Leur retour fut salué par un fou rire au quartier général du corps d'armée :

« Hé bien ! avez-vous bien reconnu votre terrain ?

— Oui, mon général.

— Vous ne vous tromperez pas ?

— Non, certes.

— Tant mieux, mais ce sera pour une autre campagne.

— Comment cela ?

— On ne se bat plus, la paix est à peu près conclue ; l'empereur Napoléon III a reçu des propositions pacifiques de l'empereur d'Autriche. On est en pourparlers. Le prince Napoléon est en ce moment au camp ennemi pour signer un armistice. »

Les officiers du 5^e corps ne laissaient pas que de trouver assez plaisant que l'empereur eût choisi pour traiter de la paix précisément le seul des commandants de corps d'armée qui n'avait pas vu le feu.

On sut en effet, le lendemain, que la paix ne tarderait pas à être conclue. Le roi de Piémont aurait volontiers, outre la Lombardie, annexé à ses états la Vénétie et vu continuer la guerre sans déplaisir. Mais les deux véritables belligérants avaient chacun des motifs sérieux de désirer la paix.

L'armée autrichienne, battue, démoralisée, en proie à une épidémie, ne pouvait tenir plus longtemps la campagne sans courir le risque d'être anéantie. Son artillerie ne lui était d'aucun service. Ses pièces étaient démontées avant même d'être mises en batterie et les servants hors de combat par le feu des canons rayés, qui avaient sur elle une écrasante supériorité de justesse et de portée. Les succès de l'armée française, en 1859, furent surtout le fait des canons rayés, œuvre du général d'artillerie baron Treuille de Beaulieu, que Napoléon III avait eu le bon esprit de soutenir et d'appuyer.

La continuation de la guerre était pour la France aussi une redoutable éventualité. L'Allemagne témoignait de dispositions de plus en plus menaçantes. Des cas de typhus commençaient à se déclarer. L'état sanitaire, jusqu'alors excellent dans l'armée française, devenait inquiétant. Nul doute qu'un long séjour dans le quadrilatère marécageux formé par les quatre places fortes, boulevard de la Vénétie, ne dût déterminer une épidémie.

Aussitôt un accord conclu sur l'armistice, préliminaire de paix, des cantonnements furent assignés aux divers corps de l'armée, en dehors du territoire neutralisé autour de Peschiera. Le 5^e corps fut désigné pour occuper Desenzano et Rivoltella, sur les bords du joli lac de Garde, en face de la presqu'île si pittoresque de Sermione.

Le lundi 11 juillet, le 5^e corps, à quatre heures du matin, quittait Salionze et s'installait à Rivoltella et à Desenzano. Le

mardi 12, à la suite d'une entrevue entre les deux empereurs à Villafranca, la paix fut conclue. Le 12 au soir, le prince Napoléon revint de Vérone en disant : « La paix est insuffisante pour la France, mauvaise pour l'Autriche, magnifique pour le Piémont. »

Comme il émettait cette opinion à peu près dans les mêmes termes devant son beau-père, le roi Victor-Emmanuel lui dit :

« Hé bien ! alors, pourquoi votre cousin a-t-il fait la paix ? »

— Parce qu'il s'est aperçu qu'il ne savait pas faire la guerre. »

Le jeudi 14 juillet, le 5^e corps apprit avec une certaine stupéfaction que son général en chef, prince Napoléon, était parti et s'en était retourné à Paris avec une partie de sa maison militaire sans voir ses troupes, sans leur adresser un mot d'adieu, sans leur donner la moindre marque de sympathie, sans même aviser son corps d'officiers.

Le général d'Autemarre d'Ervillé prit le commandement du corps d'armée, qui fut, comme bien l'on pense, assez vite consolé du départ du prince.

Le 5^e corps se porta sur Milan par Brescia et Bergame. L'armée fut dissoute à Milan. Les troupes du 5^e corps formèrent le noyau du corps d'occupation et ne figurèrent pas à la rentrée triomphale dans Paris, pas même les zouaves de Palestro. L'histoire dira cependant que, sans la présence du 5^e corps, sur la rive droite du Pô, l'armée autrichienne, renforcée des troupes considérables tenues en respect par le 5^e corps, aurait très certainement, dans le courant de la campagne, pris à revers l'armée française, aurait tourné sa droite à Solferino et que peut-être se fût changée en désastre la brillante victoire qui mit fin à la guerre d'une façon si glorieuse pour la France.

Baron Robert DU CASSE.

NOTE. C'est par erreur que l'on a dit dans le précédent article (p. 319) que Napoléon III avait laissé Victor-Emmanuel faire son entrée à Milan seul et avant lui. Les deux souverains firent ensemble leur entrée, et la France et l'Italie furent confondues dans les acclamations de la foule.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

VILLES, MARCHÉS ET MARCHANDS

AU MOYEN AGE.

J'ai tenté ici même¹, il y a quelques années, d'exposer l'état des recherches consacrées à la formation des villes du moyen âge. De cette enquête ressortait, en somme, une situation très simple et très nette. Au moment où j'écrivais, les diverses théories qui prétendaient expliquer les origines urbaines, soit par la gilde, soit par le droit domanial (*Hofrecht*), soit par les privilèges ottoniens et la constitution publique de l'époque franque, affaiblies déjà par leur mutuel antagonisme, n'avaient pu résister à la critique acérée de M. von Below. D'autre part, M. Sohm, réunissant dans une forte synthèse juridique et pliant sous l'effort de son vigoureux génie les résultats obtenus par MM. Schröder et Schulte, formulait un nouveau système qui faisait du marché l'ancêtre de la ville. Sur le terrain déblayé des constructions anciennes, il élevait un édifice dont la logique et la belle ordonnance ne pouvaient manquer d'exercer tout d'abord sur les esprits désorientés par les démolitions de M. von Below une véritable fascination. Toutefois, à peine formulées, ses conclusions se trouvaient aux prises avec la critique. Les raisonnements sur lesquels elles se fondaient semblaient bien peu solides. On leur reprochait à bon droit d'abuser de l'abstraction juridique et d'être, en somme, plus ingénieux que convaincants. Néanmoins, une direction nouvelle était désormais indiquée, et c'est autour de la *Marktrechtstheorie* que se ralliaient la plupart de ceux qui cherchaient une solution à la question si passionnante de la formation des villes.

Plus heureux que Nitzsch, qu'Arnold et que Heusler, dont les ouvrages semblent n'avoir guère exercé d'influence en dehors de l'Allemagne, M. Sohm a trouvé en France des partisans. En 1897, M. Huvelin, dans un remarquable *Essai historique sur le droit des*

1. *Revue historique*, t. LVII, p. 52 et suiv.

marchés et des foires, se ralliait aux propositions essentielles de la thèse du célèbre juriste. S'il se refuse à identifier avec lui la paix du marché et celle de la ville et à attribuer au *weichbild* cette vertu magique par laquelle le sol où il s'élève est assimilé au palais royal, s'il considère la paix du marché comme un phénomène naturel et nécessaire parce qu'elle est indispensable aux transactions commerciales et si, utilisant les données fournies par l'ethnographie et les récits des voyageurs, il démontre que cette paix, loin d'être propre à l'antiquité germanique, se rencontre chez les peuples les plus divers, chez les Sémites comme chez les Indo-Européens, dans le moyen âge chrétien comme dans le moyen âge musulman; il affirme, d'autre part, que « le droit de marché est identique au droit de la ville et que, si celui-ci, dans son dernier état, diffère en quelques points de celui-là, cela s'explique par une évolution tenant à la nature des choses et dont témoignent les textes. » En dépit des différences locales, le *mercatus* a produit partout la paix de la ville, le droit de la ville, la justice de la ville et le conseil de la ville. Ainsi, M. Huvelin se place au même point de vue que M. Sohm. Il est aussi catégorique, aussi exclusif, aussi absolu. Les « seules objections sérieuses » qui aient été formulées contre le système ne l'ont pas convaincu.

Pendant que M. Huvelin rédigeait son livre, paraissaient une série de travaux dont les auteurs abandonnaient tous la brillante théorie de M. Sohm : en France, mes études sur l'origine des constitutions urbaines au moyen âge¹; en Allemagne, les articles de M. W. Varges dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*², les *Untersuchungen über den Ursprung der deutschen Stadtverfassung* de M. F. Keutgen³ et le *Markt und Stadt in ihrem rechtlichen Verhältniss* de M. S. Rietschel⁴.

Je n'ai pas à revenir sur les idées que j'ai jadis exposées à cette place. Je puis passer rapidement aussi sur les recherches de M. Varges, qui n'ont pas spécialement pour but de fixer le rapport qui existe entre le marché et la ville⁵. En revanche, je dois insister sur les dissertations de MM. Keutgen et Rietschel, qui ont accordé à cette question une attention toute spéciale. Par la clarté de l'exposition, la rigueur de la méthode et la sûreté de l'information, elles appartiennent d'ailleurs à ce qui a été écrit de meilleur pendant les der-

1. *Revue historique*, t. LVII, p. 57 et suiv., 293 et suiv.

2. *Dritte Folge*, t. VI, VII, VIII, XII, XIV.

3. Leipzig, 1895.

4. Leipzig, 1897.

5. M. Varges a publié séparément, en 1892, dans les *Jahrbücher* cités, une réfutation de la théorie de M. Sohm sous le titre : *Stadtrecht und Marktrecht*.

nières années sur les institutions du moyen âge¹. Elles diffèrent toutefois par leur plan et par leur objet. M. Keutgen s'est proposé d'exposer au complet la genèse des institutions urbaines, tandis que M. Rietschel n'étudie ces dernières que dans leurs relations avec le marché urbain. C'est à ce point de vue que nous nous placerons également dans les pages suivantes.

En un point, et en un point essentiel, MM. Keutgen et Rietschel sont d'accord. Pour eux, la ville ne provient pas du marché. Le marché est extérieur à la ville, il existe à côté d'elle et indépendamment d'elle : elle ne lui doit ni sa paix, ni ses institutions, ni son tribunal. Bref, le *mercatus* n'est pas l'origine du droit urbain.

Il m'est impossible d'exposer ici en détail comment MM. Keutgen et Rietschel établissent leur thèse, et je dois me borner à renvoyer le lecteur à leurs travaux. Il me sera permis toutefois de faire observer que, tandis qu'indépendamment l'un de l'autre ils arrivaient aux mêmes résultats, je formulais moi-même, dans mon étude sur l'origine des constitutions urbaines, des conclusions identiques. Ainsi, presque en même temps, bien que par des chemins très différents, trois travailleurs étrangers les uns aux autres se rencontraient au même point. Cette coïncidence est d'autant plus significative que des trois côtés l'étude a porté sur des sources différentes. Tandis que j'utilisais surtout les textes provenant d'entre la Seine et le Rhin, M. Keutgen s'attachait particulièrement à l'histoire des villes de l'Allemagne rhénane, et M. Rietschel portait son attention sur les agglomérations urbaines de date plus récente qui se sont formées entre le Rhin et l'Elbe. Je n'invoque d'ailleurs l'identité de mes conclusions avec celles des deux savants allemands que pour faire pleinement ressortir la vérité de ces dernières. L'examen des rapports entre le marché et la ville n'occupe que quelques pages dans mes articles, où l'espace m'était strictement mesuré. M. Keutgen, au contraire, lui a consacré un long chapitre et M. Rietschel son livre tout entier. Ce qui était seulement indiqué chez moi est abondamment démontré chez eux, et le problème, ce semble, peut être considéré comme résolu.

Si la ville du moyen âge ne peut être considérée comme un marché développé, elle est cependant l'œuvre des marchands. M. Rietschel a montré avec une précision admirable que toutes les villes de l'Alle-

1. Sur le livre de M. Keutgen, voy. les comptes-rendus critiques de MM. von Below dans le *Litterarisches Centralblatt*, 1895, col. 1677; Liesegang dans le *Jahrbuch für Gesetzgebung* de Schmoller, 1897; G. des Marez dans la *Deutsche Literaturzeitung*, 1897, col. 1220; G. Espinas, dans le *Moyen Age*, janvier-février 1897.

magne transrhénane doivent leur origine à des agglomérations de *mercatores* fixées sous les murs des *burgen* et des *civitates*. La vie municipale s'est développée tout d'abord en dehors des murailles de l'enceinte primitive, dans les faubourgs (*suburbia*), où sont venus se fixer de plus en plus nombreux, à partir du x^e siècle, des immigrants demandant au commerce et à l'industrie de nouveaux moyens d'existence. Des deux éléments que l'on rencontre à l'origine des villes, le vieux bourg militaire et le faubourg commercial, c'est ce dernier, le plus récent, qui a exercé l'influence décisive et qui a finalement absorbé l'autre. C'est parce que certains endroits sont devenus de bonne heure le centre d'un commerce permanent que ces endroits sont devenus des villes. A ce point de vue, on peut dire que la ville est un marché, non pas, il est vrai, dans le sens de *mercatus*, mais dans le sens de *forum*. La langue peut être invoquée en faveur de cette manière de voir. Tandis, en effet, qu'elle ne donne jamais à la ville le nom de *mercatus*, elle la désigne très fréquemment par les mots qui dans le latin du moyen âge s'appliquent aux places de commerce, je veux dire *forum*, *emporium* ou *portus*.

Je voudrais insister un instant sur l'histoire de ce dernier mot, parce qu'elle me paraît pouvoir apporter à la thèse de M. Rietschel une confirmation éclatante. On le rencontre très fréquemment dans une des contrées de l'Europe septentrionale où la vie urbaine s'est développée le plus hâtivement et avec le plus d'énergie, c'est-à-dire en Flandre. Dès le ix^e ou le x^e siècle, toute une série de localités du bassin de l'Escaut portent dans les textes le nom de *portus*, ainsi que l'on pourra s'en convaincre par la liste suivante :

BRUGES. xi^e siècle : « In pago Flandrensi, in portu videlicet Bruggensi » (Translatio 4^e S. Bavonis. *Mon. Germ. Hist. Script.*, t. XV, p. 597).

GAND. x^e siècle. 944 « mansioniles omnes in portu Gandensi » (Van Lokeren, *Chartes de l'abbaye de Saint-Pierre à Gand*, t. I, p. 24, n^o 45. Cf. Van de Putte, *Annales abbatiae S. Petri*, p. 87). — 942 « censum quod accipitur de mansionibus que site sunt in portu Gandavo » (V. Lokeren, *loc. cit.*, p. 28, n^o 48). — 954 « mansure que sunt in portu Gandavo » (*Ibid.*, p. 27, n^o 24). Cf. de nombreuses mentions analogues dans des chartes de 964 (*Cart. de Saint-Bavon*, p. 7), 967 (Lot, *les Derniers Carolingiens*, p. 399), etc. — xi^e siècle : « Pertransivit ad portum Gandensem » (*Vita S. Macharii*, *Mon. Germ. Hist. Script.*, t. XV, p. 648. Cf. *Miracula S. Bavonis*, *Ibid.*, p. 595, 596, 597). Les très nombreuses chartes de ratification des possessions de Saint-Pierre de Gand (dans Van Lokeren, *op. cit.*, *passim*) contiennent jusqu'au xiii^e siècle l'expression « portus Gandensis. »

TOURNAI. VIII^e siècle : « Tornaii porti » (Prou, *les Monnaies carolingiennes*, p. 33). — XI^e siècle : « Portus Tornacensis » (*Vita S. Macharii, Mon. Germ. Hist. Script.*, t. XV, p. 616).

VALENCIENNES. Époque mérovingienne : « Valencianis portus » (Duvivier, *le Hainaut ancien*, p. 67). — XI^e siècle : « Portus navium » (*Miracula S. Gisleini, Mon. Germ. Hist. Script.*, t. XV, p. 582)¹.

Le lecteur aura remarqué que l'on trouve dans cette liste le nom des plus puissantes communes flamandes du moyen âge. Ainsi, ces grandes villes doivent leur origine à des *portus*, c'est-à-dire à des étapes, à des débarcadères de marchandises, bref à des places de commerce. Aujourd'hui encore, en néerlandais, une ville s'appelle *poort* et un bourgeois est un *poorter*. Ces faits sont d'autant plus caractéristiques que nous ne possédons pas trace de fondation de *mercatus* dans les villes flamandes, ou que les marchés qui y ont été établis sont de date relativement récente et postérieurs à la formation des institutions municipales. Que conclure de là, sinon l'im-

1. Le mot *portus* se rencontre naturellement dans bien d'autres régions que la Flandre. Il apparaît fréquemment dans les textes dès l'époque mérovingienne. Il désigne, non seulement un port de mer, mais tout endroit où l'on embarque ou débarque des marchandises : « Portus dictus a deportandis commerciis » (Isidore de Séville, *Étymologie*, l. XIV, ch. VIII, §§ 39 et 40). Le tonlieu étant nécessairement perçu dans les *portus*, les seigneurs cherchèrent naturellement à multiplier ceux-ci (voy. Imbart de la Tour, dans *Mélanges Monod*, p. 76). Au X^e et au XI^e siècle, les *portus* établis en dehors des villes sont encore nombreux. Voy. par exemple le *Cartulaire de Savigny*, éd. A. Bernard, n^o 290, 437, 635, et le *Cartulaire de Beaulieu en Limousin*, éd. M. Deloche, n^o 48, 50, etc. Les *portus* créés dans un intérêt purement fiscal ne prospérèrent pas et disparurent peu à peu. Seuls, ceux qui avaient été établis dans des conditions géographiques favorables devinrent des villes, parce qu'ils furent de bonne heure d'importantes places de commerce. Il en fut ainsi pour les premières villes de Flandre. Celles qui se trouvaient placées le long des cours d'eau se développèrent tout d'abord. Plus tard, celles qui se fondèrent loin des rivières conservèrent le nom de leurs aînées et furent, comme elles, appelées *poort*. Le nom de *poort* étant appliqué dès le XIII^e siècle à toutes les villes, on oublia qu'il venait de *portus* et on le considéra comme la traduction flamande de *porta*. Cette fausse étymologie, adoptée dès le moyen âge (voy. de Pauw, *Nécrologe de Saint-Jean de Gand*, p. 71, 117, 180, etc., où *Alta porta* = *hoogpoort*, c'est-à-dire la ville haute), a été conservée par Warnkœnig et par la plupart des modernes. Elle est également insoutenable au point de vue historique et au point de vue philologique. La racine du mot *poort* est le cas oblique de *portus* considéré comme mot de la deuxième déclinaison. Voy. Kluge, *Geschichte der Altgermanischen Dialekte*, dans la deuxième édition du *Grundriss* de H. Paul. On trouve déjà dans Grégoire de Tours (*Vita et Virtutes Eparchi. Script. rer. Merov.*, t. III, p. 557, § 13) « omnibus portis relictis. » En néerlandais, *poort*, devenu le nom de la ville, a perdu son sens primitif. Un port proprement dit s'appelle *havene*.

possibilité d'appliquer la *Marktrechtstheorie* aux constitutions municipales de la Flandre? Dans ce pays essentiellement urbain, on voit avec une netteté parfaite les villes naître dans les endroits vers lesquels se dirige naturellement le commerce. Elles sont, dans toute la force du terme, des *colonies de marchands*.

Est-il possible, toutefois, qu'il ait existé au haut moyen âge des colonies de marchands? D'après une des principales autorités de ce temps en matière d'histoire économique, M. K. Bücher, on ne peut admettre, avant la période moderne, l'existence d'une classe d'hommes vivant exclusivement de vente et d'achat, c'est-à-dire d'une classe de marchands proprement dits¹. Suivant lui, il n'y a pas eu alors de marchands de profession. Chacun est marchand en tant qu'il fréquente le marché local, mais cette fréquentation du marché pour chacun est passagère et intermittente. Le mot *mercator* désigne des vendeurs et des acheteurs, non des marchands dans le sens actuel et technique du mot, et c'est une erreur complète que de voir dans les premières bourgeoisies du moyen âge des groupes de commerçants.

Cette affirmation de M. Bücher me paraît trop absolue. Elle s'explique, je pense, si l'on songe que les recherches si neuves et si pénétrantes de l'éminent érudit ont porté surtout sur des villes de second ordre, et particulièrement sur Francfort². Jusqu'au xv^e siècle, Francfort n'a été, en effet, qu'une localité à demi agricole, où la bourgeoisie s'adonnait encore en grande partie à la culture du sol et à l'élevage du bétail. Mais ce n'est pas aux villes de second ordre qu'il faut demander le secret des origines de la vie urbaine. Il importe, au contraire, et il importe au plus haut point, d'étudier celle-ci à ses sources mêmes, c'est-à-dire dans les grandes cités mercantiles. Et, dès lors, il me paraît impossible de ne pas découvrir que c'est au commerce et aux marchands de profession que ces dernières doivent l'existence. Les textes nous montrent qu'elles renferment en grand nombre, dès le xi^e siècle, des commerçants vivant exclusivement de leur profession. Il me suffira de signaler ici quelques textes qui ne peuvent laisser aucun doute sur ce point. En 1096, une charte mentionne à Dinant ceux « qui de mercimoniis suis vivunt eujuscumque officii³. » Un peu plus tard, les *Gesta episcoporum Cameracensium* racontent avec le plus grand détail l'histoire d'un marchand qui, simple serviteur d'un autre marchand à l'origine, parvint en quelques années

1. K. Bücher, *Die Entstehung der Volkswirtschaft*, 2^e éd., p. 90.

2. Le beau livre de M. Bücher, *Die Bevölkerung von Frankfurt am Main* (Tübingen, 1886), encore trop inconnu hors d'Allemagne, a créé la méthode d'interprétation des documents relatifs à la statistique du moyen âge.

3. Stan. Bormans, *Cartulaire de Dinant*, I, p. 13.

à amasser une énorme fortune¹. Que sont d'ailleurs en Flandre les membres de la hanse de Londres, sinon de purs marchands? Qu'est-ce que le *praedives mercator*, qui suscita, en 1078, une émeute contre l'archevêque de Cologne², et comment comprendre que la révolution communale de Cambrai ait été provoquée par les *mercatores*³, si l'on se refuse à considérer ceux-ci comme formant, au milieu de la population urbaine, un groupe social parfaitement distinct? Sans doute, tous ces marchands ne sont pas de grands négociants. On trouve parmi eux les conditions les plus diverses. Il s'y rencontre, à côté de propriétaires de barques et de chevaux qui passent la plus grande partie de l'année en lointains voyages, de modestes artisans vendant *super fenestras*⁴ le produit de leur travail. Je sais bien qu'ici se dresse une nouvelle objection. M. Bücher soutient, en effet, qu'au début de la période industrielle du moyen âge l'artisan était un simple ouvrier mettant en œuvre la matière première que ses clients lui confiaient. Je veux bien qu'il en ait été ainsi pour toute une série de métiers. Tout le monde sait, par exemple, que pendant très longtemps les tisserands n'eurent pas le droit d'acquérir de la laine pour leur propre compte : ils se bornaient à travailler la laine que les drapiers leur remettaient. Les tailleurs, les savetiers, les charpentiers se trouvaient fort probablement dans une situation analogue. Mais il convient, ce semble, de ne pas généraliser outre mesure un état de choses qui n'a pu se rencontrer dans toutes les branches d'industrie. Il me paraît bien difficile d'admettre que le potier ou le forgeron aient reçu des mains de leurs pratiques l'étain ou le fer qu'ils travaillaient. D'ailleurs, ici encore, les documents nous attestent l'existence d'artisans vendant directement au public les objets fabriqués par eux au moyen de matières premières qui leur appartiennent. Il faut bien

1. De Smet, *Gestes des évêques de Cambrai*, p. 122 et suiv. Cf. encore *Miracula S. Rictrudis* (comm. du XII^e siècle) dans les *Acta Sanctor. Boll.*, mai, t. III, p. 111 : « Gandavi burgensis erat quidam, qui negotiationi deditus, navigio Duacum frequenter ire consueverat, ferens et referens unde accresseret ei multiplex rerum opulentia. »

2. *Lamperti Hersfeldensis opera*, éd. O. Holder-Egger, p. 186. Ce sont bien des marchands de profession que ces hommes dont parle Lambert, *Ibid.*, p. 187 : « Ab ineunte aetate inter urbanas delicias educati... quique post venditas merces inter vina et epulas de re militari disputare soliti. » Alpert, au XI^e s., distingue très bien les mœurs spéciales des marchands « quibus... ab aliis vicis (pour vicinis) differant » (Liesegang, *Niederrheinisches Stadtlewesen*, p. 576, note 1).

3. Un des chefs des révoltés est Wibertus « mercator per multas terras cognitus » (*Gesta episcop. Camerac. Mon. Germ. Hist. Script.*, t. VII, p. 498).

4. Sur le sens de cette expression, voy. Fagniez, *Études sur l'industrie et la classe industrielle à Paris*, p. 49, 109.

croire, par exemple, que les boulangers, qui dès le milieu du *xi*^e siècle exposent du pain en vente *super fenestras*¹, ont acheté eux-mêmes le blé qui a servi à confectionner ce pain. Je me bornerai à signaler ce seul fait, M. von Below ayant réuni dans des articles récents un grand nombre de témoignages analogues en présence desquels on est forcé d'admettre, me semble-t-il, qu'une partie au moins des artisans du moyen âge doit être rangée au nombre des *mercatores*².

C'est donc à ce groupe de *mercatores* formé de marchands proprement dits et d'artisans que les auteurs les plus récents s'accordent à attribuer le rôle essentiel dans l'histoire de la formation des villes. Entre lui et les autres classes de la population urbaine existe une différence essentielle. Tandis, en effet, que ces dernières, formées de *milites*, de *ministeriales*, de *censuales*, sont fixées depuis très longtemps dans les *civitates* et les *castella* qui constituent les villes de la période agricole du moyen âge, les marchands nous apparaissent comme des immigrants étrangers. Ils viennent du dehors : ce sont des *advene*, des *coloni*. Ainsi, à partir du *xi*^e siècle, une population nouvelle et commerçante vient se juxtaposer à une population ancienne et domaniale et, par un renversement complet de la situation antérieure, l'élément le plus jeune finit par l'emporter sur l'élément le plus vieux. Le faubourg commercial réussit à absorber la vieille ville et à lui donner son droit et ses institutions. Celle-ci, il est vrai, s'est défendue. Là où elle possédait une organisation solide et complète, comme dans les villes épiscopales, elle a cherché à soumettre à cette organisation les nouveaux habitants. Mais partout la lutte a tourné, à la longue, à l'avantage de ceux-ci. Le temps travaillait pour les marchands. Le droit domanial ne pouvait l'emporter à une époque où la vie industrielle et commerciale se substituait à la vie agricole. M. von Below a montré parfaitement comment le *Hofrecht* a été vaincu partout, et sa démonstration est irréfutable. Il était aussi impossible d'imposer aux marchands un droit fait pour une société essentiellement rurale, qu'il le fut au *viii*^e et au *ix*^e siècle de maintenir, en face de la féodalité rendue nécessaire par la substitution du grand domaine à la petite propriété libre, la constitution populaire des premiers temps de l'époque franque.

1. Waitz, *Urkunden zur Deutschen Verfassungsgeschichte*, p. 22. Cf. Flach, *Les origines de l'ancienne France*, t. II, p. 369, note 3. Il est question dans ce passage d'un « *advena... quem natura inopem protulerat sed manus arte docta mechanica locupletem effecerat.* »

2. *Zeitschrift für Social-und Wirtschaftsgeschichte*, t. V, p. 138 et suiv. Cf. Rietschel, *op. cit.*, p. 56, note.

La formation des villes s'explique donc essentiellement par des causes sociales et économiques. En suscitant dans les contrées situées sur les grandes voies naturelles de communication la formation d'une classe de marchands, la renaissance du commerce devait fatalement faire naître les villes. J'ai cherché à montrer ailleurs comment les marchands, étrangers tant par leur origine que par leur genre de vie, à la population des anciennes *civitates* sous les murs desquelles ils vinrent s'établir, durent nécessairement être régis par un droit et des institutions nouvelles¹. M. Rietschel a, de son côté, insisté sur ce point essentiel avec une grande énergie. Il constate que le *jus mercatorum* a fait disparaître dans les villes les formes surannées de la procédure et qu'il a transformé la condition des personnes et des terres; il montre excellemment comment la commune bourgeoise, par là même qu'elle se compose surtout de marchands, diffère profondément de la commune rurale². Il admet toutefois qu'une des institutions fondamentales de la ville, je veux dire la paix urbaine, est de beaucoup antérieure à la période municipale du moyen âge. Il la considère, en effet, avec M. Keutgen, comme identique à la paix, dont on constate l'existence dès le *x^e* siècle dans les *burgen* féodaux ou épiscopaux de l'Allemagne. Contenue tout d'abord dans les murs du bourg, cette paix se serait postérieurement étendue au faubourg: elle n'y serait pas née. Plus heureuse que le *Hofrecht*, qui est resté confiné dans l'enceinte des forteresses primitives, elle aurait fait la conquête de l'agglomération marchande, de sorte que, si dans la ville le droit civil provient du *jus mercatorum*, il en serait tout autrement du droit pénal.

On peut se demander si cette réserve est légitime.

Il est très vrai que dès une époque fort ancienne les *burgen* sont des « lieux de paix, » mais il semble bien que la paix qui y règne soit très différente de celle que les textes nous apprennent à connaître dans les villes à partir du *xiii^e* siècle. On remarque tout d'abord qu'elle a pour sanction l'amende royale de soixante sous, tandis que l'infraction de la paix urbaine entraîne des châtiments corporels. Mais il y a plus. Si la *stadfriede* n'est autre chose que la *burgfriede*, si au point de vue du droit pénal l'habitant de la ville est identique à l'habitant de la *burg*, si enfin c'est précisément à cause de cette situation juridique qu'il porte le nom de *burgensis*, on devrait trouver ce mot de *burgensis* dès les premiers temps du moyen âge. Or, c'est préci-

1. *Revue historique*, t. LVII, p. 57.

2. Rietschel, p. 165 et suiv.

sément le contraire qui a lieu. La langue appelle *cives*, *castrenses*, *civitatenses*, *castellani*, les habitants des *burgen* et ne leur donne jamais le nom de *burgenses*¹. Dans les premiers textes où cette expression se rencontre, elle s'applique à la population nouvelle et elle est synonyme de *mercatores*. Les *burgenses* sont si peu la population de la forteresse primitive au pied de laquelle la ville s'est formée que, dans la charte de Huy, par exemple, ils reçoivent le droit d'occuper le château de l'évêque pendant la vacance du siège épiscopal². Dans d'autres documents, tels que la charte de Saint-Omer, les *burgenses* sont nettement opposés aux *milites castrenses*. Ainsi, s'il est évident que le mot *burgensis* dérive du mot *burg*, il ne l'est pas moins que, lorsqu'il apparaît pour la première fois dans le latin du moyen âge, il a perdu sa signification première et désigne très nettement et très exclusivement la population municipale proprement dite. Il est possible même que ce mot, en dépit de son origine incontestablement germanique, ait été tout d'abord formé en France et se soit ensuite répandu en Allemagne. C'est en France du moins que l'on en trouve, à ma connaissance, les exemples les plus anciens³. Or, en français, le mot bourg (*burgus*), dont il dérive, n'a jamais désigné, comme en allemand, une forteresse⁴, mais tout simplement une agglomération entourée d'une palissade⁵.

Si je ne craignais d'allonger outre mesure cette note déjà trop étendue, je pourrais faire valoir encore d'autres arguments contre l'identification de la paix de la *burg* avec la paix urbaine. Je me borne

1. Dans plusieurs châteaux du sud de la France qui, n'étant pas devenus des villes, ont conservé longtemps, durant le moyen âge, une physionomie très ancienne, les habitants sont encore appelés *caselas*, *castlas*, c'est-à-dire *castellani*. Voy. F. Funck-Brentano, *Chartes de coutumes de Pouy-Corgéart et de Bivès*, *Rev. hist.*, t. LXV, p. 307.

2. Waitz, *Urkunden*, p. 10.

3. La première mention que j'en connaisse appartient à l'année 1007 et est relative à l'Anjou (Flach, *les Origines de l'ancienne France*, t. II, p. 170). En 1056, le mot se rencontre dans le nord de la France, à Saint-Omer (Guérard, *Cartulaire de Saint-Bertin*, p. 184). De là il se répand dans l'Empire par l'intermédiaire de la Lotharingie. On le constate à Huy dès 1066, à Cambrai en 1083, et enfin à Mayence en 1099 (Waitz, *Verfassungsgeschichte*, éd. Zeumer, t. V, p. 406, note 2).

4. Dans plusieurs villes françaises, par exemple à Beauvais, à Valenciennes et à Tournai, on appelle *burgus* l'agglomération marchande formée sous les murs du *castrum* ou du *castellum*. Ce sont les habitants de cette ville nouvelle que l'on appelle *burgenses*. Cf. Flach, *op. cit.*, II, p. 273, note 2.

5. *Chanson de Raoul de Cambrai*, éd. Meyer et Longnon, vers 1390.

à en mentionner un seul qui me paraît très fort. C'est que, dès le ^{xii}^e siècle, dans les communes du nord de la France, le mot *pax* est régulièrement employé comme synonyme du mot *communio*.

J'ai quelque peu insisté sur cette question parce qu'il s'en dégage, me semble-t-il, une conclusion très importante. Si, en effet, la paix urbaine ne provient pas de la paix de la *burg*, il faut rayer du nombre des facteurs qui ont contribué à la formation des constitutions municipales du moyen âge une institution purement germanique de plus. J'écris « de plus » à dessein, car il est intéressant de remarquer que les essais faits pour expliquer l'origine des villes allemandes par des facteurs exclusivement allemands ont échoué. Tour à tour, le *Hofrecht*, l'*Altfreigemeinde*, la *Landgemeinde*, la Gilde, le *Marktrecht* se sont montrés incapables de résoudre le problème. Qu'en faut-il conclure, sinon que les constitutions urbaines ne sont pas un phénomène national, mais, au même titre par exemple que la féodalité, un phénomène social indépendant des races, des langues et des frontières? Si, au lieu d'étudier séparément les villes françaises et les villes allemandes, comme on le fait presque toujours parce que l'on admet *a priori* qu'il doit exister entre elles une différence de nature, on s'habitue à les observer ensemble, on s'apercevrait bientôt, me semble-t-il, que des deux côtés du Rhin l'histoire urbaine présente une évolution identique et s'explique par les mêmes causes. A circonscrire en cette matière les recherches scientifiques dans les frontières des États modernes, on restreint son point de vue, on limite de gaité de cœur le nombre de ses sources, on se prive du précieux secours que la méthode comparative fournit à l'histoire, on est incapable de distinguer, au milieu des nombreux éléments qui se rencontrent dans les constitutions municipales, ceux qui sont généraux et par conséquent essentiels de ceux qui sont locaux et partant secondaires. Sans doute, les différences de détail sont innombrables, mais le but de la science n'est-il pas précisément de reconnaître, sous le particulier et le contingent, l'universel et le nécessaire? D'ailleurs, je ne crois pas qu'il soit possible d'opposer le groupe de villes françaises comme telles au groupe des villes allemandes. A y regarder de près, on voit très bien qu'il existe des familles de villes, mais que ces familles s'étendent indifféremment en deçà et au delà des frontières tracées sur la carte de l'Europe par le traité de Verdun. Elles ne sont déterminées ni par l'ethnographie ni par la politique. Cologne, Mayence et Worms sont plus étroitement apparentées à Reims, à Noyon, à Laon et à Cambrai, qu'à Magdebourg ou qu'à Lubeck. Lille et Arras, dont la population est purement romane, sont les sœurs de Gand et de Bruges. Bref, les premières villes du nord de l'Europe, créées

par les mêmes causes sociales et économiques, forment un même objet d'études. Ayant la même vie, elles ont eu les mêmes organes, et il importe de ne pas séparer arbitrairement dans les livres d'histoire ce que l'histoire a réuni.

H. PIRENNE.

NOTICES ET DOCUMENTS

RELATIFS A L'HISTOIRE DE FRANCE

A LA FIN DU XIII^e ET AU COMMENCEMENT DU XIV^e SIÈCLE.

III^e.

GEOFFROI DU PLESSIS, PROTONOTAIRE DE FRANCE.

Les documents de la fin du XIII^e et des premières années du XIV^e siècle font connaître les noms d'un très grand nombre d'officiers et d'agents du gouvernement royal, en France, à cette époque; et ils sont assez abondants pour qu'il ne paraisse pas impossible de déterminer le *cursus honorum* de la plupart de ces personnages. Mais une telle entreprise est, dans l'état actuel des sources (en grande partie inédites, dispersées, ni critiquées ni indexées), très difficile : « Le moment n'est pas venu, a sagement dit J. Havet, d'essayer de réunir et de coordonner les renseignements positifs qui nous ont été conservés sur chacun des personnages, célèbres ou obscurs, du règne de Philippe le Bel (et des règnes de ses successeurs); ce travail ne pourra être fait utilement qu'après la publication des documents qui sont encore inédits...². » D'autre part, il ne faut pas se faire d'illusions sur la portée du travail en question : les documents qui existent ne sont pas de ceux qui permettent d'écrire des biographies attachantes; ils permettent seulement de fixer des dates. Si tous les renseignements positifs qui ont été conservés sur le personnel politique et administratif de ce temps-là étaient enfin réunis et coordonnés, il deviendrait plus facile de déterminer approxi-

1. Voyez *Revue historique*, LX, p. 307, et LXIII, p. 56.

2. *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1884, p. 238.

mativement la date des pièces non datées où figurent des membres de ce personnel, et on saurait exactement (ce que l'on sait déjà à peu près) quel était le dessein ordinaire d'une carrière administrative, au service du roi, sous les derniers Capétiens directs. Mais voilà tout. On ne saura jamais ce qu'étaient les hommes dont les documents d'archives ne font connaître que les noms, les titres, les allées et venues et les récompenses officielles. Il en est qui, mêlés à toutes les grandes affaires, ont été sans doute en mesure d'exercer une action personnelle; on n'a aucun moyen de savoir s'ils avaient une personnalité intéressante. Conclure, par hypothèse, des événements où l'on voit qu'ils ont dû jouer un rôle, sans les connaître et sans connaître précisément le rôle qu'ils y ont joué, à leur valeur ou à leur impéritie, est un enfantillage. Parmi les officiers de Philippe le Bel et de ses fils, ceux-là seulement gardent, pour la postérité, une physionomie qui, comme Guillaume de Nogaret, ont écrit; tous les autres n'ont laissé d'eux-mêmes que des traces insignifiantes ou indiscernables.

Malgré ce que de pareilles monographies ont de difficile et d'ingrat, plusieurs personnages de la cour des derniers Capétiens directs ont été récemment l'objet de notices biographiques provisoires : par exemple Henri de Courances, Henri de Vezelai, Guillaume de Plaisians, Pons d'Aumelas, Thibaut de Chepoy. Chacune de ces notices a été composée, soit à l'occasion d'un document nouveau, soit en vue de redresser des erreurs traditionnelles de noms ou de dates qui gênaient la critique. — Au cours d'un travail sur l'organisation de la Chancellerie de France à la fin du *xiii*^e et au commencement du *xiv*^e siècle, j'ai rencontré Geoffroi du Plessis. Quelques documents, où figure le nom de ce notaire obscur¹, m'ont paru de nature à être utilement publiés. J'ai été amené ainsi à étudier sa carrière. En voici l'esquisse, qu'il sera possible, je n'en doute pas, de préciser sur quelques points, lorsque les archives du *xiii*^e et du *xiv*^e siècle auront été complètement dépouillées.

« Maître Geoffroi du Plessis, notaire public par autorité apostolique, » écrivit et signa de son seing des conventions passées en 1295 entre le roi de France et le comte de Bourgogne². C'est lui qui, le 21 janvier 1297, dressa, avec maître Gilles de Remin, le procès-verbal de la grande assemblée tenue au Louvre au sujet des affaires de

1. Geoffroi du Plessis est nommé dans la *Bio-bibliographie* (p. 838, col. 1) de M. Ulysse Chevalier. « Geoffroi du Plessis, » dit M. U. Chevalier, « ambassadeur à Avignon, 1309. »

2. Bibl. nat., Coll. Clairambault, Titres scellés, 210, p. 9221.

Flandre¹. Une lettre royale de décembre 1297 est contresignée de son nom² : « Per dominum Robertum de Pontisara. G. de Plexeio. »

Le *Journal du Trésor* pour l'année 1298 montre « maître Geoffroi du Plessis » employé à diverses besognes. Le 18 juillet, il reçoit 4 l. p. « pro quibusdam scripturis factis super historiam Beati Ludovici³; » en septembre, Robert de Pontoise et Geoffroi du Plessis furent indemnisés des dépenses qu'ils avaient faites en allant à Tournai pour l'affaire des forfaitures, « de forefactoris inimicorum domini regis⁴. » En octobre, Geoffroi fut envoyé au loin, « missus ad remota pro quibusdam negociis regis⁵; » c'est à Rome qu'il alla⁶ : Boniface VIII, accusant réception à Philippe le Bel, le 29 décembre, d'un message, nomme expressément, comme l'un des deux envoyés qui lui ont apporté ce message, « notre cher fils maître Geoffroi du Plessis, chanoine de Reims⁷. » Le 25 janvier 1299, un clerc du comte de Flandre, Michel as Clokettes, écrivait de Rome à son maître : « Pour vous empirier envers le pape, li rois de Franche s'est forment travailliés... par ses darains messages qu'il a envoiés, mestre Wil-laume de Crespi et mestre Gieffroi le Breton, qui fu jadis mes compain, liquel messaige se partirent de court le joesdi apries le xx^e jour dou novel; et ce jour je entendi de mestre Gieffroi qu'il avoient fait et exploitié contre vous. » Alarmé par les confidences de Geoffroi, Michel as Clokettes s'était informé auprès des cardinaux, et il ajoute : « Que il [les cardinaux] sachent, il n'est mie comme mestre Gieffroi me voloit faire croire⁸. »

Au cours des années suivantes, Geoffroi du Plessis reprit ses fonctions de notaire à la cour de France. L'expédition d'une bulle de Boniface qu'il exécuta en 1300, en présence de l'évêque d'Auxerre,

1. Arch. nat., J 543, n° 4; cf. Bibl. nat., lat. 14670, fol. 30 v°, et Comte de Limburg-Stirum, *Codex diplomaticus Flandriae*, I, p. 146.

2. Arch. nat., J 148, n° 19. « Plex. » est la forme abrégée de son nom par laquelle Geoffroi du Plessis a d'ordinaire contresigné, suivant l'usage de la chancellerie, les lettres royales qui passaient par ses mains. Cf. Arch. nat., K 181, n° 57; S 87, n° 2 (1302); J 622, n° 40 (1305), etc.

3. Bibl. nat., lat. 9783, fol. 80. Passage souvent cité, mais dont le sens n'a jamais pu être précisé.

4. Ibid., fol. 14.

5. Ibid., fol. 17.

6. Dès l'Ascension 1298, il toucha 150 l. p. « pro via Rome » (Ibid., fol. 67 v°; cf. fol. 86).

7. *Notices et extraits des manuscrits*, XX, II, p. 131.

8. Fr. Funck-Brentano, *Philippe le Bel en Flandre* (Paris, 1896, in-8°), p. 296, en note. On verra plus loin que l'identification de « mestre Gieffroi Le Breton » avec Geoffroi du Plessis est justifiée.

de Pierre de Belleperche et de Pierre Flote, a été publiée avec le fac-similé de son seing manuel¹. Il figure dans les Tablettes de cire de l'Hôtel en octobre 1304 (48 l. 8 s. pour 90 jours de présence à Paris²) et en novembre 1303 (84 l. pour 140 jours³). Dès lors, il s'intéressait aux choses de l'Université de Paris, car, ayant reçu confirmation royale d'une rente de 40 l. p. sur la prévôté de Montlhéry⁴, il obtint en avril 1300 (v. st.) la permission d'en disposer en faveur du Collège des Cholets⁵.

C'est en 1304 qu'il fut pourvu de la charge, créée pour lui selon toute apparence, — car il n'en est pas fait mention, à ma connaissance, avant cette date⁶, — de « protonotaire de France. » La lettre d'institution n'a pas été retrouvée, mais la circulaire suivante, dont il existe au moins deux exemplaires⁷, est suffisamment explicite :

Ph., Dei gratia Francorum rex, universis presentes litteras [inspectoris], salutem. Notum facimus quod nos dilecto et fideli nostro magistro Gaufrido de Plexeio, prothonotario Francie, de cujus industria et fidelitate confidimus, approbandi, confirmandi et de novo creandi tabelliones seu notarios publicos auctoritate regis in locis et partibus regni nostri que jure scripto reguntur, in quibus consuevit tabellionatus seu publici notariatus officium exerceri, qui siquidem tabelliones seu notarii publici per examinationem legitimam ydonei reperti fuerint ad hujusmodi officium exercendum, plenam et liberam tenore presencium committimus potestatem, volentes, concedentes et auctoritate regia statuantes quod illi qui approbati, confirmati vel de novo creati fuerint in tabelliones seu notarios publicos per eundem, tabellionatus seu publici notariatus officium auctoritate nostra regia vita et habilitate comitibus exequantur, quodque dictus prothonotarius ad premissa, sub sigillo tamen prothonotariatus, exequenda alium de consilio nostro subs-

1. P. Dupuy, *Preuves de l'histoire du différend*, p. 41. — Cf. Arch. nat., J 1166, n° 3 : « In quodam rotulo, transcripta notarum ordinarum de mandato domini regis per magistrum Gaufridum de Plexeio, missarum regi Romanorum ut juxta eas mitteret litteras sigillatas, et prima est super approbacione confederacionum. »

2. *Historiens de la France*, XXII, p. 522.

3. *Ibid.*, XXII, p. 538. — D'après la Chronique de Bardin, un « Geoffroi du Plessis » aurait fait partie du parlement royal, siégeant à Toulouse en 1303 (*Hist. gén. de Languedoc*, X, col. 18).

4. Arch. nat., P 2288, p. 79 (d'après le Livre rouge de la Chambre des comptes, perdu).

5. *Ibid.*, p. 83.

6. Il n'en est question, dans le *Manuel de Diplomatie* de M. A. Giry, ni avant ni après 1304.

7. Archives des Basses-Pyrénées, E 489, fol. 11 (xiv^e siècle); Archives municipales de Nîmes, FF 31, fol. 10. — La pièce originale était, d'après ces copies, scellée en lacs de soie sur cire verte.

tituere vel deputare valeat loco sui. In cujus rei, etc. Actum Ambianis, mense Julio, anno Domini M^o CCC^o III^o.

Il est probable que Geoffroi du Plessis, l'un des rédacteurs ordinaires à la chancellerie de France, fit rédiger ou rédigea lui-même cette circulaire, ainsi que la grande ordonnance sur la réforme et l'organisation du notariat dans les pays de droit écrit (Amiens, juillet 1304), qui doit en être rapprochée¹. Quoi qu'il en soit, il usa de la faculté qui lui avait été laissée de déléguer des gens du roi à sa place, à condition de les commissionner sous le sceau du protonotariat de France. A Toulouse, par exemple, il délégua Raoul Rousselet, chanoine de Dol, un des clercs les plus souvent employés par Philippe le Bel². Raoul Rousselet, ayant réuni les notaires de Toulouse, de Villemur et des environs, leur lut la pièce qui précède et la commission à lui faite par le protonotaire Geoffroi; cette commission se termine ainsi :

Et ad maiorem premissorum fidem habendam nos, Gaufridus de Plexeio, prothonotarius Francie, predictis sigillum prothonotariatus Francie presenti instrumento publico duximus apponendum³.

La circulaire de juillet 1304 fut renouvelée au camp devant Lille le 26 août, et à Paris le 40 octobre de la même année, en termes analogues⁴. — Geoffroi du Plessis garda, par la suite, le titre de protonotaire de France. Le Continuateur de la Chronique de Gérard de Frachet se trompe, en effet, quand il dit, à l'année 1322, que l'enquête relative à la validité du mariage entre Charles IV et Blanche d'Artois fut confiée, en même temps qu'aux évêques de Paris et de Beauvais, à « Geoffroi du Plessis, protonotaire de la cour romaine⁵; » il a, sans doute, voulu dire « protonotaire de France. » — Je n'ai pas, du reste, à rechercher ici quelles ont été les destinées ultérieures de ce « protonotariat » de France, qui n'avait jamais été signalé.

1. *Ordonnances du Louvre*, I, 416. Elle est jointe à la circulaire dans le manuscrit de Nîmes.

2. Il y avait, dans les archives de la Chambre des comptes, un compte de Raoul Rousselet, relatif à son voyage, en 1304, dans les pays de droit écrit. Voy. l'*Inventaire de Robert Mignon* (sous presse), § 1550 : « Compotus magistri Radulphi Rousseleti, missi ad senescallias Tholose, Carcassone et alias partes que per jura scripta reguntur, anno M^o CCC^o IV^o, pro notariis publicis auctoritate regia confirmandis, auditus lune vigesima Februarii M^o CCC^o VI^o. Debet II^m VIII^{xxvi} lib., xv sol., vii den. tur. debilis monete. Plura alia signantur esse recuperanda super magistrum G. de Plexeio et alios. Et sunt nomina notariorum confirmatorum ibi in principio ejusdem compoti. »

3. Arch. des Basses-Pyrénées, E 489, fol. 12. — On n'a pas, jusqu'ici, signalé d'empreinte du sceau dont l'existence est ici indiquée.

4. Ibid., et Arch. mun. de Nîmes, FF 31, l. c.

5. *Historiens de la France*, XXII, p. 57.

En cette même année 1304, Geoffroi le protonotaire fut chargé d'une seconde mission en Italie. Il partit à la fin de l'année 1304, avec deux compagnons, Itier de Nanteuil, prieur de l'Ordre de l'Hôpital, et Mouche¹. Le compte présenté, au retour, par le prieur de l'Hôpital, le 30 juillet 1305², n'indique de séjours qu'à Pérouse, et *in castro de Pluvia*³ (du 31 janvier au 29 avril 1305). Le compte de Geoffroi du Plessis est plus détaillé et fait connaître l'équipage personnel de notre homme : cinq valets à cheval, treize valets à pied⁴. Quant à l'attitude des envoyés du roi de France à Pérouse, où siégeait le conclave, elle est connue par des procès-verbaux. D'après l'un de ces documents⁵, le prieur et « maître Geoffroi du Plessis, chancelier de l'église de Tours⁶, protonotaire de France, » requièrent, le 9 avril, dans la chambre du roi de Sicile, au couvent des dominicains de Pérouse, quelques-uns des chefs de la faction des Caëtani de se constituer, du jour au lendemain, prisonniers « in carcere regis Francie, » au château de Staggia. D'après l'autre⁷, le 44 avril, les trois personnages furent assaillis par « ceux de la ville, » qui leur demandèrent s'ils étaient venus pour poursuivre la mémoire de Boniface et pour faire des protestations contre les cardinaux, ses créa-

1. Cf. *Revue historique*, LX, p. 322.

2. Bibl. nat., Coll. Baluze, 394, fol. 695⁶ v°.

3. « Citta della Pieve, » sur la route d'Orvieto à Sienne?

4. Ibid., fol. 695⁶ v° : « *Computus magistri Gaufridi de Plesseyo de via Rome anno CCC° IIII° facta*. — Recepta, primo de Rainundo Johannis et Boneto Constantini, 800 l. t. et 800 fl. parv. — Expensa : pro vestibus et forraturis pro se et socio suo, 80 l. t.; pro vestibus quinque valletorum equitum, 56 l.; pro robis tresdecim valletorum peditum, 45 l.; pro harnesio quinque saumeriorum, 50 l.; pro sellis, frenis et alio harnesio pro aliis octo equis, 25 l.; pro uno mulo ad equitandum pro se, mortuo in via, 50 l.; pro alio mulo summario mortuo in via, 40 l.; pro uno mulo et duobus equis redditus scutiferie, 100 l. [per cedulam Egidii Granche, datam lune post Brandones CCC° V°]; pro calciamentis quinque valletorum equitum et tresdecim famulorum peditum, 40 l.; pro forgia tresdecim equorum, 30 fl.; pro conductu, pro pedagio et pro reparandis viis in Monte Sancti Bernardi, 90 fl.; pro expensis cothidianis per 183 dies, 765 fl. et 187 l. 10 s. t. Item, pro 40 diebus quibus expectavit Parisius pro mutacione societatis, paratus cum equis, famulis et toto harnesio, 150 l. t. » On lit en marge : « Dicta 800 l. t. redduntur eis per computum suum de duplici decima provincie Narbonensis, factum prima die Augusti CCC° V°. » Dans le compte d'Itier de Nanteuil, on lit : « *Recepta...* De magistro Gaufrido de Plesseyo ibi [apud Perousam], 200 fl., de quibus idem prior nullas reddidit litteras, ut dicunt gentes sue. Debet idem G. quod receperat a societate Peruchiorum quibus debentur, nec capit eos super regem. »

5. Arch. nat., J 512, n° 19.

6. Geoffroi du Plessis est déjà dit « clerc du roi, chancelier de l'Eglise de Tours, » dans une lettre de mars 1303 (Arch. nat., K 192, n° 326).

7. Dupuy (o. c., p. 277) a publié ce second procès-verbal.

tures; ils répondirent qu'ils n'étaient pas venus pour briguer, mais pour l'utilité de l'Église universelle, aussi bien que de la commune de Pérouse, et pour presser l'issue du conclave. Les Pérugins, peu satisfaits de cette réponse, demandèrent des assurances plus claires, et n'en obtinrent point. « La vraie réponse des trois envoyés, dit, par conjecture, l'*Histoire littéraire*, fut l'élection du 5 juin, qui mit la tiare sur la tête de Clément V¹. »

Les deux procès-verbaux de Pérouse ne sont pas les seuls textes qui fassent connaître les faits et gestes de Geoffroi au cours de cette importante mission du printemps de 1305. Les archives de Pérouse ne possèdent, à la vérité, je m'en suis assuré, aucune pièce qui s'y réfère; mais on trouve à Sienne les traces du protonotaire², dont l'expédition dura, en tout, 183 jours³. — Il rapporta, de cette expédition, des documents, et, après la mort de Philippe le Bel, il écrivait au sujet de ces documents :

Tres chier sires, les lettres, les instrumenz et tout ce qui touchoit les Gaitens ge baillai pour mettre ou Tresor, au retour de court de Romme quant pape Clement fu créé. Voirs est que mesire G. de Nougaret les ot puis, quant fin fu mise a la besoigne de Boniface a Avignon; mes ge suppose et croi que il les remist par devers le Tresor. Ne ge n'en aie fors aucunes copies qui peu donroient d'avisement a la besoigne, qui est grant et pesant et secrete, pour les circonstances du fait Boniface; lesquelles copies me sont necessaires, pour ce que ge traittae les besoignes, ne ne les baillerae ne moustrearae a homme vivant se n'estoit par l'especial congié du Roi. Mes quant vous plera, ge me trairai a Paris et en parlerai a li, se mestiers est, et a vous et a qui il comandera. Nostre Sires soit garde de vous. Escrit a Vanves (?), cest juedi avant la Chandeleur.

De par le vostre Geffroi DU PLEXIS, notaire de l'Eglise de Romme.

A haut homme, poissant et sage mons. de Souli et non a autre⁴.

A l'été de 1305, Geoffroi était de retour de France. Le 14 dé-

1. *Histoire littéraire*, XXVIII, p. 286. — Cf., au sujet de la mission de 1305, un mémoire présenté, en 1307, à Philippe le Bel : « *Expedit quod propter statum devotorum domini regis, precipue Campanorum, quod dominus rex non intermitterat cessionem sibi factam Perusii de bonis Gaitanorum per manus magistri Giffredi de Pleseyo et Magistri Hospitalis...* » (R. Holtzmann, *Wilhelm von Nougaret*, Freiburg-i.-B., 1898, in-8°, p. 260).

2. C. Paoli, *Lettere vulgare a stampa del secolo XIII, scritte da Senesi* (Bologna, 1871), p. 78 : « ... come lo priore de lo Spedale di Francia e m. Giufrè Duplesciay pasaro per Siena... » (lettre de juin 1305). L'auteur de cette lettre dit que, au retour du voyage d'Italie, le prieur alla à Corbeil, pour un chapitre de son Ordre, « e mastro Gufrè ène co re. »

3. Cf. plus haut, note 3.

4. Arch. nat., J 476, n° 122.

cembre, Blanche de Boulogne, fille du comte de Clermont, le priait, ainsi que l'archidiacre de Bruges (Étienne de Suisi, qui avait été garde du sceau de France), d'employer son influence en faveur d'un certain Henri¹ :

Comme madamme la Roine, cui Dieus asolle, a la requeste de domoieselle Marguarite, ma suer, et a la moie, par les letres nostre seigneur le Roy ait fet establir noteres publis Pons Champels et Nicolas Chasade... an la ballie de Vellai e d'autres allors, si comme vous poes estre recort par les lettres e par les mesages que vous avies sovan sur ce de madamme la Roine et de nous, pour l'amour de mestre Hanri, notre amé fuscien, ge vous pri que il vous pleize... que, par lesdites offices, nule grievance ne soit fete audit mestre Hanri, qui clers est nostre seigneur le Roy, ou a ses gans. E an fetes tant, si il vous plet, que vous vous en sachons gré...

Pendant le pontificat de Clément V, dont il avait probablement contribué à procurer l'élection, Geoffroi du Plessis fut accablé de faveurs par le pape, par le roi, et son nom paraît derechef dans plusieurs grandes affaires.

Dès novembre 1304, le roi avait amorti gratuitement un domaine acquis par Geoffroi du Plessis et pris sous sa garde les religieux que Geoffroi se proposait d'y établir². D'autres libéralités, en récompense de services rendus, sont constatées par lettres patentes : en décembre 1307, amortissement gratuit d'une rente sur la prévôté de Doullens³; constitution d'une pension annuelle de 300 l. t., en janvier 1308⁴; confirmations d'achats, d'échanges, etc.⁵. Je me dispense d'énumérer ici les faveurs du même genre qui furent accordées à Geoffroi par les successeurs immédiats de Philippe le Bel⁶.

1. Arch. nat., J 1046, n° 21.

2. Arch. nat., JJ 53, fol. 17, n° 48. — Au sujet de ce domaine de *Vallibus*, voyez *Gallia christiana*, VII, pr., col. 122; Arch. nat., JJ 49, fol. 22, n° 33 et 34, et *Regestum Clementis papae V*, n° 7780.

3. L'original est aux archives de la Somme, dans le fonds de l'évêché d'Amiens. Cf. Arch. nat., JJ 38, fol. 97, n° 221, et JJ 44, fol. 28, n° 48. — Voyez aussi Arch. nat., K 92, n° 326.

4. Voyez les extraits du Journal du Trésor, dans le Recueil de Menant, à la Bibliothèque de Rouen, III, fol. 10 : « In remuneracione sui servicii quousque de beneficio ecclesiastico tanti valoris cujus fructus percipiat sibi [rex] provideret vel faceret provideri. » — Cf. le compte des trésoriers au terme de la Saint-Jean 1316 (Bibl. nat., fr. 20683, fol. 24) : « *Pensiones turonenses ad voluntatem* : ... Magister Gaufridus de Plexeyo pro toto Candelose quousque rex sibi providerit vel faceret provideri, etc., 300 l. »

5. Archives du Loiret, A 1997 (cf. Arch. nat., JJ 44, fol. 28 v°, n° 49), et Arch. nat., JJ 46, fol. 133 v°, n° 244.

6. Voyez Arch. de Seine-et-Oise, A 820; Ch. Jourdain, *Index chronologicus chartarum Universitatis Parisiensis*, p. 96, etc.

Les registres de Clément V contiennent un assez grand nombre de pièces relatives au protonotaire. Une lettre pontificale du 24 juillet 1308 nous apprend que « maître Geoffroi du Plessis, notaire du Saint-Siège, archidiacre de Vire¹ en l'église de Coutances, » avait été chargé par le pape d'une mission en Bretagne, « pays dont il était originaire². » Geoffroi du Plessis était donc en même temps archidiacre de Coutances et chancelier de Tours; il est qualifié par Clément V, tantôt de l'un, tantôt de l'autre de ces titres, pendant toute la durée du pontificat. Il avait encore d'autres bénéfices : on le voit qualifié de chanoine de Reims³, de Paris⁴, et il résigna en 1309 un canonicat et une prébende dans l'église d'Angers, à l'étonnement du pape⁵. Mais il semble que, loin de les rechercher, il ait dédaigné pour lui-même les dignités ecclésiastiques. Il n'est pas vrai, en effet, que le notaire Geoffroi du Plessis, dont le seing manuel a été publié et qui fit en 1298 des écritures relatives à la vie de saint Louis⁶, soit devenu, comme on l'a dit, évêque de Bayeux⁷ : aucun Geoffroi du Plessis n'a été évêque de Bayeux ; et notre Geoffroi, ayant été désigné par Clément V, en 1310, pour l'évêché d'Évreux⁸, s'excusa d'accepter cet

1. Les éditeurs des lettres de Clément V ont imprimé tantôt « Vallisjurie, » tantôt « Vallisvirie. » Cette dernière lecture est la bonne.

2. *Regestum Clementis papae V*, n° 3011 : « Ut questiones inter rectores parochialium ecclesiarum ducatus Britannie et parochianos ipsarum ecclesiarum exortas componeret. » Cf. une autre lettre de Clément V, du 9 février 1313, à l'évêque de Coutances et à Geoffroi du Plessis, au sujet des affaires privées de Jean, duc de Bretagne (*ibid.*, n° 9033, et dom Lobineau, *Histoire de Bretagne*, II, col. 466).

3. Cf. plus haut, p. 72, note 7.

4. *Regestum Clementis papae V*, n° 4231. Cette lettre pontificale, du 31 octobre 1308, autorise Geoffroi du Plessis à recevoir une pension du roi de France : c'est la pension de 300 l. t. qui a été mentionnée plus haut.

5. *Regestum...*, n° 3917 (Avignon, 5 avril 1309). — Le pape écrit à l'évêque d'Orléans, au scolastique de Nantes et au chevecier de Saint-Étienne-des-Grès, de conférer lesdits bénéfices aux personnes désignées par Geoffroi du Plessis, démissionnaire. « Provideant autem, quia non est verosi mile ut quis beneficia de quibus vite subsidia percipit, sine magna causa resignet, ne in hoc ex parte notarii vel alterius cujuscunque aliqua intercedat fraus vel pravitatis. »

6. Cf. plus haut, p. 72, note 3.

7. Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics* (Paris, 1895, in-8°), p. 541, note 2.

8. *Regestum Clementis papae V*, n° 6708 (Avignon, 22 janvier 1311) : « De provisione ipsius ecclesie... ad personam dilecti filii magistri Gaufridi de Plexeyo, notarii nostri, cancellarii ecclesie Turonensis, nobis et fratribus nostris ob suorum magnitudinem meritorum... convertentes intuitum, ac sperantes quod per ipsius notarii circumspectionem providam et prudentiam circumspectam et favorem etiam specialem, quem apud carissimum in Christo filium nostrum regem

honneur, pour des raisons de santé et pour d'autres. « Le roi, dit Clément V, nous a écrit que la présence près du Saint-Siège de notre dit notaire, chancelier de l'église de Tours, lui paraît indispensable; et nous-même, nous reconnaissons qu'il peut être ainsi plus utile à l'Eglise universelle que dans une église particulière. » Pour ces motifs, l'évêché d'Évreux fut conféré en 1314, à la requête de Geoffroi du Plessis, à son neveu, chanoine d'Arras, qui s'appelait aussi Geoffroi¹. — Les seules faveurs que Geoffroi le protonotaire ait acceptées volontiers sont d'autre sorte : il demanda et obtint souvent de la cour romaine le privilège de conférer à qui lui plairait des prébendes, des bénéfices vacants et des tabellionnages².

Personne agréable au pape et au roi, notaire du pape et du roi³, Geoffroi du Plessis était entre eux l'intermédiaire désigné. Il fut effectivement un des agents qui firent constamment la navette, à cette époque, entre la cour de France et celle d'Avignon. Si la collection des instructions remises à ces agents et de leurs rapports avait été conservée tout entière, soit au Trésor des chartes, soit dans les Archives pontificales, la partie la plus intéressante peut-être de l'histoire politique du XIII^e et du XIV^e siècle serait connue; mais elle ne le sera jamais bien, parce que presque toutes les traces des négociations actives, qui certainement ont eu lieu, ont disparu. Les débris qui subsistent ont été préservés de la destruction par hasard et n'offrent pas plus d'intérêt que cent autres documents du même genre, aujourd'hui anéantis. Nous ne possédons sûrement pas une sur vingt des pièces échangées entre les puissances de ce temps, et, d'ailleurs, la plupart des affaires confidentielles se traitaient, alors, oralement.

Francie illustrem, cujus clericus et familiaris existit, et alios principes et magnates illarum partium obtinere dinoscitur. »

1. Ce second Geoffroi du Plessis n'a jamais porté, semble-t-il, avant son élévation au siège d'Évreux, que le titre de chanoine d'Arras.

2. *Regestum Clementis papae V*, n° 5394, 6758, 6759, 7925. La dernière de ces permissions (Vienne, 5 mai 1312) est accordée à la prière de Guillaume de Nogaret.

3. Geoffroi du Plessis n'est pas le seul notaire par autorité apostolique qui ait appartenu alors à la chancellerie royale. Ami le Raitif d'Orléans, Gilles de Remin, Jacques de Jasseines, Jean de Pruvino, etc., étaient aussi notaires apostoliques (Comte de Limbourg-Stirum, *Codex diplomaticus Flandriae*, p. 11, 52, 147, etc.). Citons encore Even *Phili*, compatriote de Geoffroi, notaire apostolique, souvent employé sous Philippe IV « circa confectionem publicorum instrumentorum pro rege » (Bibl. nat., lat. 9783, fol. 78 v°). — Même usage en 1383, à cette date, « magister Johannes Espinatz, publicus apostolica auctoritate notarius » est payé « pro pluribus processibus et scripturis factis per cum super facto decime... » (Bibl. nat., Cabinet des Titres, P. O., 1079, doss. 24857, n° 3).

Non seulement nous n'avons pas toutes les instructions remises aux missions dont Geoffroi du Plessis fit partie, mais nous n'en savons même pas le nombre. — Il faut se contenter de relever, çà et là, quelques traces. Geoffroi du Plessis, en compagnie de Guillaume de Plaisians, fut porteur, en 1305 et en 1306, de plusieurs communications du roi au pape et du pape au roi¹. Dans les négociations engagées au sujet des concessions de décimes, il eut un rôle actif : il est un des trois personnages auxquels Clément V écrivit au sujet de l'exécution de la décime de 1310², et il fut, avec l'évêque d'Auxerre, un des deux exécuteurs de la décime simple de 1312³, avec l'abbé de Saint-Denis un des deux exécuteurs de la décime sexennale de 1313⁴. Il s'occupa aussi des affaires de Flandre⁵. Il s'occupait, en un mot, de toutes les questions pendantes entre la cour de France et le Saint-Siège ; il est, avec Guillaume Bonnet, évêque de Bayeux, et Guillaume de Nogaret, un des signataires d'un rapport célèbre, adressé d'Avignon au roi, le 24 décembre 1310, au sujet de divers pourparlers en cours⁶.

Son nom paraît dans le procès des Templiers⁷. Il fut adjoint aux évêques de Paris et de Beauvais pour procéder dans l'affaire en nullité de mariage entre Charles le Bel et Blanche, sa première femme⁸.

1. Baluze, *Vitae paparum Avenionensium*, II, col. 75 : « Cum pridie nobis scripseris quod pro quibusdam, que dilectus filius magister Gaufridus de Plexey, notarius noster, et G. de Plasiano, miles tuus, tue celsitudini retulerunt, nobis quosdam nuncios mittere intendebas... » *Ibid.*, II, col. 83 : « Dilecti et fideles nostri magister G. de Plexey, notarius noster [Édition : *vester*], et Guillelmus de Plesiano, miles, a vestra presentia redeuntes, ad nos diebus istis norissime pervenerunt. »

2. Voyez les instructions données à un agent du roi, vers 1310 : « Memoria sit priori de Cheza quod littere apostolice executorie super decima per dominum papam domino regi concessa, que littere diriguntur archiepiscopis Narbonensi, Rothomagensi et magistro Gaufrido de Plexey, domini pape notario, sunt in pluribus defectiva » (Arch. nat., JJ 42^a, fol. 94 v^o. Publié, sans indication de sources, par d'Achery, *Spicilegium*, III, p. 702).

3. *Inventaire de Robert Mignon*, § 828. Cf. *Regestum Clementis papae V*, n° 8986.

4. *Ibid.*, § 838.

5. (23 août 1310.) Dupuy, *Preuves du différend*, p. 294 et 295 : « te rogari mandavimus per dilectum filium magistrum Gaufridum de Plexey, notarium nostrum, et clericum tuum... »

6. Dépêche publiée par E. Boutaric (*Revue des Questions historiques*, XI (1872), p. 21) et par C. Wenck (*Clemens V und Heinrich VII.* Halle, 1882, in-8°, p. 172). Elle est signée : « Nuncii vestri episcopus Baiocensis, Gaufridus et alii. » Cf. *Regestum Clementis papae V*, n° 7504.

7. J. Michelet, *Procès des Templiers*, I, 18 ; II, 273.

8. Baluze, *Vitae paparum Avenionensium*, II, col. 441, et *Historiens de la France*, XXI, p. 57, 675. Cf. les procès-verbaux d'enquête (Arch. nat., J 682).

A quelle époque Geoffroi du Plessis se retira-t-il du service actif? — Vers le temps de l'avènement des Valois, on lui demandait des consultations sur les anciens usages de cette chancellerie royale où il avait été employé, nous l'avons vu, dès 1295 au plus tard. C'est ainsi que, le 27 janvier 1329 (n. st.), « furent appelés en la Chambre des comptes à Paris, par le commandement du roi, maître Geoffroi du Plessis, notaire apostolique, maître Ami d'Orléans, doyen de l'église de Paris, et maître Jean de Dijon, plus experts au fait de chancellerie qu'aucuns autres, qui, en présence de Mathieu Ferrand, chancelier de France, furent examinés sur le fait de la chancellerie, » notamment sur le taux des anciens tarifs pour les lettres scellées tant en cire verte qu'en cire jaune, sur simple ou sur double queue¹.

Un an après, il était moine au monastère de Marmoutier, où la fin de sa vie s'écoula. Le 20 mars 1330, un arrêt fut prononcé, en la Chambre des enquêtes du Parlement de Pons, entre le procureur du roi et Louis de Melun, d'une part, et maître Geoffroi du Plessis, moine de Marmoutier, de l'autre, à propos de la chantrerie de l'église de Chartres².

Le dernier acte de Geoffroi du Plessis, « moine de Marmoutier, ancien notaire apostolique, » est son testament, daté du 14 août 1332³. — De bonne heure, nous l'avons vu, Geoffroi avait fait des libéralités au Collège des Cholets; il nous apprend lui-même que le cardinal Cholet (mort en 1292) avait été le protecteur de sa jeunesse; ordonnant de célébrer des messes pour ses bienfaiteurs, il nomme le pape Clément, le roi Philippe, « qui fut notre créateur après Dieu, » la reine Jeanne, sa femme, ses fils, et le cardinal Cholet⁴. Toutefois, le Collège des Cholets n'eut pas la part principale dans ses dispositions testamentaires. C'est aux Collèges qu'il avait fondés lui-même en l'Université de Paris, rue Saint-Jacques, qu'il destinait, depuis longtemps, presque toute sa fortune.

Dès le 23 avril 1312, Clément V avait fait inviter le monastère de

1. A. Tessereau, *Histoire chronologique de la chancellerie de France*, I (Paris, 1710, in-fol.), p. 13. Cette pièce figurait dans plusieurs des premiers *Mémoriaux* (perdus) de la Chambre des comptes : A, fol. 159 v°; *Pater*, fol. 192. Cf. Arch. nat., P 2288, fol. 1038.

2. Arch. nat., X^{1a} 6, fol. 96. Cf. F. Aubert, *le Parlement de Paris... Son organisation* (Paris, 1886, in-8°), p. 26.

3. Ce testament a été publié par dom Félibien, *Histoire de Paris*, III, p. 392 et suiv. Cf. une mauvaise analyse, en français, dans la *Topographie historique du vieux Paris. Région centrale de l'Université* (Paris, 1897), p. 479.

4. Dans le document cité plus bas, p. 82, n. 3. — Il y a, dans le testament, une disposition en mémoire de Raoul [Rousselet], évêque de Laon, ami et collaborateur de Geoffroi du Plessis.

Sainte-Geneviève à consentir à un échange que Geoffroi du Plessis, décidé à établir de pauvres écoliers dans sa maison de la rue Saint-Jacques, lui proposait¹. En septembre 1344, Philippe le Bel autorisa Geoffroi à acquérir 16 l. de rente dans les fiefs, arrière-fiefs et censives du roi, « ad opus scolarium suorum². » Jean XXII confirma officiellement la charte de fondation du collège de Geoffroi du Plessis, qui s'appelait alors « Domus Beati Martini in Monte Parisiensis, » le 2 janvier 1323³. Le Collège, établi primitivement pour quarante pauvres séculiers, maîtres et écoliers ès arts, était placé par le fondateur dans la maison qu'il avait longtemps habitée, *quam diu inhabitavi*, sous la surveillance de l'évêque d'Évreux, son neveu, de l'évêque de Saint-Malo, Alain Gontier, son ami, et de l'abbé de Marmoutier. Le 27 janvier 1328, à Paris, Geoffroi donna à Marmoutier d'autres immeubles, également sis rue Saint-Jacques, pour servir aux écoliers du monastère qui étudiaient à Paris⁴; il fonda ainsi un second Collège, le Collège de Marmoutier.

Le testament de 1332 répartit la succession de Geoffroi du Plessis (ses immeubles urbains et ruraux et ses rentes) entre la maison de Saint-Martin *in Monte*, la maison des écoliers de Marmoutier, à Paris, les écoliers du cardinal Cholet et le monastère de Marmoutier lui-même. C'est au monastère qu'il légua sa bibliothèque, une vraie bibliothèque de canoniste et de *dictator*, dont voici la composition :

Liber meus qui dicitur *Catholicon*... Decretum cum apparatu, Decretales cum apparatu. Sextus liber Decretalium cum apparatu. Septimus liber Decretalium sine apparatu. Summa Innocentii. Summa Hostiensis. Repertorium juris. Unus liber concordantiarum. Summa confessoris. Liber epistolarum Bernardi. Liber de proprietatibus rerum. Legenda aurea. Biblia cum uno parvo volumine. Unum Graduale notatum ad usum Parisiensem. Unum Missale notatum ad eundem usum. Liber epistolarum magistri Petri Blesensis. Unus liber sermonum dominicorum totius anni qui incipit in rubrica : *Dominice prime adventus primus sermo*. Liber de secretis secretorum. Quidam parvus liber sermonum qui incipit : *In primordio temporum*. Et liber Sibille Erithree⁵.

Dans le volume qu'il prépare sur les collèges de l'Université de

1. *Regestum Clementis papae V*, n° 7776.

2. Arch. nat., JJ 50, fol. 56 v°, n° 84. Cf. une lettre de Philippe V, de février 1320 (Ch. Jourdain, *Index chronologicus*, p. 96).

3. Arch. du Vatican, Reg. Joh. XXII, 24, fol. 385. Cette pièce se trouve aussi dans les recueils d'actes relatifs au Collège du Plessis (Arch. de l'Université de Paris, carton 18; cf. Arch. nat., M 182); elle a été publiée par dom Félibien, *o. c.*, III, p. 372.

4. Dom Félibien, *o. c.*, III, p. 391.

5. Dom Félibien, *o. c.*, p. 394.

Paris au moyen âge, le P. H. Denifle se propose de réunir tous les textes relatifs à la fondation de Geoffroi du Plessis, à laquelle s'intéressa, au xvii^e siècle, un autre du Plessis, le cardinal de Richelieu. On sait que l'abbé de Marmoutier, ayant-cause de notre Geoffroi, consentit, le 3 juin 1646, à l'union du collège du Plessis en décadence avec la maison de Sorbonne¹.

Ch.-V. LANGLOIS.

1. Deux sceaux de Geoffroi du Plessis ont été conservés et décrits. — L'un (G. Demay, *Inventaire des sceaux de la Collection Clairambault*, n° 7220) est appendu (Bibl. nat., Titres scellés de Clairambault, LXXXVI, p. 6803) à une quittance, délivrée le 3 octobre 1315, à Verberie, au bailli de Cotentin. — L'autre (Douët d'Arcq, *Inventaire des sceaux des Archives nationales*, n° 6269) est joint (Arch. nat., S 100, n° 1) à un vidimus, daté de 1323, d'une bulle de Jean XXII.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

ACADÉMIE FRANÇAISE. — Notre collaborateur M. G. Hanotaux a été reçu le jeudi 24 mars à l'Académie française. Ceux de nos lecteurs qui ont suivi notre recueil dès ses premières années n'ont pas oublié l'article par lequel M. Hanotaux, en mai 1877, se fit, pour la première fois, connaître du monde savant. Il y examinait « si les Vénitiens avaient trahi la chrétienté en 1202. » Contrairement à l'opinion de Mas Latrie, de Hopf, de Riant, il soutenait que cette prétendue trahison était une légende, et il reportait à 1208 le traité de Venise avec les infidèles, qu'on avait cru de 1202. On fut surpris quand on sut que cet article, si neuf par ses conclusions, d'une vigueur si nerveuse et si lucide dans son argumentation, était l'œuvre d'un débutant, d'un jeune homme de vingt-trois ans, entré à l'École des hautes études depuis un an et demi et à l'École des chartes depuis quatre mois. Il devait, d'ailleurs, ne continuer dans l'une et l'autre École des études d'histoire du moyen âge que comme un apprentissage de méthode critique; ses goûts le portaient vers les grands sujets d'histoire moderne où les intérêts de la politique nationale se trouvent mêlés à l'étude psychologique d'hommes plus semblables à nous. Un obscur instinct préparait déjà le futur diplomate dans l'apprenti historien. Bien qu'à cette époque l'École des chartes hésitât à accepter des thèses d'histoire moderne, il choisit pour la sienne *l'Origine des intendants au XVI^e et au XVII^e siècle*, et ici encore il soutenait une thèse en contradiction avec les idées reçues : que Richelieu, par la prétendue création des intendants en 1635, n'a fait que généraliser une institution qui existait depuis le xvi^e siècle et qui, d'ailleurs, aux yeux de Richelieu lui-même, était un expédient nécessaire par une situation politique exceptionnelle et nullement la base d'un système administratif permanent¹. La thèse de M. Hanotaux frappa ses juges à l'École des chartes, bien que son peu de goût pour les études

1. C'est sous la forme d'articles de la *Revue historique* (t. XIX, XX, XXI) que la thèse de M. Hanotaux fut d'abord connue du public. Divers érudits avaient, il faut le remarquer, déjà entrevu la vérité sur ce point d'histoire, mais M. Hanotaux avait le premier bien marqué les étapes de la lente élaboration de l'institution des intendants de justice.

spéciales de l'École l'eût rejeté au dernier rang dans l'examen de sortie de 1880. A l'École des hautes études, il avait tellement frappé ses maîtres par l'originalité et la finesse de son esprit, qu'au même moment, le 11 janvier 1880, il était chargé de diriger une conférence d'histoire moderne et passait ainsi d'emblée de la situation d'élève-boursier à celle de professeur¹. Il y enseigna jusqu'en 1885, quand la politique active l'enleva, non pas à l'histoire, mais à l'enseignement.

1. M. de Vogüé, dans son discours de l'Académie, a parlé des débuts de M. Hanotaux d'une manière assez inexacte. Il l'a représenté arrivant à Paris à dix-huit ans, préférant l'École des chartes à toute autre, parce qu'elle s'occupe exclusivement d'histoire de France et est l'« École nationale » par excellence, et poussé par M. Riant, qui préparait alors une édition de Robert de Clari, à s'occuper des croisades. Ce serait ainsi Riant qui aurait provoqué la composition du travail de Hanotaux sur la prétendue trahison des Vénitiens. M. de Vogüé ignore que, si Hanotaux est devenu professeur à l'École des hautes études, c'est qu'il s'y était fait connaître comme élève. M. Hanotaux, né en novembre 1853, venait d'être reçu licencié en droit quand il est venu me trouver, en 1875, pour me parler de son désir de se vouer à l'étude de l'histoire et me demander conseil sur la meilleure voie à suivre, alors qu'il était trop âgé pour songer à préparer l'École normale. Je l'engageai à suivre à l'École des hautes études les cours de M. Roy et les miens et à entrer à l'automne 1876 à l'École des chartes, ce qu'il fit. C'est M. Roy et non M. Riant qui lui fit connaître et étudier Robert de Clari; c'est en vue de nos conférences des hautes études qu'il entreprit la critique d'un article de M. Riant sur la direction de la quatrième croisade, paru en 1875 dans la *Revue des Questions historiques*, et de cette critique sortit l'article de Hanotaux sur les Vénitiens. En 1877 M. Riant, qui était en relations avec les maîtres de Hanotaux, après la publication de son article de la *Revue historique*, lui offrit de se charger pour la Société de l'Orient latin d'une édition nouvelle de Robert de Clari. Ce projet n'eut pas de suite. Ce sont les travaux de Hanotaux aux hautes études, où il fut boursier de 1876 à 1879, et les relations très étroites qu'il entretenait dès ce temps avec nous qui l'y ont fait nommer, sur ma proposition, maître de conférences d'histoire moderne en 1880. Il est surprenant que M. de Vogüé, qui a reçu des renseignements très précis sur la jeunesse de M. Hanotaux, ait été laissé dans l'ignorance de la part qu'a eue l'École des hautes études dans ses débuts scientifiques. L'École des hautes études, qui, aux yeux des étrangers, est un des établissements qui font le plus d'honneur à notre enseignement supérieur, est peu connue ou méconnue en France même. Même auprès de l'administration universitaire, elle est constamment obligée de lutter pour maintenir sa place et son rang. On a oublié de lui donner le droit d'être représentée au Conseil supérieur de l'instruction publique. Tout récemment, quand on a réglé la participation éventuelle des professeurs de l'École des chartes, de l'École des langues orientales, du Collège de France aux examens du doctorat, on a oublié ceux de l'École des hautes études, qui ont au moins autant de droits à y participer. On a laissé ignorer à M. de Vogüé que l'École des hautes études avait joué un rôle très important, sinon le plus important, dans les *Lehr-jahre* du jeune Hanotaux, et que, lorsqu'il entra au bureau des archives du ministère des Affaires étrangères, un de ses professeurs et collègues des hautes études, membre de la commission des archives, avait été un de ses plus chauds patrons.

Des *Études* remarquables sur l'histoire de France au *xvi^e* et au *xvii^e* s. publiées d'abord en feuilleton dans la *République française*, puis en volume, le patronage d'Henri Martin, dont il a écrit une charmante biographie, enfin sa présence au ministère des Affaires étrangères comme attaché au bureau des archives, le désignèrent à l'attention de Gambetta, de Challemel-Lacour, de Jules Ferry. Ce fut l'origine de la brillante carrière qu'il a courue depuis et où il a su rendre au pays de signalés services.

M. Hanotaux avait déjà rendu hommage à Challemel-Lacour le jour de ses obsèques dans un discours excellent où il avait surtout insisté sur la valeur morale de l'homme et du politique et sur les services qu'il avait rendus à la République. A l'Académie, il a su, sans se répéter, faire apprécier l'écrivain et le penseur à qui les événements de décembre 1851, en l'arrachant à l'Université et à la France, ont interdit l'activité normale et harmonieuse qui lui aurait permis de donner tout ce qu'il promettait. Le discours de M. Hanotaux est une page intéressante de l'histoire intellectuelle et morale de la France pendant ce dernier demi-siècle. Le brillant et spirituel discours de M. de Vogüé est en lui-même un document historique très précieux. Sur Challemel-Lacour, il dit peu de choses. Sur M. Hanotaux, il ne devra être consulté qu'avec précaution; non seulement il renferme certaines inexactitudes dont, nous l'avons dit, M. de Vogüé n'est pas personnellement responsable, mais il trace de M. Hanotaux une image assez différente de la réalité, en faisant un patriote sentimental à la Deroulède d'un diplomate, très dévoué assurément à sa tâche et à son pays, mais très calculateur, très maître de lui, très autoritaire, et qui s'efforce d'appliquer à la politique les principes de la méthode historique. Ce qui le caractérise comme historien (et M. de Vogüé ne me paraît pas l'avoir assez mis en lumière), c'est, à côté d'un talent remarquable à pénétrer la psychologie des hommes et des époques et à les décrire avec une vivacité colorée et pittoresque, une conception philosophique de l'histoire de France qui ramène tout à l'idée de l'unité et de la centralisation, et d'une centralisation administrative et égalitaire. La politique de M. Hanotaux, essentiellement traditionaliste, est guidée par cette idée historique; c'en est la force. Ce qui en est la faiblesse, c'est que ni l'alliance russe ni la politique coloniale ne rentrent dans cette politique et que M. Hanotaux, qui a dû à la politique coloniale et à l'alliance russe ses plus brillants succès, travaille, non sans peine (on l'a vu dans les affaires d'Orient), à faire servir les nécessités actuelles de la politique à un but qui leur est presque contradictoire.

C'est en lui-même, comme symptôme de l'état d'âme d'un des meilleurs représentants de la France d'aujourd'hui, que le discours de

M. de Vogüé est surtout important. On a déjà vu, il y a quelque temps, celui qui fut un instant l'apôtre d'une renaissance morale de la France par la pitié pour les humbles et les souffrants, par le culte de l'idéal moral et social, celui que la jeunesse avait pris pour un conducteur d'âmes, se faire subitement le héraut de l'esthéticisme païen et sensuel d'Annunzio, de la négation même de tout idéal moral au nom de la beauté. Et, chose curieuse, à mesure que le dilettantisme mystico-sceptique de M. de Vogüé s'écartait davantage, sous prétexte de renaissance latine, de la vraie conception chrétienne, il semblait s'attacher davantage au principe d'autorité contenu dans le catholicisme. Lui que nous avons vu avec bonheur entrer dans la vie politique parce que nous pensions qu'il allait y défendre toutes les idées de générosité, de tolérance, de fraternité, de liberté que nous aimons, nous le voyons dans son discours de l'Académie confondre l'éveil de passions aveugles et haineuses avec un réveil de l'esprit national, fournir des armes à ceux qui accusent protestants et juifs de nuire à la puissance et à l'unité du pays, prêcher l'abandon de la lutte, la retraite égoïste dans les *templa serena* de l'art et des lettres, enfin trouver un euphémisme inédit pour caractériser un des attentats les plus criminels que jamais le pouvoir militaire ait commis contre la liberté d'un peuple. Je n'ai pu m'empêcher de songer au duc d'Aumale en entendant qualifier le Deux-Décembre « d'opération de police un peu rude. » Qu'aurait-il dit s'il avait été encore parmi nous ? Cette définition a fait quelque scandale. M. de Vogüé l'a défendue en disant que le moment était venu de juger le Deux-Décembre avec l'impartialité de l'histoire. Je crois que l'histoire sera sévère pour le Deux-Décembre, qui, sans être justifié par les circonstances où il s'est produit, a été méprisable par les agents qui l'ont exécuté, féroce et inique dans son exécution. L'indulgence de M. de Vogüé n'est que l'expression de la défaillance momentanée d'un idéaliste que les vices de notre anarchie parlementaire actuelle ont dégoûté de l'action. Sous son langage désabusé, il est facile de reconnaître, non la sérénité de l'historien, mais l'appel d'une âme blessée à un nouveau coup d'État dont elle espère, bien à tort, le relèvement du pays. Ce discours, prononcé par un des hommes en qui notre génération a mis le plus d'espérance et de foi, est un des plus douloureux symptômes du désarroi actuel des esprits. Les historiens doivent le recueillir comme un document précieux à mettre à côté de l'article où M. Brunetière a invité les trente-huit millions de Français à trouver des moyens légaux pour secouer la prétendue oppression que 600,000 protestants, 50,000 Juifs et 22,000 francs-maçons font peser sur eux, leur a proposé le culte de l'armée comme un nouvel Évangile, et a dénoncé comme les manifestations d'un intolérable et révolutionnaire individualisme toutes les protestations de la cons-

science individuelle contre les violences du pouvoir ou de la foule. C'est cet intolérable individualisme de la conscience que l'on nous avait jusqu'ici appris à admirer dans Socrate, victime de la tyrannie des Trente, dans les martyrs chrétiens refusant de sacrifier aux idoles, dans Jean Hus affrontant seul le concile œcuménique de Constance, dans Hampden refusant de payer des taxes arbitraires, dans Voltaire entreprenant à lui seul de faire réparer une affreuse erreur judiciaire. Venant d'hommes aussi distingués et aussi indépendants de caractère que MM. de Vogüé et Brunetière, ces manifestations ne doivent pas être prises pour des boutades d'esprits chagrins, mais pour le signe du malaise d'une nation qui a besoin de croire en elle-même et dans ses chefs et qui se sent moralement et politiquement désarmée. — Nous n'avons pas à indiquer ici quels seraient les remèdes à ce mal, mais nous avons cru pouvoir, sans sortir de notre rôle d'historien, relever, à propos de la réception d'un de nos collaborateurs à l'Académie française, la grave signification de quelques-unes des paroles prononcées dans cette solennité. G. MONOD.

MOYEN AGE.

BIBLIOGRAPHIE ET PUBLICATIONS DE TEXTES. — La *Revue historique* ne peut d'ordinaire qu'annoncer brièvement les inventaires des archives départementales, dont de nombreux volumes paraissent chaque année. Elle doit pourtant une mention particulière au tome II des *Archives ecclésiastiques de l'Aube*, dû à MM. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE et FRANCISQUE ANDRÉ¹. Ce volume, en effet, est d'un intérêt exceptionnel; outre le dépouillement du fonds très riche du chapitre cathédral de Troyes, on y trouvera l'analyse détaillée de soixante-six registres de l'ancienne officialité, de la fin du XIV^e au début du XVI^e siècle. C'est la première fois que pareil travail est imprimé, et quiconque s'occupe de l'histoire sociale au moyen âge aura beaucoup à y prendre. L'Église est alors en piteux état, et ce ne sont point les officiaux, avec leur pénalité insuffisante et leur procédure lénitive, qui pouvaient remédier à pareille décadence. La lecture de ces analyses sera également fort instructive pour l'histoire littéraire; on y retrouve bien des faits particuliers analogues aux anecdotes racontées par Antoine de la Salle dans les *Cent nouvelles nouvelles*, et les historiens philosophes pourront en conclure une fois de plus que la race humaine, au cours des siècles, ne fait guère que changer de vices sans beaucoup s'améliorer.

M. Rodolphe REUSS avait pris pour sujet de thèse latine de doctorat l'historiographie en Alsace, des origines à la fin du XVII^e siècle². Le

1. Paris, Picard, in-4°.

2. *De scriptoribus rerum Alsaticarum historicis inde a primordiis ad sæculi XVIII exitum*. Argentorati, Frid. Bull, in-8°.

sujet était immense et l'auteur a dû naturellement se borner; si, par Alsace, il entend le pays de ce nom tout entier, dans sa plus grande étendue, il s'est attaché à ne parler que des ouvrages écrits par des Alsaciens ou composés en Alsace même, sans vouloir indiquer tout ce qui, dans des œuvres historiques d'autre provenance, pourrait intéresser la province. Il a dû encore renoncer à parler des documents proprement diplomatiques (cartulaires, diplômes, nécrologes, censiers, etc.) et des productions de la presse périodique depuis le *xvii^e* siècle, productions dont l'origine est parfois incertaine. Ainsi allégé, l'ouvrage commence aux vies des saints mérovingiens, à Ermoldus Nigellus et à Nithard, mais c'est au *xii^e* siècle que l'historiographie alsacienne commence réellement avec les annales monastiques, et au *xvi^e* qu'elle prend un développement inattendu avec Sébastien Brant, Beatus Rhenanus et les auteurs du temps de la Réforme. L'auteur, est-il besoin de le dire, est absolument maître de son sujet; il connaît de longue date tout ce qui a paru en Allemagne et en France, et certains chapitres intéresseront particulièrement les médiévistes; citons, par exemple, un bon résumé de la discussion, encore aujourd'hui non close, touchant la chronique dite d'Albert de Strasbourg, l'étude sur Jacques de Kœnigshoven et ses continuateurs, enfin quelques détails sur les historiens du *xv^e* siècle, principalement sur ceux de la guerre de Bourgogne.

Le poème d'Ambroise, *Estoire de la guerre sainte* ou de la troisième croisade, qui vient de paraître dans la *Collection des Documents inédits* par les soins de M. Gaston PARIS, n'était encore que partiellement connu; quelques centaines de vers en avaient été insérées en 1885 au tome XXVII des *Scriptores* dans les *Monumenta Germaniae historica* par MM. Liebermann et A. Tobler. L'édition intégrale de M. Paris comprend le texte, une analyse détaillée, une table des lieux et des personnes cités, avec notes historiques copieuses, enfin une longue introduction à la fois philologique et historique. L'auteur, Ambroise, était, semble-t-il, un jongleur de profession né en Normandie, probablement au pays d'Évreux, et qui accompagna Richard Cœur-de-Lion en terre sainte. Il écrivit le poème en 1195 ou 1196. C'est un récit honnête et sincère; l'auteur raconte simplement ce qu'il a vu, et, faisant partie de ce qu'il appelle la menue *gent*, il connaît plutôt les faits eux-mêmes que les causes secrètes de ces mêmes faits. C'est donc, pour ainsi dire, l'histoire externe de l'expédition; des querelles entre les princes, des négociations compliquées qui se nouent dans les conseils de l'ost, il ne sait à peu près rien. Au point de vue littéraire, le poème n'est point sans valeur, et, en dépit de quelques remplissages, de quelques banalités, le récit est certainement beaucoup mieux conduit, beaucoup plus

artistique que dans la plupart des chroniqueurs latins du même temps. Ces derniers surent d'ailleurs l'apprécier à sa juste valeur, et un chanoine de la Trinité de Londres, Richard, y puise bientôt les éléments d'une vaste composition, de ce qu'on appelle l'*Itinerarium Ricardi*. Les contemporains eux-mêmes ont connu le plagiat. Une note finale du *Chronicon Terrae Sanctae*, faussement attribuée à Raoul de Coggeshall, dit sans ambage que l'*Itinerarium* a été traduit du français par ordre du prieur de la Trinité de Londres, et le même fait est encore rapporté plus de cent ans après par le célèbre dominicain Nicolas Trivet. M. Paris est donc amené à étudier les rapports entre l'*Itinerarium* et le poème d'Ambroise; il prouve que les livres II à VI de l'ouvrage latin sont traduits textuellement du français. Pour le livre I, la question est plus compliquée; ce livre renferme l'histoire de la terre sainte durant les années qui ont immédiatement précédé la troisième croisade. Ambroise a raconté les mêmes événements sous forme d'incidence, mais entre les deux versions il y a des différences sensibles. M. Paris prouve que Richard de la Trinité et Ambroise ont ici l'un et l'autre employé une même source, aujourd'hui perdue, et que le premier a transcrit cette source plus complètement que son devancier. L'*Itinerarium* de Richard a fait oublier le poème du pauvre jongleur; grâce à la publication de M. Paris, le jour de la justice est venu pour ce dernier et Richard, en dépit de sa préface, ne passera plus que pour un plagiaire effronté; il est vrai que le moyen âge n'avait pas à un haut degré le sens de la probité littéraire et que les auteurs de ce temps prenaient volontiers leur bien où ils le trouvaient, sans toujours nommer les auteurs dont ils s'appropriaient le travail.

La Société de l'histoire de France vient de distribuer le tome III et dernier de la *Chronographia regum Francorum*, publiée par M. MORANVILLÉ; il renferme les années 1380-1405, la table générale et une longue introduction impatientement attendue par tous ceux qui s'occupent de l'histoire du XIV^e siècle. Voici les conclusions énoncées par l'éditeur: l'ouvrage a été compilé à Saint-Denis après 1415 et avant 1429 par un clerc, probablement moine de l'abbaye, et il a été utilisé par Enguerrand de Monstrelet pour l'histoire des cinq premières années du siècle. Ces premiers faits nous paraissent certains et seront sans doute admis par tout le monde; on a donc dès maintenant, dans ce tome III, une histoire partielle du règne de Charles VI indépendante du récit du Religieux et tantôt moins, tantôt plus complète que le récit de ce dernier. Mais, en ce qui touche les sources et la nature de la partie antérieure de la compilation, les conclusions de M. Moranvillé nous paraissent absolument inacceptables. Tout d'abord, on doit s'étonner que, ne tenant

aucun compte d'un mémoire excellent de M. Pirenne paru dans les *Études d'histoire du moyen âge offertes à M. Gabriel Monod*, il s'obstine à ne point reconnaître pour traduite du français la majeure partie de l'œuvre latine publiée par lui. A-t-il consulté le mémoire du savant belge? Nous l'ignorons; mais, s'il l'a connu, il aurait dû le citer, ne fût-ce que pour en discuter les conclusions. La chose est d'autant plus regrettable qu'une nouvelle lecture du travail de M. Pirenne nous a conduit à donner raison à ce dernier contre M. Moranvillé, et nous estimons que ce sera l'opinion de tout érudit connaissant un peu la matière.

Sur un autre point, M. Moranvillé ne nous a point convaincu; ayant à parler de la *Chronique normande*, publiée par la Société de l'histoire de France en 1882, il a été amené à contester tous les résultats que les éditeurs de ce texte croyaient avoir atteints. Malgré toute notre bonne volonté et en toute sincérité, il nous est impossible de nous rendre à ses raisons. La *Chronique normande* donne pour les années 1358 à 1372 une foule de détails extrêmement précis sur les guerres en Normandie et dans l'Ile-de-France, tous vérifiés par les textes et d'une exactitude absolue. Ces détails manquent dans une chronique dite de Flandre atteignant l'année 1383 et dont la substance se retrouve dans la *Chronographia*. Faut-il supposer avec M. Moranvillé que la *Chronique normande* est un texte amplifié longtemps après les événements et grossi ainsi de détails dont l'intérêt n'apparaissait plus? Il faudrait admettre en ce cas que l'auteur de cette *Chronique normande* aurait eu entre les mains une chronique du règne de Charles V, très complète, très détaillée, qui lui aurait servi à compléter un texte incolore et sans intérêt réel. L'hypothèse, pour laquelle on connaît les habitudes des écrivains du moyen âge, paraîtra peu admissible. Il faudrait supposer à l'auteur de ce singulier remaniement une habileté extraordinaire, les faits se suivant avec une exactitude admirable et s'enchaînant sans invraisemblance. En un mot, nous persistons à croire comme en 1882 que la *Chronique normande* est pour la majeure et la meilleure partie la source et non le dérivé des originaux français employés par le compilateur de la *Chronographia*. Des preuves alléguées par M. Moranvillé, aucune ne nous paraît vraiment décisive et quelques-unes peuvent se retourner contre la thèse soutenue par lui¹. L'édition de la *Chronographia* n'en est

1. En voici un exemple péremptoire (Introd., p. xv). La *Chronique normande* dit quelque part : « Devant Toulette arriva le roy Pietre à III lieues de la cité au Port... » Le fait est plus ou moins sûr, mais peu importe en l'espèce; l'auteur veut parler ici d'un lieu nommé en espagnol *Puerto*. La *Chronographia* traduit ainsi : « Appulit in quodam portu ab eadem civitate tribus leucis. » M. Moranvillé ajoute : « Ici plus de ville du nom moderne de Port, et on comprend

pas moins un travail extrêmement utile; l'annotation est copieuse, et, le compilateur ayant eu entre les mains des sources fort nombreuses, maladroitement réunies par lui, l'œuvre, composée au début du xv^e siècle, garde un réel intérêt, non seulement pour le xiv^e tout entier, mais même pour la fin du xiii^e.

Le P. DENIFLE et son collaborateur M. CHATELAIN viennent de distribuer en même temps le t. IV du *Chartularium universitatis Parisiensis* et le t. II de l'*Auctarium* (Delalain). Le premier de ces deux énormes volumes renferme l'histoire de l'Université de 1394 à 1452, c'est-à-dire de la mort de Clément VII à la réforme du *Studium Parisiense* par le cardinal d'Estouteville. Mais les deux éditeurs ont fait un peu partout, à Paris, à Rome et ailleurs, une si riche moisson de documents qu'il leur a fallu constituer deux séries différentes; le tome IV renferme seulement les textes relatifs à l'histoire interne de l'Université; au tome V sont dès à présent réservés ceux de la même période chronologique qui ont trait au grand schisme, aux conciles œcuméniques du xv^e siècle, enfin aux affaires de Wycliffe et des Hussites ou à la cause de Jean Petit. Ce tome IV traite donc principalement de l'histoire intérieure de la France; le rôle joué par l'Université durant cette longue période et la part active prise par elle à la révolution de 1443 et aux dissensions entre Armagnacs et Bourguignons indiquent d'avance de quel intérêt peuvent être ces centaines de documents; les éditeurs les ont annotés et ont fait la biographie sommaire de chaque personnage mentionné. Il serait difficile d'analyser pareil recueil; on peut toutefois signaler avant tout aux historiens les quelques pages sobres et pleines de faits où le P. Denifle indique le rôle joué par l'Université de Paris lors du procès de Jeanne d'Arc, résumé précis et clair de ce procès lui-même, et des différents actes publiés depuis Quicherat. Dans la préface, les éditeurs indiquent en quelques pages l'intérêt général des actes publiés par eux, marquent leur intérêt pour l'histoire politique plutôt que pour celle des études alors bien négligées et en pleine décadence, enfin insistent sur quelques points particuliers. Parmi ces petites dissertations, citons celle sur l'auteur du *Journal d'un bourgeois de Paris*. M. Tuetey, on le sait, l'avait attribué sous réserve à Jean Chuffart, chancelier de l'Université, familier de la reine Isabeau de Bavière; le P. Denifle, après avoir discuté les principaux arguments

alors que la *Chronique normande* a pris un qualificatif pour un nom de ville. » Mais il nous semble que c'est la *Chronographia* qui a commis l'erreur; elle a fait d'un nom propre, *Port*, un nom commun et placé ainsi Tolède à trois lieues de la mer; *appulit* en latin a toujours voulu dire *aborder*. Il nous semble donc bien que le texte latin du compilateur dérive ici directement du texte français mal compris.

de l'éditeur, remarque que Jean Chuffart fut assez souvent absent de Paris à des moments où l'auteur du *Journal* habitait certainement cette ville. Cette remarque, fournie par l'étude de certains documents du Vatican, suffit à détruire l'hypothèse ingénieuse émise par M. Tuetey. Il est à croire que ce *Journal*, si curieux à tous égards, restera toujours anonyme, l'auteur ayant, du reste, pris toutes les précautions possibles pour cacher son nom. Citons encore une copieuse notice biographique sur le cardinal d'Estouteville, réformateur de l'Université en 1452, des listes des recteurs du *Studium* et des chanceliers de l'église de Paris de 1389 à 1459 ; cette dernière est d'autant plus utile que le célèbre Gerson, exilé de Paris en 1445, ne fut définitivement remplacé qu'en 1433, quatre ans après sa mort.

Le tome II de l'*Auctarium* renferme la suite du livre des procureurs de la nation d'Angleterre ou mieux d'Allemagne, de 1406 à 1466. Cette nation est alors en pleine décadence ; les troubles, continus jusqu'en 1440, avaient naturellement chassé de Paris la plupart des étudiants étrangers ; elle n'en continue pas moins à subsister ; les suppôts, réduits certains jours à deux, se réunissent toujours régulièrement et parfois même se disputent âprement l'autorité. Aussi ces registres sont-ils des plus intéressants ; c'est la chronique au jour le jour de la Faculté des arts et de l'Université tout entière, et les événements politiques y sont à chaque page mentionnés et appréciés. Pour l'histoire des mœurs, ils ne sont pas moins curieux ; c'est un tableau complet de la vie des étudiants à Paris : querelles avec les autorités civiles, dissensions, fêtes universitaires, tous ces petits faits journaliers y trouvent place ; le tout est raconté dans un latin d'une barbarie extraordinaire, parfois inintelligible, qui à lui seul prouve la décadence de ces écoles jadis si brillantes.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — La lecture d'un ouvrage de M. P. VIOLLET est toujours un régal pour les érudits ; le tome II de l'*Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, récemment paru, vaut le précédent ; il traite de la période proprement française du moyen âge, du x^e au xvi^e siècle, et l'auteur y étudie successivement trois des corps ou organes sociaux : Royauté, Église et Noblesse (Paris, Larose, in-8°). Comme toujours, l'auteur est admirablement renseigné ; il a lu presque tout ce qui a été publié sur chaque sujet particulier, il connaît personnellement les textes et surtout il a le sens de la vie et de la réalité ; il ne convainc pas toujours le lecteur, mais il l'oblige à réfléchir et l'amène à examiner à nouveau les opinions courantes en apparence les plus solides. M. Viollet aime le moyen âge, et personne ne saurait le lui reprocher, car, il le prouve facilement, cette période n'a été ni le chaos horrible peint par beaucoup trop d'auteurs modernes, ni le paradis imaginaire loué par certains catho-

liques. Dès le début, il montre comment cette époque, si généralement taxée d'anémie intellectuelle, a été au contraire aussi vivante et aussi aventureuse qu'une autre. Peut-être va-t-il trop loin, à notre sens tout au moins, en lui prêtant l'esprit proprement scientifique; le moyen âge ne semble pas l'avoir eu, au moins dans les sciences d'observation, qui ne naîtront pas avant le *xvii^e* siècle. Que les chercheurs des *xii^e* et *xiii^e* siècles aient fait certaines découvertes, observé quelques faits curieux et tiré souvent bon parti des notions courantes parmi le vulgaire, nul ne saurait le nier, mais ce n'est pas là la science même; c'en sont les éléments qui restent pour ainsi dire inertes et sans utilité, jusqu'au jour où une intelligence supérieure, trouvant la loi générale qui résulte de tous ces faits particuliers, fera la synthèse de ces analyses. Or, ces esprits supérieurs ont manqué au moyen âge; aussi cette époque n'a-t-elle connu ni la critique historique ni la science de la nature. Bien plus, nous regrettons que l'auteur, dans cette revue rapide de la science au moyen âge, n'ait pas distingué entre les temps; très certainement, la philosophie et les sciences, en France tout au moins, sont en décadence à dater du milieu du *xiii^e* siècle, et l'enseignement scolastique tuera les libres et belles écoles que notre pays avait vues naître au *xi^e* et se développer au *xii^e*. Mais c'est là une chicane ou, si l'on veut, une divergence d'opinion. Les chapitres suivants sur l'origine et le développement de la royauté n'appelleraient que des réserves de détail. L'ensemble est absolument excellent; on peut citer les pages où l'auteur insiste sur l'existence d'une sorte de parti légitimiste, qui jusqu'au *xiii^e* siècle regarde la famille capétienne comme une lignée d'usurpateurs, jusqu'au jour où le mariage de Philippe-Auguste avec Isabelle de Hainaut semble faire rentrer la couronne de France dans la lignée de Charlemagne. Notons encore l'explication du terme *imperator* au moyen âge; M. Viollet montre comment les Capétiens sont toujours regardés comme possédant dans le royaume la puissance publique dans toute son étendue, l'*imperatoria potestas*, comment, au contraire, le pape, l'empereur, dans les rares instants où ils ont été unis, ont essayé de se subordonner l'ancien royaume de Charles le Chauve. Il montre encore comment s'établit au *xiv^e* siècle la règle qu'on a décorée du nom de *loi salique*, de quelles négociations elle est née, à quelles nécessités politiques, bien mieux, à quelles convenances personnelles elle a répondu; ici, on assiste, pour ainsi dire, à la genèse d'un axiome de droit public; les légistes sauront plus tard lui faire une fortune.

Après la royauté, M. Viollet étudie les organes supérieurs du gouvernement royal, les ministres, grands officiers de la couronne peu

à peu amoindris, et dont deux seulement garderont leur importance jusqu'à l'âge moderne, le connétable et le chancelier. Puis vient une étude sur la formation de la France moderne, formation favorisée par les événements et activée par deux lois essentielles, qui apparaissent en germe dès le *xⁱ* siècle : les apanages, concession gracieuse de l'ainé, du souverain, à ses cadets, reviennent à la couronne sans pouvoir passer aux agnats, et le domaine royal est en principe, sinon toujours en fait, inaliénable. Ces deux lois contribueront dans une forte mesure à créer la centralisation monarchique avec tous les avantages, mais aussi avec tous les défauts du régime. Mais cette centralisation reste incomplète durant tout l'ancien régime, et il faudra la Révolution française pour donner au gouvernement central l'autorité législative la plus étendue, même en ce qui touche le droit privé.

Le chapitre II, sur le clergé et l'Église, est tout aussi intéressant et non moins suggestif. La place prise par l'Église dans une société aussi croyante que celle du moyen âge semblait présager que cette société se transformerait rapidement en théocratie, et pourtant ce régime, rêvé par presque tous les papes du *ix^e* au *xiv^e* siècle, ne devait jamais s'établir. Le clergé français ne fut pas le dernier à résister à ces prétentions ultramontaines et créa cette théorie des deux pouvoirs, que Bossuet, au *xvii^e* siècle, revendiquait encore pour sienne. Mais, s'il combat le pape, il est tout aussi hostile, en France même, au pouvoir laïque; les conflits sont constants dès le *xiii^e* siècle; sous le pieux saint Louis, l'Église se plaint de l'endurcissement des âmes et des abus des officiers royaux. Au fond, elle n'avait pas absolument tort de se plaindre; la société laïque, à mesure qu'elle se développait, devait fatalement ruiner les anciens organismes et diminuer le rôle de l'Église. La royauté elle-même était tenue d'y travailler, et le concordat de 1317, qui met les dignités ecclésiastiques à la disposition du souverain, est la conclusion de ce travail séculaire d'asservissement.

Même politique de la royauté en ce qui touche la noblesse. Ici, la tâche a été plus facile, car, s'il est une qualité qui ait manqué à l'aristocratie française, c'est bien l'intelligence politique. Sauf de rares exceptions, elle n'a jamais su se grouper et s'associer contre l'ennemi commun, la royauté. Au *xiii^e* siècle, elle devient une caste fermée, une « armée enracinée au sol, » pour parler comme l'auteur, et son rôle militaire diminuera encore le jour où apparaîtra sur le champ de bataille l'infanterie communale. Elle gardera des privilèges sociaux, les revenus et les droits utiles de l'ancienne seigneurie, rendra la justice là où ce privilège est attaché à la possession de la

terre, mais elle ne jouera plus dans l'état un rôle effectif. La France y gagnera à certains égards, elle y perdra encore plus et ne pourra jamais faire une révolution pacifique comme celle de 4688.

Il y a quelques années, le toujours regretté Julien Havet, dans la préface de son admirable édition des lettres de Gerbert, lavait la mémoire de ce politique des calomnies dont l'avaient accablé la plupart des historiens; il montrait que sa conduite avait toujours été correcte et qu'homme de l'empereur Othon II, lié à ce prince par un serment solennel, il avait toujours respecté ce lien personnel, le seul légitime au x^e siècle. M. PICAVET s'est proposé d'étudier l'œuvre de Gerbert à un autre point de vue, de dresser, pour ainsi dire, le bilan des connaissances scientifiques de ce célèbre maître¹. L'ouvrage s'ouvre par une biographie du personnage, soigneusement faite et où rien d'essentiel n'est omis. Puis vient un chapitre sur l'enseignement même de Gerbert, les livres utilisés, la méthode suivie par lui, méthode qu'appliqueront tous les maîtres du moyen âge, y compris saint Thomas. Il enseigne à la fois la dialectique, la rhétorique et surtout les mathématiques, qu'il connaissait à fond. Les ouvrages de Gerbert, les détails donnés par le disciple chéri de celui-ci, l'historien Richer, permettent de caractériser parfaitement cet enseignement un peu touffu et fort compliqué, mais vraiment extraordinaire pour le temps. Les lettres de Gerbert montrent en lui un esprit toujours actif, cherchant à s'instruire, à s'informer; on le voit réclamer des livres inconnus, poser des questions, demander des éclaircissements à ses amis. En un mot, s'il n'a pas ajouté beaucoup aux connaissances scientifiques de son temps, on peut dire qu'il a su tout ce qu'on pouvait savoir au x^e siècle, et le témoignage de Richer prouve quelle influence il a exercée sur ses nombreux élèves. Il ne fut pas novateur au sens propre du mot, mais il fit revivre beaucoup de notions enfouies dans les ouvrages anciens, et il sut les expliquer à ses auditeurs. En un mot, si ce tableau de son activité intellectuelle justifie l'admiration inspirée par tant de science à ses contemporains, il explique aussi la formation des légendes ridicules qui ont longtemps pesé sur sa mémoire. Cette légende naît à la fin du xi^e siècle et permet aux ennemis de Grégoire VII, aux partisans d'Henri IV, de déshonorer la chaire de saint Pierre; recueillie par un bavard amusant, Guillaume de Malmesbury, elle passe dans les plus grands historiens du moyen âge; au xvi^e siècle, elle est utilisée par les centuriateurs de Magde-

1. *Gerbert, un pape philosophe d'après l'histoire et d'après la légende*. Paris, Leroux, 1897, in-8° (*Bibl. de l'École des hautes études, sciences religieuses*, fasc. 9).

bourg dans leur polémique contre l'Église romaine et contestée faiblement par Baronius, qui, en sa qualité d'ultramontain décidé, ne peut rien comprendre à ce libre esprit devenu pape par la grâce impériale. L'érudition moderne l'a fait évanouir, mais elle subsiste ailleurs, et M. Picavet termine par deux pièces célèbres de Victor Hugo, où Gerbert, le pape Sylvestre II, incarne l'esprit de cruauté et de ruse méchante. On peut croire que la fortune de cette curieuse légende n'est point épuisée et qu'en dépit des travaux des érudits et des historiens elle reparaitra quelque jour sous une nouvelle forme.

Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, puis archevêque de Tours, est sans contredit l'un des meilleurs représentants de la culture latine au XII^e siècle, dans un pays et en un temps où cette culture avait atteint une perfection qu'elle ne retrouvera qu'en Italie deux siècles plus tard. C'est avant tout un littérateur et un homme du monde; il est prélat, car l'instruction est avec la naissance le moyen le plus sûr d'obtenir les hautes dignités de l'Église, mais, même devenu évêque, il garde ses goûts délicats, et certains de ses écrits jurent avec ses fonctions sacrées. Il n'en est pas moins un excellent administrateur, un pasteur éclairé, et si ses ennemis ont pu lui reprocher certains écarts de conduite avant son élévation, une fois devenu pontife, il ne semble plus avoir donné prise à la médisance ou à la calomnie. Dès le XII^e siècle, ses lettres et ses poésies étaient célèbres; au temps de Pierre de Blois, les épîtres d'Hildebert servaient encore de texte d'explication dans les écoles de rhétorique, et, fidèles à leurs détestables habitudes, les copistes du moyen âge ont eu grand soin d'inscrire ce nom célèbre et autorisé en tête d'une foule de compositions de valeur douteuse et d'authenticité incertaine. Malheureusement, ces fausses attributions ont été acceptées les yeux fermés par les anciens éditeurs, et l'excellent Beaugendre, au début du XVIII^e siècle, publie sous le nom du délicat Hildebert une foule de sermons, de poésies, de lettres que ce fin littérateur aurait certainement désavoués. La critique de ce fatras avait été entreprise par B. Hauréau, qui s'intéressait pour toutes sortes de raisons à la gloire posthume d'Hildebert; cet excellent érudit avait ainsi fortement expurgé l'édition de Beaugendre et restitué à d'autres auteurs quantité de pièces poétiques et la plupart des sermons. Ainsi allégée, l'œuvre littéraire de l'évêque du Mans n'en était que plus remarquable et le morceau principal, les poésies mises à part, en était les lettres, si curieuses pour l'histoire des mœurs, des idées et de la culture. Un jeune élève de l'École des chartes, M. A. DIEUDONNÉ, avait pris pour sujet de thèse cette correspondance et vient de publier son étude sous le titre suivant : *Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, archevêque de Tours, sa vie, ses*

*lettres*¹. Le volume est intéressant; la première partie renferme une biographie détaillée, la plus complète qu'on ait encore écrite, de l'évêque. L'étude des sources qui ouvre l'ouvrage nous a paru complète et bien menée; peut-être la rédaction en est-elle par endroits un peu longue, mais c'est là un léger défaut dont l'auteur se corrigera aisément. La seconde partie, sur les lettres mêmes, nous a fort intéressé. Elle commence par une étude des manuscrits; M. Dieudonné n'a pu consulter, et pour cause, toutes les copies existantes; il en a pourtant vu beaucoup, et il paraît probable que ses conclusions sur les rapports entre les diverses collections de lettres d'Hildebert sont bien fondées. Ces collections ne sont point classées dans l'ordre chronologique et ne dérivent point par suite de la minute originale; elles paraissent être l'œuvre de compilateurs désireux de réunir des modèles de style épistolaire, de faire un recueil à l'usage des écrivains amoureux des belles phrases et des hautes pensées. M. Dieudonné est arrivé à retrouver 407 épîtres portant le nom d'Hildebert; il s'attache ensuite à les dater et à en discuter le texte. L'ordre adopté par Beaugendre étant arbitraire et mal conçu, il les classe à nouveau en quatre sections d'après les correspondants : clergé séculier, clergé régulier, maisons de Blois, d'Anjou et d'Angleterre, papes, cour de France, affaires de Bretagne. Puis, reprenant chaque groupe, il étudie successivement toutes ces lettres et s'attache à les dater et à en faire ressortir l'intérêt. Toute cette partie est fort bien conduite et écrite avec un souci de la forme trop rare dans beaucoup de travaux d'érudition. Vient enfin une étude sur le style et la syntaxe des lettres, où l'auteur corrige d'après les manuscrits beaucoup de mauvaises lectures de Beaugendre, et un portrait d'Hildebert d'après ses lettres. L'auteur conclut par un éloge de cet excellent écrivain qui nous paraît tout à fait justifié; on a plaisir à contempler cette figure sympathique de prélat lettré et instruit; il a fait moins de bruit dans le monde que beaucoup de ses contemporains et de ses successeurs; il n'en a pas moins joué son rôle, et le culte désintéressé voué par lui aux bonnes lettres suffirait à le recommander à l'estime de la postérité.

M. Charles DE RIBBE, ayant eu communication d'un livre de raison de la famille Deydier d'Ollioules commençant à l'an 1477, vient de faire de ce document du plus haut intérêt l'objet d'un ouvrage intitulé *la Société provençale à la fin du moyen âge*². A ce livre de raison, il a joint beaucoup de renseignements de toute espèce empruntés aux archives du pays et a cherché à nous donner un tableau complet

1. Paris, Picard, in-8°, 303 p. (Extr. de la *Revue hist. et archéol. du Maine.*)

2. Paris, Perrin, in-8°.

de la vie sociale dans le sud-est de la France vers l'an 1500. Le moment est bien choisi, surtout étant données les idées de l'auteur ; *laudator temporis acti*, il n'eût pu trouver un temps plus favorable à la thèse qu'il soutient, à savoir que l'ancienne société française était à tous égards plus parfaite que celle qui l'a remplacée à la fin du xvi^e siècle et qui est devenue, de transformation en transformation, la société moderne. Il y aurait sans doute beaucoup d'objections à faire à la thèse de M. de Ribbe. Chaque état social a ses avantages et ses défauts, et il est bien dangereux pour un historien d'entreprendre ses recherches avec des idées préconçues et un jugement déjà arrêté. Les vingt dernières années du xv^e siècle ont été un temps de prospérité pour la France entière ; notre pays a montré à ce moment une force d'expansion extraordinaire et tout s'y est transformé à vue d'œil. Toutefois, nous ne saurions partager l'opinion de l'auteur sur le règne de Louis XII, dont il fait une peinture idyllique ; des textes contemporains prouvent que la politique lamentable de ce prince, que son administration elle-même fatiguèrent et mécontentèrent extrêmement une partie de ses sujets, et les historiens modernes ont trop souvent pris pour la vérité les flatteries d'un Seyssel ou d'un Jean d'Auton. Mais, sans insister sur ce point, nous ferons à M. de Ribbe une objection à notre sens assez forte ; pour lui, la société de 1500 réalise l'idéal d'une monarchie chrétienne ; le peuple est heureux, la bourgeoisie instruite et honnête, le clergé pieux et éclairé, en un mot, c'est un nouvel Eden que vont bientôt troubler méchamment la Renaissance, puis la Réforme. C'est vraiment trop simplifier la question et ne voir dans le développement de la France que la lutte entre les deux principes du bien et du mal. La Réforme ne répondait-elle pas à l'origine aux instincts les plus élevés de l'esprit humain, au besoin d'une religion plus pure et moins matérielle que le grossier paganisme qui régnait sous le nom de foi catholique dans la majeure partie de la nation française ? Ne doit-elle pas une partie de son succès à la corruption notoire du clergé, attestée par tant de textes irréfutables, et aux abus de la cour de Rome ? Quant à la Renaissance, a-t-elle réellement besoin d'être défendue ? Il est de mode, il est vrai, de l'attaquer aujourd'hui ; pour être logiques, les adversaires de ce grand mouvement, origine de la science moderne, devraient s'en prendre au xiii^e siècle lui-même, qui le premier dans les arts est revenu à l'étude de la nature.

Il faut donc, à notre sens, en lisant le très intéressant volume de M. de Ribbe, remettre pour ainsi dire les choses au point. On y trouvera, sous cette réserve, une foule de très curieux renseignements sur la vie sociale en Provence à la fin du moyen âge. La féodalité,

qui n'a jamais été bien forte dans cette partie de la France, y est en pleine décadence; point de droits onéreux ou avilissants, la propriété est déjà morcelée à un point incroyable, et, pour se faire une terre d'un hectare, tel des héros de M. de Ribbe est obligé d'acquérir dix-sept jardinets. Les mœurs sont simples, dit l'auteur, un peu grossières si l'on veut, mais il n'y a pas entre les différentes classes cet abîme profond que l'esprit de caste et le développement de la richesse commerciale creuseront bientôt. Évidemment, ces petites familles demi-bourgeoises, demi-rurales, dont M. de Ribbe décrit l'existence presque patriarcale, ont des vertus qu'elles perdront plus tard, tout progrès étant dans la nature et dans la société compensé par une perte équivalente, mais il faut bien voir tous les côtés de la question. M. de Ribbe pense-t-il sérieusement que tous ces hommes étaient exempts des défauts et des vices inséparables de la nature humaine? L'âpreté au gain, la méchanceté, les vices et les crimes ordinaires étaient-ils inconnus en Provence au ^{xv}^e siècle? On peut le renvoyer aux livres de raison albigeois, publiés tout récemment, il y verra comment, dès lors, il y avait un peu partout des voleurs, des aigrefins qui savaient, tout comme aujourd'hui, faire fructifier leurs capitaux et s'engraisser de la substance des pauvres diables.

Le livre de M. de Ribbe nous paraît empreint d'un optimisme exagéré. L'ouvrage de M. E. Rousse, *Une famille féodale aux XV^e et XVI^e siècles. Les Silly, seigneurs de la Roche-Guyon*¹, fournit sur la même époque des données bien différentes. Qu'y voit-on, en effet? Une grande maison féodale se disputant avec acharnement un héritage, une mère et des enfants travaillant à se dépouiller mutuellement, les adversaires en venant aux mains en pleine campagne et se dressant des guet-apens, les mœurs féodales avec toute leur rudesse traditionnelle, et un procès scandaleux durant plus de trente ans et mettant en jeu toutes les ressources de la chicane. Puis un fils disputant son héritage à son père, qui vient d'épouser une vieille maîtresse; un sire d'Estouteville entretenant au logis conjugal des filles de mœurs légères et leur laissant insulter la femme légitime; enfin tous ces personnages se diffamant à l'envi. Voilà, certes, un tableau fidèle, tracé à l'aide des récits des intéressés eux-mêmes et qui prouve combien M. de Ribbe s'abuse. Tout homme sage conclura que la société du ^{xv}^e siècle avait ses défauts et ses qualités comme la nôtre; qu'elle renfermait de bons et de mauvais éléments, mais qu'il y a quelque exagération à nous la présenter comme ayant possédé toutes

1. Paris, Hachette, 1898, in-8°.

les vertus. L'ouvrage de M. Rousse, composé d'après les riches archives de la Roche-Guyon, abonde en pages curieuses sur la vie intime d'une grande famille baronale au début de la Renaissance, sur les mœurs et les habitudes de la classe noble au xvi^e siècle. On doit en recommander la lecture à quiconque a du goût pour l'histoire sociale de l'ancienne France.

M. J.-B. GIRAUD continue la série des *Documents pour servir à l'histoire de l'armement au moyen âge et à la Renaissance*. Trois fascicules ont paru en 1897; le premier renferme un inventaire des épées et dagues du comte de Salm (1614); c'était non pas un arsenal, mais une collection d'armes précieuses recueillies pour leur beauté et leur rareté. Vient ensuite l'inventaire de la boutique d'un armurier de Tours, Jean de Vouvray (1512); à la suite, notice sur quelques armuriers indiqués comme vivant en Touraine depuis 1592. Enfin signalons en dernier lieu divers documents sur l'importation des armes italiennes à Lyon à l'époque de la Renaissance; ces armes venaient principalement de Milan et de Brescia.

HISTOIRE LOCALE. — Le *Cartulaire du comté de Ponthieu*¹, conservé aujourd'hui à la Bibliothèque nationale, est un des plus importants du nord de la France; il date du xiv^e siècle et renferme quantité d'actes remontant jusqu'au milieu du xii^e siècle. Souvent cité et employé, il n'avait jamais été publié en entier jusqu'ici, et il faut savoir gré à M. PRAROND de nous en donner le texte complet. L'éditeur a fait suivre chaque pièce de notes, les unes de lui, les autres du marquis Le Ver, dont les manuscrits appartiennent aujourd'hui à la bibliothèque d'Abbeville. Le volume se présente bien, il est imprimé avec un luxe peut-être superflu, à grandes marges, et avec des blancs à notre sens parfaitement inutiles. M. Prarond a classé les actes dans l'ordre chronologique, sans tenir compte de l'ordre du manuscrit; le système peut se défendre, ici surtout où le compilateur paraît n'avoir suivi aucun plan. Il a également résolu les dates, mais pas toujours avec une rigueur et une précision suffisantes; ainsi n. LXXXIII, 1223, *in crastino S. Remigii*, il fallait traduire 2 oct. et non simplement octobre; ailleurs (CXCIV), *décembre, jour de S. Nicolas d'hiver*, il eût mieux valu écrire 6 décembre; p. 286, 1279, *lundi après les octaves Saint-Martin d'hiver*, il fallait dire : 20 novembre. Ce sont là des minuties, mais tout éditeur de textes, surtout aujourd'hui, doit y faire attention, et il n'est plus permis comme autrefois de mettre aux mains du public des textes bruts et sans cette toilette absolument indispensable.

1. Publié et annoté par E. Prarond. Paris, Picard, 1898, in-4°.

M. le chanoine CERF a adressé, sans doute par erreur, à la *Revue historique*, un ouvrage en deux volumes, intitulé : *Vie des saints du diocèse de Reims*¹; c'est une œuvre de pure édification qui n'a, à aucun égard, le caractère scientifique et dont il nous serait bien difficile de rendre compte. L'auteur accepte naturellement pour vraies les légendes les plus singulières; il parle de la sainte ampoule apportée par une colombe, il croit que les rois de France avaient le pouvoir de guérir les écouelles, non pas qu'ils fussent personnellement des saints (la chose serait difficile à soutenir pour la plupart), mais en vertu d'un don spécial fait à Clovis par saint Rémy et confirmé par saint Marcouf, etc. On voit par là le ton de l'ouvrage. L'auteur, au moins, est-il au courant de l'histoire du moyen âge? La citation suivante suffira pour édifier à ce sujet le lecteur. Page x, plaidant la cause de l'apostolicité de l'église de Reims, il énumère les auteurs qui ont soutenu cette opinion, et nous y relevons le passage suivant que nous reproduisons sans changement : « Le XIII^e siècle apporte aussi ses témoignages : Vincent de Beauvais, Jacques de Guise, saint Antonin, Pierre de Natalibus, Lippomane, du Bosquet, etc. » Inutile de poursuivre plus loin l'examen de l'ouvrage.

Quatre nouveaux fascicules de l'*État des communes du département de la Seine* viennent de paraître. Ces monographies se rapportent à Antony, Dugny, Orly et le Bourget. Composées toujours sur le même plan, elles renferment une étude historique substantielle de M. F. BOURNON, une notice économique et statistique sur l'état de la commune à la fin du XIX^e siècle, enfin divers tableaux graphiques et deux cartes donnant l'état de chaque territoire vers 1774 et de nos jours. La collection de ces monographies, qui ne sera pas complète avant bien des années, fera grand honneur à l'administration départementale qui en a conçu le plan et au savant historiographe parisien qui l'aura menée à bonne fin.

Le grand ouvrage de M. Rodolphe REUSS, *l'Alsace au XVII^e siècle*², doit comprendre deux volumes, donnant un tableau complet de la vie matérielle, religieuse et morale de cette province depuis les débuts de la guerre de Trente ans jusqu'aux temps de la paix de Ryswick, qui confirma la possession du pays, y compris Strasbourg, au roi de France. Le sujet était extrêmement difficile et compliqué; il était en outre bien difficile à traiter avec impartialité après la guerre de 1870 et le traité de Francfort. M. Reuss n'a pas reculé devant ces diffi-

1. Reims, Impr. coopérative, 1898, 2 vol. in-8°.

2. Paris, Bouillon (forme le 116^e fasc. de la *Bibliothèque de l'École des hautes études*).

cultés multiples et son ouvrage n'est pas seulement l'histoire d'une province française durant un demi-siècle, c'est aussi une étude approfondie et, sur plus d'un point, nouvelle sur les rapports entre la royauté et l'empire germanique. C'est en outre un vrai modèle d'histoire objective, et un lecteur, non averti, aurait peine à trouver, sous cet exposé calme et consciencieux, traces de la personnalité de l'auteur, grand mérite à nos yeux, et qu'on regrette de ne pas toujours retrouver chez certains historiens, tant allemands que français. Le présent est assez amer, sans qu'on ait besoin d'aller chercher dans cette histoire déjà vieille et pour ainsi dire refroidie des sujets de querelles rétrospectives.

Le tome I renferme l'histoire politique du pays et le tableau de son état matériel avant les traités de Westphalie et durant les premiers temps de la domination française. Après une courte introduction, suivie d'une copieuse bibliographie, l'auteur entre en matière; tout d'abord, une description du pays d'Alsace, dont les limites restent longtemps mal déterminées, au moins vers le nord, et dont la royauté française devait faire une province; il y passe en revue le sol, les produits naturels et la population; puis nous trouvons un aperçu sommaire de l'histoire d'Alsace du ^{viii}^e au ^{xvii}^e siècle. Le livre II, beaucoup plus considérable, renferme l'histoire de la province au ^{xvii}^e siècle; cette histoire est lamentable; sur cent ans, l'Alsace subit plus de cinquante-trois ans de guerre, et quelle guerre! non pas celle d'aujourd'hui avec ses misères et ses rigueurs, mais avec ses règles de demi-civilisation. La vallée du Rhin voit passer successivement les bandes de Mansfeld et de Tilly, les troupes plus disciplinées en apparence, au moins aussi terribles de Bernard de Weymar; puis les armées françaises au temps de Louis XIII et, plus tard, sous Louis XIV. Impossible au pays de se défendre contre de pareilles invasions; les campagnes sont, à chaque instant, abandonnées par les habitants, les villes prises d'assaut, mises à sac, protestants et catholiques semblent s'entendre pour ne rien laisser debout, pour faire du pays un désert. Il faut lire les pages de M. Reuss pour savoir quelles horreurs des hommes armés peuvent commettre, à quelles misères, en ce temps de civilisation relative, sont exposées des populations inoffensives. Cédée à la France par le traité de Westphalie, l'Alsace, y compris Strasbourg, est encore une fois déclarée terre française par celui de Ryswick, et l'administration nouvelle, en s'améliorant dans le siècle suivant, préparera et amènera l'assimilation définitive de la nouvelle conquête.

Cette administration, en effet, si dure, si imparfaite qu'elle nous paraisse aujourd'hui, a bien des avantages sur celle qui l'a pré-

cédée. Elle a à sa tête l'intendant, et ce titre est porté durant vingt-cinq ans par Jacques de la Grange, que M. Reuss qualifie de *conquérant civil de l'Alsace*. Homme peu honnête, mais esprit souple et délié, il sait conserver une bonne partie des anciens rouages et les faire servir à l'œuvre qu'il a entreprise. Les anciens états de la Basse-Alsace disparaissent définitivement, mais les bailliages seigneuriaux, les mairies subsistent aussi bien que les prévôtés. Les impositions royales sont d'abord modérées, elles ne s'accroîtront qu'au XVIII^e siècle, et la perception, l'emploi en sont plus réguliers. Pour la justice, le conseil souverain, institué en 1657, met un peu d'ordre dans le chaos ancien, restreint les privilèges des juridictions seigneuriales, et en 1710, un écrivain allemand, alsacien d'origine, reconnaissait hautement les services rendus à tout le pays par la nouvelle institution.

Le livre IV est consacré à une description méthodique des territoires alsaciens au XVII^e siècle; rien de plus compliqué que la géographie politique de la province à cette époque; on y remarque d'abord les possessions de la maison d'Autriche, les terres ecclésiastiques, la république de Strasbourg, la préfecture de Haguenau et les villes de la Décapole, enfin bon nombre de seigneuries appartenant pour la plupart à des maisons allemandes. C'est ce fouillis inextricable que l'autorité française s'attache à simplifier; elle y apporte une ténacité étonnante, mais on sait que l'œuvre était encore incomplète cent ans plus tard et qu'elle ne fut achevée que par la Révolution. M. Reuss indique l'origine, l'étendue et l'organisation particulière de chacun de ces territoires, et ce n'est pas la moins bonne partie de l'ouvrage; l'auteur a su choisir les traits essentiels et ne point tomber dans le détail infini de l'histoire locale; à citer, entre autres, un excellent tableau de la vie politique à Strasbourg. Naturellement, dans cette partie, M. Reuss a dû, dans bien des cas, remonter au moyen âge pour expliquer les choses du XVII^e siècle.

Enfin le dernier livre traite de l'*État économique de l'Alsace*. L'auteur y étudie successivement l'agriculture, l'industrie et le commerce; tout cela est fort intéressant; on peut y noter principalement les pages sur les corporations d'arts et métiers; le sujet est d'actualité, au moment où toute une école économique voit dans un retour à cette vieille organisation la solution de tous les problèmes modernes. M. Reuss montre comment, dès le XVI^e siècle, en Alsace, elle est en pleine décadence et n'est plus guère qu'une oligarchie jalouse et fermée. Signalons encore de longs et intéressants détails sur l'exploitation des mines, sur la métallurgie, les salines, les verreries, la bière et le tabac. Pour le commerce, l'auteur passe, tour à

tour, en revue les routes, l'organisation postale, les péages et les douanes, les foires et les marchés, la navigation sur le Rhin, enfin le régime monétaire.

Avant de quitter l'ouvrage, dont cette longue analyse indique suffisamment l'intérêt, il nous faut encore dire un mot de la conclusion que l'auteur a jointe à ce premier volume. Après avoir achevé la première partie de sa tâche, après avoir retracé l'histoire matérielle, pour ainsi dire, de l'Alsace durant cent ans, il montre comment, par des mesures en somme sages et plutôt modérées, en respectant les coutumes locales, en laissant aux habitants l'usage de leur langue, l'administration royale prépara la lente assimilation du peuple alsacien; cette assimilation ne fut pas sans doute aussi rapide qu'on le croit depuis quelques années d'après un texte célèbre¹. Commencée dès le règne de Louis XIV, elle continue durant ceux de Louis XV et de Louis XVI et est achevée par la Révolution. Sous Louis XIV, l'intolérance religieuse retarde le mouvement, mais les effets de cette politique déplorable s'atténuent bientôt; elle n'aura retardé que de quelques années le résultat définitif.

M. L. LEX, archiviste du département de Saône-et-Loire, vient de publier, sous le titre de : *les Fiefs du Mâconnais*², un certain nombre de documents du haut intérêt pour l'histoire de la féodalité dans cette partie de la Bourgogne. En voici la liste sommaire : *le Papyrus feudatarius*, copie faite au xv^e siècle d'un recueil d'actes féodaux, de 1306 à 1389; le rôle de la noblesse, dressé en 1478, lors du serment exigé par Louis XI; le rôle du ban et de l'arrière-ban en 1540, perdu aujourd'hui, mais reconstitué à l'aide des notes de Saint-Julien de Baleurre dans ses *Antiquités de Mâcon* (1580); un rôle des nobles tenant fiefs en 1560; les analyses par Peincédé et Nicaise d'une foule d'actes analogues des xvii^e et xviii^e siècles; enfin le catalogue des gentilshommes convoqués aux assemblées de bailliage en 1789. Le tout présente un grand intérêt pour la géographie et l'histoire de la Bourgogne. L'éditeur y a joint des tables des noms de lieux et de personnes.

Le fond Coste, à la Grande Bibliothèque de Lyon, renferme un cartulaire de la commanderie de Vaulx (Isère, comm. de Saint-Alban-de-Roche); c'est un rouleau donnant le texte ou plutôt l'analyse de quatre-vingt-douze chartes des xii^e et xiii^e siècles, qui paraissent avoir été transcrites au fur et à mesure de leur rédaction, de l'an 1170 ou environ à 1223. C'est donc une sorte de rôle d'enregistrement, ou

1. *Le Mémoire pour la Franche-Comté*. M. Reuss montre (p. 727-729) qu'on a beaucoup exagéré la portée de ce document si souvent cité depuis dix ans.

2. Mâcon, Protat frères, imprimeurs, 1897, in-8°.

mieux un recueil d'analyses des actes originaux, ces analyses donnant de chaque acte les éléments essentiels : objet du contrat, noms des parties, situation et désignation des immeubles; toutes les formules ont ainsi été omises par le rédacteur de ce curieux manuscrit; le cas, au surplus, n'est point unique et on en connaît d'autres exemples. M. R. DELACHENAL, ayant à juste titre jugé ce document fort curieux, vient d'en publier le texte intégral¹; il a cherché à dater le plus exactement possible toutes ces pièces, dont deux seulement renferment des indications chronologiques précises, et les a enrichies d'un commentaire étendu. C'est une bonne contribution à l'ancienne histoire de l'ordre du Temple, qui est à peine ébauchée en France et pour laquelle on possède pourtant à Paris, à Toulouse, à Marseille et à Lyon des documents très nombreux et de premier ordre.

Pendant fort longtemps, les États de Languedoc n'eurent point de lieu fixe pour tenir leurs sessions annuelles; on les voit siéger tantôt dans quelques-unes des grandes villes de la province, tantôt dans un simple bourg, au hasard des circonstances. Au *xviii*^e siècle, ils s'installent définitivement à Montpellier, où, depuis longtemps déjà, sont déposées leurs archives, mais ils sont obligés de demander asile à la ville, ne possédant point d'immeuble qui leur appartienne. Cette situation singulière finit par toucher le président, M. de Dillon, archevêque de Narbonne, qui, en 1779, fait décider la construction d'un palais des États; on choisit un architecte, Raymond, originaire de Toulouse; on dresse les plans, on discute, puis la Révolution arrive, les États disparaissent et avec eux s'évanouissent tous ces beaux projets. Les plans de Raymond ont été retrouvés de nos jours et M. L. MALAVIALLE vient d'en donner une intéressante notice²; le palais projeté devait s'élever sur la place de Lattes, auprès de l'Esplanade.

M. Émile BONNET, après avoir étudié les origines de l'imprimerie à Montpellier, vient de faire le même travail pour Béziers³. Le premier typographe exerçant dans cette ville est un certain Jean Pech, dont le plus ancien travail connu date de 1612, il obtient une pension annuelle des consuls, puis va s'établir à Montpellier, après le siège de 1622. Il a pour remplaçant un Martel, fondateur de l'imprimerie de ce nom, qui fonctionne encore aujourd'hui à Montpellier. Au *xviii*^e siècle, après beaucoup de difficultés soulevées par l'inten-

1. *Cartulaire du temple de Vaulx*. Paris, Picard, 1897, in-8°.

2. *Projet de construction d'un palais des États de Languedoc à Montpellier à la fin du XVIII^e siècle*. Montpellier, Boehm, 1896, in-8°.

3. *L'Imprimerie à Béziers au XVII^e et au XVIII^e siècle*. Béziers, Sapte, 1897, in-8°.

dance, Béziers obtient le maintien de son atelier typographique, dont on a voulu priver cette ville au profit de Carcassonne. Les ouvrages sortis des presses biterroises sont, pour la plupart, aujourd'hui assez rares; ce sont des livres liturgiques et scolaires, des pièces de circonstance, et enfin quelques traités d'histoire et de littérature. Le plus connu et le plus recherché aujourd'hui est le recueil de pièces en patois, intitulé : *le Triomphe de Béziers*, paru en 1628 et en 1644; ce curieux monument littéraire a, du reste, été réimprimé de nos jours par les soins de la Société archéologique de la ville.

On a peu de renseignements sur l'enseignement primaire à Montauban avant 1789. Les consuls avaient établi des écoles dès le milieu du x^e siècle, et, assez souvent, ils ont eu à s'en occuper, à fixer le traitement des maîtres, à régler l'enseignement; un acte de 1497 est à cet égard particulièrement instructif. Vers 1550, ces écoles prennent le nom de *collège*, mais il semble bien que les protestants, très influents dans la ville jusqu'à la révocation de l'Édit de Nantes, avaient créé des écoles primaires ou petites écoles que le clergé catholique, après son triomphe, s'attacha à réorganiser et à développer, moyen de propagande tout naturellement indiqué aux convertisseurs. Il y a donc, dès la fin du xvi^e siècle, onze écoles, dont huit pour les garçons; en 1742, la direction de ces dernières passe aux frères des écoles chrétiennes. Une fois la Révolution arrivée, les documents se multiplient; décrétée en principe par les assemblées révolutionnaires, l'instruction populaire se développe lentement, d'abord sous la Restauration, plus rapidement à dater de la fameuse loi de 1833, et devient le principal souci des gouvernements tout modernes. C'est cette histoire fort curieuse que M. le pasteur RABAUD vient de retracer, sous le titre de : *l'École primaire dans la commune de Montauban*¹. L'ouvrage est judicieux, bien documenté, et l'auteur s'est contenté d'exposer simplement les faits, sans chercher, grand mérite assurément, à tirer de tous ces faits des conclusions trop générales. A cet égard, son travail mérite d'être cité; il détonne au milieu de la foule de livres analogues dont les auteurs, oubliant que qui veut trop prouver ne prouve rien, s'évertuent à démontrer qu'avant 1789 la masse populaire était plus instruite que de nos jours.

M. G. SAIGE, garde des archives princières de Monaco, suspendant un instant la mise au jour des documents touchant ce petit pays, vient d'en publier une histoire résumée². La lecture de ce volume

1. Paris, Fischbacher, 1897, in-18.

2. *Monaco, ses origines et son histoire, d'après les documents originaux.* Paris, Hachette, 1897, in-8°.

est vraiment fort intéressante. L'auteur connaît admirablement son sujet et il a eu occasion de voir tous les documents auxquels il renvoie. C'est donc un livre de vulgarisation, un résumé fait sur les sources. Habité d'abord par des populations mal connues qui vivaient dans des cavernes, le pays de Monaco voit passer successivement les Ibères, les Ligures, les Phéniciens qui lui donnent son nom actuel, enfin les Grecs et les Romains. Puis éclipse à l'époque barbare, et le nom de Monaco ne reparait qu'au ^x^e siècle; c'est alors une terre impériale, que Henri VI concède aux Gênois. Dès lors, détachée de l'ancienne Provence, la forteresse passe des Guelfes aux Gibelins, tombe aux mains de la famille des Grimaldi, est réoccupée un instant par les Spinola. La principauté moderne, constituée peu à peu durant le ^{xiv}^e siècle, est définitivement occupée au début du ^{xv}^e par les Grimaldi, dont les descendants la possèdent encore aujourd'hui. Longtemps alliés de la France, les nouveaux seigneurs acceptent au ^{xvi}^e siècle le protectorat espagnol qui se maintiendra jusqu'en 1644. Échappés à ce joug fort pesant, les Grimaldi deviennent princes français et Monaco sera un instant réunie à la France, de 1793 à 1814. Restaurés en même temps que les Bourbons en France, les princes, en dépit de difficultés nombreuses, intérieures avec leurs sujets, extérieures avec leurs voisins les Piémontais, feront définitivement régler leur situation en 1864, et depuis lors ce petit pays n'a point cessé de prospérer. C'est probablement la terre d'Europe où la vie est la plus douce et les charges publiques les moins lourdes; il est probable que les habitants de cet Éden ont depuis longtemps renoncé à tout désir de révolution.

A. MOLINIER.

TEMPS MODERNES.

L'Histoire de la Ligue de M. DE CHALAMBERT a paru pour la première fois dans les tristes années de compression intellectuelle, de réaction politique et religieuse à outrance qui suivirent le coup d'État¹. Ce lourd et indigeste travail était profondément oublié

1. *Histoire de la Ligue sous les règnes de Henri III et Henri IV ou quinze années de l'histoire de France*, par Victor de Chalambert. Avant-propos, notes, dessins de têtes et de fins de chapitre par Abel de Chalambert. Paris; Firmin-Didot, 1898, LXVII, 505 p. gr. in-8°. Le nouvel éditeur y a joint quelques dessins d'initiales assez réussis et çà et là de courtes annotations personnelles; la plus détaillée raconte, à propos du siège de Paris par Henri IV, que, durant celui de 1870, il a vu « dans la rue Bellechasse une dame du meilleur monde retourner de la pointe d'une ombrelle une carcasse de poulet avec la visible préoccupation d'en tirer parti » (p. 233).

depuis quarante ans quand on a jugé utile de servir les passions du jour en remettant en lumière un factum aussi dénué de valeur scientifique que cette apologie de « la grande pensée religieuse de la Sainte-Union. » Nous ne songeons pas à quereller l'admiration filiale très sincère à qui l'on doit cette résurrection fort inattendue. Libre à l'auteur d'affirmer que « jamais on n'avait vu un grand peuple entreprendre avec un droit si manifeste, poursuivre avec tant de résolution et de sagesse une œuvre si difficile et pour une fin si désintéressée » (p. 493). Encore aurait-il fallu essayer de mettre ce travail à la hauteur de nos connaissances actuelles sur cette période de notre histoire nationale et ne pas sembler ignorer absolument la masse de sources et de documents mise au jour, depuis lors, par les représentants des écoles historiques les plus diverses. Écrire une histoire de la Sainte Ligue d'après Palma Cayet, Mézeray, de Thou, les *Mémoires de la Ligue*, Hardouin de Péréfixe et le P. Daniel, renforcés par Capefigue, paraîtra plus que risqué, même à beaucoup de ceux qui partagent pour le reste les doctrines de l'auteur, et s'élèvent autant que lui contre « le funeste principe » de l'indifférence de l'État en matière religieuse. Quant aux historiens sérieux, je doute fort qu'aucun d'eux s'arrête jamais à discuter les erreurs de détail ou les affirmations téméraires d'une compilation démodée à ce point.

L'auteur d'une nouvelle biographie de Marie-Henriette de France a mis dans son volume, *Une fille de Henri IV*¹, un peu plus de fleurs de rhétorique, mais guère plus de science exacte, en retraçant la vie de cette princesse, « jouet des orages de l'Océan comme de ceux de la destinée » et qui, « épave illustre d'un non moins illustre naufrage, devait verser tant de larmes et flotter hésitante entre deux patries » (p. 3). Le P. Cyprien de Gamaches, l'aumônier Cotelendi, Bossuet et le volume de M. le comte de Baillon, auquel on joindra celui de Philarète Chasles, voici à peu près toutes les sources utilisées par l'auteur pour traiter un si difficile sujet. Il est vrai que ce n'est pas une histoire, mais un panégyrique; la princesse d'abord trop frivole, puis trop pieuse mais toujours bornée, qui avait hérité de l'obstination de sa mère Marie de Médicis, beaucoup plus que de la sagacité toujours en éveil du Béarnais, a été, en définitive, le mauvais génie de Charles I^{er}. Comme Marie-Antoinette, auprès de Louis XVI, Henriette, qui détestait d'abord son époux et qui suppliait sa mère de la débarrasser de lui, finit par s'emparer de sa volonté vacillante et le poussait à des actes de vigueur qu'il

1. P. Delattre, *Une fille de Henri IV*. Paris, Téqui, éditeur de l'*Œuvre Saint-Michel*, 1898, 337 p. in-18.

n'osait ni concevoir ni exécuter par lui-même. Par l'ostentation de sa ferveur catholique, aussi sincère que maladroite en ces temps de crise religieuse en un pays puritain, par les coups de tête qu'elle inspirait à son parti « avec l'autorité d'un véritable général en chef, » la reine a certainement contribué, dans une large mesure, à exciter et à entretenir les haines populaires contre le malheureux roi, qu'elle laissa succomber seul dans la tourmente. M. Delattre en a vraiment fait une héroïne à trop bon compte, comme il juge la Révolution d'Angleterre en général à un point de vue si étroit qu'il enlève, par là même, toute autorité à ses jugements, tout au moins pour les esprits impartiaux.

C'est au contraire un beau travail d'histoire diplomatique que celui dont M. Albert Waddington vient de nous offrir la fin dans les *Annales de l'Université de Lyon*¹. On y peut suivre de près et sous la conduite d'un guide sagace et fidèle les variations de la politique de la République des Provinces-Unies vis-à-vis de son ennemie traditionnelle, l'Espagne, comme vis-à-vis de son alliée héréditaire, la couronne de France, de 1630 aux troubles de la Fronde. On y trouvera déduites les raisons multiples qui, dans le cours de ces vingt années, provoquèrent un changement de front presque complet dans l'attitude réciproque de ces puissances, et finirent par brouiller les hautes parties contractantes qui jadis, par le traité de 1635, s'étaient partagé d'avance les Pays-Bas espagnols. Dorénavant l'une des maximes des hommes d'État hollandais sera de maintenir soigneusement ce qui reste debout de la monarchie espagnole, pour leur servir de barrière et de bouclier contre la « témérité gauloise. » Peut-être M. Waddington est-il un peu trop sévère dans ses jugements sur la politique néerlandaise à l'égard de Mazarin, quand il trouve trop égoïste l'abandon dans lequel elle laisse le cardinal au beau milieu des négociations de Westphalie, pour signer avec l'Espagne le traité particulier du 30 janvier 1648. Les projets d'un nouveau mariage espagnol secrètement caressés par la cour de France, les encouragements au coup d'État qu'elle fait parvenir au stathouder Guillaume II, son ingérence indiscrète dans les affaires intérieures des Provinces-Unies, tout cela permettait, à notre avis, et devait hâter une modification des rapports cordiaux, inaugurés par Henri IV, continués par Louis XIII, maintenus d'abord par Mazarin, pour être remplacés plus tard par l'hostilité latente, puis ouverte, de Louis XIV.

1. *La République des Provinces-Unies, la France et les Pays-Bas espagnols de 1630 à 1650*, par Albert Waddington, professeur à la Faculté des lettres de Lyon. T. II (1642-1650). Paris, Masson et C^{ie}, 1897, x-433 p. in-8°.

C'est à un contemporain de Richelieu et de Mazarin, célèbre comme eux, mais dans un domaine tout différent, que M. le prince Emmanuel DE BROGLIE a consacré le nouveau volume de la collection des *Saints* qui se publie sous la direction de M. Henri Joly¹. C'est l'un des plus authentiques, à coup sûr, l'un de ceux auxquels les plus fervents libres penseurs eux-mêmes sont disposés à rendre un sincère hommage, saint Vincent de Paul. M. de Broglie a raconté l'histoire du petit paysan landais, de l'élève des Cordeliers de Dax, de l'étudiant pauvre de Toulouse, du captif aux rivages barbaresques, avec une entière simplicité, relevée par un accent de bonne humeur, dont nous lui sommes particulièrement reconnaissant, et qui ne fera qu'augmenter les sympathies générales pour son héros, auquel il laisse d'ailleurs volontiers, chaque fois qu'il le peut, la parole. Nous le suivons avec un égal intérêt à la cour de l'ex-reine Marguerite de Valois, à l'humble cure de Clichy, dans le palais des Gondy, au presbytère de Châtillon-les-Dombes, à la cour de Louis XIII. Nous le voyons fonder les confréries de Notre-Dame de Charité, l'Œuvre des galériens, la congrégation de l'Œuvre des missions, des orphelinats, des hospices de vieillards, l'hôpital général, créer des séminaires, des conférences, siéger au conseil de conscience de la royauté. Il s'est dépensé ainsi pendant un demi-siècle avec une ardeur inassouvie dans la lutte contre le mal et la misère, jusqu'au moment où le corps du vieillard octogénaire succombe à la tâche énorme à laquelle il se consacrait tout entier avec une confiance touchante et vraiment enfantine en la Providence, avec une bonhomie souriante et pourtant perspicace, qui lui gagnait alors tous les cœurs et qui le font vénérer encore aujourd'hui par des générations bien différentes de ses contemporains, et plus difficiles à amener ou à ramener à la foi.

Nous avons parlé déjà, dans l'un de nos derniers bulletins, de l'ouvrage de M. DE FÉLICE sur les protestants d'autrefois. Le second volume traite des pasteurs², de leur vie officielle et privée, de leurs défauts et de leurs qualités, de leur situation matérielle, de leur vie de famille, de leurs études, etc. J'ai déjà dit que l'auteur avait réuni par de longues et consciencieuses recherches mille traits curieux, parfois amusants, sur l'existence des protestants au xviii^e s., et qu'on lira ces causeries sans prétentions érudites bien que solidement docu-

1. *Saint Vincent de Paul*, 1576-1666, par Emmanuel de Broglie. Paris, V. Lecoffre, 1897, 234 p. in-18.

2. *Les Protestants d'autrefois. Vie intérieure des églises, mœurs et usages*, par Paul de Félice. T. II : *les Pasteurs*. Paris, Fischbacher, 1898, xiii-368 p. in-18.

mentées avec intérêt et non sans fruit. Les matériaux accumulés par M. de Félice suffisaient-ils cependant pour traiter la question sous toutes ses faces? On peut en douter; assurément la carrière officielle, l'activité professionnelle du ministre calviniste sont connues dans leur détail, mais l'homme même ne se retrouve pas assez dans la littérature du temps pour qu'on puisse en tirer des considérations d'ordre général. Il faudrait encore beaucoup plus de correspondances intimes, beaucoup plus de procès-verbaux de consistoires à dépouiller, pour asseoir un jugement certain sur l'ensemble du monde pastoral d'alors, car, en définitive, M. de Félice conclut forcément, d'après les biographies de quelques personnages d'élite connus, de quelques savants estimés, à ce que pouvait être la foule des inconnus, et le jugement de l'auteur en est peut-être devenu trop uniformément favorable, à notre avis. Ça et là perce aussi je ne sais quel parti pris dogmatique, qui nous semblait absent du premier volume, consacré aux *choses*, et qui se réveille au contact des *hommes* et de leurs luttes théologiques, âpres et violentes jusqu'à la veille de la persécution commune. On aurait désiré que l'auteur exprimât un peu plus haut le regret de voir ses collègues du temps jadis intolérants vis-à-vis de leurs frères, ne fût-ce que pour pouvoir compatir plus sincèrement à leur sort, alors qu'ils deviennent à leur tour victimes d'une intolérance plus cruelle.

Il est question de luttes et de querelles aussi dans les deux volumes de Mgr FABRE, mais ce sont des luttes purement littéraires, ce qui n'empêche pas qu'elles aient été longues, bruyantes et parfois envenimées. Le travail de M. l'évêque de Saint-Denis (Réunion) sur les *Ennemis de Chapelain*¹ est connu de tous ceux qui s'occupent de l'histoire intime de la littérature française au XVII^e siècle et de ses rapports avec l'étranger². On s'engage avec plaisir dans cette galerie d'originaux, groupés autour de Chapelain et de Ménage, les vrais héros de l'ouvrage, encore que, pour un Balzac et un Boileau, on y rencontre beaucoup de Guyet, de Marolles, de Priolo, de Costar et de La Mesnardière. Peu à peu pourtant l'attention s'amortit, puis la fatigue vient, car ce sont, à vrai dire, de bien petits personnages pour occuper tant de place. Entraîné par le riche amas de matériaux

1. *Études littéraires sur le XVII^e siècle. Les Ennemis de Chapelain*, par Mgr Fabre, évêque de Saint-Denis (Réunion). 2^e éd. Paris, A. Fontemoing, 1897, XI, 329, 396 p. in-18.

2. C'est là le côté le plus faible du travail de Mgr Fabre. Il y a mainte petite erreur et bien des oublis dans les notes relatives aux savants étrangers, et surtout le *coup d'œil comparatif* entre les « illustrations » du dedans et du dehors y manque par moments.

mis à sa disposition par M. Tamizey de Larroque, le savant éditeur de la correspondance de Chapelain, l'auteur ne s'est pas assez rappelé que, si la querelle de Vadius et de Trissotin est si plaisante, c'est qu'elle ne dure qu'un moment et que la plupart de ces gens qui « tressaillent d'aise quand ils peuvent se griffer, » sont redevenus pour nous et resteront, malgré ses spirituelles causeries, j'allais dire plaidoiries, des ombres vaines, errant aux bords du fleuve Oubli et tâchant en vain de passer à la Postérité. Les *Ennemis de Racine* peuvent espérer de conserver une renommée crépusculaire puisqu'ils se sont attaqués à Racine; mais les *Ennemis de Chapelain*! Comment peut-on leur en vouloir, au fond, de s'être moqués de *La Pucelle*?

M. Jean LEMOINE nous offre une page de l'histoire provinciale pendant le règne de Louis XIV, dans sa *Révolte dite du Papier timbré ou des Bonnets rouges, en Bretagne*¹. Ce n'est pas la première fois qu'on expose la situation misérable des classes agricoles en France sous le gouvernement du Grand Roi, mais ce tableau sobre et bien documenté nous apporte un contingent de faits nouveaux à l'appui de la détresse des campagnes, dès la première moitié de ce règne, tout un quart de siècle avant les souffrances de la guerre de succession d'Espagne. C'est un lamentable et bien curieux tableau que M. Lemoine nous retrace des mœurs de ces populations à demi sauvages de la Bretagne; les voleries des commis du fisc, les friponneries des officiers de justice, « tous réputés faussaires, » les vexations et la brutalité de la petite noblesse, « dont l'occupation ordinaire est de boire, » comme l'écrivait Colbert de Croissy, et qui ne connaissait guère d'autres distractions que la chasse et la séduction des filles, quand elle n'allait pas jusqu'au viol et à l'assassinat. Des surtaxes imposées sur le papier timbré, sur le tabac, etc., et surtout la façon dont on s'y prit pour les lever, amenèrent les premiers troubles à Rennes, en avril 1675, et bientôt des désordres se produisirent par toutes les paroisses de la Basse-Bretagne, y provoquant des excès que l'auteur exagère un peu en appelant le mouvement « une effroyable jacquerie. » En définitive, les victimes, en se soulevant contre leurs tyrans, dévastèrent les propriétés d'un certain nombre d'entre eux, brûlèrent quelques châteaux, mais ne massacrèrent que peu de personnes et se bornèrent à

1. *La Révolte dite du papier timbré ou des Bonnets rouges, en Bretagne, en 1675* (étude et documents), par Jean Lemoine, archiviste paléographe attaché à la section historique au ministère de la Guerre. Paris, Champion, 1898, VIII-351 p. gr. in-8°.

demander justice « de la meschante noblesse, juges et maltotiers » aux États de Bretagne. Ils n'eurent d'ailleurs pas de chef sérieux, sauf un instant le notaire royal de Carhaix, Sébastien Le Balp, tué par M. de Montgaillard, son prisonnier, dès le 2 septembre 1675, au château de Tymur. La répression fut autrement prodigue de sang quand le mouvement eut été étouffé et que dix mille garnisaires maintinrent les populations, devenues « souples comme un gant, » au dire d'un contemporain. On peut trouver exagéré que l'auteur ait joint à son substantiel et sobre récit de quatre-vingts pages près de trois cents pages de pièces justificatives ; on ne lui en demandait pas tant et près de la moitié de ces cent seize documents auraient pu rester dans leurs cartons, sans véritable dommage pour le lecteur.

L'ouvrage de M. l'abbé CASGRAIN sur *la Guerre du Canada*¹ n'est pas un nouveau venu dans la littérature historique ; bien que rien ne l'indique, ni sur le titre, ni dans la préface, le volumineux ouvrage du professeur de l'Université de Québec a paru dans cette ville dès 1891² et on en a parlé, ici même, assez récemment et d'une façon trop compétente³ pour que je songe à m'y arrêter plus longuement. L'éditeur, M. Mame, a simplement mis à la disposition du public français une édition *illustrée* de ce travail ; la plupart de ces illustrations sont dignes de la célèbre maison de Tours et présentent un véritable intérêt historique, mais cet éloge ne saurait malheureusement s'étendre à toutes⁴.

Claude Vincent de Gournay est mort la même année que Montcalm, mais l'histoire s'est moins occupée jusqu'ici de l'intendant du commerce parisien que du glorieux vaincu des plaines d'Abraham. C'est une intéressante personnalité cependant que celle de cet économiste dont M. G. SCHELLE vient de nous retracer le portrait⁵. La tâche n'était pas facile de réunir les matériaux d'une biographie de

1. *Guerre de Canada, 1756-1760. Montcalm et Lévis*, par l'abbé H.-R. Casgrain, professeur à l'Université de Québec. Tours, A. Mame, 1898, 392 p. in-4° illustré.

2. Québec, J. Dessers, 1891, 2 vol. in-8°.

3. M. de Kerallain, *les Français au Canada*, dans la *Revue historique*, t. LVIII, p. 308, et t. LIX, p. 314. A consulter surtout le tirage à part annoncé *ibid.*, t. LX, p. 380.

4. Ainsi, les planches des p. 43, 93, 153, 281, etc., semblent empruntées à des romans d'Aymard ou de Cooper ; l'image p. 345 représente une expédition en marche vers le Pôle, et p. 301 c'est un Charles XII débarquant devant Copenhague qui représente Wolfe surprenant Québec ! P. 133, sous une gravure montrant un gros monsieur qui porte un toast, on lit : « Cette société aveuglée dansait sur un volcan !! »

5. G. Schelle, *Vincent de Gournay*. Paris, Guillaumin et C^e, 1897, 300 p. in-18.

Gournay, ni d'apprécier les résultats de ses efforts administratifs et scientifiques puisque l'inventeur de la célèbre formule : *Laissez faire, laissez passer*, n'a jamais occupé de position dominante dans la hiérarchie administrative ni publié aucun livre, si ce n'est quelques traductions d'économistes anglais. Mais il a eu Turgot pour disciple et pour panégyriste et cela a suffi pour qu'il ne fût pas oublié tout entier. Les motifs de cette réputation quasiment anonyme, M. Schelle les a cherchés un peu partout, et surtout aux Archives nationales, dans les procès-verbaux du *Bureau du commerce* et dans la correspondance administrative de son héros. Si le marquis de Gournay, conseiller au Grand Conseil (1749), puis intendant du commerce (1754), a pu fournir des idées nouvelles en matière d'industrie et de commerce aux ministres de Louis XV, c'est que le simple négociant malouin Claude-Marie Vincent avait d'abord fait le trafic étranger pendant longtemps, avait habité l'Espagne pendant quinze ans, avait aussi beaucoup voyagé en Europe, et s'était convaincu des innombrables inconvénients qu'amenaient pour un pays les paperasseries administratives et les réglementations outrancières. C'est ce qui lui fit combattre le protectionnisme de son temps et travailler avec zèle à l'abolition des corporations et des monopoles. Malheureusement le moment où il exerça quelque influence dans les hautes sphères fut court et, dès le début de la guerre de Sept ans, de bien autres soucis tourmentèrent les conseillers de la couronne. Quand Gournay mourut en 1759, démissionnaire et découragé, ses projets restèrent oubliés jusqu'au moment où Turgot réalisa l'un d'eux par l'Édit de février 1776, et plus tard encore la Révolution se chargea de proclamer l'entière liberté du travail. Ce qui peut sembler bizarre, c'est que, malgré tout son zèle, le biographe de ce précurseur des économistes modernes n'a pu retrouver sous sa plume ni noter l'heure ou le lieu de naissance de la devise qui seule jusqu'aujourd'hui conservait son nom à la postérité.

Ouvrage posthume d'un ancien maire de Paris, mort conseiller à la cour d'Aix, en janvier 1897, *Une loge maçonnique d'avant 1789*¹ ne manque pas d'un certain intérêt pour l'histoire des mœurs et des idées vers la fin du XVIII^e siècle. Non seulement le groupe maçonnique placé sous l'invocation des Muses a compté parmi ses dignitaires et ses membres Lalande, Benjamin Franklin, Cabanis, Condorcet, Desèze, Chamfort, Florian, Greuze, Moreau le jeune, Siéyès, Bailly, Rabaut-Saint-Étienne, Danton, Camille Desmoulins et bien

1. Louis Amiable, *Une loge maçonnique d'avant 1789. La R. L. Les neuf sœurs*. Paris, Félix Alcan, 1897, 398 p. gr. in-8°, avec portrait.

d'autres célébrités encore, mais c'est lui qui a eu l'honneur de recevoir et de fêter Voltaire lors du dernier voyage à Paris du patriarche de Ferney. Disparue pendant la période révolutionnaire, rouverte en 1805, la loge des Neuf Sœurs eut encore quelques beaux jours sous l'Empire, où les François de Neufchâteau, les Parny, les Fontanes, les Ginguené, les Parseval de Grandmaison, les de Piis et autres « poètes » en firent partie. Garnier-Pagès l'ainé fut son dernier vénérable un peu connu, aux jours de la révolution de Juillet. Depuis, elle languit obscurément et cessa de vivre aux alentours de 1848. M. Amiable n'a pas eu, malheureusement, à sa disposition des matériaux bien nombreux ni bien nouveaux pour rédiger son travail. Les archives de la loge ont péri; quelques listes plus ou moins complètes de francs-maçons, quelques discours et rapports, imprimés par un heureux hasard, subsistent seuls; aussi son volume est-il devenu, par la force des choses, une espèce de dictionnaire biographique de tous les hommes connus ou célèbres qui ont figuré sur ces listes. Les deux chapitres de beaucoup les plus intéressants sont celui qui se rapporte à la réception de Voltaire et celui qui est intitulé : *la Défense des innocents et la réforme des lois pénales*, consacré presque tout entier aux sympathiques figures d'Élie de Beaumont et du président Dupaty, et aux efforts philanthropiques de ces deux éloquents hommes de bien.

C'est à l'histoire du XVIII^e siècle aussi que se rattache l'ouvrage de M. O. DE HEIDENSTAM, *Une sœur du grand Frédéric*¹, qui retrace la vie de la reine Louise-Ulrique de Suède, la mère de Gustave III. Le grand public trouvera sans doute assez récréative cette biographie d'une princesse impérieuse, savante, intransigeante dans ses rancunes, d'autant que le récit est émaillé de plus d'une anecdote scabreuse; pourvu qu'on l'amuse, il s'inquiète peu d'où lui vient son plaisir. Mais la critique scientifique a d'autres devoirs, parfois très pénibles, à remplir et les réclamations longuement motivées du docteur Fritz Arnheim lui ont appris, il y a bien des mois déjà², que c'est seulement en abusant des communications bénévoles du savant berlinois que l'auteur suédois a pu donner à son volume les apparences et le charme spécial d'une étude édifiée sur des documents inédits. Nous nous sommes abstenus jusqu'ici de parler de l'ouvrage, espérant toujours que M. de Heidenstam se hâterait d'opposer à une

1. O.-G. de Heidenstam, *Une sœur du grand Frédéric, la reine Louise-Ulrique de Suède*. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1897, VIII-472 p. in-8°.

2. Voy. la *Historische Zeitschrift* de Sybel, t. LXXX, p. 192, et la revue suédoise *Historisk Tidskrift*, t. XVII, fasc. 3. On a indiqué le fait en passant, ici même, t. LXII, p. 237.

si grave accusation une dénégation probante. Ce démenti ne s'étant pas produit, force nous est bien d'en conclure qu'il n'était pas possible de le formuler, et en présence d'un aussi audacieux « démarquage » de la propriété intellectuelle d'autrui, il importe peu que l'ouvrage soit amusant en lui-même¹; de tels procédés l'excluent de toute prise en considération sérieuse dans un recueil qui regarde l'honnêteté la plus absolue comme la première vertu de l'historien.

Avec les *Mémoires de Choudieu* nous pénétrons dans l'époque de la Révolution, qui continue à nous fournir, presque au delà de nos souhaits, des nouveautés de valeur fort diverse et de l'inédit qui, parfois, aurait pu continuer à dormir dans les cartons des archives et des bibliothèques. Si M. BARRUCAND me poussait un peu, je serais bien tenté de dire que ces mémoires récemment édités par lui sont du nombre². Nous y aurions perdu quelques charmantes pages de la préface sur Angers, ses paysages vaporeux et sa bibliothèque endormie; mais malheureusement dans le corps du volume, ce n'est pas M. Barrucand, c'est Pierre-René Choudieu qui tient la plume et la différence des styles est trop sensible. Il se peut que Choudieu soit « un caractère sur lequel le temps et l'expérience n'ont pas mordu, » et qu'il représente « le type du parfait jacobin, » prêt « à envoyer ses contemporains à l'échafaud, au nom de la loi, et à y monter lui-même avec respect. » Il est également certain qu'il « n'est pas un observateur, un intellectuel, au sens niais de ce mot orgueilleux. » Mais on se demande alors en quoi ces notes, écrites vingt-cinq ou trente ans après les événements, qui ne sont nullement tout le manuscrit de Choudieu lui-même, mais des fragments coordonnés et groupés par l'éditeur, extraits par lui dans l'immense fatras des papiers délaissés par le vieux conventionnel, peuvent nous instruire et nous orienter sur le drame révolutionnaire, en dehors de l'impression, assurément peu favorable, qu'ils donneront au lecteur de l'obscur individu lui-même. Député à la Législative à trente ans, réélu à la Convention par ses compatriotes angevins, Choudieu n'a joué qu'un rôle de comparse aux assemblées; il a figuré quelque temps parmi les représentants en mission dans la Vendée, puis à

1. En tout cas, les savants ne pourront l'utiliser qu'avec une extrême prudence puisque M. Arnheim nous avertit que trop souvent l'écrivain suédois n'a pas réussi à déchiffrer ses manuscrits et que, par suite, ses citations de dépêches fourmillent d'erreurs.

2. *Mémoires et notes de Choudieu, représentant du peuple à l'Assemblée législative, à la Convention et aux armées (1761-1838)*, publiés d'après les papiers de l'auteur par Victor Barrucand. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1897, xv-484 p. in-8°.

l'armée du Nord. Atteint par la réaction thermidorienne, puis employé au ministère de la guerre sous Bernadotte, il doit se réfugier en Hollande après l'attentat de la rue Saint-Nicaise (1804), y vit en paysan jusqu'en 1814, fonctionne un instant comme lieutenant de police à Dunkerque pendant les Cent-Jours, puis reprend, comme régicide, le chemin de l'exil, pour ne rentrer en France qu'après 1830. C'est à ce moment seulement qu'il semble avoir pris la plume, pour répondre à « quelques jeunes gens (Thiers et Mignet) auxquels je ne refuse pas le mérite et qui, j'aime à le croire, ont écrit de bonne foi. » M. Barrucand a bien voulu prendre sur lui l'ennui d'extraire de ses nombreux papiers la partie la plus intéressante, la plus *personnelle* des notes de l'irréconciliable adversaire des rois et des « jongleries théocratiques, » qui se déclare naïvement « pas homme de parti » « *parce qu'il* ne désavoue aucune de ses opinions, aucune de ses actions ! » Il aurait pu retrancher sans qu'on s'en fût plaint bien des pages encore des manuscrits d'Angers, mais ce qu'il nous en a donné suffit pour démontrer que Choudieu fut un bien médiocre esprit, et, par moments, le portrait avant la lettre d'un M. Prudhomme jacobin¹ ; on comprend qu'il n'ait pas été difficile aux meneurs de la Révolution de faire marcher des législateurs et des hommes politiques de cette force-là. Honnête homme sans doute², il est si borné, si étroit dans ses vues, si révoltant parfois dans les *principes* qu'il énonce, si naïf dans les calomnies et les absurdités qu'il répète³, que ses dires ne pourront jamais servir qu'à le caractériser lui-même. L'importance qu'il attache à la moindre interruption lancée par lui à des présidents ou à des députés de la droite, ou même aux impertinences enfantines décochées jadis à

1. Il faut lire comment il explique, par exemple, le bonnet rouge de Louis XVI au 20 juin 1792, ou sa surveillance des menées royalistes aux Tuileries à l'aide d'un ex-garçon de café d'Angers qui y allumait les quinquets, ou bien encore comment il proclame l'autorité de la chose jugée en parlant des victimes du tribunal révolutionnaire ; le plus curieux épisode en ce genre est la description de la tentative d'une « belle dame » qui l'attire chez elle en « négligé galant » pour l'empêcher de voter la mort de Louis XVI !

2. Il trouve tout naturel pourtant que son ancien allié des Tuileries, l'allumeur de quinquets, appelé (par lui ?) comme cantinier à l'armée du Nord, y « ait fait une petite fortune en échangeant aux soldats de l'argent pour de l'or et en leur achetant des bijoux. »

3. Il racontera que M. de Rohan-Chabot était « l'amant de M^{me} Élisabeth, » que Louis XVI a empoisonné le serrurier Gamain, que le comte d'Artois et M^{me} de Polignac « ont préludé à l'immigration par des orgies auxquelles la reine n'était pas étrangère ; » il répètera les cancans les plus ignobles sur M^{me} de Staël et M^{me} Roland ; il affirmera que la responsabilité du massacre des prisonniers d'Orléans à Versailles « appartient tout entière au parti royaliste, » etc.

l'évêque d'Angers, en fait, n'en déplaît à l'éditeur, non pas « une grande figure républicaine, gravée d'un trait dur, » mais un personnage d'une vanité déplaisante et parfois très involontairement ridicule. Quant au témoignage de l'acteur révolutionnaire qui répète encore solennellement en 1835 tant de vieilles légendes d'il y a quarante ans, on ne l'acceptera qu'avec une défiance légitime et lorsqu'il sera corroboré par celui de témoins plus sérieux.

La dernière des livraisons du livre de M. l'abbé DELARC sur *l'Église de Paris pendant la Révolution*¹ a enfin paru et nous possédons maintenant, après trois années d'attente, l'ouvrage tout entier; c'est un volumineux et consciencieux travail qui fait honneur à l'érudition comme à la patience de l'auteur. Dans les seize cents pages de M. Delarc, nous voyons passer devant nos yeux l'histoire du clergé parisien, des institutions ecclésiastiques et des édifices religieux de la capitale, depuis les commencements du mouvement de 1789 jusqu'à la signature du Concordat de 1801. On y pourra suivre, dans tous ses détails, le commencement du schisme officiel, amené par l'aliénation des biens ecclésiastiques et la suppression des monastères, et envenimé par l'organisation de la constitution civile du clergé. L'auteur y raconte tour à tour la lutte entre jureurs et non-assermentés, la dispersion et le massacre des seconds suivis de la défaite des premiers, persécutés à leur tour par la révolution terroriste. Le tableau du culte de la Raison, puis de celui de l'Être suprême introduits dans les sanctuaires chrétiens, les théories de prêtres et de fidèles amenées à l'échafaud pour crime de religion, remplissent une grande partie du second et du troisième volume, qui raconte dans ses derniers chapitres, assez en raccourci, le sort de l'Église de Paris durant les derniers mois de la Convention nationale, ses vicissitudes sous le Directoire, sa restauration définitive au lendemain du dix-huit Brumaire. On comprend ce que peut être un livre sur un pareil sujet sortant de la plume d'un ecclésiastique, et nul ne lui demandera cette impartialité de jugement absolue sans laquelle il n'y a pourtant pas d'œuvre historique parfaite. Mais, même en tenant compte des préoccupations et des sentiments si naturels en pareille matière, on aurait désiré, dans l'intérêt de M. l'abbé Delarc lui-même et de l'effet qu'il désirait produire, qu'il se rendit un peu mieux compte du fait que tout le monde ne saurait se placer à son point de vue pour juger la longue série des événements où l'Église de

1. *L'Église de Paris pendant la Révolution française, 1789-1801*, par l'abbé Delarc. Paris, Desclée, de Brouwer et C^e, 1895-1897, 502, 495, 596 p. in-8°, avec plans et nombreuses planches.

Paris fut actrice et ceux dont elle fut la victime. L'auteur s'élève lui-même quelque part contre les « rodomontades » de Maury et « la politique d'émigré, la moins impartiale et la moins libre de toutes. » Cependant, à le lire, à ne lire que lui, trop souvent on oublierait que les questions politiques ont pesé du poids le plus lourd dans les affaires religieuses et que certains membres du clergé, tout au moins, ont fait ce qu'ils ont pu pour exciter, par leurs paroles et par leurs actes, l'indignation légitime des patriotes. Moins peut-être que celui des contrées du Nord, de l'Alsace ou de la Vendée, puisqu'il était plus éloigné des frontières, le clergé de Paris a directement conspiré avec les ennemis de la patrie et connivé à leurs attaques; mais nous retrouvons ici, comme ailleurs, les refus des derniers sacrements aux acquéreurs de biens nationaux; nous retrouvons ici, comme ailleurs, les insultes et les sarcasmes prodigués aux « prêcheurs publics » qui se prêtent au simple serment d'obéissance civique; nous trouvons surtout, ici comme ailleurs, les jubilations impies sur les défaites de la France. En vérité, cet abbé Senlisie qui déclare à ses paroissiens que « la nation n'a que ce qu'elle mérite, et que quand on aurait encore plus de défaites, cela n'en irait que mieux; » cette carmélite de Saint-Denis, la mère de Chamboran, qui écrit, dans la joie de son cœur : « Les nouvelles sont si bonnes que je ne veux pas vous les lessé ignorer plus longtemps. Le prince de Cobourt vient de battre à Exce-la-Chapelle... les Français... il y a eu au moins quinze mille hommes de tué, » traduits en justice, ne sont pas des martyrs de la religion, mais de détestables patriotes qu'en un temps de fièvre intense on se crut le droit de traiter comme coupables de haute trahison. Quand le brocanteur Mauclair termine une lettre officielle par le cri de : « Vive le Roy! », quand Claire de Nantial réclame « sa sainte religion, le pape et son roi Louis XVII, » quand l'officier municipal d'Ernée, Joseph Nicolais, rétracte son serment d'attachement à la République et déclare « reconnaître le Roy, » je me demande à quel titre M. l'abbé Delarc fait figurer tous ces personnages (et bien d'autres) parmi les victimes *religieuses* au lieu d'y reconnaître simplement des contre-révolutionnaires. Sans approuver le moins du monde qu'on les ait conduits à la guillotine, on ne peut pourtant pas leur décerner la couronne du martyre! Nous trouvons aussi que l'auteur est bien dur pour les évêques constitutionnels qui, groupés autour de l'abbé Grégoire, furent des premiers à vouloir faire revivre le sentiment religieux au sortir de la Terreur; il y a là des sarcasmes bien déplacés et qui manifestent un état d'esprit peu chrétien. On verra d'ailleurs, par les statistiques de M. Delarc, que l'Eglise constitutionnelle eut à Paris une vitalité, tout au moins ini-

tiale, qu'elle n'atteignit nulle part ailleurs en France; si 453 membres du clergé de la capitale refusèrent le serment, 628 ecclésiastiques le prêtèrent, et même en défalquant avec l'auteur bon nombre de moines et de prêtres « inconnus au diocèse, » il reste toujours acquis que la moitié du clergé parisien se rallia d'abord au schisme. Nous ne nous arrêterons pas à signaler certaines répétitions assez fréquentes et d'assez nombreuses fautes d'impression, relevées à la lecture, ni à discuter quelques détails qui nous semblent plus ou moins apocryphes¹; nous préférons répéter, une fois de plus, que le livre de M. l'abbé Delarc est un ouvrage de valeur, où les historiens de la Révolution à Paris trouveront beaucoup à apprendre et que des hommes d'opinions très opposées ne consulteront pas sans fruit.

Nous pouvons passer rapidement sur le cinquième et dernier volume du *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur* de M. Edmond Biré². L'auteur est un homme d'esprit, passablement réactionnaire, comme il l'a prouvé par ses volumes bien connus sur Victor Hugo; c'est aussi un fureteur heureux qui a réuni dans ses cartons bien des *curiosités* révolutionnaires, mais on se demande vraiment pour quel public il prétend écrire ce pastiche historique. Il ne peut s'imaginer qu'on considérera jamais comme un document historique cette fiction romanesque, absolument invraisemblable, bien qu'il y ajoute des notes nombreuses et qu'à la fin de la plupart des chapitres nous retrouvons des études critiques ou des *excursus* érudits tirés de Mercier, Garat, de M. M. Wallon, Victor Pierre, etc. Je lui demanderais volontiers à lui-même si ce bourgeois de Paris qui est partout, qui voit tout, qui lit tout, qui apprend tout, ce parle si disert *de omni re scibili*, est vraiment, à ses yeux, un personnage vivant ou simplement possible. C'est aussi faux dans son genre que le *Voyage du jeune Anacharsis* de l'abbé Barthélemy ou *Rome au siècle d'Auguste* de M. Dézobry, quoique plus amusant peut-être³. C'est faux pour le détail⁴, c'est faux encore pour le ton géné-

1. Ainsi, l'épisode de la confession de Danton (III, p. 158) reste un pur roman pour nous, jusqu'à preuve du contraire.

2. *Journal d'un bourgeois de Paris pendant la Terreur*, t. V. Paris, Perrin et C^{ie}, 1897, 460 p. in-18.

3. En effet, ce n'est pas « ennuyeux, » comme le disait la *Revue* d'un précédent volume (1884, III, p. 228), mais plutôt agaçant.

4. Ainsi, le « bourgeois » si lettré n'aurait pas dû écrire, par exemple : « Le tomawack du cannibale n'abat pas la tête des femmes, » car il savait parfaitement qu'au Canada des centaines de femmes et d'enfants avaient été scalpés par les Indiens durant les dernières guerres.

ral de l'ouvrage¹, qu'un « bourgeois de Paris » n'eût jamais rédigé de la sorte à ce moment, n'eût jamais rédigé d'aucune façon pendant la Terreur, alors que cet autre bourgeois de Paris plus authentique, Siéyès, se tapissait dans son coin, trop heureux de pouvoir vivre, et ne songeant certes pas à faire montre de l'éloquence apprise au cours de La Harpe, ni à citer Racine, saint Paul, Homère, Pindare et Virgile, ni surtout à prophétiser « la mort de la Terreur » dès le 43 thermidor au matin !

M. le comte FLEURY, en nous racontant la vie de Carrier et son activité dictatoriale à Nantes², a choisi un des épisodes les plus émouvants et les plus repoussants à la fois de l'histoire révolutionnaire en province. Carrier est, avec Joseph Lebon, Fouquier-Tinville, Fouché, Collot d'Herbois, un de ces personnages sacrifiés d'avance, que les plus intrépides théoriciens du « bloc » terroriste n'osent plus protéger par des considérations générales et qu'on excuse tout au plus en les appelant des « monstres, » dont il faut rechercher la tare héréditaire ou pathologique. Faire rentrer ces monstres dans le cadre général, montrer que les actes les plus extravagants et les plus odieux peuvent s'expliquer d'une façon naturelle, n'est pas, assurément, une tâche inutile, encore qu'elle puisse paraître répugnante à plusieurs. L'auteur de notre volume l'a entreprise, non pas pour réhabiliter l'ex-procureur royal d'Aurillac, devenu le bourreau de Nantes, mais pour retrancher de sa biographie, déjà suffisamment sanglante, quelques exagérations notoires et pour distribuer plus équitablement une partie des terribles responsabilités encourues durant cette mission sur d'autres coupables, trop oubliés de nos jours, pour examiner si « l'enchaînement de ses actes et la progression apportée aux manifestations de ses fureurs ne dénote pas un encouragement patent ou tacite venu de plus haut. » L'auteur nous semble s'être donné, sur ce dernier point, une peine assez inutile ; il est certain qu'on savait au Comité de salut public, tout au moins en gros, ce que faisait Carrier à Nantes et qu'on ne jugeait pas à propos d'interrompre sa sinistre besogne. Mais, d'autre part, il n'est pas nécessaire d'admettre qu'il ait été « poussé » par ses collègues de Paris. La psychologie de Carrier est relativement des plus simples ; c'est un impulsif que cet Auvergnat, fils de paysan, resté

1. Quelle invraisemblance dans les longues considérations sur Robespierre, écrites en *mai* 1794 ou le 28 messidor !

2. *Les grands terroristes. Carrier à Nantes, 1793-1794*, par le comte Fleury. Paris, Plon, Nourrit et C^{ie}, 1897, 523 p. in-8°.

pauvre bien que nourri dans la chicane, paraissant à la Convention rempli de haines probablement sincères, et arrivant, un an plus tard, proconsul irresponsable, dans une cité populeuse surexcitée, elle aussi, par le voisinage permanent de la guerre civile, entre la victoire de Cholet et la déroute de Laval. Pour écraser les adversaires du dedans et du dehors, il réorganise le tribunal révolutionnaire sous Phélices-Tronjolly, la commission militaire sous Lenoir, la compagnie des *Marats*, le comité de surveillance, où siègent Bachelier, Chaux et Goullin. Le 46 novembre 1793 a lieu la première noyade de prêtres; bientôt les Nantais voient monter sur l'échafaud des enfants de treize et de quatorze ans; puis ce sont les fusillades en masses aux carrières de Gigant. C'est la peste qui se répand, c'est la famine qui sévit, c'est la terreur vendéenne au dehors, c'est l'encombrement des prisons par les « brigands » qui achèvent le déséquilibre intellectuel et moral du conventionnel en mission et l'entraînent à tout détruire autour de lui. C'est surtout aussi la peur qui agit sur lui et c'est là ce que M. Fleury aurait pu accentuer davantage. Savary raconte quelque part qu'un jour Carrier lui avait à peu près promis de libérer les prisonniers de l'Entrepôt; mais quand il lui demanda, pour faire vider les lieux, un ordre par écrit, le proconsul se serait écrié plein d'effroi : « Je ne veux pas me faire guillotiner ! » On fait mourir les autres pour ne pas mourir soi-même, et, bien plus que la soif du sang, c'est la lâcheté qui est au fond de toutes les crises terroristes de l'histoire. Quant au nombre exact des victimes de toutes les catégories, qui le saura jamais ? Carrier lui-même concédait que deux mille huit cents coupables étaient « descendus dans la baignoire nationale; » notre auteur estime que le chiffre *possible* de ceux qui périrent peut approcher de quatre mille neuf cents, mais il se hâte d'ajouter que « la preuve » n'en est pas faisable; c'est rester bien en deçà des chiffres fantastiques de la légende, souvent répétés jusqu'à ce jour. On peut reléguer aussi désormais dans le domaine de la légende les récits affreux des noyades spéciales d'enfants et ceux des *mariages républicains* dont on peut suivre désormais la naissance et les développements successifs. Sans doute, il y eut beaucoup d'enfants qui furent noyés avec leurs mères; il y en eut bien davantage qui périrent de misère et de faim dans leurs infectes prisons, mais il n'y eut pas, même de la part de Carrier, d'ordre donné ni obéi, qui en aurait fait engloutir à la fois plus de six cents dans les flots de la Loire. Il y a eu d'innombrables noyades d'hommes et de femmes, et parfois on liait ensemble plusieurs victimes pour les empêcher de se débattre contre

les assassins; mais aucun des témoins nominatifs au procès des Nantais et à celui de Carrier lui-même n'a déposé qu'il avait vu ces mariages républicains « qui se faisaient en attachant un jeune homme à une jeune fille; on les laissait pendant une demi-heure dans cette attitude, puis on leur donnait des coups de sabre et on les précipitait dans la rivière. » C'est en effet le texte de la déposition du coiffeur Fourrier; mais il ne fait que répéter ce dont il a entendu parler. Un autre témoin, Perdreau, s'est borné à raconter à l'officier de santé Thomas, dans un moment d'ivresse, qu'il attachait les victimes deux à deux au moment de les jeter dans la Loire, pour les empêcher de se sauver. Un autre témoin, complice des noyades, affirme, il est vrai, qu'on liait ensemble certaines victimes, mais il ajoute que c'étaient des personnes du même sexe. En serrant les faits de plus près, la cynique légende, née après la réaction de thermidor, semble ainsi s'évanouir et, basée peut-être sur certaines brutalités individuelles, qui peuvent n'avoir été que trop réelles, elle perd, de l'avis de M. le comte Fleury, tout cachet d'authenticité, du moment qu'on veut en faire un procédé de meurtre habituel, officiellement mis en usage. Il en est probablement de même pour plus d'une d'entre les accusations, virulentes autant que vagues, lancées, après la chute de Robespierre, contre le consul de Nantes et ses complices, à propos de leur « luxe asiatique » et de leurs débauches, qui auraient « fait pâlir les plus tristes souvenirs de la Régence. » On l'accuse couramment d'avoir abusé de nombreuses prisonnières, choisies parmi les plus belles et les plus distinguées, en ne leur laissant que le choix entre la mort et le déshonneur; d'avoir célébré d'ignobles orgies, sur les gabarres mêmes des noyades, et d'avoir souvent envoyé le lendemain à l'échafaud ou à la rivière celles-là même auxquelles il avait ainsi rendu le triste droit de vivre. Mais les preuves font défaut; déjà, lors du procès, le témoignage de Phélices-Tronjolly, ennemi juré de Carrier à ce moment, ne lui connaît que trois victimes de cette catégorie et notre auteur ne désigne nommément que deux maîtresses du représentant en mission, que d'ailleurs il n'a nullement tenté de noyer dans la Loire. Il est vrai que l'historien nous déclare qu'il n'a pas le courage de séparer sur ce point les innombrables légendes de ce qui peut être la vérité. On pourrait relever dans notre récit plus d'un point discutable, à notre avis. Mais, considéré dans son ensemble, le travail de M. le comte Fleury marque assurément un effort consciencieux et suivi de succès pour percer jusqu'à la vérité historique sur un sujet naturellement obscur et de plus obscurci par des passions également violentes, mais abso-

lument contradictoires; si, tout en luttant contre la légende, il est encore envahi parfois par elle¹, on ne lui saura pas moins gré de tout ce qu'il a fait pour élucider les faits, pour rétablir les responsabilités et porter la lumière dans l'imbroglio de ces saturnales horribles qui resteront le cauchemar de la Terreur².

Nous sommes bien en retard avec M. Arthur CHUQUET, car tout le monde, le public sérieux et les autres, a lu, depuis longtemps déjà, la *Jeunesse de Napoléon*³. Après avoir mené à bonne fin la belle série des onze premiers volumes des *Guerres de la Révolution* et nous avoir fait connaître, d'une façon si concise et si vivante, Dumouriez, Custine, Jourdan, Pichegru, Hoche et tant d'autres combattants dans les plaines de Belgique ou sur les bords du Rhin, le savant professeur au Collège de France devait nécessairement aboutir aux campagnes d'Italie et rencontrer alors sur son chemin cette figure de Bonaparte qui, sur le versant des Alpes, domine, et de haut, toutes les autres. On voit, par les dimensions de ce premier tome, que M. Chuquet entend la dessiner largement et sans marchander la place. Personne ne s'avisera de s'en plaindre, en constatant le résultat fructueux des « glanes » entreprises par l'auteur dans les archives publiques et les collections particulières sur les premiers épisodes d'un sujet aussi souvent traité depuis bientôt un siècle, — car, il y a cent ans, on écrivait déjà l'histoire de Bonaparte, — et qu'on pouvait croire épuisé dorénavant, après les récents travaux du général Iung, le volume du baron Joseph Du Teil et les publications de M. Masson. Dans *Napoléon à Brienne* qui ouvre la nouvelle série des *Guerres de la Révolution*, nous retrouvons, comme dans ses aînés, le style

1. Ainsi, p. 129, il établit lui-même que le bourreau de Nantes est mort dix-sept jours après l'exécution de M^{lles} de la Métayrie, et p. 15 il écrit : « On se rappelle qu'il est mort de chagrin le lendemain. » Légende aussi, bien sûr, que ce M. d'Héron portant dans ses poches les parties sexuelles des brigands massacrés, « qu'il offrait aux regards des femmes » (p. 455). Il faudrait, pour croire cela, des preuves, l'indication d'un dossier et non une simple affirmation sans renvoi aux sources. Comment encore l'auteur peut-il croire qu'Amar, qu'il appelle pourtant « un épicurien gourmand, » ait pu dire après les noyades : « Tant mieux, nous mangerons les saumons plus gras? » Comment peut-il admettre un instant, sur la foi de Mercier du Rocher, que l'armée de Mayence a voulu se mettre à la solde des royalistes?

2. Nous ne comprenons pas très bien que l'auteur ait pu mettre aussi largement à profit pour ses derniers chapitres des compilations aussi dénuées de valeur scientifique que les *Mémoires des Sanson*. Une inadvertance momentanée lui fait dire que les journaux (en 1794!) parlèrent de distributions de vivres à faire aux citoyens, « comme aux naufragés de la Méduse » (p. 250).

3. Arthur Chuquet, *la Jeunesse de Napoléon. Brienne*. Paris, Armand Colin, 1897, VII-494 p. gr. in-8°, portrait.

simple et précis, ennemi de toute phrase, qui est le vrai style historique, la richesse d'informations, l'ordonnance nette et lucide du récit, le jugement toujours pondéré que nous avons plaisir à signaler dans chaque volume de M. Chuquet. Chaque chose y est à sa place et l'on peut être à peu près sûr d'y rencontrer toujours ce qu'on désirerait y trouver. La description du sol natal, le tableau de la famille Bonaparte et de son entourage remplissent les premiers chapitres du livre. Puis, à partir du départ pour le continent (décembre 1778), nous suivons le jeune Napoléon au collège d'Autun, à l'école de Brienne, puis à l'école militaire de Paris, apprenant à connaître par le menu ses maîtres et ses camarades, les règlements auxquels était soumis le futur vainqueur d'Arcole, les études et les distractions auxquelles il se livrait. Un dernier chapitre enfin nous montre le nouveau lieutenant en second en garnison à Valence, depuis le mois d'octobre 1785, son séjour à l'École d'artillerie d'Auxonne, les collègues qu'il rencontra dans ces premières étapes de la vie militaire pratique, ses idées et ses rêves jusqu'au moment de son départ pour la Corse en septembre 1789. M. Chuquet, durant tout le cours de son récit, a fait le double métier d'historien et de critique, écartant d'une part nombre d'anecdotes douteuses que la légende napoléonienne transmettait pieusement d'une génération à l'autre, sans qu'elles en devinssent plus authentiques, et d'autre part il a su ajouter de très nombreux et très topiques détails à ce que nous savions déjà sur le régime auquel fut soumis l'élève de Brienne et de Paris et sur les nombreuses personnes qui se trouvèrent en ce moment en contact avec lui. Quelques-uns ont paru trouver que, sous ce rapport, l'auteur nous avait fait trop large mesure et que, sur les deux cent quarante notices jointes au récit, un certain nombre auraient pu ne pas être écrites. Nous aurions peut-être été de cet avis s'il s'agissait d'un autre que de Napoléon, sur le compte duquel tout intéresse aujourd'hui; encore cette documentation si prodigieusement riche des alentours de son sujet ne dérange-t-elle en somme personne, et puisque M. Chuquet a eu la patience de dépouiller tant de dossiers d'archives et d'états de service, il faut le remercier au contraire de nous avoir fait profiter de son labeur. Ceux-là même qui ne les parcourraient pas en entier en retireront en tout cas une impression plus nette et plus profonde de la carrière extraordinaire du petit lieutenant corse qui, laissant, presque du jour au lendemain, loin derrière lui ses camarades d'école, s'élève à la hauteur vertigineuse où le verra l'Europe, en moins de dix ans.

C'est au XVIII^e siècle à la fois et aux années de l'Empire qu'appar-

tient la vive et spirituelle étude de M. Louis BERTRAND sur *la Fin du classicisme et le retour à l'antique en France*¹. L'auteur nous y expose ses vues très arrêtées sur le mouvement de retour vers l'antiquité, qui se produisit chez nous, — et un peu partout en Europe, — dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, se prolonge jusque vers les années de la Restauration, et qui devait échouer, selon lui, parce que les Français d'alors furent trop personnels, trop exclusivement français et « n'arrivèrent pas à sortir de soi pour recréer en eux l'âme de la civilisation antique. » Si cependant il y a réellement une affinité secrète entre le génie antique et le génie de notre race, pourquoi *ceci* a-t-il empêché *cela*? Malgré cette objection primordiale, on suivra avec un intérêt soutenu M. Bertrand à travers la série des chapitres très fouillés qui nous retracent la renaissance de l'Idée païenne, favorisée par les travaux de l'érudition et par le théâtre, qui nous parlent des poètes, des compositeurs, comme Gluck, et des artistes de l'école de David. Il parle des écrivains de ces temps avec une sympathie généralement médiocre et le plus souvent avec un superbe dédain. Nous lui abandonnerons volontiers ceux qu'il appelle « les petits poètes, » Saint-Lambert, Roucher, Delille, Ducis, et tant d'autres, mais nous lui pardonnons plus difficilement de voir dans André Chénier « plus un dilettante qu'un poète » auquel « le don de l'invention a manqué, » dont certaines élégies, tant vantées, ne sont qu'un « pot-pourri de souvenirs classiques » et qui mérite, — suprême injure! — d'être comparé à Sainte-Beuve². Il est vrai que si le chantre de *Myrto la jeune Tarentine* et de l'*Ode à Charlotte Corday* est si durement jugé, les autres écoles poétiques plus modernes ne sont guère mieux traitées, sauf les *symbolistes* que « la malveillance inintelligente » seule refuse d'admirer et qu'il faut laisser essayer leur instrument nouveau, sans bien savoir encore quels chants ils nous apporteront demain. Nous préférons, pour notre part, croire à l'impuissance personnelle de chaque poète médiocre de ce temps et du nôtre, plutôt qu'à la fatalité de certaines théories qui tueraient même les vrais poètes. Si vraiment le XVIII^e siècle a complètement perdu le sentiment de la poésie, on peut répondre d'abord, avec M. Bertrand lui-même, — si l'on ne craint pas d'être injuste et cruel, — que « la race ne l'avait jamais possédé à un bien

1. *La Fin du classicisme et le retour à l'antique dans la seconde moitié du XVII^e siècle et les premières années du XIX^e en France*, par Louis Bertrand, professeur au lycée d'Alger. Paris, Hachette, 1897, xvi-425 p. in-18.

2. Qui « n'a jamais eu une seule idée vraiment forte et neuve, vraiment riche d'avenir. »

haut degré; » on peut répondre aussi que, même à cette époque, il se retrouve dans plus d'une page de nos écrivains d'élite et que « la révélation de la Beauté » n'a pas été refusée, même alors, aux yeux qui ont su la voir et aux cœurs qui ont battu pour elle. Ce fut une minorité presque imperceptible, je l'accorde; mais l'auteur croit-il vraiment que, de nos jours, le nombre est bien grand de ceux qui s'abreuvent aux sources éternelles?

Les *Dames d'hier et d'aujourd'hui*¹ de M^{lle} BLAZE DE BURY nous présentent, à côté de quelques silhouettes de souveraines vivantes (la reine Marguerite de Savoie, l'impératrice Frédéric, la reine Victoria d'Angleterre), des biographies de princesses et de femmes de lettres d'autrefois. Voici ce que l'auteur en dit lui-même : « Sorties des brouillards de Londres, des bords de la Loire et de la Sprée, Wilhelmine, Rahel, Arabelle et Renée sont quatre fleurs de souffrances qu'une commune sensibilité nerveuse et une émotivité intense rapprochent et confondent à travers les âges. Plantes frêles d'espaliers, elles épuiseront leurs ressources à lutter contre l'aigle; c'est à la misère de leur enfance que leur maturité dut ses pires désesparements. » La note constante, — « le sostenuto en mineur, » — de tout le volume, est donc forcément un peu monotone et peut-être M^{lle} de Bury aurait-elle mieux fait de mêler quelques caractères mieux trempés, quelques figures plus souriantes à ses « passiflores » mélancoliques, à Renée de France, duchesse de Ferrare, Arabelle Stuart, la cousine de Jacques I^{er} († 1643), Dorothee Osborne, la correspondante et l'épouse du célèbre diplomate sir William Temple, la margravine Wilhelmine de Baireuth, sœur du grand Frédéric, Rachel Lévin, la belle juive berlinoise, la future M^{me} de Varnhagen, M^{me} Auguste Craven enfin, l'auteur des *Récits d'une sœur*. Écrites d'un style un peu trop raffiné peut-être pour être également admirées par tout le monde, ces esquisses seront mieux appréciées par des lecteurs ayant déjà tiré d'ailleurs des notions plus précises sur les héroïnes de M^{lle} de Bury. A vrai dire, ce ne sont pas toujours des biographies bien complètes, et l'auteur a parfois oublié de nous raconter ce qui fait l'originalité principale de telle d'entre elles. Ainsi pour cette Rachel, qui réussit à imposer la primauté de son salon à la société cultivée de la capitale prussienne. On ne se douterait pas, en lisant notre livre, du milieu juif dont elle sortait et dans lequel elle a vécu, ni que ce fut à quarante ans passés seulement qu'elle se soumit aux formalités du baptême, seul moyen que la législation allemande

1. M^{lle} Blaze de Bury, *Dames d'hier et d'aujourd'hui*. Paris, Perrin et C^{ie}, 1898, x-259 p. in-18.

d'alors lui offrit pour permettre à l'ex-diplomate Varnhagen de l'épouser.

Mentionnons en terminant la troisième édition de l'*Histoire de l'Amérique du Sud* d'Alfred Deberle¹, mise au courant par M. Albert MILHAUD. Écrit en 1876, l'ouvrage avait en effet besoin de plus d'une retouche, et le nouvel éditeur ne les a point épargnées; il a laissé cependant quelques anachronismes dans ce petit manuel², si nécessaire à quiconque veut s'orienter, au moins par à peu près, dans le lamentable fouillis de révolutions et de *pronunciamientos* qui constitue la majeure partie de l'histoire des républiques établies sur les deux versants des Andes. Encore que ces guerres civiles « fassent plus de bruit que de mal, » elles n'en sont pas moins néfastes en ce qu'elles font naître chez beaucoup la conviction, peut-être erronée, que ces vastes territoires, aux énormes richesses économiques, ne resteront tranquilles et ne seront exploités d'une façon satisfaisante pour l'humanité que lorsque les Yankees de l'Amérique du Nord ou telles puissances d'Europe y auront pris le dessus, grâce à leurs émigrants, sur les autochtones ou les premiers conquérants, Indiens, métis ou gens de *sangre d'azul*. Il ne faudrait pas trop se laisser éblouir par les constitutions écrites et les programmes politiques; derrière les « libertés de façade » illimitées en effet, mais d'un usage très intermittent, nous rencontrons presque partout aujourd'hui, dans les républiques sud-américaines, comme il y a cinquante ans déjà, la dictature brutale du sabre, s'appuyant sur des coteries rivales, généralement égoïstes, qu'elles arborent des principes libéraux ou conservateurs, qu'elles se réclament d'Auguste Comte ou de Loyola. Rien que depuis quinze mois seulement, depuis le moment où M. Milhaud signait sa préface, que de révolutions nouvelles dans l'Amérique du Sud et dans l'Amérique centrale, qui ne laissent pas de donner un démenti cruel à ses appréciations singulièrement optimistes!

Rod. REUSS.

MM. LANGLOIS et SEIGNOBOS ont publié en collaboration, sous le titre d'*Introduction aux études historiques* (Hachette), un petit livre qui

1. *Histoire de l'Amérique du Sud depuis la conquête jusqu'à nos jours*, par Alfred Deberle, 3^e éd., revue et mise au courant par Albert Milhaud. Paris, Félix Alcan, 1897, xix-416 p. in-18.

2. C'est ainsi qu'on peut lire, p. 252, « qu'il est temps que l'Amérique républicaine fasse entendre sa protestation contre le Brésil monarchique, » alors que, p. 382, l'on nous raconte tout au long le *pronunciamiento* qui coûta le trône au vieux Dom Pedro II.

n'est pas seulement un excellent traité de critique et de méthode à recommander aux jeunes gens désireux de se préparer au métier d'historien, mais qui suggérera aussi d'utiles réflexions aux historiens déjà experts dans leur métier ou qui croient l'être. Comme le font remarquer les auteurs, il n'existe que peu de bons livres de critique historique, et l'ouvrage de Bernheim, *Lehrbuch der historischen Methode*, a été, à vrai dire, à peu près le seul jusqu'à celui de MM. Langlois et Seignobos qui soit vraiment instructif. On pourrait en conclure que des traités de critique historique ne sont pas très nécessaires, car le nombre des érudits qui sont arrivés, par la pratique seule, à pratiquer une excellente méthode est, en somme, assez grand. La lecture des dissertations de Quicherat, de Delisle ou de Julien Havet est, à elle seule, un cours de critique historique. Toutefois, je ne pense pas que MM. Langlois et Seignobos aient fait une œuvre vaine. Leur ouvrage a plusieurs avantages sur ceux de leurs prédécesseurs, en dépit de sa brièveté relative. L'excellente ordonnance des matières, la manière vraiment philosophique et pourtant très pratique et concrète dont le sujet est traité, l'absence de toute terminologie abstruse et de catégories abstraites, le choix discret et intéressant des exemples, enfin jusqu'au ton d'irrévérence narquoise avec lequel sont jugés tous les historiens, même les plus révérends, et d'assurance un peu tranchante avec lequel les vrais principes de critique nous sont présentés comme s'ils étaient découverts pour la première fois, tout cela rend le livre de MM. Langlois et Seignobos non seulement lisible, ce qui serait déjà un mérite, mais très attachant et même amusant. On ne reprochera pas aux auteurs d'avoir cherché à attirer les jeunes gens vers les études historiques en leur représentant le métier d'historien comme agréable et facile. Ils en ont, avec raison, fait ressortir toutes les difficultés, et les caractères un peu timides, en voyant à quel travail il faut se livrer et de quels scrupules il faut se prémunir pour arriver à acquérir de rares connaissances, toujours entachées d'incertitude, reculeront certainement devant une tâche qu'on leur fait si ardue. Un premier livre, consacré aux connaissances préalables, expose à quels labeurs on doit se livrer pour trouver les documents et de combien de sciences auxiliaires il faut être maître pour les étudier avec compétence. Le livre II s'occupe de l'analyse des documents, tant au point de vue de la valeur des textes (établissement des textes, provenance des documents, classement critique des sources) qu'au point de vue des faits rapportés par les textes (interprétation des textes, sincérité et exactitude des témoignages, détermination des faits). Le troisième livre, qui est peut-être le plus ori-

ginal de l'ouvrage, traite des conditions générales de la construction historique, du groupement des faits, des précautions infinies qu'il faut prendre pour coordonner les faits par le raisonnement, pour conclure de faits constatés à l'existence d'autres faits qui ne le sont pas, et enfin pour choisir les faits importants pour établir des généralisations et tracer des tableaux d'ensemble et surtout pour expliquer l'évolution historique. Un dernier chapitre intitulé : Exposition, indique les raisons pour lesquelles, dans l'état actuel de la science, les monographies et les répertoires scientifiques sont à peu près seuls possibles et combien il faut de prudence quand on entreprend d'écrire des livres d'histoire destinés au grand public¹.

Le plan, je l'ai dit, est excellent; tout au plus pourrait-on dire que le chapitre sur la critique d'interprétation serait mieux placé après celui sur la critique de sincérité et d'exactitude. Par sa nature même, le livre ne comporte pas une analyse ni une critique détaillée. Il nous suffira de dire que sur presque tous les points traités les auteurs sont arrivés à une précision d'analyse qui l'emporte de beaucoup sur ce qui a été dit par leurs devanciers et qu'ils ont, en outre, le mérite de donner aux travailleurs non seulement des règles de méthode, mais d'excellents conseils pratiques sur les procédés matériels des travaux d'érudition. Les chapitres VII et VIII du livre II, consacrés à la critique de sincérité et d'exactitude et à la détermination des faits, fournissent d'excellents exemples de leur minutieuse analyse des conditions de la connaissance historique. M. Seignobos y a admirablement expliqué combien il est difficile de dégager sur un fait un témoignage certain, les faits du passé n'étant jamais connus directement par l'historien, mais seulement par l'impression qu'ils ont produite sur les témoins, combien il faut établir de nuances dans les notions désignées par les termes : témoin contemporain, oculaire, sincère, bien informé, digne de foi, comment, en réalité, on ne peut porter de jugement général sur aucun témoin, mais seulement des jugements particuliers sur chaque témoignage, comment, enfin, ce n'est que par la comparaison des témoignages qu'on arrive à dégager ce qu'on peut appeler une certitude historique. On trouvera là d'excellentes observations sur les innombrables erreurs dans lesquelles on tombe quand on conclut de l'absence de témoignages à la non existence de certains faits, quand on accepte certains témoignages par cela seul qu'ils sont uniques et qu'aucun autre ne les con-

1. Deux appendices sont consacrés à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur de l'histoire en France.

redit, etc., etc. On trouvera aussi au chapitre iv du livre III de remarquables considérations sur la notion de cause en histoire. Tout l'ouvrage est une mine d'observations précieuses et frappantes nées de la riche expérience de travailleurs attentifs qui sont en même temps des pédagogues. De si bons critiques ne nous pardonneraient pas de ne pas relever quelques fautes dans leur œuvre ; c'est le seul moyen de les assurer que nos éloges nous ont été dictés par une lecture attentive. Page 208, nous lisons qu'on doit écarter de l'histoire la notion de *race*, à cause de son inanité, puis page 235, nous lisons que les races blanche, jaune et noire ont des différences d'aptitude évidentes, aucun peuple noir n'étant civilisé. Je vois bien comment on doit résoudre cette contradiction, car M. Seignobos déclare ici même que la question de race est insoluble, et il aurait pu aussi faire observer qu'on emploie le mot *race* à tort et à travers. Mais, de ce que sa *complexité* rend cette question insoluble, il ne s'en suit pas que la notion de race doive être écartée à cause de son *inanité*. — Page 73, M. Langlois déclare que les passages de la *Vita Karoli* d'Einhard empruntés à Suétone sont sans valeur pour la connaissance de Charlemagne. C'est inexact. La comparaison d'Einhard et de Suétone nous montre avec quelle habileté le chroniqueur franc a employé les mots de Suétone pour faire de Charlemagne un portrait tout à fait original. — Page 75, il est inexact de dire que les généalogies d'écrits hagiographiques faites par Krusch sont d'une solidité parfaite. Les articles de l'abbé Duchesne dans le *Bulletin critique* ont prouvé le contraire. — Dans leur zèle à encourager la défiance à l'égard des témoignages et des documents, les auteurs ont un peu forcé la note. On pourrait s'amuser à montrer que, si presque tous les actes officiels sont menteurs et presque tous les témoignages des historiens sujets à caution, même une monographie comme le Philippe le Hardi de M. Langlois est une entreprise téméraire. Ne lit-on pas, en effet, page 140, que « la *plupart* des actes officiels » ont pour but de tromper le lecteur ? C'est une énorme exagération. — Pages 221-222, deux des exemples cités ici de raisonnements négatifs justes, relatifs à Tacite et à Grégoire de Tours, peuvent être contestés. — Page 124, M. Langlois cite comme un bon exemple d'interprétation de la langue d'un auteur le passage de Fustel de Coulanges sur la culture de la terre chez les Germains. Je crois que ce passage est loin d'être correct, tandis que d'autres analyses du même auteur citées page 123, note 1, sont excellentes. — Nous pourrions aussi reprocher en général aux auteurs une sévérité excessive à l'égard de leurs confrères et devanciers en histoire, surtout à l'égard des auteurs d'histoire générale. Est-il équi-

table de mettre dans le même sac Mommsen, Droysen, Curtius et Lamprecht, ou de mettre au même niveau comme historiens subjectifs Ranke, Fustel, Taine et Augustin Thierry, surtout quand on prend Augustin Thierry comme le type du mauvais historien? La subjectivité de Mommsen, qui n'est pas contestable sur beaucoup de points, ne l'empêche pas d'être un critique très pénétrant. Enfin, je ferai aux auteurs une petite querelle personnelle. Page 78, ils ont dit que mon introduction aux *Études critiques sur les sources de l'histoire de France* « contient des considérations élémentaires sur la critique de provenance. » Cela n'est pas tout à fait exact, car j'ai parlé dans cette introduction de la critique historique en général, critique des faits et critique des sources, puis, laissant de côté la critique des faits, je me suis spécialement occupé de la critique des sources, non seulement au point de vue de la provenance, mais aussi au point de vue de ce que MM. Langlois et Seignobos appellent la critique de sincérité, d'exactitude et d'interprétation. Après avoir indiqué ces diverses parties du travail de critique des sources, je terminais mon introduction par ces paroles sur la *critique historique en général* : « Les travaux d'érudition et de critique rebutent parfois par une apparence de sécheresse et de monotonie ceux qui ne les ont point encore abordés. Aucune étude ne fait pourtant pénétrer plus profondément dans la connaissance des temps passés. Le critique est obligé de vivre avec les historiens dont il analyse les ouvrages; il cherche à surprendre leur vie de tous les instants, leur manière de travailler, les motifs cachés de leurs idées et de leurs paroles. Il assiste à la composition de leurs écrits; il voit les manuscrits déposés sur leur table et les sources qu'ils consultent; il va parfois jusqu'à découvrir quels passages ils ont mal lus, quels autres ils ont mal compris. Et, lorsque le critique étend cette étude à toute une époque, lorsqu'il marque les liens qui unissent entre elles les diverses sources historiques, lorsqu'il découvre comment elles se copient ou s'imitent les unes les autres, comment les mêmes idées, les mêmes sentiments se répètent et se transforment d'âge en âge, n'est-ce pas à l'histoire même de l'esprit humain qu'il travaille? Ne pénètre-t-il pas dans l'âme humaine bien plus profondément que s'il se contentait de raconter les événements de l'histoire politique et militaire? C'est le récit des événements, au contraire, qui est sec et froid, si l'on ignore de quels sentiments ils sont la conséquence et l'expression. Aussi, un véritable historien sera-t-il toujours un critique... »

Personne, je crois, ne peut contester la vérité de ces considérations. Pourtant MM. Langlois et Seignobos en ont (p. 90) détaché une

phrase; ils m'ont fait dire que « *la critique de provenance fait pénétrer plus profondément qu'aucune autre étude dans la connaissance du passé*, » ce qui me classe du coup parmi ces « spécialistes qui vivent dans l'illusion grossière qu'il n'y a rien au delà du nettoyage, du raccommodage et du classement des manuscrits. » Je vois bien que, tout en me citant entre guillemets, ils ont eu l'attention délicate de ne pas mettre de renvoi au bas de la page, de sorte qu'eux et moi avons été sans doute les seuls à savoir que c'était de moi qu'il s'agissait. Mais, comme je parlais ici (et aussi dans mon introduction) de la critique des sources sous tous ses aspects, y compris la critique de leur contenu, c'est-à-dire de la critique historique dans toute son étendue, ils ont commis sans s'en douter cette faute de critique qui consiste à prêter à un auteur une bêtise qu'il n'a pas dite pour le convaincre de faiblesse ou d'étroitesse d'esprit. Cela ne m'empêche pas, du reste, de trouver tout ce chapitre sur l'érudition et les érudits juste et spirituel, encore qu'il ne dénonce pas aussi nettement que je voudrais l'erreur qu'on a commise en France en séparant l'érudition de la science et de l'histoire.

M. G. Goyau a publié récemment deux livres intéressants par les sujets qu'ils traitent, plus intéressants encore par ce qu'ils nous révèlent sur leur auteur et sur les tendances intellectuelles et religieuses dont il est un des représentants. Le premier de ces volumes, intitulé : *Autour du catholicisme social* (Perrin), est un recueil d'articles parus dans la *Quinzaine* et qui, bien qu'ils traitent des sujets les plus variés (*Rome* de Zola, Mgr Manning, Anne de Xaintonge, la fondatrice des Ursulines de Dôle, le saint-simonisme, le catholicisme et le radicalisme en Italie, etc.), sont tous réunis par une même pensée, le désir passionné d'une réorganisation de la société sous la direction de l'Église, réorganisation qui seule, aux yeux de M. Goyau, peut mettre fin aux maux engendrés par le capitalisme et le prolétariat et assurer une meilleure répartition du travail et de la richesse. L'autre volume est le premier d'une large étude sur l'*Allemagne religieuse* (Perrin). C'est par le *protestantisme* que M. Goyau a commencé. Il ouvre cependant son ouvrage par un remarquable tableau de la répartition des confessions en Allemagne; puis il étudie l'évolution du protestantisme contemporain dans les doctrines et dans les faits. Le quatrième chapitre expose les rapports du protestantisme avec le mouvement social et le dernier est un tableau de la vie religieuse dans les églises protestantes. — Bien qu'étranger et voyageant pour la première fois en Allemagne quand il est venu y étudier les Églises contemporaines, bien que catholique d'éducation et de

croiances, et par suite exposé à comprendre difficilement et à juger sans bienveillance les idées et les institutions protestantes, M. Goyau a fait preuve dans cet ouvrage d'une rare impartialité et d'une intelligence extraordinairement pénétrante de choses qui, même pour des protestants, sont difficiles à démêler nettement. Nulle part on ne trouvera une exposition sommaire de l'évolution de la théologie protestante depuis Schleiermacher jusqu'à nos jours aussi claire et aussi juste. Il a, en particulier, analysé avec beaucoup de finesse la théologie de Ritschl, qui repose sur une série d'équivoques plus ou moins conscientes, tout en rendant hommage à l'incontestable piété de Ritschl lui-même. Il a également fait de main de maître l'histoire du mouvement chrétien social dans le protestantisme, et il a tracé des portraits bien vivants de Wichern, Huber, Stœcker, Gœhre. Il a étudié avec une sympathie clairvoyante les œuvres charitables des communautés protestantes et très bien montré comment le mouvement de piété active qui a son centre dans la Mission intérieure agit en dehors de l'Église officielle et parfois en opposition avec elle. Le seul point sur lequel M. Goyau me paraît s'être mépris, c'est dans l'accusation qu'il porte contre Luther et sa doctrine d'avoir tari la source des bonnes œuvres par la doctrine de la justification par la foi. Les bonnes œuvres sont considérées dans le protestantisme comme le fruit naturel et nécessaire de la foi; Luther a fait entendre les plus éloquentes lamentations sur la ruine des institutions charitables à la suite des troubles religieux et des appels chaleureux à la création d'hôpitaux et d'écoles. Ce qui a pendant longtemps desséché et stérilisé le protestantisme allemand, c'est son union avec l'État, sa dépendance servile vis-à-vis de l'État, le caractère administratif de ses prêtres et de ses Églises, caractère qui s'est perpétué jusqu'à nos jours et s'est manifesté aussi bien par la fusion des Églises calviniste et luthérienne et par l'établissement de la liturgie de l'*Agende* de 1829 que par la réforme de cette Agende en 1852. M. Goyau a décrit et jugé avec une parfaite équité ces conditions si spéciales des Églises prussiennes et analysé avec finesse les conflits et les contradictions qui existent entre les formes et les dogmes obligatoires d'une Église d'État et la liberté illimitée des opinions théologiques dans les Universités où se recrutent les pasteurs. Si complète que soit l'impartialité de M. Goyau, sa préface nous indique bien clairement qu'il existe au fond de sa pensée une idée apologétique et que les « variations, » les incertitudes de l'Église protestante lui paraissent, comme à Bossuet, une preuve qu'elle n'est pas la véritable Église chrétienne et qu'elle est prédestinée à la ruine, ses adeptes étant condamnés à pas-

ser à la libre pensée ou à chercher refuge dans le catholicisme. Nous n'avons pas à discuter ici ce que sera l'avenir des Églises protestantes, mais tout ce qu'on dit sur les variations et les diversités d'opinions au sein du protestantisme pourrait être dit de l'Église catholique si l'on veut y regarder de près. Il y a un plus grand abîme entre le catholicisme de tel ou tel professeur des Universités allemandes et celui de tel ou tel prêtre de Bretagne ou de Sicile, entre celui des prêtres en général et celui des humbles laïques ignorants qu'entre la théologie de Ritschl et celle de Hengstenberg. Au fond, pour tous les hommes intelligents, catholiques ou protestants, la religion repose aujourd'hui sur l'agnosticisme¹. La différence entre le protestantisme et le catholicisme, c'est que le protestantisme cherche avec passion et angoisse à mettre la pensée humaine d'accord avec la foi religieuse, qu'il a besoin, non seulement de vérité, mais aussi de sincérité, tandis que le catholicisme renonce, extérieurement du moins, à tout examen, impose des formules qu'on accepte avec une obéissance indifférente; si bien que son immense et à bien des égards admirable action sociale et morale n'est pas accompagnée d'une action intellectuelle simultanée. En subordonnant la vérité à l'autorité, elle engendre dans son sein des insincérités qui, pour être moins visibles, n'en sont pas moins bien autrement graves et redoutables que toutes les équivoques de l'école de Ritschl².

G. MONOD.

1. La conférence de M. Brunetière à Besançon, où il a exposé les motifs de sa conversion au catholicisme, est très instructive. Son catholicisme repose d'abord sur un motif tout politique (le patriotisme selon la formule de Drumont et de G. Thiébaud, chose étrange chez le critique qui a si éloquemment déploré le mal irréparable causé à la France par la Révocation de l'Édit de Nantes et la persécution du jansénisme), puis sur une renonciation entière à la recherche de la vérité métaphysique, sur le besoin d'autorité.

2. Je causais avec un prêtre intelligent et pieux de la dévotion de saint Antoine de Padoue. Il m'en parlait en souriant et avouait que ces marchés avec le ciel sont fort immoraux; mais il ajouta : « Qu'importe, si mes pauvres y gagnent ! » Toute la différence du catholicisme au protestantisme est là.

ALLEMAGNE ET AUTRICHE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'HISTOIRE ROMAINE, 1894-1895.

Il n'a pas paru, dans la période de temps qui nous occupe, d'ouvrage scientifique de quelque importance présentant un tableau d'ensemble de l'histoire romaine. Mais nous devons mentionner brièvement l'Introduction à l'étude de l'histoire ancienne¹ de C. WACHSMUTH, qui a été généralement accueillie par de vifs éloges. L'ouvrage porte l'empreinte d'un esprit chercheur et indépendant; sous une forme claire et concise, l'auteur nous expose son opinion, formée par de longues années d'études approfondies, sur la valeur de la tradition historique. Nous ne le chicanerons pas sur la disposition de l'ouvrage, qui ne répond pas toujours tout à fait à son but; nous ne lui reprocherons pas davantage de s'être trop complaisamment étendu sur certaines questions de détail, tandis qu'il en écourtait d'autres, nous laissant ainsi voir clairement celles auxquelles il s'intéresse particulièrement. Réjouissons-nous seulement que cette tentative de soumettre les sources de l'historiographie antique à un examen approfondi ait été faite par quelqu'un de compétent et que la question soit traitée au point de vue de l'histoire universelle. C'est là un mérite de l'ouvrage que nous reconnaitrons volontiers, quoiqu'il nous eût semblé désirable d'y trouver un exposé plus détaillé des témoignages que nous possédons sur le développement du peuple et de l'empire romains. Les jugements portés sur Tite-Live, Appien, Velleius, sur les auteurs de chroniques et d'annales, sur Polybe, Saluste, César, Tacite et Ammien sont excellents, mais supposent des lecteurs très familiarisés avec les écrits de ces auteurs et avec les études que leurs ouvrages ont provoquées. Pour l'époque impériale en particulier, l'importance des renseignements fournis par les monuments, surtout les inscriptions, pas plus que les sources du droit, ne me paraît être soulignée comme il faut; il est superflu de démontrer ici combien nos connaissances sur l'antiquité seraient précaires si elles n'avaient d'autre base que les récits des historiens au sens étroit du mot. L'« Histoire universelle dans l'antiquité, » de BÜEDINGER², ne nous satisfait qu'à demi; il traite son sujet bien

1. *Einleitung in das Studium der alten Geschichte*. Leipzig, Hirzel, 1895.

2. *Die Universalhistorie im Alterthum*. Wien, Gerold, 1895.

sommairement. Ses esquisses sur les débuts de l'historiographie romaine et sur Tacite ont de la valeur, mais on regrette que l'auteur n'ait pas fait de recherches plus approfondies et ne prenne pas position à l'égard des nombreux problèmes qui se présentent. Il faut tenir le plus grand compte de l'avis que POEHLMANN¹ adresse aux érudits qui s'occupent de l'antiquité. Il demande que l'on considère sans cesse les problèmes de haut et dans leurs rapports avec l'histoire générale, qu'au lieu de suivre une méthode purement descriptive, on accorde plus d'importance à l'organisation de la société, au développement juridique et économique. Dans plusieurs ouvrages bien connus, l'auteur a montré combien lui-même prend à cœur cette tâche de l'historien, et le recueil de ses articles, sur lequel j'attire ici l'attention, en fournit une nouvelle preuve.

ROYAUTÉ. — Mentionnons en première ligne l'ouvrage du célèbre jurisconsulte JHERING² : « Histoire primitive des peuples indo-européens, » dont M. A. Foucher a déjà rendu compte dans cette *Revue* (LX, 148). L'auteur entreprend d'expliquer les origines de la civilisation romaine; le tour ingénieux et piquant du style, l'originalité des idées, l'éclat des descriptions pourront au premier abord tromper le lecteur sur la valeur historique des faits; après un examen approfondi, je doute qu'il soit d'accord avec l'auteur pour attribuer aux peuples sémitiques et à leur civilisation rattachée à Babylone une influence aussi profonde et décisive sur le développement des Ariens. Un intéressant opuscule de A. SCHNEIDER³ nous amène aux temps les plus reculés de Rome; l'auteur y fait une description détaillée de la ligne de forteresses du Septimontium et de la ville primitive du Palatin, et il essaie de prouver que l'arc de Janus est une ancienne porte de ville fortifiée contre les Étrusques. La critique de la liste des rois d'Albe-la-Longue conduit TRIEBER⁴ au même résultat que Scaliger, qui avait relevé autrefois des étourderies et de grossières erreurs dans Eusèbe. KÖRTE⁵ présente sous de nouvelles faces un problème très discuté. S'appuyant sur la peinture murale bien connue de Vulci, il soutient, en opposition avec Gardthausen, que les Tarquins étaient de race romaine, ainsi que Niebuhr et Schwegler l'avaient déjà pré-

1. Aus Alterthum und Gegenwart. München, C. H. Beck, 1895, p. 34 : *Zur Methodik der Geschichte des Alterthums*.

2. *Vorgeschichte der Indoeuropäer*. Leipzig, Duncker et Humblot, Breitkopf et Haertel, 1894.

3. *Aus Roms Frühzeit*. Mittheilungen des arch. Inst. (Röm. Abt.), X, 160.

4. *Zur Kritik des Eusebius*. Hermes, XXIX, 124.

5. *Römische Königsgeschichte in etruskischer Uebersetzung*. Verhandlungen der Kölner Philologenversammlung. Leipzig, Teubner, p. 161.

tendu; que Tarquin l'Ancien avait été vaincu par un condottiere étrusque qui, après avoir dominé Rome pendant un court espace de temps, avait dû se retirer devant un membre de la famille royale, Tarquin le Jeune. C'est une hypothèse nouvelle à ajouter à toutes celles qui ont déjà été émises sur l'étendue et l'influence de la domination étrusque à Rome. E. HOFFMANN¹ combat l'opinion généralement admise d'après laquelle la sibylle de Cumes et la sibylle d'Erythrée seraient identiques, et il démontre, par une argumentation ingénieuse, que l'introduction de certains cultes, réclamée par les livres sibyllins, se rapportait seulement à des divinités honorées depuis longtemps par des patriciens et des plébéiens, mais dont le culte n'était pas encore reconnu par l'État. Il est à remarquer que le livre de la sibylle n'exigeait pas formellement que l'on allât consulter l'Esculape d'Épidaure ni la Mère des dieux de Pessinonte; c'est seulement l'oracle de Delphes qui donna une interprétation de ce genre à des formules vagues. Pour s'orienter dans ces questions difficiles et mystérieuses, on lira avec fruit une conférence de K. SCHULTHESS², qui reproduit, sous une forme aisée, les études fondamentales de Diels. Mais avant tout il faut attirer ici l'attention sur l'« Histoire de l'antiquité » d'Ed. MEYER³; c'est un ouvrage riche en renseignements précieux et dans lequel l'histoire primitive de l'Italie et de Rome est envisagée à des points de vue tout nouveaux. Se plaçant au point de vue de l'histoire universelle, l'auteur étudie la colonisation de l'Italie et les débuts de son histoire; il esquisse avec finesse le développement de la plus ancienne civilisation indigène et expose avec autant de clarté que possible le passage mal connu de cet état primitif à des formes politiques supérieures. Un des problèmes historiques les plus difficiles, l'étendue et l'anéantissement de la domination étrusque, est éclairé par lui d'un jour en partie nouveau.

RÉPUBLIQUE. — FRUIN⁴ étudie de près, à l'aide de quelques exemples, une question souvent discutée : celle de savoir à quelles sources a puisé l'auteur de la Table capitoline, afin de pouvoir exposer clairement les éléments dont elle est composée. O. HIRSCHFELD⁵ analyse avec une singulière pénétration les documents que nous possédons sur Camille et confirme l'opinion de Niebuhr, d'après laquelle

1. *Die tarquinischen Sibyllenbücher*. Rheinisches Mus., L, 90.

2. *Die sibyllinischen Bücher in Rom*. Gemeinverst. Vorträge, Sammlung Virchow-Holtzendorff, n° 216. Hamburg, Richter, 1895.

3. *Geschichte des Alterthums*. Band II. Stuttgart, Cotta, 1893.

4. *Beiträge zur Fastenkritik*. Fleckeisen's Jahrbücher, 1894, p. 103.

5. *Zur Camilluslegende*. Festschrift für L. Friedländer. Leipzig, Hirzel, 1895, p. 125.

les récits qui concernent le héros ont un cachet nettement légendaire. En dehors de la conquête de Veies et de l'expédition contre les Volsques, les Éques et les Étrusques, nous relèverons à peine un trait authentique dans le tableau multicolore que nous a légué la tradition; il est probable qu'Ennius, dans ses *Annales*, avait déjà façonné ainsi cette tradition, et le récit du procès a été écrit encore plus tard, peut-être par Valerius Antias, dont nous retrouvons aussi la main dans le procès des Scipions. Dans un article sur les expéditions des Gaulois dans Tite-Live, HIRSCHFELD¹ a de plus indiqué comme source directe l'œuvre géographique de Cornelius Nepos; c'est de Varron que nous vient la tradition d'après laquelle les Gaulois se transportèrent en Italie peu de temps seulement avant l'expédition contre Rome. Comme nous l'avons déjà dit dans la *Revue historique* (t. LVIII, p. 434), NIESE s'efforce de prouver que l'origine de la tradition recueillie par Tite-Live sur la loi agraire de Licinius doit être reportée à une époque postérieure; à cette opinion, SOLTAU² objecte que les données fournies par Plutarque et Appien ne peuvent pas être rapportées à une seule loi, mais qu'il ressort au contraire clairement du récit d'Appien qu'il existait une loi plus ancienne. BINNEßESSEL³ aborde dans son travail une question des plus délicates et la traite avec circonspection. La façon dont sont racontées la bataille de Lautulae et la marche du consul Fabius à travers la forêt ciminienne lui sert de point de comparaison pour faire ressortir la supériorité du récit de Diodore sur celui de Tite-Live; plus loin, il cherche à dégager le noyau historique du récit de Tite-Live et à signaler les passages où des événements postérieurs ont été reportés à une époque plus reculée. Les consciencieuses recherches de SCHUBERT⁴ sur les sources de l'histoire de Pyrrhus ont déjà été signalées aux lecteurs par le savant article de Lécrivain (*Revue historique*, LX, 454); je ne les rappelle ici que pour être complet; l'ouvrage profite d'ailleurs surtout à la littérature historique de l'époque grecque et en fait ressortir la richesse par contraste avec la tradition annalistique romaine, si pauvre et si peu sûre. Aux observations de l'auteur sur le traité conclu à cette époque entre

1. *Timagenes und die gallische Wandersage*. Sitzungsberichte der Berliner Acad., 1894, p. 331.

2. *Die Aechtheit des licinischen Ackergesetzes vom J. 367 v. Chr.*, Hermes, XXX, 624.

3. *Untersuchungen über die Quellen und Geschichte des zweiten Samniterkriegs von Caudium bis zum Frieden 450 n. C.* Halle, Dissertation, 1894.

4. *Geschichte des Pyrrhus*. Königsberg, Koch, 1894.

Rome et Carthage, WACHSMUTH¹ rattache une interprétation exacte des paroles de Polybe et justifie l'opinion généralement admise que le traité fut conclu après la bataille d'Ausculum. En quelques traits, SOLTAU² esquisse l'unification de l'Italie sous la domination de Rome et fait ressortir l'admirable habileté politique de cette puissance victorieuse. BAUER³ cherche à voir clair dans les débuts des complications illyriennes; il traite d'abord des colonies grecques en Dalmatie et il trouve qu'Issa (aujourd'hui Lissa) était colonisée par des Grecs déjà avant Denys l'Ancien de Syracuse; puis il étudie les récits de Polybe sur les guerres et la paix avec Teuta et les signale comme étant traités à un point de vue trop exclusivement grec, de sorte qu'il est nécessaire de les soumettre à un contrôle en les comparant avec ceux d'Appien. FUCHS⁴, dans une étude d'ensemble, remet en discussion les problèmes, si souvent étudiés et si diversement résolus, que soulèvent les premières années de la seconde guerre punique. Tout en renvoyant le lecteur à la critique de Lécivain (*Rev. hist.*, LVII, 392), je ferai remarquer que M. Fuchs croit avoir fait accomplir un grand pas à la question en accordant au point de vue militaire une importance plus considérable qu'à l'ordinaire. On peut faire observer que l'application de ce principe, certainement juste en soi et que de récents travaux sur les problèmes de l'histoire militaire dans l'antiquité ont généralement accentué, fait négliger presque complètement l'interprétation philologique des auteurs, dont les récits forment cependant la base essentielle de nos travaux. C'est justement le cas ici. Si l'on représente la politique de Rome comme ayant été dès le début de la guerre parfaitement logique; si l'on prétend que Rome n'avait pas l'intention de prendre l'offensive en Espagne et si l'on désigne ce projet comme un plan aventureux; si l'on veut prouver que les Romains cherchaient à rencontrer Annibal d'abord en Gaule après qu'il aurait, comme on pouvait s'y attendre, déjà fatigué son armée dans son trajet vers l'Italie, cette manière d'apprécier la situation ne tient suffisamment compte ni du récit de Polybe, d'après lequel Scipion voulait aller en Espagne, ni de ce fait que les Romains

1. *Der Vertrag zwischen Rom und Carthago aus der Zeit des Pyrrhus.* Festschrift zum deutschen Historikertage. Leipzig, Duncker et Humblot, 1894.

2. *Verhandlungen der Kölner Philologenversammlung.* Leipzig, Teubner, 1895, p. 142.

3. *Die Anfänge österreichischer Geschichte.* Archaeolog.-epigr. Mittheilungen, XVIII, 128.

4. *Der zweite punische Krieg und seine Quellen Polybius und Livius nach strategisch-taktischen Gesichtspunkten betrachtet.* Die Jahre 219 und 218 mit Ausschluss des Alpenübergangs. Wiener-Neustadt, Blumrich, 1894.

avaient concentré dans la plaine du Pô une armée assez importante pour entrer en lutte avec Annibal. SOLTAU¹, l'infatigable explorateur de ce domaine, a publié plusieurs travaux; nous en mentionnerons trois. Dans un premier article, il repousse encore une fois l'opinion d'après laquelle Tite-Live se serait directement inspiré de Polybe, sans pouvoir prouver, à mon sens, par des raisons suffisantes, que Claudius Quadrigarius et Coelius Antipater leur ont servi d'intermédiaire. Dans un ouvrage de plus longue haleine, il tâche de donner une base solide aux opinions qu'il a souvent exprimées sur les sources relatives à cette importante période de l'histoire romaine. S'il est évident que Tite-Live, dans la 3^e décade, en particulier à partir du 26^e livre sur les événements d'Orient, a fait des emprunts considérables à Polybe, cependant il s'est surtout servi des annalistes cités plus haut. On pourra maintes fois ne pas être de l'avis de Soltau sur telle ou telle source qui aurait servi de base à telle partie du récit, mais il faut reconnaître que ses recherches nous apportent une foule d'observations de détail des plus précieuses, dignes d'être prises en considération et examinées de près. WILMS² nous donne de la bataille de Cannes une description que l'on peut approuver dans son ensemble, excepté quand il prétend découvrir des qualités militaires en Terentius Varron, si défavorablement jugé dans les récits des auteurs anciens. LEHMANN³ publie un travail critique sur les derniers événements de la guerre; il émet l'avis que Scipion poursuivait une tactique de temporisation, qu'il a débarqué loin de Carthage et occupé les riches domaines de la vallée du Bagradas, afin d'empêcher l'approvisionnement de la ville et de la réduire par là à merci. WILMS⁴ cherche à établir avec exactitude la chronologie embrouillée de la première guerre servile; le premier soulèvement à Minturne tombe en 444-443; c'est le début de la guerre que Rupilius termina en 432 par la conquête de Tauromenium et d'Enna. Ed. MEYER⁵ a publié une étude excellente aussi au point de vue critique. La tradition concernant les Gracques s'appuie sur trois sources princi-

1. *Die Quellen des Livius im 21. und 22. Buch.* Programme, Saverne, 1894.
— *Livius Quellen in der 3. Dekade.* Berlin, Mayer et Müller, 1894. — *Die griechischen Quellen in Livius 23-30 Buch.* Philologus, LIII, 588.

2. *Die Schlacht bei Cannae.* Programme, Hamburg, Wilhelmsgymnasium, 1895.

3. *Der letzte Feldzug des Hannibalischen Kriegs.* Fleckeisen's Jahrbücher, Suppl. XXI, 527.

4. *Die Zeit des ersten Sklavenkriegs.* Fleckeisen's Jahrbücher, 1895, p. 209.

5. *Untersuchungen zur Geschichte der Gracchen.* Aus der Festschrift zur 200 jährigen Jubelfeier der Universität Halle. Halle, Niemeyer, 1894.

pales. Celle qui remonte à Poseidonius (dans Diodore), dans laquelle les événements sont décrits au point de vue des aristocrates, par exemple de Scipion l'Africain, doit être distinguée du récit d'Appien, qui reproduit d'une façon remarquable le point de vue spécialement italien; Plutarque enfin a souvent puisé à la même source, mais, à côté de cela, en a utilisé une autre, qui lui était plus commode pour ses biographies, qui mettait au premier plan l'intérêt personnel et prenait explicitement parti pour les Gracques. Autant ces trois relations essentielles sont d'accord quand il s'agit de raconter les faits, autant elles diffèrent l'une de l'autre pour les juger. UNGER¹ explique les décrets sénatoriaux des années 428 et 444, conservés dans Josèphe, et est amené par là à discuter de plus près les relations de Rome avec l'Orient à cette époque. BÜLZ² dresse une liste des questeurs provinciaux de l'an 82 av. J.-C. jusqu'en 44 av. J.-C. aussi complète que peut l'être un travail de ce genre. KÜBLER³ ne peut se résoudre à partager l'opinion de Zielinski sur la chronologie du procès de Verres (*Rev. hist.*, LIX, 362) et reprend la question de savoir pourquoi Cicéron demandait 140 jours pour réunir les pièces de l'accusation et cependant se contenta de 50 jours. Il me paraît prouvé que Cicéron se mit en voyage dès le commencement de l'année, mais le motif de son prompt retour ne m'apparaît toujours pas clairement. Je dois faire remarquer que le beau livre de Th. REINACH sur Mithridate Eupator a été traduit en allemand par A. GÖTZ⁴. Les additions considérables que l'auteur y a faites permettent de considérer cette traduction comme une édition nouvelle. L'article de BENDER⁵ ne nous apprend rien de nouveau; il y a longtemps que l'on est d'accord pour croire que César décida de son plein gré la guerre contre Arioviste et qu'il a néanmoins, dans son récit sur cette guerre, retourné les choses. SCHICHE⁶ établit très exactement la chronologie du voyage de Cicéron lorsqu'il alla prendre possession de son gouvernement de

1. *Untersuchungen über Flavius Josephus*. Sitzungsberichte der Münchner Academie, 1895.

2. *De provinciarum Romanarum quaestoribus qui fuerunt ab u. c. DCLXXII usque a. u. c. DCCX*. Dissertation. Leipzig, 1893.

3. *Zur Chronologie des Processes gegen Verres*, Philologus, LIV, 464.

4. *Mithridates Eupator, König von Pontus*. Mit Berichtigungen und Nachträgen des Verfassers ins Deutsche übertragen von A. Götz. Leipzig, Teubner, 1895.

5. *Ueber die Glaubwürdigkeit von Caesar's Bericht über den Krieg mit Ariovist*. Neues Correspondenzblatt für die Gelehrten- und Realschulen Würtembergs, 1894, p. 438.

6. *Zu Cicero's Briefwechsel im J. 51*. Programm des Friedrich-Werderschen Gymnasiums, 1895.

Cilicie; l'auteur découvre même quelques résultats nouveaux. Après avoir étudié la chronologie de la dixième Philippique, GANTER¹ traite les différentes phases de la lutte entre C. Antonius et M. Brutus et explique une série de lettres relatives à cette époque. GURLITT² défend à nouveau l'opinion qu'il a déjà exprimée autrefois sur l'époque où ont été publiées les lettres de Cicéron; il me semble très probable que cette publication peut être attribuée à l'époque d'Auguste. GANTER³, s'écartant de l'opinion de Mommsen, est amené, par ses recherches sur les monnaies des Quatuorviri, à étudier les dictatures de César. Au même auteur⁴ nous devons une courte étude sur l'ami de Cicéron, Cornificius; il y montre le rôle important qu'ont joué cet homme et tout le parti du Sénat. L'examen auquel KRUEGER⁵ a soumis les documents que nous avons sur la période comprise entre le 17 mars 45 et les ides de mars de l'année suivante ne donne pas de résultats nouveaux; s'il avait tenu mieux compte des données chronologiques fournies par les lettres de Cicéron, il aurait pu déterminer plus exactement, dans beaucoup de cas, les dates qu'il a données dans ses tableaux chronologiques, d'ailleurs dressés avec soin. D'après HOLTZAPFEL⁶, la bataille de Forum Gallorum a eu lieu le 15 avril. KROMAYER⁷ se livre à de consciencieuses et utiles recherches sur le second triumvirat; il place le traité de Brindes au mois de septembre; la conquête de Jérusalem par Hérode, qui, d'après Gardthausen, avait eu lieu le 3 octobre de l'an 37 av. J.-C., au mois de juillet. Plus loin, il discute l'époque et l'importance de la première donation de Marc-Antoine à Cléopâtre. On a beaucoup discuté sur l'époque de cette donation; en combinant les témoignages contradictoires des sources, Kromayer arrive à la conclusion qu'elle fut effectuée dans les premiers mois de l'an 36 et qu'elle n'apporte aucun changement notable

1. *Chronologische Untersuchungen zu Cicero's Briefen an M. Brutus und philippischen Reden*. Fleckeisen's Jahrbücher, 1894, p. 613.

2. *Cicero's Briefschaften und ihre Verbreitung unter Augustus*. Ibid., 1894, p. 201. Voy. aussi les renseignements bibliographiques sur les lettres de Cicéron (1885-1894) qu'il a données dans le Jahresbericht der class. Alterthumswissenschaft de Bursian, LXXXIV (1895), p. 87.

3. *Die Diktaturen Caesar's*. Sallets Zeitschrift für Numismatik, XIX, 183.

4. *Q. Cornificius*. Philologus, LIII, 132.

5. *De rebus inde a bello Hispaniensi usque ad Caesaris necem gestis*. Dissertation. Bonn, 1895.

6. *Zur Geschichte des mutinensischen Krieges*. Fleckeisen's Jahrbücher, 1894, p. 400.

7. *Forschungen zur Geschichte des zweiten Triumvirats*. Hermes, XXIX, 556. Gardthausen a maintenu son opinion sur ce point. Rhein. Museum, 1895, p. 311.

au profit de l'Égypte dans l'équilibre des puissances; dès l'an 36, Antoine avait reconnu Cléopâtre comme son épouse légitime; cette donation constituait sa « Morgengabe, » selon l'usage des Orientaux. KORACH¹ entreprend d'examiner, à un point de vue plus large, la valeur de Josèphe comme source pour l'histoire romaine; il s'appuie sur les recherches bien connues de Niese et de Destinon, et le résultat essentiel de son enquête, c'est qu'en dehors des écrits juifs Strabon, Posidonius et Polybe ont été utilisés. BARDT² émet l'opinion que les phrases célèbres et si souvent discutées par lesquelles débudent les Annales de Tacite et qui donnent un aperçu de toute l'histoire romaine contiennent des éléments hétérogènes juxtaposés sans lien; il serait nécessaire de remplacer logiquement les membres de phrase qui manquent pour coordonner le tout et de remplacer par un ordre rationnel le désordre chronologique qui y règne.

EMPIRE. — BORMANN³ a repris la question, tant agitée il y a une dizaine d'années, de savoir exactement comment il faut apprécier le célèbre monument d'Ancyre. Il le compare avec les autres inscriptions du mausolée d'Auguste; puis il examine si ce document, rédigé, comme on sait, peu de mois avant la mort d'Auguste et gravé après le décès du maître, est composé tout à fait selon l'esprit de son impérial auteur. Comme l'avaient fait observer autrefois Geppert et Mommsen, Bormann est d'avis que le texte devait sans doute subir bien des modifications, mais que Tibère, par un sentiment de piété envers Auguste, le publia tel quel; c'est pourquoi on y a respecté l'emploi de la première personne au lieu de la troisième. VOIGT⁴ veut prouver que l'expédition d'Agrippa au Bosphore cimmérien a été entreprise en l'an 45 av. J.-C. MARCKS⁵, dans une étude critique sur l'expédition navale de Tibère, émet sur l'histoire ancienne des Cimbres un jugement différent de celui de Müllenhoff. Contestant l'opinion émise par cet éminent germaniste, il s'efforce de prouver que les Cimbres étaient réellement un peuple germanique habitant le Slesvig-Holstein et le Jutland; une fraction de ce peuple aurait émigré dès le deuxième siècle, l'autre fraction aurait été trouvée par la

1. *Ueber den Wert des Josephus als Quelle für die römische Geschichte*. I. Bis zum Tode des Augustus. Dissertation, Leipzig, 1895.

2. *Die ersten Sätze der Annalen des Tacitus*. Hermes, XXIX, 451.

3. *Verhandlungen der Kölner Philologenversammlung*. Leipzig, Teubner, 1896, p. 180.

4. *Quo anno Agrippa expeditionem Bosporanam fecerit*, dans les Griech. Studien, H. Lipsius dargebracht. Leipzig, Teubner, 1894.

5. *Die römische Flottenexpedition zum Kimberlande und die Heimat der Kimbern*. Jahrb. von Altertumsfreunden im Rheinlande, 1894, p. 29.

flotte romaine à son arrivée l'an 5 ap. J.-C. BAUER¹ apporte de la clarté dans la topographie du théâtre de la guerre de Dalmatie et de Pannonie; Velleius, comme font d'ordinaire les auteurs romains, à peu d'exceptions près, n'en donnait qu'une description incomplète. Tibère, établi à Siscia (Sisseg), s'est tenu d'abord sur la défensive; les événements ultérieurs ont montré que cette stratégie était indubitablement la meilleure, mais à la cour elle ne fut pas comprise ou fut mal interprétée, et le général en chef fut rappelé. Velleius a pallié cet état de choses. BURMEISTER² s'efforce de prouver, non d'ailleurs sans témérité, que Velleius Paternulus, surtout en ce qui concerne la chronologie des événements, concorde avec Cornelius Nepos et utilise avant tout Tite-Live. KORACH³ voudrait déterminer l'époque des différents voyages d'Hérode à Rome; le premier a eu lieu certainement en l'an 48 ou 47 av. J.-C., le second en l'an 42 av. J.-C.; la date du troisième reste incertaine. S'appuyant sur les documents fournis par les papyrus, WILCKEN⁴ établit une nouvelle ère qui part de la conquête d'Alexandrie par Octave, mais qui est reculée du 4^{er} août au 29 du même mois. A cette étude peut se rattacher celle de WUNDERER⁵ sur les œuvres d'art rapportées par Octave d'Alexandrie à Rome et rassemblées autrefois principalement par les Ptolémées; c'est un chapitre de l'histoire des vols commis à cet égard par les Romains. Dans son discours sur la fête séculaire d'Auguste, WISSOWA⁶ se rattache en général à l'opinion de Mommsen (*Rev. hist.*, LIX, 366). Il apprécie très sainement le règne d'Auguste; il nous le dépeint comme un véritable homme d'État, dont l'art consommé a réussi à réconcilier les Romains avec le nouvel ordre de choses. HOLTZMANN⁷ nous donne en style clair et attrayant une histoire de l'époque à laquelle ont vécu Jésus-Christ et les apôtres; avec une grande concision, il dresse un tableau d'ensemble des documents dont la connaissance est nécessaire à une intelligence juste et positive du Nouveau Testament.

1. *Zum dalmatisch-pannonischen Krieg 6-9 n. Chr.* Arch.-epigr. Mittheilungen aus Oesterreich-Ungarn, XVII, 135.

2. *De fontibus Velleii Paternuli.* Dissertation, Berlin (Berliner Studien für class. Philologie und Archaeologie, XV, 1). Calvary, 1894.

3. *Monatsschrift für Geschichte und Wissenschaft des Judentums*, 1894, p. 529.

4. *Eine alexandrinische Aera Octavians.* Hermes, XXX, 151.

5. *Manibae Alexandrinae.* Programme, Würzburg, 1894.

6. *Die Saecularfeier des Augustus.* Discours prononcé le 27 janvier au nom de l'Université de Marbourg. Marburg, Elwert, 1894.

7. *Neutestamentliche Zeitgeschichte* (Grundriss der theologischen Wissenschaften, 2. Reihe, 2. Band). Freiburg, Mohr, 1895.

RITTER¹ fait une nouvelle tentative pour pénétrer le caractère énigmatique de l'empereur Tibère; il ne pouvait naturellement guère découvrir de nouvelles faces à ce problème tant discuté, mais j'approuve l'idée fondamentale de son travail; d'après lui, Tacite s'est complu à raconter ce qui était défavorable à l'empereur et n'a même pas dédaigné de recueillir de simples rumeurs; par contre, il n'a pas mis en lumière les qualités de ce prince et les avantages de son règne. SCHOTT² a produit un excellent travail sur la justice criminelle de Tibère; par des jugements clairs et nets, il prend position à l'égard des nombreuses recherches déjà faites sur ce terrain, et il prouve que l'opinion de Tacite, d'après laquelle les procès de majesté et les excès des délateurs avaient, sous Tibère, pris des proportions extraordinaires, n'est pas suffisamment justifiée. Je ne puis pas approuver dans la même mesure l'ouvrage de BAUMGARTEN³ sur Sénèque et le christianisme. Sans doute, on doit tenir compte de ce fait que le livre, publié après la mort de l'auteur, est resté inachevé; il faut bien dire cependant que les parties philologiques et historiques en sont très faibles et que le tableau de l'époque impériale est tracé d'une main maladroite, avec un mépris souverain et tout à fait injustifié des principes de la critique moderne. L'auteur pense, du reste, avec raison, ne pas pouvoir attribuer au christianisme une influence directe sur Sénèque. GERCKE⁴ a consacré d'importantes études à cet écrivain; parmi les résultats acquis, ce qui nous intéresse particulièrement, c'est de voir dans quelle mesure ont été utilisées les Histoires de Plinie, jusqu'à quel point on retrouve dans la tradition la trace de Cluvius Rufus, qui cherchait à défendre son ami Sénèque; ces points, pris isolément, restent encore douteux. Bien des observations intéressantes sur l'histoire de cette époque nous sont fournies dans cet ouvrage, composé selon les principes de la critique philologique et dans le cadre duquel l'auteur fait rentrer, pour terminer, une étude sur les traités de Sénèque. Le travail auquel s'est livré WILCKEN⁵ sur un fragment de papyrus conservé à Berlin le conduit à une ingé-

1. *Die taciteische Charakterzeichnung des Tiberius*. Programme, Rudolstadt, 1895.

2. *Die Kriminaljustiz unter K. Tiberius*. Dissertation, Erlangen, 1893.

3. *L. Annaeus Seneca und das Christentum in der tiefgesunkenen antiken Welt*. Rostock, Werther, 1895.

4. *Senecastudien*. Fleckeisen's Jahrbücher. Supplementband XXII. Leipzig, Teubner, 1895.

5. *Alexandrinische Gesandtschaften vor K. Claudius*. *Hermes*, XXX, 481. Sur le mémoire de Reinach, publié dans la *Revue des Études juives*, XXXI, p. 161, voy. *Berliner philologische Wochenschrift*, 1896, p. 1617.

nieuse conclusion; il considère ce papyrus comme la copie du procès-verbal d'une négociation que l'empereur Claude dirigea, en présence de sa femme, Agrippine, au sujet des plaintes formulées par les habitants d'Alexandrie contre le roi Hérode II. L'état fragmentaire du document ne permet pas de conclusions certaines; Th. Reinach a pu cependant, grâce à une heureuse trouvaille, apporter quelques éclaircissements à la question, — Wilcken l'a reconnu dans un mémoire sur le travail du savant français, — mais ces éclaircissements sont encore insuffisants et jusqu'à présent une seule chose est certaine : c'est que, sous le règne de Claude, une députation, conduite par le gymnasiarque Isidore, vint à Rome pour se plaindre d'Agrippa et que les négociations eurent lieu dans les jardins de Lucullus. On admit volontiers, avec J. DE SCHNEIDER¹, que la coquille d'argent d'Aquilée, représentant un Romain monté sur le char aux serpents de Triptolème et sacrifiant à Cérès, se rapporte à l'empereur Claude, qui s'était occupé avec beaucoup de sollicitude de la question des grains et qui voulait transplanter à Rome les mystères d'Eleusis. KUBITSCHK² montre que cet empereur, en distribuant les communautés entre les tribus, s'arrangea de manière à attribuer les villes de Maurétanie à la tribu Quirina, les autres à la tribu Claudia. Le récit bien connu de Pline fournit à NISSEN³ l'occasion de décrire avec verve la reconstruction de Rome après l'incendie de la ville par Néron et l'élargissement du « pomerium » par Vespasien et Titus. KLEBS⁴ consacre une étude approfondie à l'ouvrage, beaucoup trop négligé, d'Hégésippe sur la guerre juive des années 69 et 70 ap. J.-C. Ce qui nous est conservé de cet ouvrage n'est qu'une partie d'une grande histoire du peuple juif sous la domination des chefs latques, histoire qui, traitée au point de vue chrétien, devait démontrer que les Juifs, par leur impiété, avaient eux-mêmes préparé leur destinée. Les écrits de Josèphe sont pris comme base de l'ouvrage, mais ils ne sont pas simplement traduits; au contraire, l'auteur les a traités très librement et les a pourvus de commentaires tirés de sources connues (Salluste, Tacite, Ammien) et inconnues; il s'efforce de donner à son ouvrage la forme classique de l'historiographie, mais en vain, comme nous pourrions le démontrer par de nombreux exemples. On suivra

1. *Verhandlungen der Wiener Philologenversammlung*. Leipzig, Teubner, 1894, p. 299.

2. *Die Tribus der claudischen Städte*. Wiener Studien, XVI, 329.

3. *Stadtgründung der Flavii*. Rhein. Museum, 1894, p. 275.

4. *Das lateinische Geschichtswerk über den jüdischen Krieg*. Festschrift für L. Friedländer. Leipzig, Hirzel, 1895, p. 210.

avec intérêt les idées que développe POEHLMANN¹ sur la genèse du césarisme, contenu en germe dans la tyrannie militaire des Grecs et dans les monarchies de l'hellénisme. TOCILESCO², le directeur du musée de Bucarest, avec le concours d'érudits autrichiens, a consacré une remarquable étude au monument de la Dobrudscha rappelant les combats acharnés livrés par Trajan sur le Danube. Ce monument, qui est un ouvrage en maçonnerie de dimensions colossales, a été déblayé dans les années 1882 à 1890, examiné et restauré, au point de vue technique, par NIEMANN; il était composé d'un soubassement rond sur lequel s'élevait une immense construction cylindrique dont la moitié supérieure était décorée de cinquante-quatre panneaux sculptés fournissant un complément précieux aux scènes sculptées sur la colonne Trajane. Une balustrade couronnait le tout, de sorte que le monument, érigé, comme l'atteste l'inscription de Trajan, en l'an 107 et consacré, à ce qu'il semble, déjà deux ans après, atteignait une hauteur de trente-deux mètres. Les ruines grandioses de Pergame, que l'on croyait être celles d'un temple d'Athèna Polias, sont reconnues à présent pour être les restes d'un « Trajaneum » et sont décrites avec compétence par STILLER³. L'admirable création d'Hadrien au-dessous de Tivoli, dont les ruines pittoresques et verdoyantes exercent un si rare attrait, a enfin, dans l'ouvrage de WINNEFELD⁴, été décrite d'une façon qui correspond à l'état actuel de la science. Les relevés récents qu'en ont faits des architectes français (Girault, Esquié) remplacent heureusement l'esquisse tracée il y a plus de trente ans, par Daumet. Pour nous orienter plus facilement, Winnefeld a conservé avec raison aux différentes localités les vieilles désignations connues d'après Ligorio, quoiqu'elles soient presque d'un bout à l'autre arbitraires et fantaisistes; il raconte l'histoire de la Villa et des explorations qui y ont été faites, décrit les ruines de ces constructions, qui devaient imiter les lieux les plus

1. Aus Alterthum und Gegenwart München, 1895. C. H. Beck, p. 245 : *Die Entstehung des Caesarismus*.

2. *Das Monument von Adam-Klissi (Tropaeum Traiani)*. Unter Mitwirkung von O. Beandorf und G. Niemann herausgegeben von Gr. G. Tocilescu. Wien, Hölder, 1895. Cf. Petersen, dans les Mittheilungen des archaeol. Instituts in Rom, 1896, p. 104; F. Köpp, dans les Preussische Jahrbücher, Bd. 82, p. 165, et le rapport de Tocilescu sur les fouilles de la « Tropaeensium civitas » Verhandlungen der Kölner Philologenversammlung, p. 193. Leipzig, Teubner, 1895.

3. *Altortümer von Pergamon V*, 2. Berlin, W. Spemann, 1895. Cf. Fabricius, dans l'Allgemeine Zeitung, 1896, Beilage, n° 88.

4. *Die Villa des Hadrian bei Tivoli*. Jahrbuch des kais. deutschen archaeol. Instituts, Ergänzungsheft III. Mit 13 Tafeln und 42 Textabbildungen. Berlin, Reimer, 1895.

célèbres du monde, et dresse un catalogue des œuvres d'art trouvées à la Villa. DOMASZEWSKI¹ cherche à mettre de l'ordre dans la chronologie de la guerre des Marcomans, sous Marc-Aurèle; la tâche ne peut être accomplie qu'imparfaitement, étant donné l'état fragmentaire des documents qui nous sont parvenus. Le « Miracle de la légion fulminante, » représenté, dit-on, sur la colonne de Marc-Aurèle, a fait naître de nombreuses controverses depuis que PETERSEN² a cherché à prouver que rien, dans le monument, n'autorise à croire que l'armée et l'empereur aient été tirés du plus pressant danger par une pluie miraculeuse provoquée par une légion de soldats chrétiens. Cette fausse interprétation remonte, il est vrai, assez loin (Dion, Themistius), mais une seule chose est certaine, c'est que le bas-relief représente une tempête contre laquelle se défendent les soldats. HARNACK³ a combattu l'opinion exprimée par Petersen sur le témoignage des auteurs; une analyse serrée des récits les plus importants d'Apollonius d'Hierapolis, de Tertullien et de Dion, l'a conduit à ce résultat que ces trois auteurs, indépendants l'un de l'autre, sont d'accord pour affirmer que l'armée était menacée de périr de soif et ne fut sauvée que par une intervention surnaturelle. D'après lui, ce récit date de l'époque la plus rapprochée de l'événement même et subsiste indépendamment de la représentation figurée. Harnack est même disposé à admettre que Dion a pris pour base de sa description la lettre même de l'empereur au Sénat. L'opinion de Petersen a été reprise par DOMASZEWSKI⁴, qui cherche, en particulier, à prouver que le passage de Xiphilin n'est pas de Dion, mais a été interpolé. D'après MOMMSEN⁵, la vérité est entre les deux : le fait n'est ni tout à fait imaginaire, comme le veulent Petersen et Domaszewski, ni tout à fait historique, comme le prétend Harnack. Il faudrait avant tout apprécier la valeur de la lettre que, d'après Tertullien et Dion, l'empereur a adressée au Sénat sur cet événement. Selon lui, l'authenticité de ce document ne peut faire aucun doute; son contenu s'accorde, sauf en quelques détails accessoires, avec le bas-relief de la colonne. Marc-

1. *Die Chronologie des bellum Germanicum et Sarmaticum*. Neue Heidelberger Jahrbücher, V, 107.

2. *Das Wunder an der columna M. Aurelii*. Mitteilungen des röm. arch. Instituts, IX, 78.

3. *Die Quelle der Berichte über das Regenwunder im Feldzuge Marc Aurels gegen die Quaden*. Sitzungsberichte der Berliner Academie, 1894, p. 835.

4. *Das Regenwunder der Marc-Aurelsäule*. Rhein. Museum, 1894, p. 612. Voy. aussi Weizsäcker, *Einleitung zu der akad. Preisverteilung*. Tübingen, 1894.

5. *Das Regenwunder der Marc-Aurelsäule*. Hermes, XXX, 91.

Aurèle a vu dans le secours qui lui fut envoyé l'œuvre d'une intervention quelconque, divine ou naturelle, et il est tout simple que les chrétiens l'aient attribué à leur Dieu. Dans sa réplique, PETERSEN¹ reconnaît qu'il a été trop loin en expliquant la formation de la légende chrétienne uniquement par une fausse interprétation du bas-relief, mais il maintient que ces idées fausses n'ont pas été sans influence. KUBITSCHER² émet un certain nombre de suppositions au sujet du champ de bataille où fut vaincu Pescennius Niger. STROOTMANN³ ne croit pas qu'on puisse mettre en doute la réalité de la victoire remportée en 288 par Claude sur les Alamans, non loin du lac de Garde, et sur laquelle nous n'avons d'autre témoignage que celui de Victor. HEYDENREICH⁴ montre que le chapitre concernant Constantin dans Suidas provient des Extraits de Constantin Porphyrogénète. La « Vita » d'Eusèbe est-elle authentique? Pour résoudre cette question si controversée, V. SCHULTZE⁵ soumet certaines parties de cette œuvre au contrôle des monuments authentiques; le résultat est favorable à Eusèbe; l'édit aux provinciaux de Palestine est falsifié, ainsi que le traité attribué à l'empereur Constantin sur l'hérésie de ses prédécesseurs. On sait depuis longtemps que les ouvrages de Julien contiennent de nombreux emprunts à Dion Chrysostome; ASMUS⁶ les a catalogués avec soin, ce qui permet de faire des comparaisons intéressantes; ainsi, c'est de Dion que Julien a tiré le bon tableau qu'il fait du gouvernement. BUEDIGER⁷ consacre à Ammien Marcellin une bonne étude dans laquelle il cherche à définir la manière de cet historien et qui encourage à de nouvelles recherches. HASSEBRANK⁸ me paraît faire du Franc Arbogaste, que Théodose a battu près d'Aquilée en 394, un personnage plus grand que nature. Le dernier volume de « l'Iconographie » de BERNOUILLI⁹ contient de précieux renseignements sur l'histoire impé-

1. *Blitz- und Regenwunder an der Marcussäule*. Rhein. Museum, 1895, p. 453.

2. Ἐν Κοδρείταις ὅροις Κιλίκων. Wiener numismatische Zeitschrift, XXVII, p. 87.

3. *Der Sieg über die Alamannen im J. 268*. Hermes, XXX, 355.

4. *Griechische Berichte über die Jugend Constantins des Grossen*, dans les Griech. Studien H. Lipsius dargebracht. Leipzig, Teubner, 1894, p. 88.

5. *Quellenuntersuchungen zur Vita Constantini des Eusebii*. Zeitschrift für Kirchengeschichte, XIV, 503.

6. *Julian und Dion Chrysostomus*. Programme, Tauberbischofsheim, 1895.

7. *Ammianus Marcellinus und die Eigenart seines Geschichtswerkes*. Denkschriften der Wiener Academie, 1895.

8. *Zur Geschichte des Kaisers Theodosius I.* Programme, Blankenburg a H., 1895.

9. *Römische Iconographie*. 2. Teil, 3 : Von Pertinax bis Theodosius. Stuttgart, Berlin, Leipzig, Union, 1894.

riale du III^e et du IV^e siècle; cette époque nous offre une série de problèmes particulièrement difficiles, de sorte qu'on se laissera volontiers conduire par un guide bien informé tel que nous le trouvons dans cet ouvrage. L'histoire des Juifs à Rome, de BERLINER¹, n'est pas travaillée avec assez de soin, mais elle offre un tableau d'ensemble des événements déjà souvent racontés. L'histoire de la chute du monde antique de SEECK² a été, dans cette *Revue* même (t. LX, 441), l'objet d'une étude détaillée de Bouché-Leclercq; nous pourrions donc nous contenter d'en dire quelques mots. Son premier volume est certainement l'ouvrage d'un ingénieux historien qui étudie à fond les problèmes, qui s'est formé une opinion personnelle sur le développement des événements et qui sait exprimer en termes clairs et nets sa manière de voir. Mais la composition de ce premier volume inspire de sérieuses appréhensions, et nous n'avons pas de données précises sur la façon dont il doit être continué. On lira avec intérêt le jugement porté sur Dioclétien et Constantin; on trouvera sans doute que l'honnête et sérieux vouloir du premier de ces princes est parfaitement décrit, mais qu'il est estimé comme politique réaliste au-dessous de sa valeur; Constantin, au contraire, nous est présenté sous un jour beaucoup trop idéal, surtout en ce qui concerne ses rapports à l'égard du christianisme, rapports que J. Burekhardt, dans son célèbre ouvrage, me semble avoir apprécié beaucoup plus justement. On ne devrait pas entourer d'une aveuglante auréole la nature froide, calculatrice, démesurément ambitieuse de cet empereur. La description du plus ancien culte des Germains, que l'on ne s'attend pas à trouver dans cet ensemble, éveille bien des contradictions. On ne peut que louer le chapitre concernant l'armée romaine; au contraire, l'application des théories de la « sélection naturelle » et de « l'hérédité des qualités acquises » pour expliquer la décadence de l'empire romain soulève des doutes très justifiés, et cependant on suivra avec intérêt les développements de Seeck et on y trouvera matière à s'instruire. Nous mentionnerons à cette place quelques écrits ayant trait aux rapports de l'état antique avec le christianisme. Le volume de H. D'ARNETH³ ne mérite d'être nommé que parce qu'il faut bien viser à être complet; il ne résout pas le gros pro-

1. *Geschichte der Juden in Rom*. 2 Bände, 1894. Frankfurt, J. Kauffmann. I : Von 160 v. Chr. bis 315 n. Chr.

2. *Geschichte des Untergangs der antiken Welt*. Erster Band mit Anhang. Berlin, Siemenroth et Worms, 1895. Voy. le compte-rendu détaillé que j'ai donné de cet ouvrage dans la *Zeitschrift für Kulturgeschichte*, 1896, p. 340.

3. *Das classische Heidentum und die christliche Religion*. I, II. Wien, Konegen, 1895. Cf. l'article de Bouché-Leclercq dans la *Rev. hist.*, LXI, 118.

blème d'histoire générale indiqué dans le titre et il contient une foule d'erreurs et de faux jugements. KRUEGER est l'auteur d'un guide excellent et très utile pour s'orienter à travers la littérature chrétienne des trois premiers siècles¹. SCHUERER² a tracé dans une conférence un tableau parfait des premiers temps du christianisme et de la situation que les adeptes de la nouvelle religion prirent dans l'empire. Deux études de HARNACK³, traitées avec son habituelle pénétration, mériteraient de se répandre au delà du cercle restreint des érudits de profession. Il affirme l'authenticité de ce qu'on appelle l'Édit de tolérance d'Antonin le Pieux ; il en fait avec raison un édit impérial interdisant qu'on fasse aux chrétiens leur procès comme athées. Se rattachant au célèbre mémoire de Mommsen, il étudie la position prise par le gouvernement romain vis-à-vis du christianisme et le fondement juridique de ces plaintes. Plus loin, Harnack, en motivant son opinion par une argumentation savante, attribue à Novatien le traité « De laude martyrum, » faussement attribué à saint Cyprien ; je dois laisser aux érudits qui s'occupent de la littérature chrétienne le soin de décider si c'est avec raison. HUELLE⁴ nous a donné sur les édits de tolérance un travail d'ensemble qui n'apporte pas de résultats nouveaux, mais qui est estimable et solide. MOMMSEN⁵ attire l'attention sur l'importance juridique du procès contre le chrétien Apollonius, le rôle du Sénat dans cette affaire n'étant pas clairement défini. Il est probable que dans cette affaire, qui fut portée devant le tribunal impérial, l'empereur aura demandé au Sénat de lui donner son avis sur la conduite à tenir. O. HIRSCHFELD⁶ nous apporte des documents précieux pour l'histoire du christianisme en Gaule ; sans doute, les sources sont peu abondantes et pleines de contradictions ; il faut savoir d'autant plus de gré à l'auteur d'avoir entrepris ces recherches qui ont trait particulièrement aux martyrs

1. *Geschichte der altchristlichen Literatur in den ersten drei Jahrhunderten* (Grundriss der theologischen Wissenschaften, 2. Reihe III). Freiburg, Mohr, 1895.

2. *Die ältesten Christengemeinden im römischen Reich*. Rectoratsrede. Kiel, Toeche, 1894.

3. *Das Edikt des Antoninus Pius*. Eine bisher nicht erkannte Schrift Novatians vom J. 249/250. (Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur, herausgegeben von O. von Gebhardt und Ad. Harnack. Bd. XIII, Heft 4.) Leipzig, Hinrichs, 1895.

4. *Die Toleranzedikte römischer Kaiser für das Christentum bis zum J. 313*. Dissertation. Greifswald, 1895.

5. *Der Process des Christen Apollonius unter Commodus*. Sitzungsberichte der Berliner Academie, 1894, p. 497.

6. *Zur Geschichte des Christentums in Lugudunum*. Ibid., 1895, p. 381.

de Lyon et au cimetière chrétien qui se trouve là-bas. Depuis les recherches faites par G. FICKER¹ sur le caractère païen de l'inscription d'Aberkios, découverte par Ramsay, une controverse des plus ardentes s'est élevée au sujet de ce remarquable document. Si l'on n'avait autrefois aucun doute quant au caractère chrétien de l'inscription, Ficker lui attribue avec énergie une origine païenne : pas un seul mot ne trahit ouvertement et clairement des idées chrétiennes, la langue est obscure, compréhensible pour les seuls initiés, et, d'autre part, le christianisme n'était à cette époque pas encore aussi profondément imprégné de mystères. Le texte fait allusion à des rapports avec le culte d'Attis. Aberkios était prêtre de Cybèle à Rome; il émigra en Syrie et au delà de l'Euphrate pour adorer ses dieux. Cette opinion trouva des adversaires ardents en France (L. Duchesne), en Italie (de Rossi) et en Allemagne, où SCHULTZE² rejette complètement tout ce jeu d'hypothèses et où Th. ZAHN³ produit des preuves importantes à l'appui de la thèse que l'auteur de l'inscription est un chrétien. Par contre, d'après Harnack⁴, Aberkios serait un adepte d'une association formée pour mettre en pratique un culte païen-gnostique, où les mystères chrétiens étaient reliés à des mystères païens et où la Sainte Cène était déjà célébrée. Le résultat de la controverse n'est pas douteux : la thèse de Ficker a été affirmée beaucoup trop nettement et ne résiste pas à l'examen.

W. LIEBENAM.

(Sera continué.)

1. *Der heidnische Character der Aberkiosinschrift*. Sitzungsberichte der Berliner Academie, 1894, p. 87-112. Cf. O. Hirschfeld, *ibid.*, p. 213; C. Robert, *Hermes*, XXIX, 421.

2. Voy. Schultze, dans *Theologisches Literaturblatt*, 1894, n° 18, 19, 30.

3. *Eine altchristliche Grabschrift und ihre jüngsten Ausleger*. Neue Kirchliche Zeitschrift, VI, 863.

4. *Zur Aberkiosinschrift*. (Texte und Untersuchungen zur Geschichte der altchristlichen Literatur. Bd. XII, Heft 4.) Leipzig, Hinrichs, 1895.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Monumenta Germaniae historica. Legum sectio IV. Constitutiones et acta publica imperatorum et regum. Tomus II (1198-1272). Edidit Ludovicus WEILAND. Hanovre, Hahn, 1896. In-4°.

On sait que l'ancienne série des *Leges* dans les *Monumenta* a été sectionnée en plusieurs parties par les continuateurs de Georges Pertz, et, fidèles à un excellent usage, les nouveaux directeurs de cette admirable collection n'hésitent jamais à rééditer des textes améliorés des documents publiés antérieurement. Les *Constitutiones* forment désormais la quatrième partie des *Leges*, et le présent volume renferme 467 documents, dont beaucoup avaient déjà paru au tome II des *Leges* (in-folio); mais il n'en est pas un seul qui ne sorte corrigé et amendé des mains des nouveaux éditeurs. Ceux-ci sont Louis Weiland, mort si malheureusement en février 1895, et J. Schwalm. Au premier, on doit la préparation du volume entier et l'impression des cinquante premières feuilles; le second a corrigé les épreuves du surplus, collationné quelques textes sur de nouveaux manuscrits et rédigé les index; un court avertissement indique comme d'habitude la part de travail et de responsabilité de chacun des éditeurs.

Par constitutions et actes publics, ceux-ci entendent les constitutions impériales, au sens ordinaire du mot, les lettres politiques ayant trait aux grandes affaires d'Allemagne et d'Italie, les traités d'alliance et enfin les actes judiciaires de la curie. Les pièces sont rangées par règne, et pour chaque règne dans un ordre rigoureusement chronologique. On trouve successivement les actes du roi Philippe de Souabe, de l'empereur Otton IV, de Frédéric II, d'Henri, roi des Romains, de Conrad IV, des rois Henri de Thuringe, Guillaume de Hollande, Richard de Cornouailles et Alfonso de Castille; en appendice, un certain nombre d'actes pontificaux relatifs presque tous à l'exhérédation de la maison de Souabe; divers *acta Sicula*; les *scripta pacis*, conventions spéciales dont le titre indique la nature, allant de 1200 à 1209; enfin des *acta varia*, dont la plupart avaient pu prendre place dans une des séries précédentes. Inutile d'insister sur l'intérêt du recueil; on y trouve les principaux textes à consulter pour l'histoire des deux pouvoirs au XIII^e siècle: la plupart avaient déjà paru ailleurs, notamment dans l'*Historia diplomatica Friderici secundi*, de Huillard-Bréholles, mais on en aura ici une édition fort améliorée, avec un riche appareil de notes bibliographiques et de variantes. On peut croire qu'aucune copie ancienne de ces 467 actes n'a échappé aux nouveaux éditeurs, grand mérite assurément, surtout quand il s'agit de textes en général assez courts, dont

la transcription se retrouve un peu partout dans les bibliothèques de l'Europe.

H.-Charles LEA. *A history of auricular Confession and Indulgences in the latin church*. Vol. I et II : *Confession and absolution*. Vol. III : *Indulgences*. Philadelphie, Lea frères, 1896. In-8°, XII-523, VIII-544 et VIII-629 pages.

Le grand ouvrage de M. Lea est un essai d'un rare mérite, avant tout pour l'abondance des informations dont il est si copieusement fourni; il suppose une lecture prodigieuse et il est infiniment instructif. Sans doute, la division adoptée par M. Lea n'est ni strictement historique, ni strictement scolastique, le développement historique de l'institution et de la doctrine pénitentielle se présente par là même d'une façon confuse. Sans doute aussi tous les articles ne sont pas essentiels au sujet, mais du moins aucun de ceux qui devaient être traités n'a été sacrifié, certains et des plus importants ont été traités à fond, tous d'après les sources. Les idées générales de l'auteur sont faciles à dégager, elles sont nombreuses, nettes, personnelles, motivées, sinon indiscutables. Nous ne dirons pas qu'il a épuisé le sujet, mais bien qu'il apporte une contribution de première valeur à l'histoire de l'institution pénitentielle.

Or, cette histoire de l'institution pénitentielle se confond avec l'histoire de la conscience morale de l'Occident depuis le haut moyen âge jusqu'à nos jours. C'est dire l'intérêt du sujet abordé par M. Lea et de son livre.

Que l'auteur me permette d'exprimer d'abord quelques réserves.

Certains chapitres ne sauraient échapper au reproche d'être superficiels et d'une information insuffisante. Ainsi, la notion du pardon des péchés dans l'Écriture et dans l'Église naissante (I, 3-8) n'a pas été suffisamment analysée. De même, l'exposé des doctrines montanistes, novatiennes et donatistes est écourté et mal lié au développement du livre lui-même. Ailleurs, M. Lea, admirablement familiarisé avec les théologiens du moyen âge et les théologiens récents, semble l'être moins avec l'ancienne littérature chrétienne et les travaux modernes auxquels elle a donné lieu. S'il est un texte à mentionner dans l'histoire des origines pénitentielles, c'est bien l'édit du pape Calixte : qui croirait que M. Lea néglige et qu'il paraît ignorer le mémoire si ingénieux de Rolfs, *Das Indulgenz-Edict des römischen Bischofs Kallist kritisch untersucht und rekonstruiert*? De même pour Tertullien : il est cité par M. Lea, mais sans que le rôle du grand polémiste carthaginois soit apprécié à sa valeur et sans que mention soit faite de la dissertation de Preuschen, *Tertullians Schriften De pœnitentia und De pudicitia mit Rücksicht auf die Bussdisziplin untersucht*. Je pourrais multiplier de pareils exemples. On croit comprendre que M. Lea a voulu aborder les textes sans intermédiaire,

sans se soucier des exégèses qui en ont été données et comme si l'histoire de la pénitence était une forêt vierge à mettre en culture. C'est là un principe de travail qui, en maint endroit, l'a mal servi.

Il est une critique plus délicate à adresser à M. Lea.

Nous ne croyons pas qu'un pur historien aurait écrit de la Vierge : « It is quite possible that her cult may be attributable to the zeal of the Barbarians who may have regarded her as a subordinate deity » (I, 106). Il aurait suffi, d'ailleurs, d'être à peine plus au courant que ne l'est M. Lea de la liturgie byzantine pour savoir que le culte de la Vierge est byzantin par les origines de son développement. — Tout le chapitre xxii est d'un controversiste bien plus que d'un historien, ou plutôt l'historien et le controversiste y ont collaboré, comme à tout le livre de M. Lea, mais la contradiction des deux genres y est sensible plus qu'ailleurs. L'historien a raison de dire que « l'Europe du moyen âge et les fidèles de la chrétienté latine d'aujourd'hui sont ce que l'enseignement du confessionnal les a faits » (II, 414). Le controversiste est-il excusable de dire que cet enseignement a pour résultat fatal le « formalisme et l'hypocrisie, » quitte à reconnaître quelques pages plus loin (II, 458) qu'« un ministre zélé, bon, intelligent peut produire un bien réel, » et que « dans le chaos de formalisme et de probabilisme on rencontre à l'occasion d'admirables instructions morales, » comme celles de Zenner? M. Lea a trop fréquenté les casuistes, et peut-être eût-il gagné à fréquenter davantage les moralistes et les spirituels : il cite Escobar à maintes reprises et plus encore saint Alphonse de Ligori, tandis que des noms comme ceux de saint François de Sales ou de Bourdaloue ne sont jamais prononcés par lui. C'est pourtant à des moralistes qu'il conviendrait de demander de préférence ce que M. Lea appelle « the ethical standard. » Et même leur demander une mesure juste de la moralité et de la sainteté de leur temps, c'est, je crains, trop demander; on pourrait dire sans paradoxe que tous les sermons de Bourdaloue nous instruisent moins sur la vie intérieure de ses contemporains que les quelques lettres de M^{me} de la Sablière convertie qu'a publiées M. Anatole France. Mais les statistiques de criminalité, dont M. Lea fait si grand état, qu'ont-elles à voir avec la vie intérieure des catholiques pratiquants? Laissons des considérations de cet ordre aux déclarateurs. — Nous ferions des réserves de la même espèce sur les conclusions du chapitre xxi consacré à l'étude de la casuistique et du probabilisme, et qui résume le développement de la morale catholique depuis le concile de Trente, un des chapitres les plus intéressants de tout l'ouvrage. « L'Eglise, dit M. Lea, dans ses efforts pour subjuguier la conscience humaine à la domination du confessionnal, a couvert la région de la morale d'un brouillard à travers lequel l'explorateur qui cherche la vérité et la certitude marche aveuglé et ne trouve que le doute » (II, 289). Il ne serait que juste pourtant de mettre à part, tout d'abord, les impératifs si nombreux et si catégoriques que compte la morale ecclésiastique et que connaissent sans ombre de doute les

catholiques pratiquants. Quant aux impératifs douteux, par doutes de droit ou doutes de fait, ils ouvrent le champ aux solutions différentes des tutoristes, des probabilioristes, des probabilistes, des équiprobabilistes, etc., et l'on peut s'étonner de la contrariété des principes de solution et s'effrayer du relâchement que ces controverses devraient introduire dans la conscience d'un probabiliste conséquent; mais il convient d'observer que ces doutes de droit ou de fait sont des exceptions dans la vie morale, et que pratiquement, résolus qu'ils sont en dernier ressort par la conscience individuelle, il est bien rare qu'ils ne soient point résolus avec sagesse : « *Judicium practicum conscientiae prudentiale est,* » c'est Suarez qui veut bien nous en assurer. Il ne faut donc point croire, comme M. Lea, que la casuistique pédantesque éduque et mène les consciences, mais se féliciter que l'infinie ingéniosité des casuistes ait aussi peu de prise sur la droiture des consciences que l'infinie et si souvent indiscrete curiosité des théologiens *a priori* n'en a sur leur piété. Et voilà comment la morale catholique, en fait, aurait dû paraître sensiblement différente à M. Lea, s'il l'avait étudiée *plus librement et de plus près*.

L'institution pénitentielle est liée au problème du péché, et l'on peut dire qu'elle est dans l'Église chrétienne aussi ancienne que le péché. Si haut que l'on remonte, on distingue sans peine que le problème du péché, — du péché postbaptismal, — a reçu trois solutions : ou bien l'on a nié l'existence du péché en proclamant l'indifférence des actes dans l'homme baptisé, c'est la solution des Carpocratians du ¹^{er} siècle qui a soulevé contre elle l'unanime répugnance des chrétiens; ou bien l'on a cru à la possibilité de l'impeccabilité, soit impeccabilité par l'effort, c'est la solution des Encratites du ¹^{er} siècle, soit impeccabilité par la sagesse, c'est la solution de certains gnostiques, y compris Clément d'Alexandrie; ou bien l'on a cru à la possibilité d'une rédemption du péché par les œuvres de pénitence, c'est la solution de certains gnostiques, ceux de l'école de Valentin (à en juger par un des fragments de Théodotos), et c'est la solution catholique dont témoigne si hautement le *Pasteur* d'Hermas. Ainsi admis le principe de la rédemption par les œuvres de pénitence, la vie chrétienne en chaque église aurait été bien rapidement exposée aux pires relâchements si l'autorité ecclésiastique n'était intervenue pour réserver certaines fautes. Et, de là, apparaissent les trois fautes réservées (l'impudicité, l'apostasie, l'homicide), dont l'autorité ecclésiastique n'admet pas que l'on puisse se racheter, sinon par une pénitence perpétuelle. L'Église intervient donc pour retenir. Mais cette loi posée par elle ne sera pas maintenue par elle avec intransigeance. Il semble que l'initiative d'un tempérament ait été prise par l'Église romaine et que l'édit de Calixte en soit la première manifestation historique : pourtant il serait facile de signaler des faits particuliers antérieurs à l'édit de Calixte capables d'établir que ce tempérament était en voie de se propager comme coutume lorsque Calixte le proclama comme loi, et capables d'établir du même coup que l'opposition de Tertullien

était aussi emphatique que tendancieuse. Dès le début du ^{III}^e siècle, la rédemption de la *moechia* par des œuvres de pénitence, dont l'autorité ecclésiastique déterminait la nature et la durée, était une doctrine reçue. Après la *moechia*, l'apostasie bénéficia du même traitement : le novatianisme en devait prendre occasion. Tels seraient, selon les vraisemblances que créent les rares textes qui en témoignent, les premiers développements de l'institution pénitentielle.

Cette intervention de l'autorité ecclésiastique pour réserver des fautes, puis pour les remettre, et pour les remettre selon une certaine procédure, est l'indice d'une véritable judicature exercée par l'évêque. L'évêque, et son *presbyterium*, au ^{III}^e siècle, gouverne la communauté et administre l'eucharistie; le *sacerdotalisme*, que M. Lea poursuit un peu partout, est tout entier dans la maxime *sancta sanctis*, laquelle n'est point tant un aphorisme spirituel qu'une règle de droit. La judicature épiscopale, qui connaît les fautes (soit par leur notoriété, soit par l'aveu qu'on lui en a fait) et qui réconcilie les pénitents après leur avoir imposé les œuvres convenables de pénitence, ne tardera pas à déléguer à de simples prêtres le soin de connaître les fautes et d'imposer la pénitence, se réservant toutefois comme une fonction propre la réconciliation des pénitents.

A quelle époque remonte l'institution des prêtres pénitenciers?

M. Lea (I, 179) commet un contresens lorsqu'il pense retrouver la fonction du prêtre pénitencier dans le *confessor* du concile de Tolède de 398 (can. vi), et une inexactitude quand il avance que l'Orient semble avoir le premier connu pareille fonction. La vérité est que le prêtre pénitencier apparaît à Rome au milieu du ^{III}^e siècle, nouvel indice de l'importance de l'action de Rome dans le développement de l'institution pénitentielle¹; les faits rapportés par Socrate et par Sozomène, et dont M. Lea (*ibid.*) n'a pas mis suffisamment le sens en lumière, sont décisifs. Qu'on en juge. Socrate et Sozomène rapportent que Nectarios, patriarche de Constantinople, supprima à Constantinople la fonction des prêtres pénitenciers. Socrate (*H. E.*, v, 19) écrit que, depuis le schisme des Novatiens, c'est-à-dire depuis la persécution de Dèce, les évêques avaient partout institué un prêtre à qui devaient venir confesser leurs péchés les fidèles qui failliraient après leur baptême. « Il n'y a pas de secte où cette institution ne soit en vigueur, à l'exception des Novatiens et des Consubstantialistes. » Car, poursuit Socrate, ces derniers, après avoir longtemps gardé cette institution, l'ont abrogée du temps de Nectarios. Ainsi, la charge existe partout, sauf chez les catholiques du diocèse de Constantinople, chez qui elle a été supprimée par le patriarche Nectarios (381-397). Pourquoi cette abrogation locale? Une femme de haut rang étant venue se

1. Que l'on nous permette de renvoyer à notre mémoire sur les *Prêtres pénitenciers romains au V^e siècle*, paru dans le *Compte-rendu du III^e Congrès scientifique international des catholiques* (Bruxelles, 1895).

confesser au prêtre pénitencier lui fit l'aveu des fautes qu'elle avait commises depuis son baptême; le prêtre lui imposa de jeûner et de prier, afin qu'« elle montrât, en même temps que l'aveu, quelque œuvre convenable de repentir. » Remarquons bien, en passant, que ce n'est pas une pénitence publique que celle qu'impose là ce prêtre du IV^e siècle, mais une pénitence privée. Quelque temps s'écoula, et la femme revint trouver le prêtre pour lui avouer une nouvelle faute, savoir qu'un diacre était devenu son amant. « La chose fut dite, » écrit un peu brièvement Socrate, et le diacre fut chassé de l'Église. Mais les fidèles furent gravement émus par cet événement et à cause du scandale qui en rejallissait sur l'Église, tant il y a que Nectarios crut devoir couper court à cette émotion en supprimant la fonction du pénitencier. Toute cette face de l'histoire est assez obscure. Sozomène (*H. E.*, VII, 16), qui emprunte tout le récit à Socrate, embrouille la fin en la copiant intelligemment. Toutefois, ce n'est point cette fin qui nous intéresse, ni la sanction quelque peu incohérente donnée par Nectarios à la faute du diacre. Ce qui importe, c'est qu'il y ait eu à Constantinople un prêtre chargé d'entendre l'aveu secret des pénitents et de leur imposer une pénitence secrète; ce qui importe, c'est que des historiens de la première moitié du V^e siècle comme Socrate et Sozomène attestent que cette institution était répandue dans tout l'Orient grec, et à Rome notamment, où elle avait pris naissance au temps du schisme de Novatien. Mais au V^e siècle la fonction du prêtre pénitencier, chargé de recevoir l'aveu secret de fautes secrètes et d'imposer une pénitence privée, est au moment de se transformer; d'un côté, en effet, la règle ancienne, qui ne permettait de réconcilier un pécheur qu'une fois en sa vie, va tomber en désuétude; d'un autre côté, la notion du péché va se modifier sous l'influence de la controverse contre les Pélagiens et l'on en va venir à apporter au for pénitentiel bien d'autres fautes que la *moechia*, l'homicide et l'apostasie. Je crois avoir montré, dans le mémoire ci-dessus mentionné, que l'usage romain eut la plus grande part à cette double transformation, dont sortira la discipline des *Libri paenitentiales*.

Que vaut la réconciliation prononcée par l'évêque? Nous touchons ici à la plus grave des questions soulevées par M. Lea, cette question du pouvoir des clés qu'il a traitée en un chapitre (I, 104-167) d'un si vif intérêt. Ici encore l'action de l'Église romaine semble être prépondérante; n'est-ce pas de Rome, en effet, que nous vient la plus ancienne revendication du pouvoir des clés? *Pontifex scilicet Maximus, quod est episcopus episcoporum, edicit: Ego et moechiae et fornicationis delicta paenitentia functis dimitto.* Ces paroles sont du pape Calixte. De leur côté, les soi-disant canons d'Hippolyte (autre texte romain et contemporain de Calixte, sinon plus ancien) reconnaissent à l'évêque dans la formule liturgique de sa consécration la *potestatem ad remittenda peccata*. A Rome donc, au début du III^e siècle, on reconnaissait à l'évêque un pouvoir personnel de rémission. Mais était-ce déjà proprement le pouvoir des clés? — A Calixte, revendiquant le pouvoir personnel de

remettre leurs délits aux fornicateurs, Tertullien répondait : *Exhibe igitur et nunc mihi, apostolice, prophetica exempla, et agnoscam divinitatem, et vindica tibi delictorum eiusmodi remittendorum potestatem. Quod si disciplinae solius officium sortitus es...*, quis aut quantus es indulgere? Calixte, il est vrai, avait prévu l'objection; le pouvoir qu'il revendiquait pour son ministère était un pouvoir qui appartenait à l'Église et qu'il exerçait au nom de l'Église : *Sed habet, inquis, potestatem ecclesia delicta donandi*. La conception que développaient de l'Église les écrivains de la fin du II^e siècle et du III^e, d'Irénée à saint Cyprien, impliquait un pouvoir pareil. Tertullien abondait dans ce sens : *Hoc ego magis et agnosco et dispono, qui ipsum Paraclitum in prophetis novis* [les Montanistes] *habeo dicentem : Potest ecclesia donare delictum, sed non faciam, ne talia delinquant*. Tertullien toutefois, en reconnaissant à l'Église le pouvoir des clés, ne reconnaissait pas à Calixte le droit d'administrer ce pouvoir. *Et ideo ecclesia quidem delicta donabit; sed ecclesia spiritus per spiritalem hominem* [nous sommes ici en plein montanisme], *non ecclesia numerus episcoporum : Domini enim non famuli est ius et arbitrium; Dei ipsius, non sacerdotis* (Tertull., *Pudicit.*, 20 et 21). Ainsi Tertullien admettait comme Calixte le principe *Habet potestatem ecclesia delicta donandi*; il admettait même que l'évêque exerçât en certains cas le pouvoir de l'Église¹; mais il ne croyait pas que ce pouvoir s'étendit aux fautes qu'il appelait majeures et qu'il tenait pour irrémédiables sinon à Dieu.

La doctrine du pouvoir des clés, — que le ministère de ce pouvoir fût l'Église ou l'évêque, — était donc une doctrine déjà exprimée au début du III^e siècle. S'adresser à l'Église, — ou à l'évêque, — était-il le seul moyen de rédemption que les pécheurs croyaient avoir? Sûrement non. Et, pour ne citer qu'un exemple, les martyrs eux aussi n'avaient-ils pas le pouvoir des clés? Ce pouvoir même, que la théologie catholique exprimera si nettement plus tard par quels éléments il est conditionné, pouvait, perçu d'une manière encore confuse, être subordonné aux éléments qui le conditionnent² ou même à des éléments qui ne sauraient le conditionner³. A Rome, du moins, on peut constater que le sentiment exprimé par le pape Calixte persista avec une exceptionnelle suite; M. Lea rappelle justement les déclarations du pape Célestin et du pape saint Léon sur ce point (I, 118), et l'on est surpris qu'il écrive au sujet de saint Grégoire que ce pape « shows that at least in Rome the power of the keys was beginning to be vigorously

1. *Pudicit.*, 18, 17 : « ... Salva illa paenitentiae specie post fidem, quae aut levioribus delictis veniam ab episcopo consequi poterit, aut maioribus et irremissibilibus a Deo solo. »

2. C'est le cas de saint Jérôme dans un passage célèbre, *Comm. in Mt.*, I, III, c. xvi, v. 19.

3. C'est le cas de saint Isidore de Péluse, *Epist.*, I, III, n. 260, dans un passage dont la citation de M. Lea (I, 116) rend très mal le sens.

exercisé. » Non, le pouvoir des clés ne commençait pas au VII^e siècle à Rome d'être exercé vigoureusement, car il était à Rome une tradition d'une bien plus haute époque. Si saint Grégoire n'est pas le premier à l'avoir fortement exprimé, on peut dire que des textes comme l'homélie xxvi du livre II des *Homélies sur les évangiles*, où l'on retrouve un si vivant écho des déclarations les plus juridiques de saint Léon, témoignent qu'à Rome, au V^e et au VI^e siècle, dans la pratique comme dans la doctrine, le pouvoir des clés avait force de principe.

Nous voudrions suivre M. Lea, quitte à le contredire chemin faisant, dans l'histoire de la doctrine pénitentielle au moyen âge, surtout dans l'Université de Paris, à qui nous devons la théologie des sacrements dont s'inspireront les pères du concile de Trente. Mais ce compte-rendu est déjà trop long ! Nous voudrions espérer qu'il ressort nettement de nos observations quel intérêt capital il y aurait eu pour l'étude des origines à concentrer sur l'église romaine l'attention que M. Lea a portée sur trop d'églises à la fois ; on aurait vu à Rome se manifester une tradition sans pareille dans l'histoire ancienne de l'Église et dont le développement patiemment étudié dans ses phases successives aurait expliqué au mieux ce qui demeure confus dans l'ouvrage de M. Lea, trop exclusivement préoccupé de mettre en lumière les « variations des églises, » pas assez montré quelle loi historique a présidé à cette évolution.

Pierre BATIFFOL.

Felice Tocco. *Gli Apostolici e Fra Dolcino*. (Estratto dall' Archivio Storico Italiano, serie V, tomo XIX, anno 1897.) Firenze, coi tipi di M. Cellini e C., alla *Galileiana*, 1897. In-8°, 39 pages.

M. Lea, dans son *Histoire de l'Inquisition au moyen âge*, avait cru devoir consacrer en passant quelques pages, d'un ton d'ailleurs singulièrement expressif, au chef de ces hérétiques que l'Église qualifiait du nom de Faux-Apôtres, au redoutable Dolcino¹. C'est du même personnage que M. Felice Tocco s'est occupé à son tour, dans une monographie où se retrouvent toutes les qualités qui lui sont propres, interprétation sûre et ingénieuse des textes, netteté des conclusions.

Aussi bien pour appeler sur le grand hérésiarque italien l'attention éclairée de la science moderne, tout se rassemble à la fois, et le sentiment de ses contemporains du XIV^e siècle et l'énergie manifeste de son tempérament jointe à l'audace radicale de ses visées. Des chroniqueurs de l'époque à Dante et à Bernard Gui, qui nous ont retracé, sous des formes diverses, ses destinées tragiques, des papes qui lancent contre lui leurs bulles fulminantes aux prélats qui en exécutent les prescriptions, pas un que ce Dolcino n'ait ému profondément, et dont la pas-

1. Voy. t. III, ch. II.

sion ne nous invite à l'étudier, nous aussi. Il a, du reste, entre les gens de son temps et de son espèce, un caractère et comme une attitude à part. En face de leurs persécuteurs, élevés par la haine furieuse de l'hérésie jusqu'à une sorte de grandeur atroce, les docteurs et les apôtres de la Vaudoisie ou du Catharisme, mal connus d'ailleurs, gardent un effacement que ne dissipe pas toujours le martyre final, et qui donne à leurs doctrines une impersonnalité qu'on n'a pas assez remarquée peut-être. A côté des Cathares et des Vaudois, les dissidents franciscains, ceux du milieu du *xiii*^e siècle tout à leurs spéculations, ceux de la fin du même siècle non moins spéculatifs, mais plus agités, ne peuvent qu'à peine être mis au nombre des adversaires authentiques de l'Eglise. Ils proclament sans cesse leur orthodoxie, et, jusqu'à Jean XXII, la cour de Rome se demande elle-même si elle ne doit pas les en croire sur parole. Mais tout autre est l'impression que nous laisse Dolcino. En lui est ressuscité l'esprit du *xii*^e siècle, de l'âge des rébellions religieuses, perpétuelles et à peu près indomptées, l'esprit de Tanchelm et d'Arnaud de Brescia, de Pierre de Bruis et d'Henri. Il les dépasse du reste de bien loin en hardiesse. C'est avant tout un révolté, en qui ferment déjà quelque chose des âpres revendications modernes, exaspérées par des siècles d'attente. En tout cas, ses conceptions en ont le tour absolu et tranchant. Originales et intransigeantes, elles relèguent dans l'ombre les hérésies anciennes, dont les plus audacieuses ne semblent en comparaison que de simples compromis.

C'est vainement, en effet, que les Cathares réclameraient comme un des leurs le nouvel hérésiarque. Il ne s'embarrasse point d'opposer leur dualisme au dieu unique de l'Ancien Testament et de l'Evangile. Les Vaudois ne sauraient davantage voir en lui un de leurs représentants. Il ne s'occupe pas, comme eux, à élever la Bible au-dessus de la tradition des docteurs. Ce n'est pas non plus un arnaldiste, ni un amalricien, ni un sectateur du Libre-Esprit, ni un fraticelle ni un béguin. Il peut avoir quelques-unes des idées de ces hétérodoxes. Il a sûrement beaucoup de celles que professent les derniers d'entre eux sur la pauvreté, leurs vues joachimites sur l'évolution de l'humanité, leur croyance opiniâtre à une rénovation prochaine du monde. Mais il ne veut pas, ainsi qu'ils le souhaitent, ajouter un ordre religieux nouveau aux ordres déjà existants. Il prétend au contraire les détruire tous. Sur leurs ruines, il se croit appelé à rétablir la vie simple et libre des apôtres, sans prêtres ni moines, sans lieux consacrés pour le culte, sans distinction de riches et de pauvres, sans vaine recherche de cette chasteté que vante l'Eglise romaine et contre laquelle s'insurge la nature¹. En attendant, avec la large insouciance d'un homme des premiers âges, étranger à toute notion de propriété et de vie sédentaire, il s'en va promenant de montagne en montagne, au gré de leurs besoins

1. Sur les doctrines exactes de Dolcino et ses tendances propres, voy. plus spécialement les p. 36-38 du travail de M. Tocco.

et de leurs désirs, les foules qu'il a enflammées de sa foi et soumises à son empire. Malheur à qui l'attaque! Sur les droits de la défense et sur ceux de l'épée qui en est l'instrument, il n'a pas les molles théories de la secte vaudoise. Le Valsesia, où pendant plusieurs années il exterminait dans de sanglants combats les croisés lancés contre lui, en sait quelque chose. Ainsi qu'un autre Mahomet, il est résolu à propager, s'il le faut, ses doctrines par les armes. Il remet après leur triomphe le règne de la mansuétude prêchée par l'Évangile.

Tel est l'homme étrange et puissant que voit apparaître au début du xiv^e siècle l'Italie septentrionale et qui la terrifie. Ses origines demeurent enveloppées d'une obscurité que n'a pu encore pénétrer l'histoire. On l'a dit fils d'un prêtre. Il entre en scène vers la fin de l'année 1300 et meurt au mois de juin 1307, à Verceil, dans un supplice épouvantable, qu'accompagne l'exécution non moins horrible de son lieutenant Longino et de sa maîtresse, la belle Marguerite, une nonne échappée par amour pour lui d'un des couvents de la ville de Trente.

Charles MOLINIER.

D^r Paul Fredericq. De secten der Geeselaars en der Dansers in de Nederlanden tijdens de 14^{de} eeuw. (Uittreksel uit het LIII^e deel der *Verhandelingen van de Koninklijke Academie van wetenschappen, letteren en schoone kunsten van België.*) Brussel, Hayez, 1897. In-4^o, 62 pages.

Dans ses deux volumes de documents concernant l'Inquisition néerlandaise du moyen âge, M. Paul Fredericq avait inséré un certain nombre de textes se rapportant à l'apparition aux Pays-Bas de deux des sectes qui marquent le mieux la folie mystique dont souffre l'Europe durant la seconde moitié du xiv^e siècle, celles des Flagellants et des Danseurs¹. Ce sont ces textes spéciaux qu'il a eu l'idée d'utiliser pour son propre compte, en en tirant une monographie, qui, par les détails qu'elle renferme ainsi que par le soin avec lequel elle a été écrite, paraît avoir épuisé tout ce qu'il y avait à dire sur les deux sectes en question.

On ne s'attendra pas sans doute à ce que nous donnions ici une analyse complète du travail de M. Fredericq. Nous nous bornerons à en noter quelques-uns des points principaux, ceux qui, précisés définitivement par lui, peuvent être considérés, croyons-nous, comme acquis désormais à l'histoire.

C'est, il semble, à l'ébranlement physique et moral qu'a produit dans l'Europe entière la grande peste de 1348 et 1349 qu'il faut attri-

1. Voy., pour les Flagellants, *Corpus documentorum Inquisitionis haereticæ pravitatis neerlandicae*, t. I, n^{os} 194-202, 204; t. II, n^{os} 61-89, 117, 118; pour les Danseurs, t. I, n^{os} 221-223; t. II, n^{os} 93-104.

buer l'origine de manifestations pareilles à celles dont les Flagellants donnent le spectacle. En tout cas, leur apparition suit immédiatement le fléau dont il s'agit. La secte, suivant l'opinion commune, naît en Hongrie ou en Allemagne¹. Elle se propage de là en Flandre, en France, dans toute la chrétienté occidentale. Pour ce qui est des Pays-Bas en particulier, et spécialement des années 1349 et 1350, qui sont celles de sa plus grande faveur et de son plus grand développement dans ces contrées, on la voit presque en même temps à Tournai, Tylemont, Louvain, Dam, Namur, Bruges, Dixmude, Mons, Oudenarde, Genappes, Lille, Maubeuge, Bailleul, Valenciennes. Ses représentants dans ces différentes villes varient en nombre. Ils sont parfois cinquante, quatre-vingts seulement; mais souvent aussi leurs bandes réunissent jusqu'à trois cents, quatre cents pénitents et même davantage². A la fin de l'année même qui en a vu l'apparition, ces bandes, répandues sur tout l'ouest de l'Europe, de la mer du Nord au Rhône, arrivent, s'il faut en croire les contemporains, à former un total de près de huit cent mille énergumènes³, livrés à toutes les extravagances du mysticisme le plus matériel⁴.

Comme on peut l'imaginer sans peine, les puissances ecclésiastiques ou civiles se sont vite émues de ces désordres. Pour les réprimer, dès le 20 octobre 1349, le pape Clément VI fait appel aux archevêques des pays où ils se sont manifestés, ainsi qu'à leurs suffragants. Le roi de France, Philippe VI, les condamne à son tour par un édit, qui est du 15 novembre 1350. Dans l'intervalle, aux réprobations parties de si haut, l'Université de Paris a joint, il semble, une censure émanée de son autorité particulière (3 novembre 1349)⁵. Mais c'est en vain. Le fléau, quatre ou cinq ans plus tard, accuse encore sa ténacité par des manifestations qui ne laissent point de doutes. Il y a plus : sans qu'on sache comment ni pourquoi, on le voit renaître encore longtemps après, en l'année 1400, dans différents centres, à Maestricht, à Visé, à Tongres. Du moins, c'est ce qu'affirme dans sa chronique le moine liégeois Cornelius Zanfliet⁶.

La secte, dite à bon droit des Danseurs, date à peu près du même temps⁷; mais elle est notablement plus absurde encore. Les contemporains, suivant leur façon habituelle d'expliquer de pareils phénomènes, en attribuent l'origine à une intervention ou à une possession démo-

1. Voy., sur ce point, la Monographie de M. Fredericq, p. 6, 7.

2. Voy., pour ces indications, *Corpus*, t. I, n° 194; t. II, n° 61.

3. Voy. *Corpus*, t. I, n° 197; t. II, n° 70.

4. Sur ces extravagances, voy. *Corpus*, t. I, n° 197, 200; t. II, n° 61. Voy. également, pour les règles auxquelles s'astreignent les Flagellants, *Ibid.*, t. II, n° 61, 62; pour les chants dont ils accompagnent leurs pratiques, *Ibid.*, t. II, n° 78, et Monographie, p. 19, 20.

5. Voy. *Corpus*, t. I, n° 202; t. II, n° 64, 68.

6. Voy. *Corpus*, t. II, n° 118.

7. La date exacte de son apparition se place à l'année 1374.

niaque. Mais, dans la folie propre aux sectaires dont il s'agit, il est impossible de reconnaître en réalité rien de religieux. C'est évidemment un simple cas pathologique, une hystérie ou une épilepsie de nature spéciale. Les misérables qui en sont atteints sautent jusqu'à perdre haleine, en répétant des mots vides de sens, dont le plus fréquemment reproduit est celui de *frisch*. Ils se plaignent en même temps de douleurs intolérables dans la partie inférieure du corps. Pour y porter remède, ils se serrent, jusqu'à en étouffer, le ventre au moyen de linges, ou se le font battre à coups de poing. Le malaise dont ils souffrent s'accompagne en outre de répulsions bizarres. Ils ne peuvent voir une étoffe rouge sans entrer en fureur. L'aspect de souliers à pointe (*rostrati*) produit sur eux le même effet. Si bien qu'à Liège, les magistrats, compatissant à leur manie, défendent expressément qu'on fabrique de ces chaussures malencontreuses. Inutile de dire que toutes ces démonstrations saugrenues sont accueillies avec le plus grand sérieux par tous ceux qui en sont témoins. C'est à qui s'empressera dans le but d'en soulager les auteurs. Les laïques y contribuent de leur sympathie et de leur attendrissement, les membres du clergé de leurs prières et de leurs exorcismes les plus irrésistibles¹.

Pour si étranges qu'elles soient, ces quelques indications, que nous avons cru devoir présenter ici, paraîtront peut-être de valeur plus que secondaire. C'est pourtant, pensons-nous, de détails de cette sorte qu'est fait ce qu'on pourrait appeler l'envers de l'histoire. Nous voulons dire ce qui ne montre assurément pas l'humanité sous son meilleur jour, dans la plénitude de cette raison dont elle est si justement fière, mais ce qui n'en contribue pas moins en somme à nous donner d'elle une connaissance exacte et complète. Après cela, que M. Paul Fredericq ait accompli, avec la sagacité, l'habileté à faire parler les textes qui lui sont habituelles, la tâche qu'il s'était proposée, c'est ce qu'il est à peine besoin de remarquer. Comme nous le disions en débutant, la monographie entreprise par lui mérite l'éloge le plus explicite qu'on en puisse faire. Elle épuise le sujet et paraît bien réellement définitive².

Charles MOLINIER.

1. Voy. Monographie, Appendice, p. 59-62.

2. Nous avons indiqué déjà les textes du *Corpus documentorum Inquisitionis neerlandicae* ayant trait aux deux sectes étudiées par M. Fredericq et qu'il a utilisés dans le cours de son travail. Lui-même, d'autre part, a pris soin de dresser un catalogue des sources principales pouvant servir à élucider le sujet. Voy. Monographie, p. 7, note 1. Il a donné de plus, en appendice, deux fragments extraits de la *Chronique des évêques de Liège* et concernant les Danseurs. Voy. *Ibid.*, p. 59-62. Enfin, en tête même de son étude, il a placé la reproduction d'une curieuse miniature. Cette miniature, empruntée à l'un des mss. de la bibliothèque royale de Bruxelles, celui de la chronique de Gilles Le Muisit, abbé de Saint-Martin de Tournai, représente l'entrée des Flagellants dans la même ville en 1349. Elle nous fait connaître le costume exact porté par les membres de la secte, ainsi que les insignes qui leur étaient particuliers.

Landtagsakten von Jülich-Berg (1400-1610), publiés par Georg von Below. Tome I (1400-1562). Dusseldorf, Voss, 1895. Gr. in-8°, xvi-824 pages.

La société pour l'histoire des pays rhénans, qui déploie depuis quelques années une grande activité, a pensé avec raison qu'il importait d'étudier, avec plus de précision scientifique qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, comment s'était produite au début des temps modernes l'évolution constitutionnelle qui avait fortifié peu à peu les grandes principautés allemandes et leur avait donné la cohésion qui leur faisait défaut. C'est là une étude assez délicate, car on ne peut comprendre la politique des princes allemands et apprécier équitablement leurs actes que si on sait au préalable quels étaient leurs rapports avec les états (*Stände*) et quels étaient les pouvoirs de ces derniers : toutes choses mal connues jusqu'ici et dont l'étude est indispensable pour la connaissance de l'histoire provinciale de l'Allemagne.

Ce n'est point au hasard qu'on a fait choix d'abord du duché de Juliers-Berg. Le pays de Juliers a joué un rôle important au moyen âge dans la vallée inférieure du Rhin. Après la chute du duché de Basse-Lorraine au ^x^e siècle, les comtes du Jülichgau acquirent la dignité ducale et l'immédiateté d'empire. Guillaume V reçut de l'empereur Louis IV, en 1336, d'importants privilèges; il disputa un instant aux margraves de Brandebourg le droit de porter le sceptre, réunit à ses états par d'heureuses alliances le comté (bientôt duché) de Berg; et on sait de quelle importance devait être la succession ouverte en 1609 et qui mit aux prises la Saxe, le Brandebourg et la branche palatine de Neubourg. Les principaux documents concernant l'histoire de ce duché se trouvent aux archives de Dusseldorf, où j'ai eu moi-même l'occasion de travailler quelque temps. On ne pouvait confier le soin de leur publication à un homme plus compétent que M. Georges de Below, qui a su faire un choix très judicieux en éliminant les textes relatifs aux duchés de Clèves et de Mark, et qui a publié tous ceux qui lui ont paru d'une véritable utilité, avec la précision scientifique la plus rigoureuse, en les accompagnant de notes substantielles et en ajoutant à son travail un *index nominum* établi avec grand soin. L'*index rerum*, plus utile encore, est réservé pour le second volume¹.

Nous devons signaler d'abord l'Introduction magistrale de 235 pages, où l'auteur nous donne sur l'organisation, le rôle et la compétence des *Landstände* de précieux renseignements. Il nous explique comment ils se sont formés, et les considérations qu'il présente sur le développement territorial du pays méritent d'autant plus de fixer l'at-

1. M. de Below avait déjà publié un important ouvrage sur ce sujet : *Die landständische Verfassung in Jülich und Berg*, 3 parties (1885-1891). La 3^e partie porte en outre le titre particulier : *Geschichte der direkten Staatssteuern in Jülich und Berg*, 2 fascicules, 1890-1891.

tention qu'avec cette sagacité dont ses travaux antérieurs fournissent la preuve, il excelle à bien poser les questions, en même temps qu'à montrer à quels résultats positifs la science est déjà parvenue sur tel ou tel point.

Remontant jusqu'à une époque fort ancienne, il montre que les états provinciaux (*Landstände*) ont considérablement hâté l'évolution intérieure qui a abouti à agglomérer les territoires allemands. Mais ce n'est pas dans un effort spontané et indépendant vers l'union qu'on doit chercher l'origine de ces états, c'est du moins ce qui semble résulter de l'examen des livres de droits (ou coutumiers) de Berg et de l'organisation des impôts, dont les uns étaient imposés par le premier, les autres par les *Stände*.

La seconde partie de l'Introduction, la plus considérable de beaucoup, est un remarquable tableau d'ensemble de l'organisation des états provinciaux de 1400 à 1538. Étudiant d'abord l'organisation de la diète provinciale (*Landtag*), l'auteur montre qu'à Juliers et à Berg on ne voit apparaître au début que deux classes, la chevalerie et les villes, et il établit d'autre part la parenté qui existe entre le *Landtag* et le tribunal du chevalier (*Rittergericht*). Ces explications devront être complétées par un article paru dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie* de Conrad (t. LXIV, année 1895), qui renverse la vieille opinion d'après laquelle les états provinciaux auraient formé l'ensemble des autorités locales et auraient représenté la propriété foncière même au point de vue du droit privé. Ce sont des considérations d'ordre militaire qui ont provoqué la formation de la chevalerie, mais c'est seulement à la fin du moyen âge que la possession d'un *Burg* fut regardée comme une condition indispensable pour figurer au *Landtag*. Il est certain toutefois qu'à partir d'une époque que M. de Below ne parvient pas à préciser, la possession d'un château fort fut une condition préalable nécessaire pour siéger dans les états provinciaux. Mais il ne faudrait pas conclure de là qu'au point de vue économique le *Rittergut* eût nécessairement une grande importance.

On trouvera aussi (p. 28 et suiv.) des détails précis sur les endroits où se tenaient les diètes provinciales, les époques auxquelles elles se réunissaient, la forme des débats. Chaque territoire particulier avait en principe son assemblée, et les diètes générales communes à tout le pays de Juliers-Berg nous laissent voir que l'action commune n'existait que pour des choses d'importance secondaire. Aussi les états provinciaux étaient convoqués et délibéraient séparément. Dans le troisième chapitre, où est étudiée la situation générale des états, on voit que leur compétence n'a jamais été délimitée d'une façon précise, ce qui tient sans doute à ce que la chevalerie et les villes représentaient l'ensemble des sujets. Le quatrième chapitre renferme une savante étude des attributions du *Landtag*. On verra quels étaient les rapports du souverain et de sa famille avec le pays (les états veillant spécialement dans les cas de minorité, ou lorsqu'un mariage avait lieu, à ce que l'indivisibilité du

territoire fût maintenue), comment les états intervenaient dans les questions de politique extérieure, comment ils veillaient au maintien de la paix avec les états voisins, quel était leur rôle en matière de justice, d'organisation administrative et de police. S'il y a eu en Allemagne des principautés où les fonctionnaires seigneuriaux ont subi dans une forte mesure l'influence des états provinciaux, le duché de Jülich-Berg n'est point assurément de ceux-là. Les diverses tentatives faites en ce sens (voy. notamment celles de 1513, 1514, 1520, analysées p. 128-132) restèrent finalement infructueuses. Le gouverneur (*Statthalter*) nous apparaît toujours comme un fonctionnaire du seigneur placé dans une étroite dépendance, et les documents nous montrent aussi que les ducs interprétaient largement les pouvoirs qui leur avaient été conférés par les états. Ceux-ci ne parvinrent en somme à mettre la main ni sur la nomination des divers fonctionnaires, ni sur l'administration financière du territoire. Ils sont seulement arrivés à restreindre l'étendue des possessions ecclésiastiques, à faire réserver les *Rittergüter* aux chevaliers et l'industrie aux bourgeois.

Il ne peut être question de donner ici une analyse des documents reproduits par l'auteur et qui attestent une merveilleuse connaissance des archives de la région. Les notes savantes dont il accompagne leur publication prouvent qu'il a consulté avec un scrupule remarquable tous les ouvrages qui pouvaient lui être de quelque utilité. Quelques-uns des textes cités paraissent bien n'avoir qu'un rapport éloigné avec l'histoire du duché de Juliers-Berg, et il eût été possible de laisser de côté certains privilèges antérieurement publiés par Lacomblet ou par d'autres. M. de Below a réparti les documents reproduits en neuf groupes, dont cinq se rapportent à l'affaire de la succession de Gueldre, affaire d'une véritable importance, dont Ranke disait qu'elle avait été en ce temps le « point de convergence de la politique européenne. » On trouvera dans les appendices de l'Introduction des lettres curieuses comme celles de Maximilien I^{er} sur un projet de mariage de Clèves-Mecklembourg qui fut agité en 1517, l'instruction du duc de Saxe pour son fils en 1530, la correspondance des ducs au sujet de la compétence des tribunaux ecclésiastiques (correspondance qui montre que les choses se sont passées en dehors de la diète provinciale) et divers extraits des décisions rendues par cette diète siégeant comme cour de justice.

C'est surtout dans les documents relatifs à la seconde période, 1537-1562, qu'on voit les événements se grouper davantage autour du Landtag; l'auteur a eu soin d'ailleurs de substituer à l'ordre purement chronologique un ordre plus rationnel par matière, qui donne à ses documents un plus grand intérêt. Nous signalerons les pièces relatives à la politique bavaroise en 1540 et notamment le rapport de l'ambassadeur Karl Harst, faisant le récit des audiences qui lui furent accordées par le roi d'Angleterre, la reine et « un certain Cromwell. » La catholique Bavière suit à cette époque une politique qui ne concorde nullement avec la politique impériale, et son ambassadeur ne défend guère les

intérêts de l'Allemagne. On trouvera aussi (p. 336 et suiv.) d'intéressants détails sur le mariage du duc de Juliers et l'alliance contractée avec la France en octobre 1540; puis sur la diète de Ratisbonne de 1541 et les représentations faites à l'empereur. Signalons enfin (p. 433 et suiv.) les documents relatifs à la lutte du duc Guillaume avec la régente des Pays-Bas et l'empereur et à la paix de Venloo (1542-1543).

On sait que M. G. de Below s'est beaucoup occupé depuis quelques années de l'origine des villes allemandes; aussi retrouve-t-on çà et là l'écho de ses idées à cet égard. Repoussant la doctrine de ceux qui ont tenté de rattacher l'organisation des villes allemandes, soit à l'organisation municipale romaine ou aux anciens *Hofrechte*, soit au développement du commerce et des associations de marchands, il estime que la plupart sont d'anciennes communes rurales (*Landgemeinden*) qui s'élevèrent à un certain moment au rang des villes et insiste notamment sur la formation des tribunaux urbains qui n'ont certainement pas été créés pour les marchands, et dont la compétence est fort étendue. Il ne peut être question ici d'examiner en détail ces théories, sur lesquelles le dernier mot n'est pas encore dit. On sait que M. de Below, qui est d'un tempérament agressif, a engagé d'ardentes polémiques avec un certain nombre de savants allemands. Il ne sera peut-être pas inutile, ses travaux n'ayant pas fait jusqu'ici l'objet de comptes-rendus spéciaux dans la *Revue historique*, d'indiquer les plus importants d'entre eux. Leur lecture ne saurait être trop recommandée à ceux de nos lecteurs que cette question de l'origine des villes intéresse particulièrement. Ce sont d'abord deux volumes : *Die Entstehung der deutschen Stadtgemeinde*, 1889, et *Der Ursprung der deutschen Stadtverfassung*, 1892, où se trouvent les traits généraux de ses théories. Ces deux volumes devront être complétés par la lecture de plusieurs articles d'une vigueur de touche et d'une finesse critique remarquables, mais où il est permis de trouver que la vivacité de la polémique dépasse les bornes permises (voy. « Zur Entstehung der deutschen Stadtverfassung, » deux articles de la *Historische Zeitschrift* de Sybel, t. LVIII et LIX (1887-1888); « Die Bedeutung der Gilden für die Entstehung der deutschen Stadtverfassung, » dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie* de Conrad, t. LVIII; « Zur Entstehung der Rittergüter, » dans la même *Revue*, t. LXIV (1895); « Die Städtische Verwaltung des Mittelalters als Vorbild der späteren Territorialverwaltung, » dans la *Hist. Zeitschrift* de Sybel, t. LXXV; « Die Entstehung des Handwerks in Deutschland, » dans la *Zeitschrift für Sozial und Wirtschaftsgeschichte*, t. V (1896).

On consultera aussi avec fruit les articles « Adel, » « Burgerthum » et « Rittergut, » qui ont été insérés dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* de Conrad, et de remarquables comptes-rendus, tels que ceux qu'a publiés la *Historische Zeitschrift* de Sybel, t. LXIII, sur la *Wirtschaftsleben* de Lamprecht, et t. LXXI sur sa *Deutsche Geschichte*, ou encore les articles parus dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*, 1890, 1891, 1892, sur les livres de Rosenthal (*Verwaltungs-*

organisation Baierns), de Inama Sternegg (*Deutsche Wirthschaftsgeschichte*), de Bernheim (*Lehrbuch der historischen Methode*), de Hegel (*Städte und Gilden*), etc. Signalons aussi le compte-rendu très pénétrant qu'il vient de publier sur le livre de Liesegang : *Untersuchungen zur Verfassungsgeschichte der klevischen Städte* (Breslau, Köbner, 1897). Ce gros volume, au mérite duquel il faut d'ailleurs rendre hommage, manque de précision. La critique qu'en vient de faire M. de Below lui a fourni l'occasion de repousser de nouveau les théories de Nitzsch et de préciser ses propres idées sur l'organisation des conseils de villes ainsi que sur le rôle du bourgmestre et du *burgericht* dans les villes de cette vallée inférieure du Rhin dont il a étudié avec tant de soin l'histoire¹.

Georges BLONDEL.

1. Il convient aussi de signaler, — car elles ont un véritable intérêt historique, — deux récentes dissertations de M. de Below sur le duel : *Das Duell und der germanische Ehrbegriff* (Kassel, 1896. In-8°, 47 pages), et *Zur Entstehungsgeschichte des Duells* (Münster, 1896. In-4°, 37 pages), dissertations complétées par deux articles des *Göttingische gelehrte Anzeigen*, janvier 1896, et de la *Zeitschrift für die gesammte Strafrechtswissenschaft*. — On sait que l'opinion publique s'est élevée avec force depuis quelque temps en Allemagne contre la manie du duel qui sévit dans ce pays. Affaires scandaleuses et lettres anonymes alternent avec les enquêtes judiciaires et les plus lamentables révélations. Tout cela décèle une grande hypocrisie dans ces hautes classes qui font parade de vertu et qui comprennent le sentiment de l'honneur d'une façon singulière. Ce sont les mœurs surtout qu'il s'agirait de réformer; il est douteux que les lois puissent beaucoup. Néanmoins, le rescrit promulgué récemment par l'empereur parviendra peut-être à restreindre le duel dans l'armée, la multiplicité des duels étant due beaucoup moins à l'humeur belliqueuse des officiers qu'à des coutumes universitaires et à des traditions dont le corps des officiers est resté l'esclave. Les compétences des conseils d'honneur seront à l'avenir considérablement augmentées. Dans les cas graves, l'empereur s'est en outre réservé le droit de décision. Les deux brochures de M. de Below ont donc en même temps qu'un intérêt historique un intérêt d'actualité. Il cherche à établir que, contrairement à ce qu'on a cent fois répété, le duel actuel ne se rattache pas aux institutions du moyen âge, ne découle ni du combat judiciaire, ni du droit de vengeance (*Fehderecht*) et ne se rattache nullement aux anciens tournois. Il semble vraiment établir avec une grande abondance de preuves que le duel a été absolument inconnu au moyen âge allemand, et que c'est là une chose « aussi peu allemande que le mal lui-même. » C'est dans les pays romans (en Espagne) à la fin du xv^e siècle que la pratique du duel paraît avoir fait son apparition pour se développer prodigieusement au xvi^e. Le prétendu duel d'honneur (*Ehrenduell*) n'a été qu'une fantaisie d'une société en décadence, et M. de Below conjure ses compatriotes de s'affranchir d'une coutume qui ne répond nullement aux vrais sentiments germaniques, qui blesse la conscience, est antijuridique, antisociale, et ne peut être acceptée par les lois.

La Rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas (1635-1700). *Étude d'histoire diplomatique et militaire*, par Henri LONCHAY, professeur à l'Athénée royal et à l'Université libre de Bruxelles. Bruxelles, Hayez, 1896. In-8°, 367 pages. (T. LIV des *Mémoires couronnés* publiés par l'Académie royale de Belgique.)

Jusqu'ici les historiens belges ne se sont guère attachés à l'étude du xvii^e siècle; tout au plus peut-on citer l'essai de Gachard sur la carrière diplomatique de Rubens et le livre du général Henrard sur le séjour de Marie de Médicis aux Pays-Bas. Faut-il rechercher la cause de cette indifférence dans ce fait qu'au xvii^e siècle la Belgique n'était qu'une dépendance de l'Espagne, subissant toutes les fluctuations de la politique des cabinets de Madrid? Certes il existe des travaux de premier ordre sur cette période, mais les beaux ouvrages de Mignet, de Chéruel, de Camille Rousset, du duc d'Aumale, pour ne citer que les principaux, sont écrits à un point de vue tout français et d'après des documents d'origine française, au moins pour la plupart.

L'Académie royale de Belgique a donc été bien inspirée en mettant au concours une question ainsi conçue : « Montrer comment l'Espagne, par sa diplomatie et par ses armées, a combattu la politique de la France aux Pays-Bas de 1635 à 1700. » M. Henri Lonchay, professeur à l'Université de Bruxelles, dont la *Revue historique* a signalé à plusieurs reprises¹ des ouvrages de valeur, est sorti vainqueur de la lutte.

Son importante étude d'histoire diplomatique et militaire, très complète et très précise, comprend les événements qui se déroulent depuis la mort de l'archiduchesse infante Isabelle jusqu'à la conclusion du traité de Ryswick (1^{er} décembre 1633-12 septembre 1697).

Durant ces soixante-quatre années, l'Europe assiste au duel acharné et presque ininterrompu de la France et de l'Espagne. La France veut améliorer sa frontière du Nord et s'étendre vers le Rhin; son programme est tracé dans la lettre fameuse que Mazarin écrit le 20 janvier 1646 à ses représentants auprès du congrès d'Utrecht : « L'acquisition des Pays-Bas espagnols fournirait à la ville de Paris un boulevard inexpugnable, et ce serait alors véritablement que l'on pourrait l'appeler le cœur de la France, et qu'il serait placé dans l'endroit le plus sûr du royaume, puisque l'on aurait étendu les frontières jusqu'à la Hollande et, du côté de l'Allemagne, jusqu'au Rhin, par la rétention de la Lorraine et de l'Alsace, et par la possession du Luxembourg et du comté de Bourgogne. »

Si la France poursuit avec âpreté sa politique d'agrandissement, l'Espagne lui opposera une résistance opiniâtre, parce qu'elle comprend que, si les Pays-Bas lui sont ravés, elle doit renoncer à jouer un rôle dans les affaires de l'Europe centrale.

1. Notamment XXXI, 177, 483; XXXIV, 152; XXXVI, 235; XLVIII, 154.

Dans le premier chapitre, l'auteur esquisse à grands traits l'état intérieur des Pays-Bas catholiques qu'il oppose à celui de la république des Provinces-Unies, et il met en lumière l'impéritie et la maladresse du gouvernement espagnol. La cour de Madrid, dit-il, ne vit jamais dans notre pays que les avantages militaires qu'il lui fournissait dans sa lutte avec la France; elle en tira des troupes considérables et des contributions énormes, mais elle ne fit rien pour soulager le pays, et l'on vit même, par suite des fluctuations survenues dans le système d'alliances, le roi d'Espagne accorder aux Hollandais, à ces Hollandais qu'il avait toujours dédaigneusement appelés des rebelles, l'accès de ses colonies, alors qu'il interdisait obstinément aux Belges qui lui avaient gardé une fidélité inébranlable. D'autre part, on écartait systématiquement les Belges de l'administration de leur pays et l'on ne s'inquiétait guère de la sécurité publique, ainsi que nous le verrons plus loin. De semblables procédés devaient amener fatalement la désaffection¹. Que l'on ajoute à cela la fâcheuse pratique suivie par les rois d'Espagne de n'accorder aux ministres de Bruxelles que des pouvoirs fort restreints, ce qui les obligeait à attendre six semaines ou deux mois les décisions pour les affaires les plus urgentes. Ces errements étaient particulièrement déplorables en matière diplomatique : on vit les plénipotentiaires espagnols au congrès de Münster rester des mois entiers sans recevoir les instructions nécessaires; ces lenteurs inconcevables indisposaient naturellement les autres plénipotentiaires contre l'Espagne qu'ils accusaient de mauvais vouloir et de duplicité. La diplomatie de Louis XIV était autrement supérieure en valeur et en rapidité d'action!

Le chapitre II nous expose en détail l'organisation militaire des Pays-Bas et nous initie au recrutement et à l'organisation des différentes armes, à la composition des états-majors, aux qualités et aux défauts des soldats. Nous y relevons des pages lugubres sur les déprédations et les désordres qui se sont généralisés depuis la fin du règne de Philippe II et qui, sous Philippe IV, sont à leur comble. Le point de départ de ces « furies espagnoles » est l'irrégularité de la paie, provenant de la ruine de l'Espagne et surtout de la mauvaise organisation de sa trésorerie, ainsi que des prévarications de ses officiers. Tout cela devait aboutir à une irrémédiable décadence, et l'on voit, à la fin du XVII^e siècle, les soldats espagnols, comme de nos jours les soldats du Grand Turc, couverts de haillons, mendier le long des routes, et tirer des coups de fusil sur les diligences quand on leur refuse l'aumône.

1. Le marquis d'Aytona, ministre d'Isabelle, un des rares hommes d'État qui aient sainement jugé la Belgique, écrivait à d'Olivarès, le 5 décembre 1629 : « Il n'y a d'autre moyen d'imprimer une bonne direction aux choses du service du roi que de confier aux nationaux le salut de leur patrie et de leur religion, et je ne sais comment nous pourrions conserver ces provinces en la dévotion de Sa Majesté, si nous montrons de la défiance aux gens du pays, et ne les faisons point participer au gouvernement. »

M. Lonchay a utilisé les ouvrages de spécialistes du temps, comme Basta et Walhausen, et parmi les modernes Guillaume et Henrard, mais il a surtout mis à profit les riches archives de la *Contadorerie et Pagadorerie des gens de guerre*, et il y a découvert quantité de faits et de renseignements tout à fait inédits.

Cette entrée en matière terminée, nous abordons l'étude de la grande guerre de vingt-quatre ans (1635-1659) avec les multiples négociations diplomatiques auxquelles elle donna naissance depuis l'alliance conclue par Richelieu avec les Provinces-Unies, en 1635, jusqu'au traité des Pyrénées, qui fit passer pour longtemps à la France la prédominance que possédait l'Espagne depuis Charles-Quint et qui contenait en germe des luttes nouvelles et sanglantes. Ici, toutes les données ne sont certainement pas nouvelles, mais tous les événements sont repris à un point de vue spécial, et l'auteur épuise, peut-on dire, la matière.

Vient ensuite la guerre de dévolution, qui fournit à M. Lonchay l'occasion d'analyser de près la politique personnelle de Louis XIV; il résume ainsi les vrais desseins du roi : assurer à son fils la succession de la monarchie espagnole, c'est l'avenir; s'emparer d'une partie des Pays-Bas, c'est le présent. Aussi bien que l'héritage espagnol, la question belge fut une des grandes affaires de son règne. Toutes ses combinaisons diplomatiques sont subordonnées à ce grand dessein, même celles qui, au premier abord, paraissent y être les plus étrangères.

Nous assistons ensuite aux péripéties de la guerre de Hollande jusqu'à la trêve de Ratisbonne. Alors la fortune du monarque français est à son apogée : maître de Luxembourg, il domine le cours de la Moselle et d'une partie du Rhin; par Bouvignes, Dinant et le fort de Charlemont, il menace Namur.

Le dernier chapitre est consacré à la guerre de la ligue d'Augsbourg et finit au traité de Ryswick. Nous connaissons peu de pages aussi navrantes dans l'histoire de la Belgique. Nos provinces, devenues le champ de bataille de l'Europe, sont foulées et ravagées par les troupes assaillantes du roi de France et n'ont pas moins à souffrir des armées de la coalition qui viennent les défendre; la plupart des places sont bombardées, la misère des populations est indescriptible; toute police a disparu; on vole, on tue, on incendie impunément, et les communications d'une ville à l'autre sont presque interrompues, tant les routes sont infestées par les brigands et les soldats pillards.

L'Espagne se faisait d'étranges illusions sur sa puissance réelle et comptait sur un retour de la fortune pour reprendre en Europe la suprématie qu'elle avait possédée au xvi^e siècle. Aussi refusa-t-elle les occasions qui lui furent plus d'une fois offertes d'échanger ses possessions belges contre d'autres contrées plus voisines de ses frontières, comme par exemple le Roussillon, et se résolut-elle aux sacrifices extrêmes pour nous défendre et nous garder. Elle trouva un ardent auxiliaire pour cette tâche dans la Hollande. Ce pays, qui avait combattu les rois catholiques durant quatre-vingts ans pour conquérir son indépendance,

devint leur plus énergique soutien quand la France fit mine de nous annexer. Sans doute elle nous fit payer cher son intervention : l'Escaut fut fermé et les troupes bataves vinrent, durant plus d'un siècle, tenir garnison dans nos forteresses. Mais, et c'est la conclusion finale de M. Lonchay, sans l'obstination de l'Espagne et la ténacité des Provinces-Unies, c'en était fait de la nationalité belge.

Le livre de M. Lonchay est remarquable, tant par la variété des informations que par la sagacité des aperçus; il dénote un travail considérable. L'auteur a lu toutes les correspondances et les mémoires du xvii^e siècle, aussi bien que les ouvrages et les recueils de documents publiés en Allemagne, en Espagne, en France et en Hollande; il est au courant des travaux les plus récents, comme par exemple les études de Canovas del Castillo sur Philippe IV (1889) et celles de Villa sur Spinola (1893); enfin, il a accompli dans les Archives nationales et les archives des Affaires étrangères à Paris, comme aux Archives générales du royaume à Bruxelles, de laborieuses et fructueuses explorations qui ont sur bien des points fourni quantité de renseignements nouveaux et importants.

L'Académie avait nettement délimité le sujet. L'auteur du mémoire couronné n'a donc pas eu à s'occuper de l'histoire interne de la Belgique au xvii^e siècle; une étude sur les mœurs du pays, sur les idées politiques et sociales des Flamands et des Wallons serait l'utile complément du beau travail que nous avons analysé; nul n'est mieux outillé pour l'écrire que le savant professeur bruxellois, et nous souhaitons vivement qu'il entreprenne cette œuvre intéressante.

Eugène HUBERT.

Essai biographique sur Guillaume-Léonard de Bellecombe, par

H. DE BELLECOMBE. Agen, veuve Lamy, 1896. In-8°, 83 pages, avec un plan du siège de Pondichéry en 1778.

Guillaume de Bellecombe, — un protestant, — entre, malgré sa qualité de religieux, dans l'armée royale en 1747, sert en 1757 au Canada, revient en France en 1761, retourne en 1762 à Terre-Neuve, sert de 1763 à 1765 à la Martinique et devient peu après gouverneur de Bourbon : tels sont les principaux jalons de la carrière de cet officier, tels que nous les présente M. H. de Bellecombe. Plusieurs fois blessé à l'ennemi, Guillaume de Bellecombe est homme de tête en même temps qu'homme de main : son biographe cite de lui un excellent travail sur le rôle qu'avait, au siècle dernier, l'Île-de-France, comme rendez-vous de la flotte et réduit central de la puissance française dans la mer des Indes. Compulsant jadis les archives anciennes de Pondichéry, j'ai été frappé d'un questionnaire manuscrit qui s'y trouve, où Guillaume de Bellecombe, nouveau gouverneur des Indes, interroge sur la situation son prédécesseur, Law de Lauriston. Il y a dans ce document beaucoup de pénétration et une grande entente des choses coloniales. Pour

juger véritablement Guillaume de Bellecombe comme théoricien politique et administrateur colonial, il faudrait dépouiller, aux archives des Colonies, sa Correspondance officielle dans les séries de Bourbon, Pondichéry et Saint-Domingue. Je connais la seconde, et j'y ai relevé des aperçus qui me font bien augurer des deux autres.

M. de Bellecombe arriva au Carnatique juste au moment où éclatait la guerre causée par l'insurrection américaine. Quand il débarqua dans son gouvernement des Indes, l'enceinte de Pondichéry, détruite dans la guerre de Sept ans, était de nulle valeur. Vaguement reprise sur des plans contradictoires, elle autorisait les Anglais à espérer réussir dans une attaque de vive force. M. de Bellecombe vint à bout de clore sommairement la ville avant leur arrivée; et, derrière ces murailles improvisées, se montra le digne successeur de Dupleix. J'ai raconté ce siège de 1778, qui restera son grand titre (voy. *Revue historique*, juillet et septembre 1894, et mon ouvrage : *le Nabab René Madec*. Alcan, 1894). Je ne puis que renvoyer le lecteur à ces travaux, qui se réfèrent aux documents manuscrits. Mais je regrette, en le faisant, de ne pas avoir eu à ma disposition le Mémoire sur le siège de Pondichéry, publié par M. H. de Bellecombe. Ce Mémoire est une variante des factums publiés à propos du siège de 1778 par les acteurs anonymes de ce grand drame; il contient des additions que je n'ai pas eues à ma disposition lorsque j'étais historien de Madec, et, incidemment, celui de M. de Bellecombe, qui avait Madec sous ses ordres pour repousser les attaques des Anglais.

Illustré par sa défense de notre capitale indienne, Guillaume de Bellecombe continua sa carrière par le gouvernement de Saint-Domingue, qu'il ne quitta que pour rentrer dans l'Agenais, son pays natal, et y mourir en 1792.

C'est surtout comme chef de la nation aux Indes que je puis juger Bellecombe. Il tient dignement sa place, après Dupleix et Lally, dans la série des grands gouverneurs qui passèrent au palais de Pondichéry. Des trois, un fut rappelé en disgrâce, un autre fut supplicié en grève et le dernier rentra en France prisonnier de guerre sur parole, couvert de gloire dans une héroïque défense. Je ne sais quel vent sinistre semble avoir soufflé, aux Indes, sur notre hôtel du gouvernement. Mais, quelle qu'ait été la fin des gouverneurs d'alors, ils furent grands et passèrent dans une auréole, reflet du soleil de Versailles. Par eux l'ancienne monarchie donna sa mesure dans les entreprises coloniales. Elle avait un idéal sociologique et économique. Les gouverneurs à son service surent le traduire. Nous n'avons plus, évidemment, les conceptions sociales et politiques d'un Bellecombe ou d'un Chevalier, cet admirable chef du comptoir français de Chandernagor. Mais ceux-ci, en poursuivant un but que nous ne comprenons plus, avaient le sentiment qu'ils se devaient à la nation et possédaient l'orgueil du roi et de la France, fût ce roi un indigne, comme Louis XV.

Émile BARBÉ.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Bibliothèque de l'École des chartes. Tome LVIII, livr. 5-6.

— L. DELISLE. Notice sur un abrégé en français de la Chronique universelle de Robert de Saint-Marien d'Auxerre, d'après un ms. du musée Condé (ce ms. du musée Condé est meilleur qu'un ms. de Berne, d'après lequel seulement on avait pu étudier cet abrégé. Publie plusieurs passages de l'abrégé français et, en regard, les parties correspondantes de la Chronique latine, ou plutôt, dans la seconde partie, d'un abrégé fourni par un ms. de la bibliothèque Mazarine. Plusieurs passages de la Chronique française ont été copiés dans la Chronique des rois de France rédigée par un ménestrel d'Alfonse de Poitiers). — Ch. DE LA RONCIÈRE. La marine au siège de Calais (raconte par le menu l'histoire des « coureurs de blocus » qui, pendant l'hiver de 1346-47, réussirent plusieurs fois à faire pénétrer des vivres dans la place). — Léon MIROR. Sylvestre Budes et les Bretons en Italie (curieuse biographie d'un chef de bandes, compatriote et contemporain de Du Guesclin). — C. COURDERC. De la date initiale des Annales de Flodoard (ces Annales commencent en 919; les lacunes qu'on a cru constater au début sont imaginaires; les chiffres en capitales grecques employés par Flodoard pour désigner les années marquent ou bien l'âge qu'avait Flodoard à chacune des années qu'il notait, non les années comptées depuis le commencement de la chronique, ou plutôt encore les années comptées à partir de l'avènement de Charles le Simple. Cette numérotation commence à la bataille de Soissons, 925, 33^e année du règne). — P. FOURNIER. Les collections canoniques attribuées à Yves de Chartres; fin (étudie deux collections dans des mss. conservés à Châlons et certains ouvrages, tels que les lettres d'Hildeberr de Lavardin, deux traités de Hugues de Saint-Victor, le *Sic et Non* d'Abélard, où a été utilisé le Décret d'Yves; dans la première moitié du xii^e siècle, cette compilation a été extrêmement répandue et utilisée en France, en Italie et dans tout l'Occident). — Bibliographie : *Reusens*. Éléments de paléographie (excellent manuel). — St. BEISSSEL. Vaticanische Miniaturen (important). — G. DEMANTE. Étude historique sur les gens de condition mainmorteable en France au xvi^e siècle (bon). — L. Fr. MOTT. The system of courtly love, studied as an introduction to the *Vita Nuova* of Dante (intéressant). — L. LE GRAND. Relation du pèlerinage à Jérusalem de Nicolas de Martoni, notaire italien, 1394-95 (curieux et bien édité). — V. MÉNARD. Histoire religieuse, civile et militaire de Saint-James-de-Beuvron (excellent). — Ul. CHEVALIER. Annales de la ville de Romans (bon). — Ch. JORET. Les plantes dans l'antiquité et au moyen âge; 1^{re} partie (excellent).

2. — La Correspondance historique et archéologique. 1897, 25 décembre. — F. BOURNON. La création du département de Paris et son étendue; fin (selon les commissaires du Comité de Constitution, Paris devait à lui seul former un département; plus tard, à la suite de longues discussions, il fut décidé qu'on annexerait à Paris une banlieue de trois lieues de rayon, qui fut prise sur le territoire attribué primitivement à Seine-et-Oise. C'est ce qui explique que le département de la Seine soit le plus petit de tous et qu'il se trouve enclavé concentriquement dans celui de Seine-et-Oise). — 1898, 25 janvier. F. CHAMBON. A propos d'un ouvrage sur la géographie de l'Auvergne (rectifie et augmente la bibliographie, très imparfaite, de l'*Essai* de M. L. Gobin). — T. DE L. Les circonstances de la mort d'André Duchesne. — 25 février. MIROT. Un trésor caché par les serviteurs de Bertier de Sauvigny. — 25 mars. PAUL D'ESTRÉE. Les tribulations d'un académicien : les procès de Nicolas Mahudel (curieux épisode de la guerre des pamphlets contre le duc de Bourbon en 1725-1726).

3. — La Révolution française. 1898, 14 février. — C. BLOCH. Une enquête officielle sur la taille dans la généralité d'Orléans, 1789. — J. FLAMMERMONT. Lettres inédites de Marie-Antoinette : la banqueroute de Rohan-Guéménée (publie et commente trois lettres de la reine provenant des archives du prince de Rohan au château de Sichrow en Bohême; deux d'entre elles se rapportent à la fameuse banqueroute du prince de Guéménée). — AULARD. Le Catalogue général de la Bibliothèque nationale. — Réimpressions : Réponse de Barère, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois et Vadier aux imputations de Laurent Le Cointre; fin en mars. — 14 mars. M. TOURNEUX. Premières relations de Diderot et de Catherine II (achat par l'impératrice de la bibliothèque de Diderot, désireux de constituer la dot de sa fille; comment Diderot remercie en fournissant à l'impératrice le statuaire Falconet et l'économiste Le Mercier de la Rivière de Saint-Médard). — Cl. PERRAUD. Lavater et la Révolution française (ses rapports avec les Roland, Hérault de Séchelles, Madeleine Schweizer, la comtesse de Sabran et sa fille; d'après l'ouvrage récent de M. G. Finsler). — AULARD. Les noms des communes pendant la Révolution (donne d'utiles indications bibliographiques pour l'étude de ces noms). — E. MOREAU. Deux nominations d'instituteurs, 1763, 1808.

4. — Revue des Questions historiques. 1898, 1^{er} janvier. — Abbé VACANDARD. Saint Ouen avant son épiscopat (étude bien conduite sur l'enfance de saint Ouen, ses études parmi les antrustions du palais, ce qu'on appelait alors « l'érudition palatine, » ses rapports avec le roi Dagobert). — PAUL FOURNIER. Yves de Chartres et le droit canonique (expose comment Yves comprit et appliqua le droit canon, dresse la liste des recueils qui doivent lui être attribués et détermine le rôle de ces recueils dans la transmission des textes, ainsi que dans l'élaboration de la synthèse du droit canonique qui fut l'œuvre des générations

postérieures). — LÉON LE GRAND. *Les Maisons-Dieu*; leur régime intérieur au moyen âge (résume les statuts dressés pour le règlement des hôpitaux et fait ressortir deux points principaux : ce qui se rapporte aux frères et aux sœurs employés dans les hôpitaux et ce qui concerne le soin des pauvres). — VICTOR PIERRE. Le clergé français en Allemagne pendant la Révolution (résume les données fournies par un certain nombre de mémoires, dont plusieurs inédits). — A. DE GANNIERS. Napoléon inédit (à propos des *Lettres inédites* récemment publiées par M. Lecestre). — Le P. PIERLING. Hans Schlitte, d'après les archives de Vienne (expose, d'après des pièces récemment publiées, un épisode de la vie de cet aventurier : chargé par Ivan IV de recruter en Allemagne des armuriers et des gens de guerre, il essaya d'accomplir sa mission sans éveiller les soupçons de l'empereur et feignit de se livrer uniquement à la propagande religieuse; il fit répandre le bruit qu'Ivan IV désirait l'union avec Rome et prétendit qu'il recrutait uniquement des théologiens pour cette mission. Mais l'argent lui manqua et il fut arrêté à Lubeck comme insolvable). — PAUL FOURNIER. La très ancienne coutume de Bretagne (récemment publiée par M. Planiol).

5. — *Revue d'histoire diplomatique*. 1898, n° 2. — G. SYVETON. Louis XIV et Charles XII (d'après les papiers de Besenval, que Louis XIV chargea de solliciter l'intervention de Charles XII en 1707, et les archives des affaires étrangères; 1^{er} art.). — René BITTARD DES PORTES. Une alliance entre la France et le Portugal au XVII^e siècle (expose comment fut négocié et conclu le traité du 1^{er} juin 1641). — Ed. ENGELHARDT. Le gouvernement des Indes orientales néerlandaises et le système des protectorats. — M. DE BURENSTAM. Les négociations de paix entre l'Autriche et la Turquie à Schistova, décembre 1790-août 1791, d'après les dépêches du marquis Lucchesini, médiateur prussien, et les lettres de M. de Tarrach, son secrétaire de légation. — André LE GLAY. La politique de la Retirade au XVIII^e siècle : Beaujeu de la Salle (expose les négociations secrètes qu'eut avec un espion de haut vol, Beaujeu de la Salle, le duc de Lorraine, qui, en 1736, essaya de se faire donner la Corse abandonnée par le pseudo-roi Théodore, et le chantage que Beaujeu tenta ensuite contre l'époux de Marie-Thérèse). — Ph. WESTRIN. *Lettres inédites* du baron Gøertz (deux lettres de 1717). — Louis PASSY. Le voyage de François Vettori, ambassadeur de la république florentine près l'empereur Maximilien, 27 juin 1507-13 mars 1508; suite de la traduction.

6. — *Revue d'histoire et de littérature religieuses*. Tome II, 1897, nov.-déc. — J. GAY. Etude sur la décadence du rite grec dans l'Italie méridionale à la fin du XVI^e siècle. — A. BOUDINHON. Sur l'histoire de la Pénitence à propos d'un ouvrage récent; 2^e art. — H. MARCIVAL. Richard Simon et la critique biblique au XVII^e siècle; 5^e art. : le premier livre de l'*Histoire critique du Vieux Testament*, ou l'histoire du texte hébreu de la Bible; 6^e art. (1898, n° 2) : le second livre de l'*His-*

toire critique ou les versions de l'Ancien Testament. = Tome III, 1898, n° 1. Pierre DE NOLHAC. Une conséquence bibliographique du concile de Trente (l'Index ayant prescrit d'ôter des livres toute mention honorifique à l'endroit des hérétiques, Paul Manuce effaça de la liste de ses correspondants le nom de Denys Lambin, du Collège royal, comme entaché d'hérésie. Lambin, qui était resté fervent orthodoxe, protesta dans une épître en latin dont le texte est ici publié). — G. MORIN. Un martyrologe d'Arles antérieur à la « Tradition de Provence. » — L. DUCHESNE. Les premiers temps de l'État pontifical; conclusion. — J. GUIRAUD. Rome, ville sainte au v^e siècle (détails sur les pèlerinages qui affluèrent à Rome pour y honorer les tombeaux des martyrs, sur les grands travaux entrepris pour réparer et orner les sanctuaires des apôtres). = N° 2. Paul FOURNIER. Deux controverses sur les origines du *Décret* de Gratien; 1^{er} art. (le *Décret* est antérieur aux *Sentences* de Pierre Lombard; ce dernier, lorsqu'il traitait de matières juridiques, s'est largement servi du *Décret*, soit qu'il en ait reproduit le texte, soit qu'il en ait critiqué les solutions). — G. JOLY. Le schisme de l'Église de France pendant la Révolution. 2^e art. : Discussion générale du rapport du comité ecclésiastique.

7. — *Revue de la Société des Études historiques*. 1897, n° 3. — Albert VAUNOIS. Les corporations de métiers jusqu'à leur suppression (à propos du récent ouvrage de M. Martin Saint-Léon). = N° 4. Émile DUMONT. Des épreuves judiciaires au moyen âge (article de vulgarisation). — G. DUVAL. La marquise de Condorcet (à propos du livre d'A. Guillon). = 1898, n° 1. M. DUMOULIN. Le caractère de Louis XV (quatre pages). — P. CARON. Un hardi coup de main (raconte, d'après des pièces conservées à la préfecture de police, le coup de main exécuté par un parti de cavaliers hollandais qui, le 24 mars 1707, en plein jour, enlevèrent près du pont de Sèvres M. de Béringhem, premier écuyer de Louis XIV; ils ne furent arrêtés que près de Ham, au moment où ils allaient repasser la frontière avec leur prisonnier).

8. — *Revue archéologique*. 1898, janv.-févr. — G. BONSOR. Le musée archéologique de Séville et les ruines d'Italica. — G. FOUCART. L'histoire de l'écriture égyptienne, d'après les dernières publications. — Paul PERDIZET. Syriaca (1^o Triparadisos; cette ville, où fut opéré, en 321, le partage de l'empire d'Alexandre, doit être identifiée avec Ribla, ou Rablé, sur la rive droite de l'Oronte; 2^o la déesse syrienne Simea; 3^o les flottes romaines en Syrie). — Ph. POUZET. Le milliaire de Mirabel, Ardèche. — E. DROUIN. Les légendes des monnaies sassanides. — Léon LE BAS. Voyage archéologique de Ph. Le Bas en Grèce et en Asie Mineure, 1843-44. Extraits de sa correspondance; suite. — J. KEIFFER. Précis des découvertes archéologiques faites dans le grand duché de Luxembourg de 1845 à 1897.

9. — *Revue celtique*. 1897, octobre. — M. DELOCHE. Les Ligures en Gaule (extrait des Mémoires de l'Académie des inscriptions). —

W. STOKES. Les Annales de Tigernach; fragment de Dublin; fin. = 1898, janvier. JUSSEMAND. « Saint Treigney ou país de Gale » (cette localité, mentionnée dans la relation du voyage de Regnault Girard en Écosse, 1434, ne se trouve pas en Galles, mais dans la région écossaise appelée Galloway; « saint Treigney » est saint Ninian, et la localité mentionnée est Witherne ou Whitehorn, où il existait une église en pierre, *Candida Casa*, construite par saint Ninian).

10. — **Revue des études juives.** 1897, oct.-déc. — Colonel MARMER. Contributions à la géographie de la Palestine et des pays voisins (1^o la frontière méridionale de la Palestine; discute les listes fournies par les livres de l'Ancien Testament et d'autres écrits israélites). — LÉVI. Les sources talmudiques de l'histoire juive (1^o Alexandre Jannée et Simon ben Schétah; 2^o la rupture de Jannée avec les Pharisiens). — L. LUCAS. Innocent III et les Juifs (1^o opinions d'Innocent III sur la vie et sur le judaïsme; 2^o son prosélytisme). — A. DANON. Une secte judéo-musulmane en Turquie (celle des « Deunméh » ou « Convertis », secte fondée par un faux Messie de Smyrne, Sabbataï Cevi, 1626-1676). — D. KAUFMANN, KAMINKA et LÉVI. L'inscription n^o 206 de Narbonne. — M. SCHWAB. Une liste hébraïque de noms géographiques de l'Afrique du Nord.

11. — **Revue de l'Orient chrétien.** 1897, n^o 3. — V. SCHEIL. La vie de Mar Benjamin, traduite du syriaque (Mar Benjamin, après avoir été successivement cénobite, moine, puis anachorète en Égypte, fonda dans son pays un grand couvent près de Darà et y adjoignit une école; il mourut vers 466). — Baron d'AVRIL. Bulgarie chrétienne; 3^e art.; 4^e art. au n^o 4. — E. BLOCHET. Une lettre d'Ibrahim pacha, grand-vizir du sultan Soliman I^{er}, à Charles-Quint, en 1539. — Le R. P. Nicolas NILLES. Le Calendrier de l'Église copte d'Alexandrie, traduit par L. CLUGNET. — P. PISANI. Les relations de l'Église et de l'État dans le Bas-Empire (d'après l'*Épopée byzantine* de G. Schlumberger). = N^o 4. Vie du moine Rabban Youssef Bousnaya, écrite par son disciple Jean Bar-Kaldoun, traduite du syriaque et annotée par J.-B. CHABOT. — Baron CARRA DE VAUX. La légende de Bahira, ou Un moine chrétien auteur du Coran. — Abbé F. NAU. Analyse de la seconde partie inédite de l'Histoire ecclésiastique de Jean d'Asie, patriarche jacobite de Constantinople, mort en 585.

12. — **L'Ami des monuments et des arts.** 1897, t. XI, 5^e partie. — Ch. NORMAND. Une représentation inédite de la bataille d'Arques, et la plus ancienne vue authentique de Dieppe, 1589. — Le théâtre antique de Tintignac, Corrèze (une planche). — G. FOUcart. Les sociétés anglaises en Égypte et le rôle de la France (notes sur l'exposition récente faite à Londres par l'University College). — Souvenir de l'excursion artistique et archéologique des Amis des monuments et des arts à Crépy-en-Valois, Orrouy, Champlieu. — Ch. NORMAND. Les dernières fouilles de la tour de Vésone, Périgueux. — A. R. Des mesures

prises par les autorités gouvernementales pour la conservation des monuments historiques de 1789 à 1830.

13. — Annales de géographie. 1897, 15 nov. — J. DENIKER. Les explorations russes en Asie centrale, 1871-1895. — L. LAFFITTE. Les déplacements du confluent de la Loire et de la Vienne, avec un croquis dans le texte (au XI^e siècle le nom de Vienne se donnait encore au cours d'eau baignant Saint-Maur; au XIII^e siècle, il s'appliquait seulement à la partie située en amont de Saumur; on l'employait encore par intervalles au XVII^e siècle, lorsque les crues donnaient au fleuve, dépossédé par la Loire, une importance exceptionnelle). = 1898, 15 mars. VIDAL DE LA BLACHE. La géographie politique, à propos des écrits de M. Frédéric Ratzel. — P. DOGNON. Sur l'orientation de la chaîne des Pyrénées, d'après Strabon. — A. MILHAUD. La densité de la population française en 1801, 1846, 1896.

14. — Le Bibliographe moderne. 1897, n° 2. — La nouvelle organisation des archives de l'État en Italie. — A. INGOLD. Mss. grecs et latins de Marmoutier en Alsace (publie un catalogue de ces mss., qui ont disparu après la sécularisation des biens de l'abbaye). = N° 3. DOZY. Les archives de la ville de Leide (organisation matérielle). — G. MARTIN. Les papeteries d'Annonay, 1634-1790 (intéressant chapitre d'histoire économique). — H. STEIN. Une imprimerie clandestine à Valognes (publie les pièces d'une enquête dirigée contre cette industrie en 1772-1784; en fait, l'administration ferma les yeux, et la maison, qui existait illégalement depuis un siècle, continua de vivre). = N° 4. Ed. PONCELET. Les archives de Tournai-Tournais au dépôt des archives de l'État à Mons. — INGOLD. Les mss. des anciennes maisons religieuses d'Alsace. I. Murbach. = N° 5. M. TOURNEUX. Les sources bibliographiques de l'histoire de la Révolution française; fin au n° 6 (important). — BERTHELÉ. Les archives de Béziers (inventaire numérique très sommaire). — Dom U. BERLIÈRE. Les mss. de l'ancienne abbaye de Saint-Vanne de Verdun (publie un ancien inventaire, avec renvoi aux numéros actuels).

15. — Revue maritime. 1897, octobre. — Paul CORTIN. Les Anglais dans la Méditerranée en 1793 (d'après des documents inédits réunis en vue d'une histoire du siège de Toulon). = 1898, février. Ch. DE LA RONCIÈRE. Quatrième guerre navale entre la France et l'Angleterre, 1335-1341 (étude très copieusement documentée); suite en mars. — F. DANÉY DE MARGILLAC. Bombardement de l'île de Lissa et bataille de Lissa (d'après la relation de M. d'Altenmeyer, dans les *Mittheilungen* de Pola).

16. — Bulletin critique. 1897, n° 35. — Fr. Rousseau. La carrière du maréchal Suchet, duc d'Albufera (excellent). = N° 36. P. Bedjan. Histoire ecclésiastique d'Eusèbe de Césarée (texte syriaque de l'Histoire ecclésiastique, du moins des cinq premiers livres, les seuls qu'on ait retrouvés dans la langue originale; ce n'est pas une édition savante, mais elle sera fort utile). — Louis XIV a-t-il voulu devenir empereur?

(réponse de M. Legrelle à l'article, paru ici même, de M. Vast. Louis XIV n'eut pas l'idée de brigner l'empire; l'initiative appartient à l'homme de confiance du grand électeur, à Meinders, qui, au nom de son maître, offrit de restituer au roi de France la couronne de Charlemagne). = 1898, n° 1. *Ch. Joret*. Les plantes dans l'antiquité et au moyen âge; histoire, usage et symbolisme; 1^{re} partie (très important). = N° 2. *Ehrensberger*. Libri liturgici bibliothecae apostolicae Vaticanae manuscripti (excellent). — *A. Weiss*. Aeneas Sylvius Piccolomini als Papst Pius II (publie 149 lettres inédites d'Enea Silvio; insiste sur le rôle qu'il joua en Styrie). — *J. Grente*. Une paroisse de Paris sous l'ancien régime : Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 1566-1793 (bon). — Louis XIV a-t-il voulu être empereur? (H. Vast répond brièvement à l'article de Legrelle et déclare maintenir ses conclusions). = N° 3. *Dom U. Berlière*. Mélanges d'histoire bénédictine. = N° 7. *E. Cuq*. Le colonat partiaire dans l'Afrique romaine (importante étude sur l'inscription d'Henrich Mettich). — *Abbé L. Jérôme*. Collectes à travers l'Europe pour les prêtres français déportés en Suisse pendant la Révolution, 1794-1797. — *P. Tannery*. Le traité du quadrant de maître Robert Anglès (excellente publication). = N° 8. *Ch. Barneaud*. Origines et progrès de l'éducation en Amérique. — L'opinion de Yopez sur l'époque où furent rédigés les *Esercices spirituels* de saint Ignace (art. de Variétés par Georges Cirot).

17. — Journal des Savants. 1897, décembre. — Albert SOREL. L'économie sociale de la France sous Henri IV (analyse du livre de M. G. Fagniez). = 1898, janvier. J. BERTRAND. La question monétaire. = 1898, février. G. MASPERO. Papyrus de Petrie; 2^e art. (montre combien de faits nouveaux les papyrus hiératiques de Kahun et de Gurob, qu'a déchiffrés et publiés M. Griffith, nous apprennent sur le droit privé des Égyptiens); fin en mars. — M. BERTHELOT. La sépulture de Voltaire et de Rousseau (décrit l'état où l'on a trouvé leurs ossements dans leur sépulture du Panthéon; examine les légendes qui, depuis un siècle, ont été répandues à ce sujet).

18. — Polybiblion. 1897, décembre. — *Heurtebize et Triger*. Sainte Scholastique, patronne du Mans (bon livre orné de belles photographures). — *E. Charles*. Les chemins de fer en France pendant le règne de Louis-Philippe (utile exposé). = 1898, janvier. *Stang*. Historiographia ecclesiastica (bibliographie élémentaire, où les noms d'auteur sont rangés par ordre alphabétique et d'où l'on a soigneusement exclu les auteurs protestants et rationalistes!). = Mars. *H. Carnoy*. Dictionnaire biographique des hommes du Nord (utile). — *Putnam*. Books and their makers during the middle ages; vol. II (ce tome II, qui est le dernier de l'ouvrage, traite surtout des imprimeurs et des libraires au XVI^e siècle).

19. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1898, n° 6. — *Tozer*. A history of ancient geography (bon résumé de travaux récents). — *A. Schulten*. Die Lex Manciana (travail considérable, malgré des erreurs de fait et des fautes plus graves de méthode). — *Dast*

Le Vacher de Boisville. Inventaire sommaire des registres de la Jurade, Bordeaux, 1520-1783, t. I (beaucoup d'inexpérience). — *O. Levertin.* Fran Gustaf IIIs dagar (bons tableaux de la société suédoise au temps de Gustave III). = N° 7. *Al. Bertrand.* Nos origines. La religion des Gaulois, les druides et le druidisme (beaucoup d'hypothèses hasardées). — *E. Liesegang.* Niederrheinisches Städtewesen, vornehmlich im Mittelalter (excellent, surtout pour l'histoire économique des villes). — *P. Masson.* Histoire du commerce français dans le Levant au XVIII^e s. (très substantiel). = N° 8. *Behrend.* Lex salica; 2^e édit. (important). — *Eberstadt.* Magisterium und Fraternitas (étudie, surtout au point de vue juridique, les origines des corporations urbaines; attribue une importance excessive au *magister*, ou chef d'une corporation d'artisans qui, seul, d'après lui, a pu conduire les artisans de la servitude à la liberté). = N° 9. *Bungers.* Rechtsgeschichte und Socialstatistik der Stadt Köln (remarquable). — *Zdekauer.* Il constituto del comune di Siena dell' anno 1262 (bon). — *Stieda et Mettig.* Schragen der Gilden und Aemter der Stadt Riga bis 1621 (très intéressant recueil des statuts de corporations et métiers de Riga). = N° 10. *Waliszewski.* Pierre le Grand (à noter dans cet article la défense par M. de Crue de François Lefort, genevois, qui fut pour Pierre le Grand une sorte de « maître de civilisation »). = N° 11. *Mahaffy.* A survey of greek civilization (bon résumé). — *S. Ricci.* Epigrafia latina (manuel d'épigraphie latine, consciencieux et personnel, mais confus). — *Dænell.* Geschichte der deutschen Hanse in der zweiten Hälfte des xiv Jahrh. (beaucoup de faits, mais on ne sort pas du menu détail). = N° 12. *Stæhelin.* H. Zwingli. Vol. II (bon). — *J. Reinach.* Une erreur judiciaire sous Louis XIV. Raphaël Lévy (très curieux). — *Eimer.* Die politischen Ereignisse und Bewegungen in Strassburg, 1789 (méritoire). = N° 13. *Dr P. Guillon.* La mort de Louis XIII (Lacour-Gayet cite un texte capital, qui a échappé au Dr Guillon et qui, sans doute, l'eût amené à conclure, comme le Dr Potiquet pour François II, que Louis XIII mourut des désordres causés dans l'organisme par des végétations adénoïdes du pharynx). — *Landmann.* Die Kriegführung des Kurfürsten, Max-Emanuel von Bayern, 1703-1704 (étude très minutieuse; mais l'auteur ne cède-t-il pas à la tendance, assez naturelle chez un Bavaïrois, d'exagérer les talents militaires de l'Électeur?).

20. — Annales de l'École libre des sciences politiques. 1897, 15 novembre. — H. BERTON. La constitution de 1848; 1^{er} art. (expose dans quelles circonstances fut préparée, discutée et notée cette constitution). = 1898, n° 1. Ch. DUPUIS. Russie et Pologne (expose certains faits qui tendent à faire croire à la possibilité d'une entente entre « la Pologne pacifiée et la Russie bienveillante »). — M. PAISANT. La question du Mékong. = N° 2. P. MATTER. Histoire du droit de dissolution en France.

21. — Le Correspondant. 1897, 10 décembre. — Duc DE BROGLIE.

Voltaire avant et pendant la guerre de Sept ans; 1^{er} article; suite le 25 décembre (nouvelle histoire des relations de Voltaire avec Frédéric II, jusqu'à l'aventure de Francfort. Faute du gouvernement français qui ne sut mettre à profit pour sa politique l'amitié ni l'inimitié du philosophe pour le roi de Prusse). — ERN. DAUDET. Le duc d'Aumale; 7^e art. : les derniers jours, la mort; fin. = 25 déc. J. MICHEL. Le centenaire du mètre; le système métrique et ses précurseurs. = 1898, 10 janvier. AD. LAIR. La jeunesse et la mort de Th. Jouffroy; fin le 25 janvier. — Le P. H. CLÉRISSAC. La cardinal Wiseman (d'après la biographie de W. Ward); fin le 25 janvier. — V. PIERRE. La messe de Sanson, janv. 1793 (cette messe n'a existé que dans l'imagination de Balzac et les Mémoires de Sanson sont apocryphes). = 10 février. Duc DE BROGLIE. Voltaire avant et pendant la guerre de Sept ans; 3^e article (vains efforts de Voltaire, retiré aux Délices, pour rentrer en grâce auprès de Louis XV, puis tentative d'intervention en faveur du roi de Prusse après ses premiers revers; par la margrave de Bayreuth, il essaie d'amener une négociation entre Frédéric et le maréchal de Richelieu); fin le 25 février (rapports de Voltaire avec Bernis et Choiseul et M^{me} de Pompadour; il échoue partout. Il doit se résigner alors à vivre loin de la cour, et contraint à une indépendance qui devait le rendre si grand). = 25 février. Félix KLEIN. Mgr Dupont des Loges et la guerre sous Metz; 1^{er} art. : les grandes batailles et le blocus, aveux inédits du maréchal Bazaine (Bazaine avoua que, s'il n'avait fait aucun effort pour sortir de Metz, c'est qu'il ne savait que devenir après, dans une France qu'il aimait à se représenter comme plongée dans l'anarchie; il se flattait d'ailleurs d'imposer ses conditions aux chefs de l'armée d'investissement). = 25 mars. LANZAC DE LABORIE. Un ministre de Napoléon; le comte Mollien, d'après ses Mémoires.

22. — Études publiées par les Pères de la Compagnie de Jésus. 1897, 5 déc. — V. DELAPORTE. Les découvertes des anciens chrétiens au Japon (parle d'anciennes communautés chrétiennes constituées au Japon par d'anciennes missions, et que l'on retrouva quand le Japon fut ouvert aux Européens). — J. NOURY. Souvenirs de 1870. Les Allemands à Versailles (souvenirs d'un P. Jésuite qui remplit les fonctions d'aumônier à partir du combat de Châtillon). = 20 décembre. LAMMENS. Madabâ, la ville des mosaïques; notes de voyage, 3-7 juin 1897; fin le 5 janv. 1898. — A. HOVARD. Documents nouveaux sur la Révolution (la correspondance de Mallet du Pan, publiée par M. Descottes). = 1898, 20 janvier. E. PORTALIÉ. Le centenaire du bienheureux Canisius et l'Allemagne protestante. — J. TOBAR. Les inscriptions juives de Kai-Fong-Fou. — H. CHÉROT. Bourdaloue inconnu; lettre inédite au grand Condé (du 9 mars 1683; nombreux détails sur la correspondance de Bourdaloue); suite le 20 mars. = 5 mars. G. LONGHAYE. M. Gazier, historien et critique de Port-Royal (regrette que la tâche de raconter Port-Royal dans l'*Histoire de la langue et de la littérature française* ait été dévolue à un Janséniste).

23. — La Revue de Paris. 1898, 15 février. — Frédéric MASSON. Les Bonaparte et le Consulat à vie, de janvier à mai 1802 (des faits qui conduisent peu à peu au consulat à vie; intrigues des membres de la famille du premier Consul, entre autres de Lucien, d'un côté, qui pousse à un changement de la Constitution d'accord avec Napoléon, et, d'un autre, Joséphine, qui craint qu'on n'aboutisse enfin à l'hérédité, puis au divorce). — C.-E. BONIN. Visite au tombeau de Gengis-Khan. — BARDOUX. Châteaubriand et M^{me} de Duras, 1808-1814. = 1^{er} mars. Général FLEURY. Après Solferino (lettres que le général écrivit à sa femme du 29 juin au 8 juillet; intéressante lettre du 8, où Fleury raconte comment il fut envoyé à Vérone porteur d'une proposition d'armistice qui fut accueillie par l'empereur d'Autriche et aboutit peu de jours après à la paix de Villafranca). — BLOWITZ. Souvenirs de 1872 et de 1876 (anecdotes sur l'histoire intérieure de la France). = 15 mars. Mulhouse, 15 mars 1798.

24. — Revue des Deux-Mondes. 1897, 1^{er} novembre. — Marquis DE GABRIAC. Châteaubriand et la guerre d'Espagne; 2^e art. : Châteaubriand ministre des affaires étrangères. — G. VALBERT. Une reine de Suède, sœur du grand Frédéric. = 15 nov. Étienne LAMY. Les luttes entre l'Église et l'État au XIX^e siècle; 2^e art. : les phases; la Révolution française et le premier Empire. — AUZOU. Peut-on sauver la Loire? (détails sur la navigation du fleuve pendant les derniers siècles). = Albert SOREL. L'Europe et le Directoire; 4^e art. : la perte de l'Italie; la France en danger (l'article se termine naturellement par le rappel de Bonaparte qui, le 20 septembre, est invité à prendre, pour assurer son retour, « toutes les mesures politiques que votre génie et les événements vous suggéreront »). 5^e article le 1^{er} janvier 1898. La révolution de Brumaire (récit détaillé des deux journées de Brumaire; le coup d'État réussit parce que le Directoire était décrié et Bonaparte populaire. Il continuait la Révolution en associant fortement les républicains par le mot d'ordre de la république consulaire : égalité, liberté civile, régime représentatif et limites naturelles). — Fr. FUNCK-BRENTANO. Les problèmes bibliographiques et leurs solutions. = 15 janvier. H. HOUSSEY. La bataille de Ligny, 1815; 1^{er} art. : les plans de campagne; le passage de la Sambre. 2^e art. le 1^{er} février : les batailles de Ligny et des Quatre-Bras. — M. BRÉAL. Un officier de l'ancienne France (biographie du comte de Thorenc, qui figure, on le sait, dans les Mémoires de Goethe). = 1^{er} février. Duc DE BROGLIE. Victor Duruy. — P. DE SÉGUR. La dernière des Condé; 1^{er} article (Louise-Adélaïde de Condé, sœur du duc de Bourbon, qui mourut mystérieusement en 1830; son éducation, son roman d'amour avec la Gervaisais); fin le 15 février (ses pérégrinations en Europe durant l'émigration; elle finit par prendre le voile; elle fonda, en 1816, l'ordre de l'Adoration perpétuelle et mourut dans la communauté, dont elle était la prieure, le 10 mars 1824). = 15 février. Émile OLLIVIER. Napoléon III; 1^{er} art. : création et procédés du gouvernement impérial (curieux portrait de l'empereur; faute

qu'il commit en rétablissant l'empire); suite le 1^{er} mars (sa politique extérieure, faite d'amours successifs et à divers degrés); 3^e article le 15 mars (la guerre de Crimée; intéressant épisode de la destitution de Péliissier après l'échec du 18 juin, destitution que Vaillant réussit à faire annuler par l'empereur qui s'obstinait à remplacer Péliissier par Niel). = 1^{er} mars. Ch. LÉVÊQUE. La fondation et les débuts de l'École française d'Athènes. — Général DRAGOMIROF. Les étapes de Jeanne d'Arc, 24 février 1428-30 mai 1431. = 1^{er} avril. G. BOISSIER. L'histoire romaine de Michelet (préface à la nouvelle édition de cet ouvrage, qui vient de paraître chez C. Lévy). — G. VALBERT. Arthur Young et son autobiographie.

25. — Société de l'histoire du protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1898, 15 février. — A. LONS. Rabaut de Saint-Étienne et les frères Bertin. Élection de Rabaut à la Convention nationale (dans le journal *l'Éclair* de 1797, Bertin le Jeune avait reproché à Rabaut d'avoir brigué la députation après le 10 août, après avoir déclaré que, las de sa « portion de royauté, » il avait « besoin de rentrer dans la vie privée. » Rabaut-Dupuis protesta contre cette allégation, montrant que les paroles attribuées à son frère avaient été prononcées deux mois après son élection et qu'en outre elles avaient été dénaturées. Le 28 décembre 1792, donnant son opinion sur le procès de Louis XVI, Rabaut avait déclaré que la Convention n'avait pas le droit de juger Louis XVI et que, pour son propre compte, il était las « de la part de despotisme » qu'il exerçait comme membre d'une assemblée révolutionnaire. Bertin l'Ainé accueillit cette protestation avec une assez verte sermonce à l'adresse de son frère). — A. LEFRANC. Les idées religieuses de Marguerite de Navarre; 7^e art. : les chansons spirituelles; fin en mars. — H. HAUSER. La Réforme en Auvergne. Notes et documents, 1535-1671. — N. WEISS. Autour de l'Édit de Nantes. Lettre inédite d'Odet de Lanoue à Henri IV, 26 juin 1596. — OBERKAMPF DE DABRUN. Combat de la tour de Billot, 29-30 avril 1703 (épisode de la guerre des Cévennes). = 15 mars. N. WEISS. Autour de l'Édit de Nantes. L'état des protestants et de leurs églises à la veille de l'Édit, d'après un mémoire inédit de ceux d'Orléans, 1596.

26. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1897. Bulletin de nov.-déc. — H. WAL-LON. Notice historique sur la vie et les travaux de J.-B. Hauréau. — S. REINACH. Le voile de l'Oblation. — HÉRON DE VILLEFOSSE. Diplôme militaire de l'année 139, découvert en Syrie; seconde note. — A. DELATTRE. Gradins de l'amphithéâtre romain de Carthage portant des inscriptions. — Ch.-E. BONIN. Note sur le tombeau de Gengis-Khan. — Inscription gauloise trouvée à Coligny, Ain (publie six planches où M. Dissard a reconstitué en partie ce très important monument épigraphique).

27. — Académie des sciences morales et politiques. Séances

et travaux. Compte-rendu. 1898, 3^e livr. — M. DE FOVILLE. Les monnaies de l'Éthiopie sous l'empereur Ménélik. — G. GUIBAL. Les origines du mouvement fédéraliste à Marseille; 16 avril-25 août 1793 (ce mouvement a passé par trois phases successives : jacobine, girondine puis royaliste; d'après des documents d'archives en partie inédits). = 4^e livr. Comte DE LUÇAY. L'impôt sur le revenu et en particulier sur le revenu agricole en France au XVIII^e s. — L. LALLEMAND. Quinze années de réformes hospitalières, 1774-1789 (d'après des documents inédits).

28. — Annales du Midi. 1897, oct. — F. PASQUIER. Conflit entre les coseigneurs et les habitants du Fossat pour le paiement de l'impôt (d'après un document inédit). — T. DE L. Un Écossais ami de Peiresc; lettre inédite du comte de Buchan à Fauris de Saint-Vincent, 15 avril 1802. = Comptes-rendus : *Viguié*. De administration civitatis Massiliensis XVIII^e saec. (assez bon exposé des vues de l'administration municipale de Marseille en matière financière au XVIII^e s.). — *Id.* Les débuts de la Révolution en Provence (excellent, mais trop abstrait). — H. GROSS. Gallia judaica; dictionnaire géographique de la France d'après les sources rabbiniques; trad. par M. Bloch (livre qui rendra de grands services). = 1898, janv. C. DOUAI. Guillaume Garric, de Carcassonne, et le tribunal de l'Inquisition (poursuivi pour crime d'hérésie en 1285, excommunié en 1301, condamné à la prison perpétuelle, puis pardonné par le roi à la demande de Clément V, Garric fut repris sous Jean XXII en 1321, banni du royaume et ses biens confisqués. Publie les actes concernant la vente, par autorité de justice, de l'hôtel qu'il possédait à Carcassonne; ces actes contiennent de nombreux renseignements sur les procès intentés à Garric). — A. VIDAL. Le prix des choses à Albi en 1368-1369 (publie d'intéressants extraits d'un registre des comptes municipaux; détails sur l'organisation financière d'Albi, sur la valeur des monnaies qui y étaient en usage en 1368, sur le pont du Tarn, le plus ancien de France après les ponts gallo-romains, etc.). — E. CABRÉ. Sur un passage du poème de la Croisade contre les Albigeois, par G. de Tudèle (*Albejes*, cité au vers 1314 de l'édit. P. Meyer, ne peut être Albi; c'est probablement Nébias, dans le haut Razès, auj. dans le cant. de Quillan, Aude; donne une traduction nouvelle du passage). — H. TEULIÉ. Notes biographiques sur le médecin Jean Rey. — T. DE L. Une page inédite de l'*Histoire anecdotique de Provence*, page écrite par le futur premier président, baron d'Oppède, en août 1618.

29. — Jahrbuch der Gesellschaft für Lothringische Geschichte und Altertumskunde. Jahrg. VIII, 1896. 1^e Hælfte. — J.-B. KEUNE. Falsifications d'inscriptions romaines à Metz; des fouilles récentes dans la rue des Trinitaires. J.-J. Boissard (la vie et les écrits de Boissard, auteur d'*Emblemata*, 1584, où il publia des inscriptions fausses; long mémoire de 118 pages). — F. DE FISENNE. Le Mithræum de Sarrebourg en Lorraine (avec dessins et inscriptions). — V. CHATELAIN. État de la

noblesse de Metz et de la Lorraine allemande aux élections pour les États généraux en 1789. — SAUERLAND. Le testament de la comtesse de Lorraine Erkanfrida (réplique aux critiques du Dr Marx). — G. WOLFRAM. Auguste Prost. = 2^e Hælfte. HAMMERSTEIN, WICHMANN et WOLFRAM. Monnaies trouvées à Nieder-Rentgen (ce sont environ 17,000 monnaies des empereurs romains du III^e s.; longue liste de ces monnaies). — WOLFRAM. Tombes des ducs de Lorraine à Stürzelbronn. — KEUNE. Statues de divinités celtiques au musée d'antiques de Metz. — SAUERLAND. Notes sur l'histoire de l'industrie du fer en Lorraine au moyen âge. — KEUNE. Cimetière romain de Metz; découverte d'antiquités romaines lors des travaux de fortifications en 1677 et 1678.

30. — *Historische Zeitschrift*. Bd. XXIV, Heft 2. — R. POEHL-MANN. Les débuts du socialisme en Europe (du prolétariat et du paupérisme dans l'antiquité grecque, surtout d'après Aristote et Aristophane). — Th. SCHEIMANN. La princesse Élise Radziwil et le prince Guillaume en 1824 (publie les lettres et documents échangés en 1824 entre le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III et l'empereur Alexandre I^{er} au sujet d'une proposition qui avait pour but de faire adopter par l'empereur de Russie, en sa qualité de duc d'Holstein, la princesse de Radziwil, afin de donner à celle-ci une situation qui lui permit d'épouser le prince Guillaume, celui qui fut plus tard le premier empereur allemand. Cette négociation échoua malgré l'amitié des souverains et l'envie qu'ils avaient d'être agréables aux deux amoureux). — Br. GEBHARDT. Deux mémoires de Stein sur la constitution allemande en 1813. — Fr. MEINEKE. Les travaux de Th. Menke sur la géographie historique de l'Allemagne (projet pour la publication de ces travaux). = Comptes-rendus : B. Stern. Aegyptische Kulturgeschichte (résumé peu sûr des travaux récents sur l'histoire de la civilisation égyptienne dans l'antiquité). — R. Scholz. Beiträge zur Geschichte der Hoheitsrechte des deutschen Königs, 1138-1197 (médiocre). — S. Rietschel. Markt und Stadt in ihrem rechtlichen Verhältniss (excellent). — O. von Zallinger. Das Verfahren gegen die landschädlichen Leute in Süddeutschland (important). — J. Schwalm. Die *Chronica novella* des Hermann Korner (travail définitif où sont mises en pleine lumière la composition et la valeur de cette compilation faite par un dominicain de Lubeck dans les premières années du XV^e s. Compilation au fond sans originalité, faite de pièces et de morceaux difficiles souvent à reconnaître, mais qui a exercé une grande influence sur l'historiographie de l'Allemagne). — A.-E. Berger. Martin Luther in kulturgeschichtlicher Darstellung (bon). — Fr. Lippert. Die Reformation in Kirche, Sitte und Schule der Oberpfalz, 1520-1620 (protestation très documentée contre les idées de Wittmann et de Janssen). — Val. Kalinka. Der vierjährige Polnische Reichstag, 1788-1791; Bd. I (trad. allemande d'un livre remarquable).

31. — *Historisches Jahrbuch*. Bd. XVIII, Heft 4. — Fr. LAU-

CHERT. Le dominicain Wigand Wirt et ses ouvrages de polémique (ces ouvrages se placent entre 1494 et 1513. Réédite un poème en distiques latins de Wirt à Seb. Brand). — Le R. P. DUHR. Le premier jésuite sur le sol allemand; du rôle qu'il joua surtout à Cologne (c'était le Savoyard Pierre Faure qui s'était fait en 1531 le disciple d'Ignace de Loyola à Paris. C'est lui qui fonda le premier établissement des Jésuites en Allemagne, à Cologne, en mai 1544; il fut ensuite envoyé en Portugal; il mourut à Rome le 1^{er} août 1546 à l'âge de quarante ans). — Jos. WEISS. La polémique relative aux origines de la guerre de Sept ans; 2^e art. (Frédéric n'a envahi la Saxe que parce qu'il y a été provoqué). — ROTH. Adolf de Breithart, chancelier de Mayence, † 1491. = Compte-rendu : Monumenta Germaniae paedagogica. Vol. XII, XIV et XVI. = Bd. XIX, Heft 1. KARST. Sur le chroniqueur Jamsilla (*l'Historia de rebus gestis Friderici II* attribuée sans raison à un certain Jamsilla, et qui est bien plutôt l'œuvre de Goffredo de Colenza, n'est en réalité qu'une apologie officielle de l'usurpation de Manfred, qui la commanda à un de ses intimes conseillers). — J. ROHR. La prophétie dans le siècle qui précéda la Réforme, considérée comme source historique et comme facteur historique (prophéties de Vincent Ferrier, d'Edmond de Dynter, de Nicolas de Cues, de Jean Liechtenberger, de Wolfgang Aytinger, de Savonarole, de J. Grünpeck, de Pamphilus Gengenbach, de J. Pflaum, d'Antonio Torquato de Ferrare). — M. SPAHN. La politique étrangère et la situation intérieure du duché de Poméranie de 1627 à 1630. — Fr. LAMPERS. Le cavalier blanc dans les *Gesta Caroli Magni* de la légende écossaise de Ratisbonne (Durrwächter, qui a publié le premier ce texte, a prouvé que ces Gesta n'avaient aucune valeur, qu'elles contiennent une histoire légendaire de Charlemagne formée sous l'impression de l'avènement de Charles I^{er} d'Anjou en Sicile. Il y a distingué un élément italo-français et un élément allemand. C'est l'étude de ce dernier qui fait l'objet du présent travail). — BAUMGARTEN. Additions au mémoire de Sægmüller sur le trésor de Jean XXII. — N. PAULUS. Le dominicain Wirt, sa vie et ses polémiques (examine cinq traités qui ont été composés entre 1501 et 1509).

32. — Byzantinische Zeitschrift. Bd. VI, Heft 3-4. — H. HUBERT. Observations sur la chronologie de Théophane et de quelques lettres des papes (l'année du monde et l'indiction; Théophane ne s'est pas aperçu que, d'une part, une année avait appartenu à deux indictions et que, de l'autre, une indiction avait duré deux ans; il a emprunté les dates de l'ère mondaine à une chronique plus simple dans ses calculs et plus exacte. Aussi faut-il corriger la chronologie traditionnelle de l'histoire d'Orient entre 726 et 774 en suivant l'indication des années du monde donnée par Théophane; on arrive ainsi à présenter sous un jour nouveau les rapports d'Étienne II avec Constantin V et les origines de la donation de Quierzy). — K. PRÄCHTER. Une source de Zonaras (dans les chap. I-III de son livre I, Zonaras a utilisé une brève chronique que l'on retrouve sous les noms de S. Logothète, de Léon le Grammairien,

de Théodose de Mélite, de J. Polydeukès, etc.). — C. FERRINI. Les commentaires de Gaius et la paraphrase grecque des Institutes attribuée à Théophile (montre que Théophile s'est directement servi de Gaius). — Fréd.-C. CONYBEARE. Ananias de Shirak, 600-650 (son autobiographie; son traité sur Pâques, traduit de l'arménien). = Bd. VII, Heft 1. P. OASI. Églises byzantines sur le territoire de Syracuse (avec des plans et des vues photographiques). — L. CORRERA. Une inscription grecque de la terre d'Otrante. — Brooks. Le catalogue des patriarches de Constantinople dans le ms. addit. 19390. — C. DE BOOR. La relation de Georgios Monachos sur les Pauliciens. — PAPADOPOULOS-KERAMEUS. Le diocèse de Diaulie (de quelques évêques latins depuis 1376 et grecs depuis 1422). — D. KAUFMANN. Une lettre provenant de l'empire byzantin sur un mouvement messianique chez les Juifs et les douze tribus en 1096 (traduite en allemand). — Th. PREGER. La chronique de saint Cyrille et de Georgios Pisidès (cette attribution a été imaginée par le copiste grec Darmarius; la chronique elle-même est copiée en partie de Georgios Monachos). — WENDLAND. L'histoire de la littérature byzantine de Krumbacher; seconde édition. = Bibliographie : Haury. Zur Beurtheilung des Geschichtschreibers Procopius von Cæsarea (fait ressortir très justement la haute valeur historique des *Histoires* de Procope). — Brückner. Zur Beurtheilung des Geschichtschreibers Procopius von Cæsarea (l'auteur veut affaiblir l'autorité du témoignage de Procope, mais sans succès). — C. Stornajolo. Codices Urbinates graeci bibliothecae Vaticanae descripti. — Krailschek. Der Sturz des Kaisers Maurikios (médiocre.) — Καλλιγᾶς. Μελέται Βυζαντινῆς ἱστορίας 1205-1453 (excellent). — Milas. Das Kirchenrecht der morgenländischen Kirche, übersetzt von R. v. Pessic (bon).

33. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1897, n° 10. — K. Brey-sig. Geschichte der Brandenburgischen Finanzen, 1640-1697; Bd. I (ouvrage plein de faits bien distribués). — Meinardus. Protokolle und Relationen des Brandenburgischen geheimen Rathes aus der Zeit des Kurfürsten Friedrich-Wilhelm (collection remarquable de matériaux). — Hahlbaum et Keussen. Inventare Hansischer Archive des xvi Jahrh.; Bd. I : Kölner Inventar, 1531-1571. — Spahn. Verfassungs- und Wirthschaftsgeschichte des Herzogtums Pommern, 1478-1625 (bon). = N° 11. Ottolenghi. Della dignità imperiale di Carlo Magno (insuffisant; W. Sic-kel expose à son tour ses idées sur la question). = N° 12. Luschin von Ebengreuth. Oesterreichische Reichsgeschichte (très bon). = 1898, n° 1. Potthast. Bibliotheca historica medii aevi (Holder-Egger relève surtout de grosses fautes de méthode; à cet égard, la nouvelle édition ne vaut pas mieux que la première; mais, pour être mal commode, c'est un instrument de travail indispensable). = N° 3. Valois. La France et le grand schisme d'Occident (de grands éloges, avec quelques réserves). — Oesterreichischer Erbfolgekrieg, 1740-1748; Bd. I (excellent).

34. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche

Geschichtskunde. Bd. XXIII, Heft 2. — J. SCHWALM. Rapport sur un voyage de recherches pour le recueil des *Acta imperii*, 1894-1896; suite (nos 26-71, 1313-1345. A remarquer, n° 70, le texte original de la « charte de paix » pour la Lorraine accordée par Jean de Luxembourg le 23 oct. 1343; elle est en dialecte lorrain). — K. HAMPE. Voyage en France et en Belgique au printemps de 1897; 1^{er} art. (recherches pour le recueil des « Epistolae, » ix^e-xii^e s.; addition à la chronique de Johannes Codagnellus; un nécrologe du monastère de Rosenfeld près de Stade). — K. ZEUMER. Histoire de la législation wisigothique; 1^{er} art. (critique des sources; remarques générales sur cette législation, d'Eurich à Wittiza). — J. SCHWALM. Un tableau des recettes effectuées dans les villes du domaine royal au temps de l'empereur Frédéric II (ce document inédit figurera dans les appendices au tome III des *Constitutiones imperii*. Publié ici avec un fac-similé et un commentaire). — B. SEPP. De l'époque où a été composée la chronique de Fürstenfeld (non point vers l'an 1329, comme l'a prétendu Wichert, mais au plus tard en 1326). — F.-W.-E. ROTH. Nécrologes de Nassau.

35. — Deutsch-evangelische Blätter. Jahrg. XXII, 1897, Heft 8. — RAUSCH. Le voyage de Luther à Rome en 1511. = Heft 9. GENEST. Des écrits récents sur le déluge (analyse les publications de R. Andree, Stentzel, Süß, C. Schmidt, 1891-1896. Les nombreux récits qui nous sont parvenus d'une grande inondation doivent être ramenés à différents faits locaux; il n'y a pas de preuve que cette inondation ait été universelle). — G. HEINE. Chansons et poésies de la guerre de Trente ans, où se reflètent les événements ecclésiastiques, politiques et sociaux de l'époque. = Heft 10. NASEMANN. Frédéric-Guillaume I^{er}, roi de Prusse; sa biographie, son caractère. = Heft 12. BENRATH. Pierre Canisius, le premier jésuite allemand (sa biographie; son rôle dans l'histoire de la contre-réforme).

36. — Der Katholik. Jahrg. LXXVII, 1897, janvier. — KOLBERG. Introduction de la Réforme dans les terres de l'ordre Teutonique en Prusse (l'auteur fait un portrait peu flatteur du premier duc de Prusse, Albert de Brandebourg, et des débuts du luthéranisme dans son pays); suite en février et mars; fin en avril. — C.-M. KAUFMANN. Les îles Fortunées (résume les idées que l'on exprima dans l'antiquité classique sur le bonheur céleste; l'auteur ne fait ici que présenter sous une forme populaire le résultat d'études qu'il publiait au même moment en volume sous une forme scientifique); suite en février. — MANSBACH. La doctrine scolastique du repentir et de la pénitence; fin en février. — RIEBER. Les légendes sur le déluge; leur rapport avec les récits sémitiques; fin en février (ces mythes se sont propagés partout, même chez les peuples de l'Afrique; ils viennent de la patrie commune d'où ils sont tous sortis, même les africains. Le déluge est un fait historique). = Mars. C.-M. KAUFMANN. L'inscription d'Abercios (est d'origine chrétienne). — BELLESHEIM. Charles, cardinal Lavigerie, archevêque de

Carthage et primat d'Afrique, 1825-1892; suite en avril. — ENGLERT. La théorie de l'évolution en sociologie; suite en avril et en juin (montre, d'après Starcke et Grosse, l'échec complet de la sociologie darwinienne; essaie de prouver par exemple que les peuples chasseurs ont absolument ignoré et ignorent encore aujourd'hui les prétendues institutions de la promiscuité des sexes, du matriarcat, du communisme et d'absence d'organisation politique). = Comptes-rendus : F. Schrader. Monumenta quae spectant primordia collegii germanici et hungarici (important). — Festschrift zum 1100 jährigen Jubiläum des deutschen Campo Santo in Rom (excellent). — Kappen. Clemens August, Erzbischof von Köln (excellent). = Mai. N. PAULUS. Mélanchthon et la liberté de conscience; suite en juin (Mélanchthon se montra toujours fort intolérant, aussi bien contre les catholiques que contre les anabaptistes et les autres sectes séparées de l'Eglise). = Juin. HUPPERT. Le catholicisme, principe de progrès. — A. EBNER. Les récits de la mort de saint Boniface dans les mss. de Fulda du x^e et du x^e siècle. = Comptes-rendus : Michael. Geschichte des deutschen Volks; Bd. I (important). — Rudolphi. Zur kirchlichen Politik in Preussen (important). = Juillet. BELLESHEIM. Patrick Francis, cardinal Moran, archevêque de Sidney; son apostolat et ses œuvres historiques (étude surtout son *Histoire de l'Eglise catholique dans l'Océanie*); suite en août et en septembre. — F.-W.-E. ROTH. Jean ab Indagine (1467-1537; sa biographie; bibliographie de ses œuvres. Il ne fut pas partisan de Luther, quoi qu'on en ait dit). — STIOLMAIER. Recherches sur les ouvrages, découverts récemment, d'Eulogius, patriarche d'Alexandrie. = Compte-rendu : Pfeilschifter. Theodoric der Grosse, König der Ostgothen, und die katholische Kirche (excellent). = Août. HEIMBUCHER. Études byzantines (sur l'histoire de la littérature byzantine de Krumbacher). — LESKER. Le catholicisme à Lubeck depuis la Réforme. — N. PAULUS. Les Dominicains à Cologne au xvi^e s. et les écrits; suite en septembre (à noter les articles sur Jacques de Hochstraten et Bernard de Luxembourg). = Septembre. HAMMERSCHMID. La géologie et le déluge (combat le travail récent de Gander sur le sujet; si le déluge n'a laissé aucune trace géologique, c'est à cause de sa courte durée). = Octobre. NIRSCHL. La ruine dite Panagia Capuli à Éphèse (on la considéra dans un temps assez rapproché de nous comme le dernier lieu où ait demeuré la sainte Vierge; mais c'est sans raison); suite en nov. et fin en déc. — W. SCHMIDTZ. L'élément chrétien dans les divertissements et les fêtes du moyen âge; suite en nov. (se rapporte surtout à la Scandinavie). — M. SPAHN. Le « Bockspiel Martin Luthers » (c'est un drame polémique qui fut représenté en 1531 à la cour du duc Georges de Saxe; l'auteur est non pas Emser, mais Cochläus). = Comptes-rendus : Charrier. Histoire du vénérable Père Claude de la Colombière (important). — Jos. Müller. Die Keuschheits-Ideen in ihrer geschichtlichen Entwicklung (bon). — Messer. Die Reform des Schulwesens im Kurfürstenthum Mainz, 1763-1774 (bon). = Novembre. C.-M. KAUF-

MANN. Les progrès accomplis dans le domaine de l'archéologie chrétienne; suite en décembre (œuvres de Rossi; le congrès international du congrès d'archéologie chrétienne à Spalato en 1894).

37. — Historisch-politische Blätter für das katholische Deutschland. 1897, n° 6. — F. FALK. Les parents de Luther et les gens de Mœhra (Mœhra est la paroisse où vécurent le père et la mère de Luther jusque peu de mois avant la naissance de ce dernier. Les gens de ce village avaient la réputation d'être colères et grossiers, les parents de Luther en particulier, et Luther hérita d'eux cette fâcheuse disposition). = N° 7. H. GRAUERT. Dante en Allemagne; suite (éditions et commentaires de Dante publiés au XVI^e s.); suite au n° 9, fin au n° 11. = N° 9. G. GRUPP. La condition juridique et économique des paysans en Bavière depuis la fin du moyen âge. = N° 11. H. KOCH. A propos de l'histoire de Grégoire VII, par W. Martens (grand éloge de cet ouvrage). — B. SEPP. Des études qui ont été consacrées à Marie Stuart dans ces trente dernières années (relève des fautes nombreuses commises par Disselnkoetter dans un travail qui a paru sous le même titre dans les Beilage de l'*Allgem. Zeitung* de Munich, 1897, n° 210). = 1898, n° 1. GRUPP. La condition libre du paysan allemand à l'époque primitive (à l'occasion de l'étude d'Hildebrand : *Recht und Sitte*, etc. Cet auteur a le tort de comparer les Germains à des sauvages). = N° 4. La question sociale en Allemagne et sa solution (analyse l'Histoire du peuple allemand depuis le XIV^e siècle, par A. Michael, dont la 3^e édition vient de paraître. C'est la papauté qui a joué le rôle prédominant dans la question sociale). — O. KLOPP. L'introduction de la Réforme en Prusse, terre de l'ordre Teutonique (à propos de l'ouvrage de J. Kolberg); fin au n° 6. — L'église anglicane sous le règne de la reine Victoria. — VON HELFERT. Les débuts du gouvernement de Pie IX.

38. — Neue kirchliche Zeitschrift. Jahrg. VIII, Heft 7, 1897. — J. KUNZE. Un nouveau Credo trouvé en Égypte; son importance pour l'histoire de l'ancienne confession du baptême au II^e et au IV^e siècle. — UNDRITZ. Martin Luther; son opinion sur l'autorité de la Bible en matière de foi dans les premières années de la Réforme; fin dans Heft 8. = Heft 8. J. DRÆSEKE. Gennadios Scholarios (biographie de ce patriarche de Constantinople, 1420-1468; sa place dans l'histoire de l'Église grecque). = Heft 9. ROCHOLL. Honorius d'Autun (sa biographie; son rôle dans les controverses religieuses de son temps; on peut en un certain sens le considérer comme un précurseur de la Réforme du XVI^e s.). = Heft 10. TSCHACKERT. De l'obligation de reconnaître les symboles ecclésiastiques dans l'Église luthérienne (c'est en 1533 au plus tôt que cette obligation fut imposée à l'Université de Wittenberg; d'autres obligations semblables furent imposées dans le cours du XVI^e siècle). = Heft 11. O. SCHWARZ. Le pélagianisme, l'augustinisme, le sémipélagianisme. = Heft 12. Th. ZAHN. Les Actes de saint Paul (ils ont été retrouvés en Égypte par C. Schmidt; ils sont aujourd'hui à la biblio-

thèque de Heidelberg. Leur importance; leurs rapports avec les Actes de sainte Thècle).

39. — Römische Quartalschrift für christliche Alterthums-kunde. Jahrg. XI, Heft 1-3, 1897. — STRAZZULLA. Remarques sur l'inscription funéraire de Chrysiane dans l'église San Giovanni à Syracuse, et rapports de la Sicile avec l'Asie antérieure. — A. BAUMSTARK. Les fêtes de l'année religieuse à Antioche entre 512 et 518 (d'après les règlements établis par le patriarche monophysite Severus); fin dans Heft 4. — A. EHRHARD. Études sur l'hagiographie de l'Église grecque (étudie un grand nombre de mss. conservés à Milan, à Munich et à Moscou; ils se partagent en deux classes : l'une a son origine dans le recueil des légendes de Syméon Métaphraste; l'autre comprend les mss. antérieurs à Métaphraste, c'est-à-dire au ^x^e s. Analyse avec beaucoup de soin nombre d'hagiographies inédites du ^{vi}^e au ^{xii}^e s.; il n'y a plus qu'une fort petite quantité de textes originaux). — MARUGGI. Miscellanea archaeologica; suite (étudie une inscription chrétienne du ^{iv}^e s. au musée du Latran). — DE WAAL. Inscriptions du cimetière de Saint-Hippolyte (13 pièces du ^{iv}^e s.). — STAPPER. Le « Lumen confessorum » d'Andreas Didaci (analyse cette œuvre inédite du pénitencier pontifical A. Didaci, composée vers 1450. On doute si un traité intitulé « De modis uniendi ac reformandi ecclesiam » est aussi de lui). — REICHERT. Actes du chapitre provincial des Dominicains de la province Teutonia en 1398, 1401 et 1402 (ces actes concernent surtout la réforme de l'ordre dominicain). — MERKLE. Les papiers du cardinal Gabriel Paleotti (retrouvés dans les archives privées du comte Procolo Isolani à Bologne. Paleotti fut cardinal de 1565 à 1597; ses papiers sont très importants pour l'histoire du concile de Trente. Détails sur les copies de ces actes qui se trouvent dans des bibliothèques italiennes. Publie douze lettres de 1572 à 1620 qui se rapportent aux « Acta Tridentina » de Paleotti). — FINKE. Monastères nobles (montre qu'au ^{xv}^e s. il y avait encore des monastères qui refusaient d'accueillir des fils de « Ministériaux » et qui se recrutaient seulement de comtes et de barons). — SAUERLAND. Une lettre du concile de Pise. — EUBEL. Les insignes impériaux de l'empire allemand (publie l'original d'une supplique adressée au pape Martin V par l'empereur Sigismond, en 1424, qui demande au pape la permission de déposer à Nuremberg les joyaux de l'empire allemand). — Heft 4. ORSI. De quelques catacombes chrétiennes à Syracuse. — EHRHARD. Syméon Métaphraste et l'hagiographie grecque (réfute les objections présentées par le P. Delahaye dans les *Analecta Bollandiana*). — DE WAAL. Inscriptions de la Via Salaria (8 pièces du ^{iv}^e s.). — DUHR. Le jésuite Bobadilla en Allemagne, 1542-1548. — EHSES. Correspondance du cardinal Cervino avec Guillaume Sirlet, 1546.

40. — Theologische Quartalschrift. Jahrg. LXXIX, Heft 4, 1897. — GRUNDL. Le « Conflictus Arnobii Catholici cum Serapione

Aegyptio; » les « *Commentarii Arnobii junioris in psalmos*; » les « *Annotationes Arnobii ad quaedam evangeliorum loca* » (étude critique sur ces traités. L'auteur du « *Conflictus* » était un contemporain de Léon le Grand; il faut le distinguer d'un autre écrivain ecclésiastique plus ancien, de l'Arnobé qui composa les « *Commentarii in psalmos*, » et de l'auteur des « *Annotationes* »). — FUNK. La lettre de Barnabé et la doctrine des douze apôtres (la lettre de Barnabé a été composée vers la fin du 1^{er} siècle; elle a puisé dans la Doctrine, qui est sans doute du dernier quart de ce même siècle. De l'époque où a été composé le « *Pastor Hermæ* »). — Comptes-rendus : *Darm.* Le conclave de Venise (important). — *Finke.* Acta concilii Constantiensis; Bd. I (très important). — *Fromme.* Die Spanische Nation und das Concil von Constance (bon). — *Heimbucher.* Die Orden und Congregationen der katholischen Kirche (bon). — *Knappfer.* J.-A. Mœhler (bon).

41. — *Zeitschrift für alttestamentliche Wissenschaft.* Jahrg. XVII, Heft 1, 1897. — G. SCHMIDT. Les deux traductions syriaques du 1^{er} livre des Machabées; fin dans Heft 2. — KRETZSCHMAR. Le mythe de la destruction de Sodome (le récit de la Genèse, 18, 1-19, 28, n'est pas d'origine hébraïque; il a sa source dans une tradition locale des Cananéens. Cette tradition locale à son tour se rattache à un dieu cananéen auquel plus tard se substitua Jahvé; c'est aussi plus tard que Loth et Abraham furent introduits dans la légende. L'origine première du mythe est fournie par une éruption volcanique près de la mer Morte). — Heft 2. W.-MAX MUELLER. Les meurtriers de Sanhérib (le 2^e livre des Rois, 19, 37, indique les deux fils de Sanhérib comme ses assassins; en réalité, c'est seulement un des fils qui est coupable. Son nom aura été glosé et la glose aura ensuite passé dans le texte). — Id. Le roi Jareb (mentionné par Osée, qui en fait un roi tantôt assyrien, tantôt égyptien. Le nom de Jareb vient d'un texte qu'on a défiguré. Osée a toujours voulu parler du « grand roi, » ce qui désigne le roi d'Assyrie).

42. — *Zeitschrift für katholische Theologie.* 1897, Quartalheft 1. R. DE NOSTITZ-RIENECK. Les documents pontificaux pour Thessalonique et leur critique par le prof. Friedrich (1^o comment nous est parvenue la « *Collectio Thessalonicensis*; » 2^o date et adresses; 3^o la 14^e lettre de Léon I^{er}; 4^o rapports de fait et de style entre certaines lettres de la collection et d'autres lettres de Léon I^{er}). — Quartalheft 2. ZIMMERMANN. La mission des Jésuites au Canada au XVII^e s. (d'après l'ouvrage du P. de Rochemonteix). — Al. HOFFER. Diocèses en Dalmatie et les évêchés titulaires de la Hongrie. — E. MICHAEL. La mort de Luther (le récit du suicide de Luther est une fable). — Quartalheft 3. E. HORN. Les promotions à l'Université de Dillingen, 1555-1760. — Quartalheft 4. B. DUHR. Lettres inédites du Dr Vauchop et de son compagnon, le jésuite P. Claudius Jaius (le Dr Vauchop, appelé encore Dr Scotus, fut, bien qu'aveugle, nommé administrateur, puis archevêque d'Armagh; il mourut à Paris en 1552; son compagnon, le Jésuite Jaius, mourut à

Vienne la même année. Leurs lettres sont relatives aux affaires de l'Église en Allemagne de 1542 à 1550). — G. DE SANCTIS. L'inscription d'Aberkios (commentaire critique très détaillé). = 1898, Quartalheft 5. HIRSCHMANN. Le colloque de Ratisbonne en 1601; suite dans Quartalheft 2.

43. — Zeitschrift für Kirchengeschichte. Bd. XVIII, Heft 1. — A. FREYSTEDT. Gottschalk; sa vie et sa doctrine (condamnation du moine d'Orbais à cause de ses doctrines sur la prédestination; mort le 30 octobre 868 ou 869); 2^e art. dans Heft 2 (son temps); 3^e art. dans Heft 4. — G. BAUCH. Le scolastique Andreas Carlstadt, 1500-1514. — O. SEEBASS. La « Regula coenobialis Columbani » et les petites additions au pénitentiel de saint Columba (ajoute à cet article une réplique à H.-J. Schmitz, qui avait attaqué l'authenticité de ce pénitentiel). — Melancthoniana (recueil de documents de toute nature sur Melancthon). — W. FRIEDENSBURG. Correspondance des savants catholiques de l'Allemagne au temps de la Réforme; suite dans Heft 2 (correspondance de J. Cochläus, 60 numéros); suite dans Heft 3 et 4 (lettres tirées des archives et bibliothèques italiennes). — G. KNOB. Un registre matriculaire des étudiants en droit de Bologne conservé dans la Biblioteca Estense à Modène. — CLEMEN. Sur l'histoire du socinianisme. = Heft 2. ALDINGER. Les élections épiscopales de Verdun en 1245-1256. — M. SZLAVIK. L'anabaptisme en Hongrie. — E. NESTLE. Les statuts de l'école de Nisib des années 496 et 590, traduits d'après le texte syriaque publié par I. Guidi. = Heft 3. O. SEECK. Les documents utilisés par Eusèbe dans la vie de Constantin (les critiques, Mommsen lui-même, ont généralement admis, avec Crivellucci, que ces documents ne sont pas authentiques. Il n'y a pas cependant de bonnes raisons pour les condamner). — CLEMEN. Hinne Rode à Wittemberg, Bâle, Zurich et les premières éditions des ouvrages de Wessel. — Ed. BOEHMER. La propagande protestante en Espagne au commencement du XVII^e siècle (d'après des actes copiés aux Archives nationales de Paris par M. Alfred Morel-Fatio et communiqués par lui à l'auteur). — G. BAUCH. La correspondance de Luther (additions, corrections, remarques complémentaires à l'édition de cette correspondance par Enders). — D. WALTHER. Résolutions prises par l'assemblée capitulaire de Mayence en 1525 (pour combattre les idées luthériennes). — KOESTER. Le mariage de Caspar Peucer avec Magdalene Melancthon, 1550. = Bibliographie des ouvrages relatifs à l'histoire de l'Église. = Heft 4. J. DRÆSEKE. Un adversaire inconnu des Latins (commente un traité de théologie écrit en réponse au patriarche Thomas Morisini et dont l'auteur est probablement Nicolas de Méthone le Jeune, ami et contemporain de Nicéphore Blemmydès). — KOEHLER. Molinos à Rome et les partisans de sa doctrine sur le quétisme.

44. — Hermes. Bd. XXXIII, 1897, Heft 1. — J. KROMAYER. Études sur l'histoire du second triumvirat; suite (étudie les campagnes d'Oc-

tave en Illyrie en 35 et 34-33 av. J.-C. et les préliminaires de la bataille d'Actium : événements qui précèdent les donations d'Antoine à Cléopâtre; motifs réels de l'attachement d'Antoine pour la reine d'Égypte; correspondance d'Antoine et d'Auguste. Les donations d'Antoine sont le prétexte, non la cause de la guerre. Mouvements des armées et des flottes avant la bataille et situation des deux parties. Importance, pour l'histoire de la civilisation, de la bataille d'Actium). — G. BUSOLT. Aristote ou Xénophon? (dans le récit des événements de l'année 404-403, l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* renvoie à une chronique athénienne, sans doute celle d'Antrodion; elle a donc au moins autant de valeur, sinon plus, que les Helléniques de Xénophon, car Xénophon écrivit plus de dix ans après les événements et à la manière des rhéteurs. Analyse avec précision les différences que présentent les récits de Xénophon et d'Aristote). — R. REITZENSTEIN et E. SCHWARTZ. L'invective du pseudo Salluste contre Cicéron (l'invective de Cicéron contre Salluste n'est pas du même auteur que l'invective de Salluste contre Cicéron : la première est du rhéteur Didius, la seconde est un fragment d'un pamphlet qui fut réellement lancé contre Cicéron en 54. Schwartz se demande si le pamphlet, que le nom de Salluste a défendu contre l'oubli, ne doit pas être attribué à L. Calpurnius Pison). — H. WIRTZ. Les mss. de Salluste; histoire du texte; suite. — WILAMOWITZ-MOELLENDORF. Les archontes à vie d'Athènes (la leçon rectifiée du chap. III de l'*Ἀθηναίων Πολιτεία* donne les résultats suivants : les Médontides sont des archontes; à partir de Médon, la liste des éponymes athéniens ne donne plus de rois. Il y a eu des archontes à vie que plus tard on a transformés en rois. Les faits allégués par Aristote sont exacts; les conséquences qu'il en tire ne le sont pas). — Th. MOMMSEN. *Eugippiana*; suite (étudie les mss. allemands d'Eugippius). — Paul WENDLAND. Jésus, roi des Saturnales (étudie les textes où Jésus est tourné en dérision par les légionnaires romains et les compare avec des faits analogues, par exemple la pantomime injurieuse pour Agrippa I^{er} à Alexandrie; étudie les actes du martyre de saint Dasius publiés par Cumont dans la *Rev. de philologie*, XXI, 143). — E. SCHWARTZ. De quelques passages de la biographie de l'empereur Auguste par Nicolas de Damas.

45. — Mittheilungen des k. deutschen archäologischen Instituts. Athenische Abtheilung. Bd. XXII, Heft 1-2, 1897. — A. KOERTE. Études sur l'Asie Mineure; 2^e article : Gordion et la campagne de Manlius contre les Galates (les ruines qui se trouvent au village de Phebi, dans la vallée du Sangarios, sont sur l'emplacement de l'ancienne ville phrygienne de Gordion; l'auteur suit sur les lieux les traces de Manlius d'après la description de Tite-Live au livre xxxviii. Les tombes de Phébi promettent d'importants résultats pour l'histoire de la civilisation phrygienne). — E. JACOBS. Les Thasiaia de Cyriacus d'Ancone dans le Cod. Vatic. 5280 (relation de voyage par Cyriacus, qui résida à Thasos en 1444; publie et commente 17 inscriptions qui y

sont consignées). — Paul WOLTERS. Le roi Nabis (d'après une inscription qui donne à Nabis le titre de roi). — KRISPI et WILHELM. Un nouveau fragment de la chronique lapidaire de Paros (texte de ce fragment avec une reproduction photographique de l'estampage; c'est un fragment d'histoire grecque depuis la mort de Philippe de Macédoine jusqu'à l'an 299 av. J.-C., qui n'apprend rien de nouveau et qui contient çà et là des erreurs chronologiques). — E. ZIEBARTH. Une inscription de Crète. = Heft 3. R. ZAHN. L'ostracisme de Périclès (en janvier 1897, on a trouvé au nord-ouest de l'Aréopage une écaille d'huître avec l'inscription Θεισθοκλης Φρεάριος. Parle de trois autres écailles analogues). = Heft 4. DRAGOMIS. Ἐπιγραφικά χρονίσματα (études critiques sur les inscriptions publiées dans l'Ἀρχαιολογικὸν Δελτικόν, 1890, p. 145, et dans l'Ἐφημερίς ἀρχαιολογική, 1894 et 1895). — E. ZIEBARTH. Cyriaci Anconitani Inscriptiones graecae vel ineditae vel emendatae (étude 27 inscriptions d'après les *Relazioni d'alcuni viaggi fatti in diverse parti della Toscana* de Targioni Tosetti, dans le ms. Pal. Flor. 49). — J. SIX. Études iconographiques; suite (sur Ariarathe IX Eusèbe Philopator, roi de Macédoine, dont le portrait a été publié par H. Schrader au t. XXI). — P. WOLTERS. Inscription en l'honneur de Lysimaque (cette inscription, découverte par Blau et Schlottman, puis disparue, a été retrouvée par Phadrys. Dessin et transcription). — W. JUDEICH. Athènes en 1395, d'après la description de Nicolo da Martoni (reproduit, avec un commentaire critique, la description publiée par L. Le Grand dans la *Revue de l'Orient latin*, III, 1895). — J. KURTH. Les mosaïques à inscriptions de Salonique (première édition exacte des inscriptions qui se trouvent dans Sainte Sophie et dans Saint Georges). = *Römische Abtheilung*. Bd. XII, Heft 2, 1897. Chr. HUELSEN. L'étendue de Rome au temps de Pline (analyse minutieuse du passage de Pline, *Nat. Hist.*, 3, 66, 67. D'après le rapport officiel sur le recensement de Vespasien, trois mesures sont données ici : la première d'après la longueur de la périphérie et les deux autres d'après la somme de certains rayons. Pline parle de la ville qu'Auguste avait divisée en douze régions, non de celle de Servius. Explique certaines expressions employées par Pline et contrôle ses résultats d'après les fouilles).

46. — *Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum*. Bd. I, Heft 1, 1898. — Th. ZIELINSKI. L'humanité antique (chaleureuse analyse de l'*Antike Humanität* de Max Schneidewin; mais conteste le plan et certains détails). — Robert POEHLMANN. La poésie sociale des Grecs (expose les idées de la poésie grecque sur l'âge d'or dans le passé ou dans l'avenir; analyse les *Ecclesiazousai* d'Aristophane comme une satire dirigée contre les utopies communistes); suite dans Heft 2 (Platon; le roman social de Théopompe de Chios). — H. PETER. *Prosopographia imperii romani* (montre l'importance de l'ouvrage publié sous ce titre par Elimar Klebs, H. Dessau et autres, sous les auspices de l'Académie de Berlin; la méthode suivie par les auteurs est féconde et les résultats de leurs travaux précieux pour la chronologie, l'histoire

littéraire, les faits de l'histoire impériale). — E. MOOK. La poésie héroïque de l'Allemagne (la forme scandinave de la légende des Niebelung n'est pas la forme primitive. La légende de Siegfried et de Brunehild s'est formée chez les Francs; elle s'y est associée à la légende de la défaite des Burgondes; c'est de là qu'elle passa chez les skaldes). — Heft 2. Ad. HOLM. Le Midi classique (traite de la civilisation antique à propos de l'ouvrage *Aus dem classischen Süden* paru à Lübeck en 1896). — G. LIEBE. Les pèlerinages au moyen âge et leur influence sur la civilisation.

47. — Neue Jahrbücher für Philologie. Jahrg. LXVII, 1897, Heft 8. — K. SCHRADER. A quelle époque Ovide a-t-il été banni? (très probablement à l'automne de l'an 8). — F. GIESING. Commentaire de quelques passages du *De bello civili* de César. — W. STERNKOPF. La *Divinatio in Q. Caecilium* de Cicéron et le *Pro Flacco* (M. Aurelius Scaurus fut questeur de L. Valerius Flaccus cos. 86, qui fut préteur d'Asie en 95-90). — Heft 9. P. MEYER. La Légion XXII d'Égypte et la Légion III cyrénéique (la légion XXII est sortie du corps de troupes du tétrarque galate Déjotarus; elle reçut son numéro en l'an 25; c'est sous Trajan qu'elle prit le surnom de Dejotariana. Elle était en garnison à Alexandrie. Quand les deux légions d'Égypte furent réunies dans cette ville, elles eurent un chef commun. Toutes deux prirent part à la guerre contre les Juifs et proclamèrent Vespasien comme empereur. La légion XXII disparut sans doute dans la guerre contre les Juifs d'Hadrien, 132-135. La légion III cyrénéique a été formée des débris des légions de Lépide. De la part qu'elle prit aux guerres contre les Juifs et les Marcomans. Au ^{ve} s., elle se trouvait encore à Bostra, en Arabie, où elle avait été reléguée dès 107. En appendice : le remaniement des frontières d'Arabie sous Septime Sévère). — O.-E. SCHMIDT. Tullia et Dolabella (étudie les rapports de Cicéron avec son gendre, d'après certains passages des lettres de Cicéron qui sont améliorés par conjecture). — J. LANGE. Explication du *De bello gallico* de César, IV, 14, et V, 45. — W. SOLTAU. Macer et Tubéron; fin (les sources du 10^e livre de Tite-Live. Outre Macer et les annales de Tubéron dérivées de Macer, qui exaltent Décius, il a utilisé une troisième source qui cherche à grandir les Scipions et Volumnius; cette troisième source est sans doute Claudius. D'ailleurs, Tite-Live montre peu de discernement dans l'emploi de ses sources). — K.-E. STROOTMANN. La chute du préfet du prétoire Perennis (il fut tué par les légionnaires de Bretagne en 186, non en 185. Le jugement de Dion Cassius sur ce personnage doit être préféré à ceux d'Hérodien, I, 8, et de l'auteur de la *Vita Commodi*).

48. — Philologus. Bd. LVII, 1898, Heft 1. — R. REITZENSTEIN. Petits points d'histoire littéraire; suite (Hérodote, dans le passage III, 82, a utilisé une source ionique). — O.-E. SCHMIDT. César et Brutus (corrige la phrase de César dans Cicéron, *ad Attic.*, XIV, 1, 2 : « Magni refert hic quid velit, scilicet (au lieu de *sed*) quicquid volt,

valde volt »). — ZIEHEN. La phthiriasis de Sylla (dans Appien, I, 101, Sylla compare ses adversaires à des *παιδες*, à des poux ; plus tard, on a pris le mot au sérieux et l'on a dit sérieusement qu'il était rongé par les poux).

49. — **Rheinisches Museum für Philologie.** Bd. LIII, 1897, Heft 1. — R. SCHUBERT. La mort de Clitus (étude minutieuse sur les récits qu'on a de cette mort. Quant au remords d'Alexandre, il ne paraît pas avoir été aussi profond qu'on l'a dit ; il n'alla certainement pas jusqu'à une tentative de suicide).

50. — **Zeitschrift der deutschen morgenländischen Gesellschaft.** Bd. LI, Heft 1, 1897. — P. HORN. Mss. turcs et persans de la Vaticane (catalogue de 74 mss.). — J. OPPERT. Les mois intercalaires chez les Babyloniens et l'ère égypto-chaldéenne de Nabonassar (les Chaldéens avaient un cycle de dix-neuf ans composé de 235 mois synodiques ; outre la période sothiaque de 1460 ans, ils avaient encore une période lunaire de 1805 ans, et le cycle sarotique de 223 mois synodiques et de 242 mois draconitiques de 6,585 jours et un tiers. La période de dix-neuf ans n'a été établie qu'à partir de l'an 367 av. J.-C., sans doute sous l'influence athénienne. L'ère de Nabonassar n'est que la période sothiaque de 1461 années commençant le 20 juillet 1322 av. J.-C.). — F. RINKEL. Les papyrus arabes des musées de Berlin. = Heft 2. VAMBÉRY. Une histoire légendaire de Timour (d'après un ms. persan provenant de Bokara ; l'œuvre a été composée au XVIII^e s.). — JUSTI. Les mois de la Perse ancienne (comme les noms des mois le montrent, le calendrier de la Perse ancienne est d'origine zoroastrienne. Considérations importantes sur la chronologie de l'histoire perse). — H. OLDENBERG. Histoire des castes dans l'Inde (corrections et additions à l'ouvrage de Sénart). = Heft 3. SCHULTHESS. La lettre de Mara bar Serapion (publiée dès 1855 dans le *Spicilegium syriacum*, mais oubliée. Traduction et commentaire. L'auteur était un partisan de la philosophie stoïcienne). — D. KAUFMANN. L'Égypte d'après les sources juives du moyen âge. — WEISSBACH. La chronologie des faux Smerdis et de Darius, fils d'Hystaspe.

51. — **Mittheilungen und Nachrichten des deutschen Palästina-Vereins.** 1897, nos 1-6. — SCHUMACHER. Rapport sur un voyage d'exploration dans le pays situé à l'est du Jourdain (antiquités de l'époque romaine et musulmane). — SCHICK. Tombeaux chrétiens au nord de Jérusalem (de l'époque byzantine). — BRUENNOW. Inscriptions romaines et grecques du pays situé à l'est du Jourdain. — KRATZSCHMAR. Mosaïque donnant le dessin de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte (elle est du IV^e s. après J.-C. Extrait d'un travail de Koikylidès, l'inventeur de ce monument, où il est parlé de la découverte. La société allemande pour la Palestine en prépare une édition). — M. DE BERCHEM. Une inscription arabe de Jérusalem (concerne la construction de la mosquée d'Omar élevée sur l'emplacement du Saint-Sépulcre vers 930).

52. — Deutsche Zeitschrift für Kirchenrecht. Bd. VII, Heft 1, 1897. — HINSCHIUS. Les instructions pour l'Inquisition espagnole en 1561 (publie le texte, avec une traduction allemande et des notes, de ces instructions); fin dans Heft 2. = Heft 2. E. RIEKER. Le protestantisme et le système de l'État clérical (montre comment se développa depuis le XVII^e s. l'antipathie contre la conception luthérienne de l'État étroitement uni à l'Église). = Heft 3. SEHLING. Une édition des ordonnances de l'Église évangélique au XVI^e siècle (l'auteur s'occupe depuis longtemps de publier ces règlements; le t. I, qui doit bientôt paraître, embrassera la Saxe et la Thuringe. Plan et but de l'édition).

53. — Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte. Bd. XVIII. *Romanische Abtheilung*, 1897. — P. MEYER. Le droit de mariage des soldats romains d'après les papyrus égyptiens (rectifie sur des points importants les idées courantes sur le droit de mariage des légionnaires et des troupes auxiliaires). = Compte-rendu : *Alibrandi*. Opere giuridiche e storiche; vol. I (excellent). = Bd. XVIII. *Germanistische Abtheilung*, 1897. ALTMANN. La traduction allemande de la bulle d'or de l'empereur Charles IV conservée dans les archives municipales de Francfort-sur-le-Mein, 1365. — TAMASSIA. Le droit romain et wisigothique dans la législation des rois lombards Grimowald et Liutprand. — HUEBIN. Les sources du « Libellus de caesarea monarchia » de Pierre d'Andlau. — F.-B. BREMER. Le professeur de droit U. Zasius et le statut familial des sires de Ribeaupierre en 1511 (ce statut, rédigé par Zasius, excluait les fils de l'héritage). — R. SCHROEDER. Réformes du droit allemand entreprises par les archevêques de Mayence Berthold de Henneberg, 1491, et Albert de Brandebourg, 1527-1528. = Comptes-rendus : *Nyrop*. Samling af Danmarks Lovsskraaer fra Middelalderen (important). — *Dahn*. Die Könige der Germanen; Bd. VII (important, mais beaucoup d'erreurs). — *Behrend*. Lex Salica; 2^e édit. (excellent).

54. — Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Literaturen. Bd. XCVIII, Heft 1-2, 1897. — J. BOLTE. Les jours de la semaine dans la poésie; suite dans Heft 3-4 et dans Heft 1-2 du Bd. XCIX (intéressant pour l'histoire des mœurs). — LIEBERMANN. Le mot « albanus » employé en anglo-normand dans le sens d'« étranger » (ce mot a été interprété à tort comme désignant un habitant du pays d'Albion; il vient de France et c'est de là qu'il est entré dans la langue juridique de l'Angleterre). = Heft 3-4. Th. ARONSTEIN. Les courants sociaux et politiques de l'Angleterre dans le second tiers du XIX^e s., d'après la poésie et le roman; suite dans Bd. XCIX.

55. — Archivalische Zeitschrift. Bd. VII, 1897. — P. P. Liste des monastères supprimés par l'empereur Joseph II dans la moitié occidentale de la monarchie autrichienne, 1782-1790; suite. — Baron DE OEFELE. De l'origine de quelques évêques de Ratisbonne (recherche d'où venaient les évêques Gebhart I^{er}, Otton, Gebhart IV et Albert I^{er}, qui vécurent du X^e au XIV^e s.). — F.-L. BAUMANN. Revue des plus

importantes publications de documents d'archives parus en 1896 et 1897. — **Id.** Contribution à l'histoire des noms de personnes (fait remarquer qu'au moyen âge certains noms reviennent toujours dans certaines familles; des frères portent le même nom, par exemple dans la famille de Hohenzollern; des surnoms tirés de la possession de certains fiefs, etc.). — **Id.** Une famille « Vogelwaid » à Ries (c'était une famille de paysans connue au ^{xv}^e et au ^{xvi}^e s.; elle n'a rien à voir avec le poète Walther).

56. — Englische Studien. Bd. XXIV, Heft 1, 1897. — **C. HORST.** La chronique anglo-saxonne (l'auteur a étudié de près les mss. de ces Annales qui sont à Londres, Oxford et Cambridge; il avait déjà publié en 1896 le résultat d'une partie de ses recherches. Additions et corrections au travail de Kupferschmidt au t. XIII des *Englische Studien*. Prenant comme point de départ les fautes communes des mss., l'auteur arrive à des résultats nouveaux pour en déterminer le classement). — **G. SARRAZIN.** Rolf Krake et son cousin Hrethric-Röricus dans le poème de Beowulf (montre d'étroites analogies entre ce poème et les vieux mythes danois. Le poème de Beowulf ne fut sans doute qu'une partie d'un grand poème épique).

57. — Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im deutschen Reich. Jahrg. XXI, Heft 4, 1897. — **BREYSIG.** Le développement social des principaux peuples de l'Europe à l'époque moderne et contemporaine; suite (long article de 117 pages); suite dans XXII, 1. — **SCHMOLLER.** Changement des théories et permanence des vérités dans le domaine des sciences politiques et sociales. — **Jahrg. XXII, 1898, Heft 1.** **JOLLOS.** Les idées politiques et sociales d'Alexandre Herzen. — **A. DE WENCKSTERN.** Les conceptions de Carl Marx sur l'histoire et la situation sociale de l'Allemagne à la fin du ^{xix}^e s. — **Comptes-rendus :** *Meitzen.* Siedlung und Agrarwesen der Germanen, Kelten, Römer, Finnen und Slaven (analyse très détaillée de 40 pages, qui fait ressortir l'excellence de cet ouvrage). — *Liesegang.* Niederrheinisches Städtewesen, vorzüglich im Mittelalter (excellent).

58. — Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik. Bd. XIV, Heft 1, 1897. — **VARGES.** De l'origine des institutions municipales en Allemagne; fin (chap. xi : origine du conseil municipal; chap. xii : développement de l'autonomie du conseil. L'existence du conseil ne prouve point que la ville jouisse d'une grande indépendance; mais c'est le premier pas qu'elle faisait dans la voie de l'autonomie). — **Heft 2.** **C. LAMPRECHT.** Herder et Kant, considérés comme théoriciens de la science historique (ces deux philosophes enseignaient un monisme historique, mais leurs croyances religieuses les conduisaient à admettre l'existence d'un élément transcendantal dans le développement de l'histoire). — **KORNEMANN.** Les recensements faits à Rome à l'époque impériale, considérés comme matériaux pour la statistique (montre que Beloch a utilisé ces matériaux d'une manière peu critique

dans *Die Bevölkerung der griechisch-römischen Welt*). = Comptes-rendus : *Philipp*. Linguet, ein National-Oeconom des 18 Jahrh. (manqué). — *Marx*. Revolution und Contre-Revolution in Deutschland (intéressant). — *Lilienfeld*. La pathologie sociale (sans méthode). = Heft 4. E. LANGE. Les théories économiques de Carl Marx (dans l'histoire de la science humaine, le nom de Marx désigne un des principaux représentants de la grande réaction scientifique commencée par Hegel). — *SIMCHOWITSCH*. Les doctrines économiques et sociales des « Narodniki » russes (parle surtout du « mir » et de l'« artel »). = Heft 6. BLEI. Critique de l'économie politique. — *DIEHL*. Le droit et l'économie politique, à propos du livre de R. Stammler (dont l'auteur adopte les conclusions).

59. — Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken. Bd. I, Heft 1, 1897. — J. HALLER. Les fonctionnaires de la cour de Rome au XIII^e et au XIV^e siècle (publie deux notes tirées d'un ms. de la Bibl. nat. de Naples : la première date de Clément V; elle concerne le remaniement du personnel administratif rendu nécessaire par le long séjour des papes en France; l'autre donne une liste des fonctionnaires pontificaux et de leurs appointements sous Clément VI). — *SCHELLHASS*. Le dominicain Félicien Ninguarda (publie des documents qui montrent le zèle qu'il déploya en Bavière et en Autriche en 1572-1577 pour réformer l'Eglise en Allemagne sur les bases des décisions prononcées par le concile de Trente. A noter surtout la relation de Ninguarda sur son œuvre réformatrice en 1576). — *KUPKE*. Il y a cent ans (publie les dépêches adressées de Berlin par l'ambassadeur d'Espagne, Horazio Borghese, au ministère espagnol). — *FRIEDENSBURG*. Une dépêche inédite du légat Aleander, sept. 1520 (parle de sa première entrevue avec Charles-Quint).

60. — Zeitschrift für Ethnologie. Jahrg. XXIX, Heft 6, 1897. — *REINECKE*. Rapports de la Chine avec les peuples scytho-sibériens dans l'antiquité (établit de curieux rapprochements entre certains objets d'origine chinoise : miroirs, boîtes à sacrifice, vases, couteaux, etc., avec des objets analogues de provenance scytho-sibérienne; sans doute ces similitudes peuvent s'expliquer par un développement naturel et indépendant de certains types dans un milieu semblable; mais il est certain qu'il y a eu importation directe des types chinois, et, d'autre part, influence exercée sur l'art chinois par l'art européen. Détails sur le développement et la diffusion de la civilisation scytho-sibérienne).

61. — Zeitschrift für Kulturgeschichte. Bd. IV, Heft 6, 1897. — E. PFEIFFER. Le manichéisme de l'ordre du Temple (décrit deux « caisses mystiques » avec figures et inscriptions arabes, trouvées l'une à Essarois, près de la commanderie de Voulaine, l'autre à Volterra près de Pise. On en a pris argument pour prouver que l'Ordre avait adopté les idées manichéennes. C'est une erreur : la première caisse appartient au culte des Ismaélites et la seconde à celui des Druses. Détails intéressants sur l'histoire de ces cultes au moyen âge). —

W. VARGES. Un soulèvement socialiste à la fin du moyen âge (raconte une émeute à Brunswick, 1513, conduite par la basse classe de la population contre les propriétaires; on voulait briser le pouvoir du Conseil, piller la ville et partager les biens des riches. L'émeute fut promptement réprimée). — SIEBER et MEHLI. Inventaire des biens laissés par Érasme, 22 juillet 1536. — G. SOMMERFELDT. Juliane-Sophie de Wiersbitzki (femme du général de Wiersbitzki; publie trois lettres de 1778, intéressantes pour la vie de celui-ci). = Comptes-rendus : *Rühl*. Chronologie (bon). — *J. von Falke*. Aus alter und neuer Zeit (bon). — *Seidensticker*. Rechts- und Wirthschafts-Geschichte nordeutscher Forster (important). — *Pflugk-Hartung*. Krieg und Sieg, 1870-71. Theil II (excellent). — *Achelis*. Moderne Völkerkunde (bon). — Bibliographie des publications allemandes sur l'histoire générale et sur l'histoire de la civilisation, de juillet à décembre 1897 (article très détaillé).

62. — *Zeitschrift für Social- und Wirthschaftsgeschichte*. Bd. V, Heft 1-2, 1897. — PEISKER. L'histoire sociale de la Bohême; fin dans Heft 4 (aux idées de Lippert, qu'il combat très vivement, l'auteur oppose sa conception sur la vieille société slave en Bohême). — G. DE BELOW. Origines des métiers en Allemagne; suite dans Heft 3 (combat l'opinion de Bücher qui a récemment prétendu montrer que les métiers dans les villes dérivent des métiers constitués sur les domaines des seigneurs féodaux). — G. SCHALK. Les statuts de la corporation de Saint-Léonard à Vienne en 1420 (cette corporation comprenait des serruriers, des cloutiers et autres métiers semblables). — BRETHOLZ. Le chiffre de la population de Brunn en 1466 (d'après une bulle du pape Paul II, qui fixe à 12,000 le nombre des communicants en 1466). — STEINHERZ. Salzbourg en 1378 (publie une plainte adressée par la ville à l'archevêque sur l'arbitraire dans la justice, les abus dans l'administration, etc.). — L.-M. HARTMANN. La propriété et l'exploitation du sol en commun dans les actes privés d'Italie (jusqu'au XI^e s. la propriété commune du sol par les frères domine en Italie; l'amodiation en commun par des parents ou par des groupes de personnes non parentes forme la règle; cette tradition économique remonte au temps de l'empire romain). = Heft 3. Une relation italienne sur les foires de Troyes au XIII^e s. (contenue dans les *Lettere volgari del sec. XIII*, publiées par Paoli et Piccolomini en 1871. Très intéressant pour l'histoire des échanges commerciaux. Recherches sur le système des poids et des monnaies usité aux foires de Champagne, sur les prix des marchandises et des métaux précieux et sur le cours du change et des monnaies qui sont mentionnées dans cette relation). — BAASCH. Hambourg et la Compagnie de commerce d'Ostende (cette compagnie fut fondée en 1722 par l'Autriche pour favoriser le commerce avec les Indes orientales; Hambourg songea presque aussitôt à nouer d'étroites relations avec cette compagnie, mais le projet échoua). = Comptes-rendus : *Mauri*. I cittadini lavoratori dell' Attica (bon, mais pas assez approfondi). — *Pittaluga*. La questione agraria in Irlanda (bon). = Heft 4. OTTO. Histoire de l'admi-

nistration dans une petite ville au XVIII^e s. (Butzbach, dans la haute Hesse; publie deux ordonnances de 1765 et de 1778 qui attestent l'existence de grands abus). — TILLE. La statistique de la population au moyen âge (contre le mémoire, cité plus haut, de Bretholz, qui réplique). — DURHAM. Bibliographie des publications récentes en anglais et en américain sur les questions de l'histoire sociale et économique. — CALISSE. Bibliographie des publications récentes en italien sur le même sujet.

63. — Deutsche Rundschau. 1897, octobre. — F.-X. KRAUS. Ferdinand Gregorovius. = NOV. A. SCHÖNE. Le lieutenant de Goethe au régiment (biographie du comte de Thoranc d'après le livre de M. Schubarth). = DÉC. MAX LENZ. La situation actuelle des sciences historiques. — FRITZ JONAS. Le 80^e anniversaire de Th. Mommsen. — Il y a cinquante ans, 1847-1897.

64. — Nord und Süd. 1897, juillet. — KING. La situation économique des États-Unis. = OCTOBRE. A. TRÄGER. Eugène Richter. — H. FUNCK. Rapports entre Lavater et Cagliostro (d'après des documents inédits et les papiers de Lavater; ce dernier se laissa pendant toute une année duper par le charlatan). = NOVEMBRE. JACOBSEN. Les Shetlands et leurs habitants (histoire, archéologie et folk-lore de ces îles). = 1898, janvier. C. BIEDERMANN. Le premier parlement allemand, 1848-1849 (détails sur l'élection du roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV à l'empire d'Allemagne); suite en février. — P. LINDAU. La fête du sang en Perse (par cette fête, les Persans célèbrent le souvenir de la mort de Hussein, le petit-fils de Mahomet. Origine du schisme entre les Sunnites et les Chiites. Décrit les fêtes qui se donnent encore aujourd'hui et que les pénitents célèbrent en se blessant eux-mêmes). = FÉVRIER. MASCHKE. Les Italiens en Afrique, 1882-1896. — ACHELIS. Le géographe Fr. Ratzel.

65. — K. Preussische Akademie der Wissenschaften zu Berlin. Sitzungsberichte. 1897. Stück 45. — Le « Mærenbuch des Königs von Frankreich » de L. Uhland (d'après le Journal d'Uhland qui vient de paraître et quelques papiers inédits du poète, l'auteur expose le plan qu'il avait formé d'écrire un Décaméron de l'ancien français; des études que Uhland, en 1810, à Paris, consacra aux épopées et aux légendes de l'ancienne France). = Stück 48. HIRSCHFELD. Les Arvernes et les Éduens sous la domination romaine; suite dans Stück 51 (l'auteur expose la politique suivie par Auguste dans la création de la province de Gaule et explique l'alliance des Éduens avec les Romains par la comparaison avec la fraternité de sang germanique, qui avait aussi son analogie avec les mœurs gallo-celtiques. Bref résumé de l'histoire des deux peuples dans les trois premiers siècles de l'empire romain). = 1898. Stück 3. DUEMLER. Études sur Hraban Maur (détails biographiques; Hraban naquit vers 784; chronologie de ses écrits). = Stück 5. DIELS. Discours pour les anniversaires de l'em-

pereur Guillaume I^{er} et du roi Frédéric II (biographie de Maupertuis, d'après sa correspondance inédite avec le roi de Prusse). — L. Borchardt. Un nouveau roi égyptien de la première dynastie (Menès; son tombeau se trouve parmi ceux que M. de Morgan a ouverts en 1896 à Néggadeh, dans la haute Égypte). = Stück 7. U. KOEHLER. La conquête de l'Asie par Alexandre le Grand et la ligue de Corinthe (des raisons politiques et militaires décidèrent Alexandre à entraîner la ligue de Corinthe dans la guerre en Asie; ces mêmes raisons l'empêchèrent d'employer un fort contingent de troupes grecques; ce sont surtout les Macédoniens qu'il fit donner dans les grandes actions militaires; il se méfiait sans doute de l'esprit des auxiliaires grecs. Non plus que son père, Alexandre n'eut de tendance au Panhellénisme; les Macédoniens n'avaient que du mépris pour la Grèce).

66. — K. Bayerische Akademie der Wissenschaften. *Abhandlungen der philosophisch-philologischen Classe*. Bd. XX, Abth. 3, 1897. — SCHLAGINTWEIT. Un traité sur la chronologie bouddhique composé en 1591 par Sureçamatibhuda (traduit du thibétain, avec un commentaire). — J. FUEHRER. Les catacombes de Sicile (détails très circonstanciés sur la topographie et l'architecture de la catacombe de San-Giovanni, de la nécropole de Cassia et du cimetière de Santa-Maria-di-Gesù à Syracuse; sur les inscriptions, peintures et autres monuments archéologiques qu'on y a trouvés). = *Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und historischen Classe*. 1897, Bd. II, Heft 1. STIEVE. La conversion de Wallenstein au catholicisme. — PRÄCHTER. Études sur les sources de la chronique byzantine de Cédrenus (étude le passage relatif aux débuts du règne de Dioclétien; la principale source en est une chronique anonyme contenue dans le ms. de Paris 1712 et dérivée elle-même de Théophane).

67. — The Athenæum. 1897, 27 nov. — Falklands (livre superbement illustré, intéressant pour l'histoire de la renaissance catholique sous Jacques I^{er} et Charles I^{er}, mais qui soulève les plus grands soupçons; ce sont sans doute des récits forgés par quelqu'un qui tenait d'assez près à lady Falkland, mais qui a commis de grosses erreurs). — W. A. Phillips. The war of greek independance, 1821-1823 (médiocre). — Tarleton. Nicholas Breakspear, Adrian IV, englishman and pope (sans valeur). = 4 déc. M. C. Tyler. The literary history of the american revolution; vol. II (excellent). = 11 déc. Colonel Vibart. Richard Baird Smith; the leader of the Delhi heroes in 1857 (bon; la biographie de Smith importe beaucoup aussi à celle du général Wilson, qui commandait en chef à Delhi et qui fit preuve de la plus notoire incapacité). = 18 déc. Tomlinson. Life in Northumberland during the xviith century (fort intéressant). — La confession de Thomas Winter (le P. John Gerard émet des doutes nombreux sur l'authenticité de ce document, que S. R. Gardiner considère comme la preuve la plus éclatante que la conspiration des Poudres est une réalité). = 29 déc. S. R. Gardiner. Crom-

well's place in history (admirable résumé par un homme qui connaît les faits de première main, qui les juge de haut et qui sait peindre). — *A. Vivian*. Richard Hussey Vivian, first baron Vivian (intéressante biographie d'un bon officier de cavalerie qui fit la guerre d'Espagne et se distingua à Waterloo). — *D. Hannay*. A short history of the royal navy, 1217-1688 (intéressant, mais rempli d'erreurs de détail et de renvois inexactes). — *Pembrokeshire antiquities*. — A bibliographical index of Pembrokeshire literature. — The registers of Stratford on Avon. — *Borlase*. The dolmens of Ireland (excellent; beaucoup de faits très intéressants pour les archéologues et pour les folkloristes). — *Hutchinson*. Marriage customs in many lands (sans valeur). — *Mayo*. Medals and decorations of the british army and navy. = 1898, 8 janv. *Cap. Trotter*. The life of John Nicholson, soldier and administrator (bonne biographie d'un rude soldat qui a laissé un nom dans l'histoire de la conquête et du gouvernement de l'Inde anglaise). — *Cokayne*. Some account of the Lord mayors and sheriffs of the city of London, 1601-1625 (bons tableaux généalogiques). = 15 janv. *N. Bain*. The pupils of Peter the Great; a history of the Russian courts and empire, 1697-1740 (résumé facile, agréable, superficiel). — *G. Williams*. History of the Liverpool privateers and letters of marque, with an account of the Liverpool slave trade (bon). — Le mythe de Francis (Philippe Francis n'est pas l'auteur des lettres de Junius, qui reste toujours à trouver). = 22 janv. *W. G. Searle*. Onomasticon anglo-saxonicum; a list of anglo-saxon proper names, from the time of Beda to that of king John (ouvrage plein d'erreurs; il ne peut être consulté avec fruit que par des érudits très exercés). = 29 janv. *Lady Glover*. Life of Sir John Hawley Glover (biographie d'un officier de marine qui s'est surtout distingué dans les guerres de l'Afrique occidentale). — *A. Forbes*. The life of Napoleon III (cette biographie, d'une lecture agréable, vaut surtout pour ce qui se rapporte à la guerre franco-allemande). — *Woodhouse*. Attalia; its geography, topography and antiquities (excellent, surtout pour la description du pays; l'histoire est plutôt mal traitée). — *W. F. Lord*. Sir Thomas Maitland (biographie d'un excellent administrateur colonial au XVIII^e s.). = 5 févr. *Bodley*. France (ouvrage aussi remarquable que ceux de Tocqueville et de Bryce le sont pour l'Amérique; l'auteur, juge très impartial, étudie en particulier quel a été le résultat politique de la Révolution française et conclut que les gains sont infiniment inférieurs aux sacrifices qu'elle a coûtés). — *Miss B. Edwards*. The autobiography of Arthur Young (excellent). — Le mythe franciscain (W. Fr. Rae montre comment s'est formée et enracinée l'idée fausse que Francis a été l'auteur des lettres de Junius); fin le 19 février. = 12 février. *W. D. Macray*. A register of the members of St Mary Magdalen college, Oxford. Vol. II : 1522-1575. — *Mrs. Butcher*. The story of the church of Egypt (histoire générale de l'église chrétienne en Égypte; beaucoup d'erreurs). — *Jenks*. Law and politics in the middle ages (très remarquable). = 19 février. *G. Wilson*. Ph. Melanchthon, 1497-1560 (excellente esquisse,

qui n'est pas indigne d'être mise sur le même plan que l'éloquent discours de Harnack sur le grand humaniste). — *J. Macdonald*. Tituli Hunteriani (bonne description des pierres avec inscriptions romaines qui sont au Hunterian Museum, à Glasgow). = 26 février. *W. Cunningham*. Alien immigrants in England (histoire de toutes les immigrations en Angleterre depuis la conquête normande). = 5 mars. *C. King*. The story of the British army (intéressant, surtout pour l'époque moderne). — *Conybeare*. A history of Cambridgeshire (bon, surtout pour les époques anciennes). — *Sayce*. The early history of the Hebrews (défend par des arguments strictement archéologiques l'opinion orthodoxe sur la composition du Vieux Testament et surtout du Pentateuque contre les attaques de l'hypercritique). = 12 mars. La date de la mort d'Alfred le Grand (la preuve alléguée par M. Stevenson pour prouver qu'Alfred mourut en 899 se retourne contre lui; Alfred est mort le 29 mars 900. Réplique de M. Stevenson au numéro suivant). = 19 mars. *Lanciani*. The ruins and excavations of ancient Rome (ce nouvel ouvrage de Lanciani est un peu du réchauffé; mais de digestion facile et agréable).

68. — The contemporary Review. 1898, janvier. — William O'BRIEN. Qui doit avoir peur de parler de 1798? (on peut reprocher aux Irlandais certains crimes, mais combien plus lourde est la responsabilité des Anglais qui ont poussé les Irlandais à la révolte, se sont conduits lâchement devant les paysans coalisés et n'ont fait triompher la cause de l'Union qu'en pratiquant la corruption la plus éhontée!). — Th. НОДЖКИН. La chute de l'empire romain et ses leçons pour nous (cinq grandes causes de ruine : l'armée, qui disposait de l'empire, l'esclavage, les distributions de blé à bas prix, l'oppression financière de la classe moyenne, les incursions des Barbares).

69. — Edinburgh Review, t. CLXXXVI. Juillet-octobre 1897. — L'état économique et politique de l'Italie (n'est assurément pas brillant; mais elle a su vaincre des difficultés plus grandes encore. Il ne manque à ses gouvernants qu'un peu plus de caractère et de sens moral). — La « Vie de Nelson, » du capitaine Mahan (montre, avec une rare compétence, combien les succès de Nelson tiennent à sa décision d'esprit et à son courage devant la responsabilité. Croit qu'il n'est point tombé dans le piège, en se lançant à la poursuite de Villeneuve aux Antilles; mais cette opinion reste fort discutable). — Charles-Guillaume-Ferdinand, duc de Brunswick (première partie d'une étude très intéressante, qui s'arrête à 1792. Met en relief les idées libérales du duc, l'antipathie qu'il éprouvait pour les émigrés et pour la politique autrichienne). — Les États indigènes de l'Inde (sont encore au nombre de 688. Paraissent aujourd'hui plutôt portés à trop suivre l'exemple et l'impulsion des Européens). — Le conflit de la science et de la théologie (analyse l'ouvrage du professeur Dickson White, qui diffère de celui du Dr Draper en ce que ce dernier attaquait la religion, tandis que le professeur White réserve ses coups à la théologie dogmatique. Instructif, malgré quelques exagérations).

— « L'Histoire d'aujourd'hui » et les libéraux d'Oxford (critique le livre de M. Mac-Carthy, qui va de 1880 à 1897. Insiste sur le changement que cette période a amené dans le classement des partis). — La crise intérieure en Allemagne (peu favorable à la politique de l'empereur Guillaume, que l'on a tort de continuer à regarder comme un jeune homme et qui a maintenant l'âge de la maturité, quoiqu'elle n'apparaisse pas toujours dans ses actes).

70. — The Nineteenth century. 1898, mars. — W. S. LILLY. Les méthodes de l'inquisition (analyse le manuel de l'inquisiteur publié en 1716 par le P. Élisée Masini sous le titre : *Sacro arsenale*). — A. JESSOPP. La vie rurale en Angleterre avant le « grand pillage » du xvi^e siècle (l'auteur veut faire ressortir les conséquences désastreuses pour la classe pauvre des décrets qui, pendant l'anarchie du règne d'Édouard VI, dépouillèrent de leurs biens les établissements d'assistance publique). — AVRIL. JUSSELAND. Que les Français ont complètement ignoré la littérature anglaise au temps des Tudors (oui, complètement, malgré les rapports constants entre les deux peuples, les mariages princiers, les longs séjours de littérateurs anglais en France. Une exception comme celle de Du Bartas est presque unique). — E. REDMOND. Le centenaire de l'insurrection irlandaise de 1798 (étudie les causes et le caractère de ce soulèvement). — BARONNE A. VAN AMSTEL. Éléonore d'Olbreuse et la reine Victoria (comment la reine Victoria est apparentée à cette jeune fille de noblesse poitevine qui finit par épouser George Guillaume de Brunswick). — Sir Alfred LYALL. L'Europe avant la guerre de Sept ans, 1754-1756 (à propos de l'ouvrage de M. Richard Waddington).

71. — Quarterly Review, vol. 186. Juillet-octobre 1897. — Martin Luther (développement naturel de sa mission, d'après son caractère. « Luther, quoique polémiste à outrance, n'était rien moins qu'un penseur profond, logique; et, pendant longtemps, il ne soupçonna même pas qu'il s'écarterait des voies traditionnelles de la théologie. » Au fond, c'était un paysan, surtout un paysan allemand; il a provoqué une révolution gigantesque, sans être lui-même un grand homme). — Deux Américaines d'autrefois (Margaret Winthrop et Élisabeth Pinkney; tableaux d'intérieur dans le Massachusetts au xvii^e siècle, et la Caroline du Sud au siècle suivant). — Les nouvelles recherches en Asie Mineure (à propos des ouvrages du professeur Ramsay). — Lettres inédites de George Canning (à son ami John Hookham Frere, 1801-1825). — Les annales de Banff (analyse du livre de M. William Cra-mond). — Henri Taine (étude critique assez vague, dont le moindre défaut est de transformer indûment le prénom du personnage, qui s'appelait, comme chacun sait, Hippolyte). — La Bastille (sous Louis XIV). — La vie de province au temps de saint Basile (le professeur Mommsen disait à l'auteur de l'article que, s'il avait à recommencer sa vie d'étude, il choisirait la période qui va de Dioclétien à Justinien).

72. — Archivio storico italiano. 1897, disp. 3. — **FR. DINI.** Aonio Paleario et sa famille à 'Colle Val d'Elsa. — **Ginevra NICCOLINI.** Lettres de Piero di Cosimo des Medicis à Otto Niccolini (publie dix-huit lettres de 1467 à 1469). — **A. ALFANI.** La société Colombaria de Florence pendant l'année 1896-97 (rapport du secrétaire sur les travaux de la société). — **D. MARZI.** Notes historiques concernant les documents et les archives les plus anciens de la République florentine, du ^{xii}^e au ^{xiv}^e s.; suite dans la livraison suivante. — **Léon-G. PÉLISSIER.** Notes italiennes relatives à l'histoire de France; suite : un compte de la Trésorerie des guerres de Milan, 1504-1505. — **C. PAOLI.** Observations sur le testament en langue vulgaire de la comtesse Béatrice de Capraia, 1278-79. = Bibliographie : **A. Canestrelli.** L'abbazia di S. Galgano (histoire de ce monument d'après de nombreux documents inédits). — **S. Lippi.** L'archivio comunale di Cagliari (bon). — **Memorie storiche della città e dell' antico ducato della Mirandola**; vol. XI. — **F.-C. Cesis.** Giovanni Pico della Mirandola, detto la Fenice degli Ingegneri (monographie très incomplète). — **J. Rautich.** Storia di Carlo-Emanuele I, duca di Savoia; vol. I, 1580-1588 (beaucoup de faits nouveaux). — **A. Zembler.** Contributo alla storia della congiura spagnuola contro Venezia (important; l'auteur suit les faits au jour le jour; beaucoup de documents). — **Gir. Mancini.** Cortona nel medio evo (bon). = Disp. 4. **R. DAVIDSOHN.** Trois discours de Lapo de Castiglionchio, ambassadeur florentin auprès du pape Urbain V et de la cour romaine en Avignon (pour le décider à rentrer dans Rome sans l'empereur ou, si l'alliance de ces deux souverains était déjà décidée, pour prier le pape d'obtenir de l'empereur qu'il confirmât gratuitement les privilèges de la ville, 1365). — **G. ROMANO.** D'une nouvelle hypothèse sur la mort et sur la sépulture de Giangaleazzo Visconti (quoi qu'on en ait dit, Giangaleazzo n'est pas mort assassiné; il mourut de la fièvre le 3 septembre 1402; son corps n'a pas été jeté à l'eau. Il avait demandé à être enterré à la Chartreuse de Pavie; mais celle-ci était loin d'être terminée; son corps attendit à l'abbaye de Viboldone, puis dans la basilique de Saint-Pierre-au-Ciel-d'Or, à Pavie; transporté enfin à la Chartreuse, il fut déposé dans une tombe provisoire. Son tombeau ne fut terminé qu'en 1506). — **SFORZA.** Le conclave du pape Ganganelli et la suppression des Jésuites (d'après des documents inédits des arch. de l'État à Lucques, 1769). — **C. MAZZI.** La table des prieurs de Florence au ^{xiv}^e s. (publie un inventaire inédit). — **FR. SAVINI.** Les lettres de Filippo-Maria Visconti à Giosia d'Acquaviva, 1436-1437. — **CATELLACCI.** Curieux souvenirs sur la peste de Florence en 1630. = Comptes-rendus : **Crivellucci.** Manuale del metodo storico (traduction libre, avec des notes, des chap. III et IV du *Lehrbuch* de Bernheim; travail très utile). — **Battaglia.** L'ordinamento della proprietà fondiaria in Sicilia sotto i Normanni e gli Svevi (de graves défauts, mais beaucoup de conscience dans les recherches). — **P. LUOTTO.** Il vero Savonarola e il Savonarola di L. Pastor (fait très bien comprendre l'homme intérieur). — **Marquis de Sassenay.** Les derniers mois de Murat;

le guet-apens de Pizzo (est-il bien sûr que Murat ait été attiré dans un guet-apens? Le fait, peu vraisemblable en soi, n'est attesté que par des documents sans valeur).

73. — Rivista storica italiana. Vol. II, 1897, fasc. 5-6. — *Musatti*. La storia politica di Venezia secondo le ultime ricerche (bon). — *Wachsmuth*. Einleitung in das Studium der alten Geschichte (utile résumé sur les sources et les instruments de travail nécessaires à qui entreprend d'étudier l'antiquité). — *Forcella* et *Seletti*. Iscrizioni cristiane in Milano, anteriori al nono secolo (important). — *Siciliano Villanueva*. Studi sulle vicende della giurisdizione ecclesiastica nelle cause dei laici e dei chierici (bon). — *La Mantia*. Consuetudini della città di Siracusa. Consuetudini della città di Catania (éditions définitives). — *Carabellese*. La peste del 1348 (expose les mesures prises contre le fléau par la ville de Florence). — *I. del Lungo*. « Florentia. » Uomini e cose del Quattrocento (très remarquable). — *Gabotto*. Documenti inediti sulla storia del Piemonte, 1383-1418. — *Claretta*. Gli statuti del Capitanato dei marchesi di Ceva, 1408. — *Moschetti*. Due cronache veneziane rimate del principio del secolo xv. — *Giov. Filippi*. Studi di storia ligure (intéressant recueil d'articles sur l'histoire de Savone, surtout au xiv^e et au xv^e s.). — *E. Zanoni*. Francesco Guicciardini (deux volumes importants sur la vie et sur l'esprit de Guichardin). — *A. Rossi*. Fr. Guicciardini e il governo fiorentino, 1517-1540; vol. I (beaucoup de faits présentés d'une façon très critique). — *Catizzani*. Narrazione del terribile assedio e della resa di Famagosta 1571, da un ms. del capitano A. Gatto da Orvieto (ce récit, qui va du 3 octobre 1569 au 19 novembre 1573, n'apprend rien de bien nouveau). — *G. Beani*. Clemente IX e l'isola di Candia, 1669. — Livres nouveaux sur l'époque de la Révolution et du « Risorgimento. » = Vol. III, 1898, fasc. 1-2. *Turchanyi*. Tabellae chronographicae ad solvenda diplomatum data (tables utiles, surtout pour l'étude des documents allemands). — *I. Carini*. Gli Archivi e le biblioteche di Spagna in rapporto alla storia d'Italia in generale e di Sicilia in particolare (trésor de documents précieux pour l'histoire d'Italie). — *Colomer*. Nouvelle étude sur le calendrier grégorien (consciencieux, mais apprend peu de choses nouvelles et contient de nombreuses erreurs). — *Fregni*. Delle più celebri iscrizioni etrusche ed umbre (étude de haute fantaisie où l'auteur prétend expliquer l'étrusque par le latin). — *Patroni*. La civilisation primitive dans la Sicile orientale (excellent). — *Ramorino*. Cornelio Tacito nella storia della cultura (remarquable). — *F. Segna*. De successione priorum romanorum pontificum (réponse, par le savant cardinal Segna, aux objections de Harnack; veut prouver la succession ininterrompue des pontifes romains depuis les apôtres jusqu'à nos jours). — *Huck*. Dogmenhistorischer Beitrag zur Geschichte der Waldenser (insuffisant). — *Battaglia*. L'ordinamento della proprietà fondiaria nell'Italia meridionale sotto i Normani e gli Svevi nei suoi rapporti colle istituzioni politiche (travail d'un débutant inexpérimenté). — *Schaube*. La proxiénie au moyen âge (très

intéressant). — *Guerrieri*. Gualtieri VI di Brienne, duca d'Atene e conte di Lecce (bonne étude sur la féodalité dans la terre d'Otrante). — *Cais de Pierlas*. La ville de Nice pendant le premier siècle de la domination des princes de Savoie (remarquable). — *De Maria*. La guerra di Castro e la spedizione dei presidii, 1639-1649 (incorrect et déclamatoire, mais le fond est très solide). — *Contessa*. Per la storia d'un episodio della politica italiana di Luigi XIV al tempo della pace di Nimega. Le negoziazioni diplomatiche per l'occupazione di Casale, 1677-1682 (exposé minutieux et très clair). — *Turletti*. Attraverso le Alpi. Storia aneddotica delle guerre di montagna 1742-1748 in difesa dell'Italia (récits très brillants et bien renseignés). — *Travaux sur l'histoire de la Révolution française et du « Risorgimento »*.

74. — Rivista storica del risorgimento italiano. Vol. I, fasc. 1-2. — Comment le cabinet Lanza se conduisit à Rome (extrait du journal de Castagnola; mission du prince Napoléon et occupation de Rome par les Italiens; détails du plus haut intérêt sur les délibérations du cabinet Lanza, dont faisait partie Castagnola). — C. GIODA. Les deux Romes de V. Gioberti. — D. ZANICHELLI. Le statut fondamental pour le gouvernement temporel des États de l'Église (ne pouvait avoir aucune chance de durée, même s'il avait été appliqué avec bonne foi et dans des circonstances favorables). — V. FIORINI. Notes et documents inédits sur Angelo Masini. — R. GIOVAGNOLI. La prise de Monterotondo en 1867. — G. MAZZATINTI. Lettres du ministre Giovita Lazzarini sur la république romaine de 1849. — N. CAMPANINI. Lettres du prince Jérôme-Napoléon (six lettres à Matteucci du 9 mars 1861 au 15 janvier 1868; le prince reste fidèle à ses sentiments pour l'Italie et la Pologne et déplore « la réaction cléricale qui entraîne l'empereur »). = Fasc. 3-4. De 1848 à 1869 (extr. des mémoires de P. Turiello; détails sur l'état d'esprit à Naples et sur Garibaldi). — D. PERRERO. Le général Giffenga et la conjuration militaire lombarde en 1814 (c'est Giffenga qui avertit le ministère piémontais des projets des conspirateurs). — E. MAYOR. Ferdinand Gregorovius et le *Risorgimento* italien. — E. POROVICH. Garibaldi et l'Orient (relations de Garibaldi avec les insurgés de l'Herzégovine-Bosnie en 1875-76). — A.-V. VECCHI. La reconnaissance italienne envers Garibaldi en 1846. — A. CAVALLETTO. Une page de l'histoire de l'émigration vénitienne (publie la relation du comité central vénitien démissionnaire au conseil général des représentants de l'émigration vénitienne, daté de Turin, 14 janvier 1865). — F. NOVATI. Une année de l'histoire d'Italie (publie une curieuse lettre de Mgr Corboli-Bussi au marquis S. P. sur les événements de 1848). — G. SILINGARDI. Lettres des frères Bandiera. = Variétés et anecdotes historiques (lettre de Victor-Emmanuel à la princesse Clotilde. Documents sur les événements de 1831, etc.); comptes-rendus et notices. = Fasc. 5-6. L. CHIALA. Les préliminaires de la première guerre de l'indépendance italienne (curieux détails sur les hésitations de Charles-Albert au moment de déclarer la guerre à l'Autriche en 1848). — A. SANSONE.

Nic. Garzilli et la conjuration du 27 janvier 1850 à Palerme. — G. SFORZA. Les journaux de Lucques (de 1756 à 1850; contribution à l'histoire du journalisme italien, dont la suite est annoncée comme devant paraître dans les prochains fascicules pour les différentes parties de l'Italie). — Cecilio FABRIS. La campagne de 1866 en Italie (d'après l'ouvrage de la section historique du corps d'état-major italien). — V. MALAMANI. La censure autrichienne sur les imprimeries des provinces vénitiennes (de 1815 à 1848; malgré ses rigueurs soupçonneuses, elle permit un développement assez florissant de la culture intellectuelle). — Ag. ZANELLI. Cosimo Ridolfi (d'après une correspondance inédite avec Nic. Puccini). — A.-V. VECCHI. Relations mutuelles du général Cialdini et de Garibaldi. — Lettres de G. FINZI (1853-55; écrites des prisons autrichiennes, où il avait été incarcéré à la suite des affaires de Mantoue de 1852-53). = Variétés et anecdotes historiques (Pietro Vayra; documents sur Ant. Gallenga et son projet d'assassinat de Charles-Albert; lettres inédites sur les Cinq journées (1848) p. p. A. Lumbroso; trois lettres inédites de Mazzini; état de la Lombardie en 1820; mémoire du comte Strassoldo à Metternich; etc.); comptes-rendus et notices. = Fasc. 7-8. A. FRANCHETTI. Les relations diplomatiques entre la cour de Naples et la France de 1791 à 1793 (hésitations réciproques devant une rupture que la force des choses devait amener). — E. MAYOR. Manèges antiunitaires en Suisse de 1861 à 1870 (réunions en Suisse entre le roi François II, le comte de Trani, le comte de Chambord, le cardinal Grassallini, etc.; enrôlements de soldats pour le pape et la réaction bourbonnienne). — V. MARCHESI. La guerre autour de Venise en 1809 (tentatives des Autrichiens pour soulever le nord de l'Italie). — F. GUARDIONE. Une tentative politique à Palerme en 1795 et François-Paul di Blasi. — Mémoire du duc de Dalberg au comte Prospero Balbo, p. p. A. Stern (nécessité de donner au Piémont un gouvernement constitutionnel, 1820). — A. LUZIO. La « Biblioteca italiana » et le gouvernement autrichien (détails curieux et nombreux documents sur cette publication que dirigea G. Acerbi avec l'appui et sous la surveillance du gouvernement autrichien). — T. CASINI. Antonio Codronchi à la consulte de Lyon (1801-1802). — Lettres de la comtesse Marie-Thérèse Gozzadini, p. p. Antonietta PANCRAZI (1848-1859). = Variétés et anecdotes historiques (un épisode de la vie de Pasquale Galluppi; lettres inédites de N. Fabrizi); comptes-rendus et notices. = Fasc. 9-10. G. FINALI. La visite du roi Victor-Emmanuel à Lorette en 1860. — A. POGNISI. Un siècle de supplices à Rome pour cause politique (d'après les archives de la confrérie de Saint-Jean le Décollé; exécutions politiques à Rome du 26 sept. 1795 au 9 juill. 1870). — G. FABRIS. L'Italie pendant l'invasion française à la fin du siècle dernier. — Jessie-W. MARIO. L'Italie, Rome et la guerre franco-prussienne (à propos du livre du général Lebrun; l'Italie n'avait pas promis formellement son alliance à la France et, d'après l'auteur, ne la lui devait pas. Aucun fait nouveau, mais l'esprit le plus nettement hostile à notre pays. Travail

essentiellement subjectif, comme disent les Italiens en empruntant la phraseologie allemande). — A. ROMIZI. Le ministère de l'instruction publique sous le règne de Charles-Albert (des réformes pédagogiques importantes ont préparé les réformes politiques; notices sur les ministres de ce département : Alfieri, Boncompagni, Rattazzi, Gioberti, Merlo et C. Cadorna). — P. VAYRA. Une audience diplomatique de Victor-Emmanuel (celle du chevalier V. Ramirez, ministre de Naples, le 30 octobre 1851). — G. FALDELLA. Les commencements de la jeune Italie. Lettres d'Agostino Ruffini à Federico Rosazza. = Variétés et anecdotes historiques (une curieuse lettre politique de Rossini, etc.); comptes-rendus et notices. = 2^e année, fasc. 1-2. E. VALLI. La genèse de l'unité italienne (article sur le travail de G. Tivarioni). — G. SFORZA. Contribution à l'histoire de la poésie populaire italienne pendant les années 1847-49 (intéressant). — F. GUARDIONE. Gaetano Abela et les événements politiques de Sicile de 1820 à 1826. — A. ZANELLI. Le musée du *Risorgimento* à Brescia. — T. CASINI. Les députés au congrès cispadan de 1796 à 1797. — F. NOVATI. Une lettre autobiographique inédite de Michel Amari. = Variétés et anecdotes historiques; comptes-rendus et notices. = Fasc. 3-4. G. MAZZATINTI. Les mouvements de 1831 à Forlì. — G. FANTONI. Biographies d'Angelo Mengaldo et de Joseph Marsich (bonnes notices sur ces deux Vénitiens et leur rôle en 1848-49). — A. ROMIZI. Les premiers ministres de l'instruction publique de Victor-Emmanuel II (suite d'un précédent article : Mameli, Gioia, Farini, Boncompagni, Cibrario, Lanza, C. Cadorna). — C. FABRIS. Les mémoires du général della Rocca. — G. SFORZA. Terenzio Mamiani et le duc de Lucques. — F. GUARDIONE. Le général Walmoden contre Guillaume Pepe (publie une vive critique en français contre la conduite de Pepe en 1821). = Variétés et anecdotes historiques (la formation du gouvernement provisoire à Bologne en 1831, par G. Vicini; lettres de L. Landucci à Pons de l'Hérault sur l'état de Sienne en 1841, p. p. Léon-G. Péliissier; lettres de Settembrini, Spaventa et Poërio au lord-maire de Cork, p. p. B. Manzone, etc.); comptes-rendus et notices. = Fasc. 5-6. G. FANTONI. Georges Manin (notice sur le fils de l'héroïque défenseur de Venise, mort le 15 octobre 1882). — G. SFORZA. L'expulsion de N. Fabrizi de la France en 1848. — F. QUINTAVALLE. Le général Rod. Gabrielli, comte de Montevecchio. — L. COLINI-BALDESCHI. Les événements politiques dans les Marches de 1796 à 1849. — Baronne Lia LUMBROSO. Souvenirs mazziniens (à propos des publications de M^{mes} de Meysenbug et Dora Melegari). — Léon-G. PÉLISSIER. Enquête de Pons de l'Hérault sur l'état de Florence en 1845. — F. DONAVER. Lettres inédites de Gabrio Casati (sur les événements de 1848). — La défense du pont sur la lagune à Venise en juin-août 1849 (d'après le journal d'E. Cosenz; très intéressant au point de vue militaire). — B. MANZONE. L'intervention française en Italie en 1848 (publie une très intéressante lettre du général Oudinot).

75. — Boletín de la R. Academia de la Historia. T. XXX, janvier-juin 1897. — A. RODRIGUEZ VILLA. L'ambassade du baron de Ripperda à Vienne (étude critique sur le livre de M. G. Syveton, avec adjonction d'une trentaine de documents inédits tirés des archives espagnoles). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. Sur quelques uniformes de l'armée d'Espagne (xviii^e et xix^e s.). — F. FITA. Épigraphie romaine. — A.-M. FABIÉ. Étude sur l'organisation et les coutumes du pays basque, à propos des travaux de MM. Echegaray, Labairu, etc.; suite et fin. — E. HÜBNER. Les travaux scientifiques de M. Jac. Zóbel de Zangroniz, académicien élu, 1842-1896 (notice nécrologique renfermant une longue étude des travaux de numismatique espagnole ancienne de Zóbel et de ses prédécesseurs). — J. CATALINA GARCIA. Note sur des relations historiques du xvi^e et du xvii^e siècle, publiées par M. F.-R. de Uhagón, dans la Collection des bibliophiles espagnols. — E. HUEBNER. Inscriptions ibériques récemment découvertes dans les Asturies, province de Tapia (essai de déchiffrement). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. Biographie du général Feringán, architecte de la cathédrale de Murcie (compte-rendu analytique d'une étude de D. P.-A. Berenguer y Ballester). — Fr. CODERA. Un historien marocain contemporain (notice analytique d'une curieuse histoire du Maroc, écrite par un auteur moderne, Ahmed ben Jalid el Nasiri, né en 1836). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. D. Ant. Bernal de O'Reilly, consul et historien (notice nécrologique). — Gloires de la cavalerie espagnole (par le cap. D. Ant.-Gil Alvaro. Compte-rendu). — M. DANVILA. Antiquités de Valence (œuvre manuscrite du P. Josef Texeidor, datée de 1767, publiée et complétée par le Dr D. Roque Chabas). — Fr. CODERA. Le Maroc inconnu (compte-rendu du livre de M. Mouliéras). — J. BENAVIDES. Le cardinal Saenz de Aguirre et l'évêque de Zamora, D. Diego Meléndez de Valdés (notice sur leur sépulture dans l'église Saint-Jacques des Espagnols à Rome). — M. DANVILA et J. CATALINA-GARCIA. Note concluant à la déclaration comme monument national de l'église Saint-Jean-Baptiste de Baños de Cerrato. — J. CATALINA GARCIA. La date de la mort du chroniqueur Herrera (27 mars 1624). — F. FITA. Nouvelles inscriptions romaines et visigothiques (d'Almendrales, Jerez de los Caballeros, Salvatierra de los Barros, Nogales, Solana de los Barros, Carthagène, La Morera, La Rambla, Nava de Ricomalillo, Belvis de la Jara). — J. GÓMEZ DE ARTECHE. Le centenaire du marquis de la Romana, à Odensee, en Danemark, projeté pour 1908. — P. DE MADRAZO. L'Alcazar de Ségovie (son maintien comme monument national, bien que mis à la disposition du ministère de la guerre). — Fr. CODERA. Manuscrits arabes acquis par l'Académie (histoire universelle de Mahmoud ben Ahmed ben Mouza Alaini). — J.-M. ASENSIO. Cervantes *bascofile* (à propos d'une étude de M. J. Apraiz sur la façon dont Cervantes a apprécié les Basques). — F. FITA. La sépulture de la reine Doña Urraca dans la cathédrale de Palencia (à propos de l'ouverture récente de ce tombeau). — J.-M. ASENSIO. Documents inédits relatifs à Cervantes, recueillis et publiés par D. Cr. Pérez Pastor (56 documents élucidant plusieurs questions impor-

tantes de la biographie de Cervantes. Compte-rendu). — A. DEL ARCO. Autel votif de Terragone. — Fr. DE BOFARULL. José Coroleu é Inglada, historien de la Catalogne (notice nécrologique). — P. DE MADRAZO. Santa Maria la Antigua, à Valladolid (note pour faire déclarer cette église monument national). — A. RODRIGUEZ VILLA. Le Peñon de Vélez de la Gomera et la Mámora (note sur des lettres, dont deux sont reproduites dans l'article et trois dans les *Variedades*, adressées par Philippe III et Philippe IV à D. Diego de Escobedo, gouverneur de ces deux places). — M. ANTÓN. Crânes anciens de Ciempozuelos (étude anthropologique). — Marquis DE MONSALUD. Nouvelles inscriptions visigothiques et romaines (de la Torre de Miguel Sexmero, Medellin, Torremejia, Barcarrota, Almendralejo). — F. FITA. Inscriptions visigothiques. Études hagiographiques (inscriptions relatives à Eolalius, clerc, confesseur, et à S. Mauro). — Notice sur les nouvelles inscriptions ibériques, grecques et romaines, publiées par E. HUEBNER. — A. DEL ARCO. Nouvelles pierres romaines de Terragone. = *Variedades* : Testament de Raymond Lull. — F. FITA. Épigraphie romaine. — Deux bronzes anciens. — M. DANVILA. Sources bibliographiques de son travail sur le mouvement des Communes de Castille au commencement du xvi^e s. — Note bibliographique sur le palimpseste de Leon, *Lex Romana Visigothorum*. — F. FITA. Évêques mozarabes réfugiés à Tolède vers le milieu du xii^e s. = *Noticias* : Note sur le ms. des *Gesta Comitum Barcinonensium*, publié par Baluze. — Épigraphie. — Manuscrits donnés à l'Académie : 1^o Testament et fondation de Majorat (1793); 2^o Lettre de vérification de noblesse, enluminée; 3^o Étiquette de la maison royale (1667). — G. PUIG Y LARRAZ. Cavernes et abîmes d'Espagne. — La céramique de Ciempozuelos et l'âge de la pierre polie. Nouvelle station préhistorique. — Couvents de Madrid en 1821. — Bibliographie historique relative à la ville de Manresa. — Bulle de Grégoire IX, 22 mars 1228, relative à la cathédrale de Manresa.

76. — Revista crítica de Historia y literatura. II^e année, janvier-septembre 1897. — Communications et notices : R. MENÉNDEZ PIDAL. La pénitence du roi Rodrigue; origine probable de cette légende (explication très ingénieuse). — Analyse d'un article de M. Menéndez y Pelayo sur une nouvelle conjecture relative à l'auteur du don Quichotte d'Avellaneda. — F.-G. MACIÑEIRA Y PARDO. Les châteaux forts préhistoriques de Galice (2 articles). — J. VILLAMIL Y CASTRO. Les pèlerinages à Saint-Jacques de Compostelle (première partie d'une étude historique contenant d'utiles indications). — M^{me} CAROLINA-MICHAELIS DE VASCONCELLOS. Garci-Sanchez de Badajoz, Gracian et Sa de Miranda (études d'histoire littéraire où l'on retrouve l'érudition connue de M^{me} de Vasconcellos). — Julian RIBERA. Le *Justicia* d'Aragon et l'organisation judiciaire des Musulmans espagnols (la première des conférences publiées depuis par M. J. Ribera dans son livre : *les Origines du Justicia d'Aragon*). — Mario SCHIFF. Une traduction espagnole du « More Nebuchim » de Maimonides (notice bibliographique sur l'ouvrage de

Maimonides et spécialement sur une traduction du ^{xv}^e s. en espagnol, la seule en cette langue, trouvée par M. M. Schiff à la Bibliothèque nationale de Madrid). — M. Hübner et ses travaux. Traduction de sa préface à un nouveau supplément relatif à l'Espagne du *Corpus inscriptionum latinarum*. — Note sur un travail de M. Batalha Reis relatif à l'époque présumée de la première découverte du Brésil. — R.-L. DE VICUÑA. L'art roman en Galice. Note sur les églises de Betanzos. — A. DEL ARCO Y MOLINERO. L'école de sculpture de Grenade (2 art. intéressants pour l'histoire de l'art). — R.-D. PERÉS. Note sur les récentes publications d'histoire et de littérature faites en Catalogne. — P. SAVI et E. MELE. Une ode latine de Garcilasso de la Vega (texte et commentaire). — Fr. P. GAROFALO. Les Celtes dans la péninsule ibérique (Sur la date de leur établissement. Discussion critique). — Trouvailles archéologiques (buste d'Elche, objets trouvés près de Sagonte).

77. — Annales de la Fédération archéologique et historique de Belgique. T. XI. — A. RUTOT. Étude des modifications du sol des Flandres depuis que l'homme a pu y établir sa demeure (d'après les levées de la carte géologique). — C. GILLÈS DE PÉLICHY. Les stations préhistoriques de la Flandre occidentale (description de vingt-deux stations). — F. DE VILLENOISY. La formation de la race belge actuelle (étude des divers éléments ethniques qui ont transformé la race aborigène). — C. GILLÈS DE PÉLICHY. Les tumuli de la Flandre occidentale (en signale dix-sept qui mériteraient d'être fouillés). — F. HUYBRIGTS. Antiquités romaines à Tongres (inventaire intéressant). — G. DESMAREZ. L'origine de la propriété allodiale à Gand, dite « Vrij Huis Vrij Erve » (l'alleu urbain des ^{xiii}^e, ^{xiiii}^e et ^{xv}^e s. ne doit pas être rattaché à l'alleu de la période franque). — P. BERGMANS. Les imprimeurs belges à l'étranger (liste des typographes belges établis hors de leur pays depuis le ^{xv}^e jusqu'au ^{xviii}^e s.). — A. FAIDHERBE. De l'histoire médicale flamande (se plaint de ce que l'on néglige aujourd'hui l'histoire de la médecine. Indique combien l'exploration des archives pourrait être utile pour renouveler cette matière). — F. DE PRATERE. La ville de Gand et la ligue hanséatique (la ville de Gand a pris une part considérable au mouvement commercial des derniers siècles; étude faite surtout d'après les comptes communaux). — F. DONNET. Une fabrique d'objets d'art pour l'exportation (détails très curieux sur l'intense production artistique des Pays-Bas au ^{xviii}^e s. et le commerce considérable qui en résultait). — J.-Th. DE RAADT. Le Viel Rentier d'Audenarde (rend compte du ms. de la bibliothèque de Bourgogne ainsi dénommé, qui contient un grand nombre de miniatures du ^{xiii}^e s. relatives à la vie agricole). — J. DE WAELE. L'âge des différentes parties du château des Comtes au point de vue architectonique. — H. VAN DUYSSE. Le dispositif de défense du château des Comtes au ^{xi}^e et au ^{xii}^e s. — C. SNOECK. Les instruments de musique en usage dans les Flandres au moyen âge. — A. DE VLA-MINCK. L'ancien château féodal de Termonde. — E. MATTHIEU. L'instruc-

tion obligatoire en Belgique sous l'ancien régime (il s'agit de la fréquentation des écoles dominicales et non des écoles journalières).

78. — Bulletin de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. 1897, n° 5. — E. GOBLET-D'ALVIELLA. Les Grecs dans l'Inde, essai de restitution historique (intéressant). = N° 6. C. PIOT. Les marchands aventuriers à Anvers (histoire d'une corporation anglaise et protestante établie à Anvers au xvi^e s.). = Comptendu : A. Wauters. André Vésale (bon). = N° 7. P. FREDERICQ. A propos du règlement des Béguines de Saint-Omer (règlement de 1428 qui nous fournit des renseignements pittoresques sur la manière de vivre des Béguines et sur leurs obligations religieuses et morales). — J. LECLERCQ. Les restes de la civilisation hindoue à Java (décrit spécialement le temple de Borobodor, près de Djokjakarta). = Comptes-rendus : *Nino Tamasia*. La delatura ou dilatura (tandis que Van der Kindere voit dans la dilatura l'équivalent des intérêts compensatoires, Tamasia y voit la récompense du *delator*). — A. de Witte. Histoire monétaire du duché de Brabant (t. II, qui va du règne de Philippe le Bon à celui d'Albert et d'Isabelle). — L. Devillers. Bons de police de la ville de Mons du xiii^e au xve s. (précieux documents sur les métiers, le commerce, les foires et marchés). — P. Fredericq. Cours pratique d'histoire nationale (le t. VI contient deux dissertations fondées sur des documents inédits; la première, due à J.-J. Mulder, expose les luttes soutenues par le magistrat de la ville d'Anvers de 1550 à 1566 pour tenter d'adoucir les placards sur l'hérésie; l'autre, œuvre de J. Frederichs, prouve que, contrairement à l'opinion de Gachard et de Pouillet, l'inquisition a existé dans le Luxembourg avant et pendant le xvi^e s.). = N° 8. L. VAN DER KINDERE. Les tributaires ou serfs d'église en Belgique au moyen âge (leur condition était faite d'éléments divers et il n'est pas exact de leur attribuer une place plus voisine de la liberté que de la servitude). — E. GOBLET D'ALVIELLA. Des influences classiques dans la culture scientifique et littéraire de l'Inde. = N°s 9-10. Id. Des échanges philosophiques et religieux entre l'Inde et l'antiquité classique (l'influence hellénique a été rendue responsable de ce que l'esprit indien a produit à la fois de plus profond et de plus grossier : la théologie raffinée des philosophes et l'idolâtrie exubérante des foules. L'hellénisme ne mérite « ni cet excès d'honneur ni cette indignité. » La part de la Grèce dans la civilisation de l'Inde, quoique réelle, n'a pas été bien considérable). — C. PIOT. Les commentaires de Jules César interprétés au point de vue de la Belgique (discute une correction au texte de J. César, proposée par Maissiat, et étudie les modifications qu'a subies le cours de l'Escaut depuis César. Réfute aussi l'opinion de Maissiat qui place *Aduatuca* à Spa). — Id. La Ménapie pendant la conquête de César (les Ménapiens étaient des Gaulois, non des Germains). — J. LECLERCQ. Les volcans de Java (détails intéressants sur la constitution essentiellement volcanique du sol de cette île). = Comptes-rendus : *Alph. Wauters*. La grand'place de Bruxelles (étude archéologique illustrée). — A. Wadding-

ton. La république des Provinces-Unies, la France et les Pays-Bas espagnols, de 1630 à 1650 (excellent ouvrage; apprécie peut-être trop sévèrement la politique espagnole). — *Alph. Wauters*. Recherches sur l'histoire de l'École flamande de peinture pendant la seconde moitié du xv^e s. (rectifie beaucoup de traditions erronées). = N° 11. Comptes-rendus : *V. Chauvin*. Bibliographie des ouvrages arabes ou relatifs aux Arabes publiés dans l'Europe chrétienne de 1810 à 1885 (2^e fasc.; très consciencieux; sérieuse contribution au Folk-Lore). — *E. de Laveleye*. Essais et études (t. III, réédition des meilleurs articles publiés par l'éminent publiciste dans diverses revues). = N° 12. *J. LECLERCQ*. Les derniers sectateurs de Brahma à Java (il ne reste plus à Java, sur une population de vingt-cinq millions d'habitants, que six ou sept mille *Tengris*. Il est probable que, si, au lieu d'embrasser l'islamisme, le peuple était resté fidèle à la religion des ancêtres, les arts, qui atteignirent autrefois à Java un haut degré de splendeur, auraient continué à fleurir). — *F. VAN VEERDEGHEM*. La vie de sainte Lutgarde, par Guillaume d'Aflighem (l'auteur a découvert à Copenhague un manuscrit contenant plus de vingt mille vers flamands; il expose l'importance de cette trouvaille, précieuse autant pour l'histoire que pour les lettres néerlandaises).

79. — Bulletin de la Société royale belge de géographie. XXI, n° 1. — *J. DE WINDT*. Recherches sur la constitution des îles. — *F. HACHEZ*. Voyage de François Vinchant en France et en Italie (au xvii^e siècle; détails curieux sur Rome et les principales villes d'Italie; particularités intéressantes pour l'histoire des mœurs). = N° 2. *J. DU FIEF*. L'île de Cuba (monographie très complète). = N° 4. *G. DELVAUX*. Vasco de Gama et les découvertes maritimes des Portugais (étude géographique, économique et commerciale sur le Portugal et ses colonies). = N° 5. *H. HAUTTECŒUR*. L'île de Kythnos, Thermia (monographie intéressante d'une île de l'archipel). = N° 6. *J. LECLERCQ*. Voyage aux volcans de Java (description détaillée).

80. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique. 2^e s., t. X, 4^e livr. — *E. DE MARNEFFE*. Tableau chronologique des dignitaires du chapitre de Saint-Lambert; suite et fin (très utile). — *M. HUISMAN*. Répertoire chronologique des conclusions capitulaires du chapitre cathédral de Saint-Lambert; suite (va de 1670 à 1689; il y a beaucoup de choses importantes pour l'histoire de la principauté).

81. — Compte-rendu des séances de la Commission royale d'histoire de Belgique. 1897, 3^e livr. — *E. LAMEERE*. Documents inédits pour servir à l'histoire de l'origine et des attributions de l'audien-cier dans les anciens Pays-Bas (nombreux documents datés de 1454 à 1736). — *J. HALKIN*. Inventaire des archives de l'abbaye de Stavelot-Malmédy (fruit de recherches prolongées à Dusseldorf, à Hanau et à Bruxelles). = 4^e livr. *H. PIRENNE*. Documents relatifs à l'histoire de la

Flandre pendant la première moitié du ^{xiv}^e siècle (extraits des comptes de la ville d'Ypres relatifs à l'établissement des fortifications au ^{xiv}^e s.). — E. PONCELET. Nouveaux documents relatifs à la guerre dite « de la vache de Ciney » (complète une étude antérieure d'après les archives de Paris, de Lille et de Namur). — E. DELESCLUSE. Les archives de Vienne et l'histoire des gouvernements de Königsegg et de Prié (montre l'importance de ces archives pour l'histoire des Pays-Bas au ^{xviii}^e s.).

82. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1897, n° 29. = Comptes-rendus : *Bamps*. Hasselt jadis (détails curieux). — *L. Devillers*. Inventaire des plans et des cartes conservés aux archives de Mons (excellent). — *De Vlaminck*. Le couvent des Capucins de Termonde (particularités intéressantes pour l'histoire religieuse de la Flandre depuis 1595 jusqu'à la Révolution française). — *Hachez*. Les prisons de Mons sous le régime français (elles étaient horribles). — *De Lalieux de la Rocq*. Epitaphier et épigraphier de Feluy (dressé avec soin). — *De Limburg-Stirum*. Les coutumes de la ville de Termonde (renseignements nouveaux sur l'histoire du droit). — *Demole*. Histoire monétaire de Genève (bon). — F. DONNET. Le livre jubilaire de la prise d'Anvers en 1585 (étude bibliographique intéressante). = N° 30. P. HENRARD. Documents pour servir à l'histoire de l'artillerie en Belgique (histoire de la fabrication de la poudre dans les Pays-Bas depuis le ^{xv}^e s. jusqu'à nos jours). — A. GOEMERE. Un déboulonnage de colonne au temps des Pharaons (fantaisie amusante). — Th. SMEKENS. Biographie de F. Bäckelmans (célèbre architecte anversois, 1827, † 1896). = Comptes-rendus : *E. Geudens*. Recherches historiques sur l'origine des hospices des aliénés et des enfants trouvés à Anvers (rectifie les historiens en se fondant sur les documents des archives). — *H. Lonchay*. La rivalité de la France et de l'Espagne aux Pays-Bas (livre de valeur). — *E. Gossart*. Charles-Quint et Philippe II (Charles abandonna peu à peu les influences flamandes du commencement de son règne pour accorder à la fin sa confiance entière et exclusive aux Espagnols). — *C. Huygens*. Tanchelin (révélations intéressantes).

83. — Revue de l'Instruction publique en Belgique. 1897, 5^e livr. — E. GOSSART. Le passe-temps de Jean Lhermite, mémoires d'un gentilhomme de la chambre de Philippe II (étudie l'importance que présente ce document comme source historique). = Comptes-rendus : *W. Wittich*. Die Grundherrschaft im Nordwestdeutschland (bon). — A. PONCELET. Annales de l'abbaye de St-Ghislain (édit. avec beaucoup de soin). — *H. Peters*. Ueber Sprache und Versbau der Chronik von Floreffe (intéressant). — *U. Berlière*. Mélanges d'histoire bénédictine (il y a notamment des indications importantes sur le chroniqueur liégeois Jean de Stavelot). — *G. Eulitz*. Der Verkehr zwischen Vives und Budæus (intéressant). = 6^e livr. Comptes-rendus : *L. Vander Kindere*. Les tributaires ou serfs d'église en Belgique au moyen âge (remarquable; seulement, l'auteur a parfois perdu de vue que les considérations économiques

priment en histoire les considérations juridiques). — *H. Papafava*. Die Vereinigten Staaten von Venezuela. Darstellung ihrer Verfassung (bien fait et purement objectif). — *P. Barth*. Die Philosophie der Geschichte als Sociologie (exposé très complet et critique souvent originale des diverses conceptions historiques qui se sont succédé dans ce siècle). — *F. Funck-Brentano*. Documents relatifs aux formes diplomatiques aux XIII^e et XIV^e s. (servent de pièces justificatives au *Philippe le Bel en Flandre* du même auteur). — *Flinders Petrie*. A history of Egypt (bon). = 1898, 1^{re} livr. F. CUMONT. Notices épigraphiques (1^o un tombeau d'un soldat romain, rapporté d'Orient par le roi Léopold II; 2^o itinéraire en Espagne et en Italie dressé à la fin du XVII^e siècle par un épigraphiste amateur, C.-A. Adornes, de Bruges). = Comptes-rendus : *J. Garsou*. Béranger et la légende napoléonienne (examen consciencieux). — *B.-M. Reichert*. Fratrīs Gerardi de Fracheto O. P. Vitæ fratrum ordinis Prædicatorum, necnon cronica ordinis ab anno MCCIII usque ad MCCCLIV (œuvre aussi importante pour l'étude du sentiment religieux au XIII^e s. que pour l'histoire de l'ordre des Dominicains. Éd. faite selon les règles les plus rigoureuses de la méthode). — *J. Hansen*. Arnold Mercator und die wiederentdeckten Kölner Stadtpläne von 1571 und 1642 (travail remarquable). — *K. Bücher*. Die Entstehung der Volkswirtschaft (nouv. éd. On y trouvera un chapitre inédit de la plus haute valeur : Der wirtschaftliche Urzustand).

84. — Revue belge de numismatique. 1897, 4^e livr. — B. DE JONGHE. Un cinquième d'écu de Philippe II frappé à Arras en 1582 (pièce extrêmement rare; considérations intéressantes sur les difficultés politiques du temps). — P. DANIELS. Le « civitat » de Jeanne de Merwede (ce civitat est Nieuwstad à Gerdingen, près de Brée). — C.-F. TRACHSEL. Les ducats d'or de Aymon de Montfaucon, 1490-1517 (il s'agit de l'avant-dernier évêque de Lausanne avant la Réforme). — A. DE WITTE. Les jetons et les médailles d'inauguration frappés par ordre du gouvernement général aux Pays-Bas autrichiens (1717-1792); suite. — J. ROUYER. Médaille gravée de Marie de la Châtre, dame de Châteauneuf-sur-Cher, femme de Guillaume de l'Aubespine, maître des requêtes de l'hôtel du roi (158 renseignements généalogiques et historiques sur ces familles). — C. BAMPS. Les sceaux des corporations de métier de la ville de Hasselt au XVI^e s. = Comptes-rendus : *E. Reusens*. Éléments de paléographie (bon). — C.-F. TRACHSEL. Die Münzen und Medaillons Graubündens beschrieben und abgebildet (intéressant).

85. — Revue générale de Belgique. 1897, n^o 7. — A. CASTELIN. L'Islamisme (étude générale d'après les ouvrages de Tiele, Dozy, etc.). — Ch. WÆSTE. La mère Angélique de Port-Royal (d'après les ouvrages de Ricard et de Dall). = Comptes-rendus : *S. Denis*. Histoire contemporaine (ressuscite avec puissance la vie nationale). — *P. Bergmans*. Les imprimeurs belges à l'étranger (beaucoup d'érudition). = N^o 8. Compte-rendu : *F. van Cænegem*. La

guerre des paysans, 1798-1799 (fait d'après les sources). = N° 9. A. LAVEILLE. Lamennais et les catholiques après 1830 (en quittant l'Église, Lamennais n'a pas brisé tous les liens qui l'attachaient au passé). — A. CASTELEIN. Le Judaïsme (étude sur les influences respectives de la Bible et du Talmud). = Comptes-rendus : *Pierling*. La Russie et le Saint-Siège (intéressant). — B. de Saint-Hilaire. Mém. du chev. Blondin d'Abancourt (beaucoup de sympathie pour les émigrés). = N° 11. P. POULLET. Relations inédites sur les débuts de la Révolution belge de 1830 (établit que, si les chefs de l'opposition belge ont été surpris par la Révolution de 1830, les diplomates étrangers l'avaient prévue). = Comptes-rendus : H. Legrelle. La révolte des Camisards (très défavorable aux révoltés; réhabilitation des dragonnades). — M^{me} de Chastenay. Mémoires (aident beaucoup à comprendre le caractère du XVIII^e s.).

86. — *Analecta Bollandiana*. 1897, 3^e livr. — L'amphithéâtre flavien et ses environs dans les textes hagiographiques. — *Catalogus codicum hagiographicorum Graecorum bibliothecae Chisianae de Urbe*. — Les ménologes grecs. — U. UBALDINI. Vita et miracula S. Stanislai Kestkae. — J. CELIDONIO. Saint Pierre Célestin et ses premiers biographes (intéressante critique de sources). = Comptes-rendus : H. Detsel. Manuel d'iconographie chrétienne (ouvrage très inégal). — A. Vassal. Le célibat ecclésiastique au I^{er} siècle de l'Église depuis N.-S. J.-C. jusqu'à l'an 100 (sans valeur). — L. Traube. *Monumenta Germaniae historica*. Poetae latini aevi Carolini (excellent). — *Périgrin-Soulier* et A. Morini. *Monumenta ordinis servorum sanctae Mariae* (publié avec beaucoup de soin). — *Lebourgeois*. Les martyrs de Rome d'après l'histoire et l'archéologie chrétiennes (l'auteur n'a pas une idée nette de la valeur des actes qu'il cherche à éclaircir). — S. Borani. Il Ticino sacro (les traditions populaires et les vestiges du culte local sont rassemblés avec soin). — G. Kurth. Clovis (beaucoup d'observations justes et utiles dans les appendices critiques). — A. Haudecœur. Saint Remi, évêque de Reims, apôtre des Francs (un tiers du volume est emprunté mot à mot au *Clovis* de Kurth, le reste est quelque peu fantaisiste). — L. Carlier. Vie de saint Remi (composé à la hâte, ce qui amène des incohérences et des contradictions; étude consciencieuse des sources). — F. Tournier. Clovis et la France au baptistère de Reims (est plutôt un ensemble de considérations philosophiques et religieuses qu'un ouvrage d'histoire; excès de langage). — L. Gatz. *Geschichte der Slavenapostel Konstantinus Kyrrillus und Methodius* (ouvrage important, mais qui manque d'importance). — K. Muth. S. Thimo, Erzbischof von Salzburg und Kreuzfahrer (beaucoup de critique). — Fr. Prudenzano. Francesco d'Assisi e il suo secolo (ouvrage de vulgarisation très bien écrit). — J. Celidonio. Vita di S. Pietro del Morrone Celestino papa V, scritta su' documenti coevi (solide dissertation; la composition laisse à désirer). — De Moucheron. Sainte Elisabeth d'Aragon, reine de Portugal, et son temps (beaucoup d'érudition, mais critique insuffisante). — C. Mariotti.

Il B. Marco da Montegallo Francescano (créateur des monts-de-piété au x^v s.; beaucoup de talent et d'érudition). — *F. Schröder*. Monumenta quae spectant primordia collegii Germanici et Hungarici (important). — *O. Braunsberger*. Beati Petri Canisii epistulae et acta (mine de renseignements précieux). = 1898, 4^e livr. Vie et miracles de saint Pierre Célestin par deux de ses disciples. — Vie, miracles et translation de saint Pierre Célestin. Texte remanié de la première moitié du xiv^e s. — Procès-verbal du dernier consistoire préparatoire à la canonisation de saint Pierre Célestin. — Saint Anastase, martyr de Salone (faut-il admettre, avec M. Jelic et la plupart des hagiographes, l'existence d'un martyr de Salone, Anastase, distinct d'Anastase le Foulon? Il semble que l'étude des documents, pris dans leur ensemble, ne permette guère de soutenir cette opinion). — Le *Cursus* dans les documents hagiographiques (Mgr Bellet soutient que le cursus ou rythme prosaïque a été en usage du iv^e s. au commencement du vi^e, puis il a disparu jusqu'à la fin du xi^e. Donc, toutes les pièces où se trouve le *cursus* et qui sont antérieures à la fin du xi^e s. sont certainement aussi antérieures au vii^e. Cette théorie, en dehors de ce qui regarde les bulles pontificales postérieures au xi^e s., est environnée de trop d'obscurités et d'incertitudes pour qu'on puisse appliquer aux documents hagiographiques le nouveau principe de critique proposé par Mgr Bellet). = Comptes-rendus : *A. Maury*. Croyances et légendes du moyen âge, rééd. par *Bonnet-Maury* et *Longnon* (érudition peu sûre; regrettables bévues). — *G. Minasi*. Le chiese di Calabria dal quinto al duodecimo secolo (appréciation favorable, mais avec certaines réserves). — *Rohault de Fleury*. Les saints de la Messe et leurs monuments; t. IV (grande richesse d'illustrations, mais faiblesses et lacunes dans l'érudition). — *J. Demarteau*. La première auteur wallonne. La bienheureuse Ève de Saint-Martin (repose sur l'étude consciencieuse de tout ce qui touche à l'histoire de Liège au xiii^e s.). — *Paulson* et *Lars Wahlén*. Scriptores latini medii aevi Suecani; t. I (le 2^e fasc. contient Petri de Dacia Vota Christinae Stumbelesensis; bonne éd. d'un texte du xiii^e s. qui présente un intérêt secondaire). — S. Franciscus Borgia quartus Gandiae dux et Societatis Jesu praepositus generalis tertius (recueil très important de documents relatifs à la famille du quatrième général de la Compagnie de Jésus).

87. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1897, 9^e livr. — U. BERLIÈRE. La congrégation bénédictine des exempts de France (détails intéressants sur la création de ces organismes monastiques par le concile de Trente. La congrégation des exempts de France n'eut jamais de fondements bien solides, et ses résultats furent presque nuls au point de vue monastique). = Comptes-rendus : *F. Kattenbach*. Das apostolische Symbol, seine Entstehung und sein geschichtlicher Sinn (beaucoup d'érudition). — *Grandidier*. État ecclésiastique du diocèse de Strasbourg en 1454 (statistique intéressante). = 10^e livr. D. U. BERLIÈRE. Chronologie des abbés de Florennes de dom Jean Migeotte (chronique inédite du xviii^e s.; assez importante malgré ses

défectuosités, parce que les archives de l'abbaye sont perdues). = 11^e livr. G. MORIN. Notice sur un manuscrit important pour l'histoire du symbole romain (il s'agit d'un manuscrit découvert par Caspari dans la bibliothèque sessorienne de Rome). = N^o 12. Comptes-rendus : E. Preuschen. Palladius und Rufinus. Ein Beitrag zur Quellenkunde des ältesten Mönchtums (documents qui serviront de base à une exposition des origines du monachisme). — E. Taunton. The english Black Monks of S. Benedict (résumé utile puisé aux bonnes sources). — P. Picavet. Gerbert, un pape philosophe d'après l'histoire et d'après la légende (remarquable). — J.-H. Dieterich. Die Geschichtsquellen des Klosters Reichenaubis zur Mitte des elften Jahrhunderts (étude très détaillée et très érudite). — J. Halkin. Inventaire des archives de l'abbaye de Stavelot-Malmedy conservées à Dusseldorf, Bruxelles, Liège, Londres, etc. (excellent). — P. Jacobs. Werdener Annalen (très utile contribution à l'histoire littéraire de Werden). — J. Demarteau. Les Bénédictines de la Paix-Notre-Dame à Liège (bonne contribution à l'histoire bénédictine). — A. Bouillet. Liber miraculorum Sancte Fidis (bon). = 1898, n^o 1. D.-G. MORIN. Les douze livres sur la Trinité attribués à Vigile de Thapse (discute les *Studien zu Vigilius von Thapsus* de Gerhard Ficker). — D. U. BERLIÈRE. Quelques correspondants de dom Calmet; I : Pierre Le Court (lettres intéressantes pour l'histoire littéraire de l'ordre bénédictin; elles sont conservées à Nancy). = Comptes-rendus : H. Ehrenberger. Libri liturgici bibliothecae apostolicae Vaticanae manuscripti (excellent inventaire). — L. Duchesne. Origines du culte chrétien (étude sur la liturgie latine avant Charlemagne; remarquable). — F.-E. Warren. The liturgy and ritual of Antenicene Church (intéressant pour l'histoire des origines du culte chrétien). = N^o 2. D. U. BERLIÈRE. Quelques correspondants de dom Calmet; suite (D. B. Cattarel, en 1733, prieur de Dieulouart en Lorraine; Mahieux, curé de Rumigny; Solestier, de Saint-Germain-des-Prés; intérêt littéraire et bibliographique). = Compte-rendu : R. Röhricht. Geschichte des Königreichs Jerusalem (ouvrage de premier ordre).

88. — Le Musée belge. T. I, n^o 1. — DE GROUTARS. Les Italo-Grecs, leur langue et leur origine (d'après les documents des archives de Naples). — L. HALKIN. Restitution d'une inscription votive de Flémalle (précieux pour l'histoire de l'armée romaine et spécialement de la Legio I Minervia). — A. ROESCH. Étude sur Philcore (historien du III^e siècle avant l'ère chrétienne. Biographie et examen critique de ses œuvres). = N^o 2. A. ROEGIERS. La famille de Socrate et sa prétendue bigamie (réfutation de l'étude de Buermann). — H. DEMOULIN. Les collegia juvenum dans l'empire romain, leur nombre, leur organisation, leur situation légale (ces *collegia* naquirent des *ludi juvenales*. En se constituant en collèges, les *juvenes* firent comme tous les collèges romains : ils organisèrent un culte, s'occupèrent des funérailles et eurent des réunions amicales). = Comptes-rendus : Funk. Histoire de l'Église, trad. par Hemmer (substantielle et méthodique). — P.

Alexandre. Histoire du Conseil privé dans les anciens Pays-Bas (d'après les documents des archives). — *C. Møller*. Éléonore d'Autriche et de Bourgogne, reine de France (ouvrage très neuf). — *Jourdain et Van Stalle*. Dictionnaire encyclopédique de géographie historique du royaume de Belgique (bon au point de vue géographique et statistique; insuffisant au point de vue historique). — *L. de Lanza de Laborie*. La domination française en Belgique. Directoire, Consulat, Empire. La partie qui traite des affaires religieuses est incomplète). — *G. Kurth*. La frontière linguistique en Belgique et dans le Nord de la France (découvertes nombreuses, détermine la frontière linguistique et en montre l'origine ainsi que les variations). — *Ch.-V. Langlois*. Les travaux sur l'histoire de la société française au moyen âge d'après les sources littéraires (excellentes indications critiques). — *H. Cons*. Histoire du commerce (très bon livre, quoique surchargé de détails). — *L.-B. Lorenz*. La fin de Luther d'après les dernières recherches historiques (la version du suicide est hautement invraisemblable). — *H. Pirenne*. Le livre de l'abbé Guillaume de Ryckel (1249-1272). Polyptyque et comptes de l'abbaye de Saint-Trond au milieu du XIII^e s. (ouvrage d'une importance capitale pour l'histoire économique). = N^o 4. V. CARLIER. Minucius Felix et Sénèque (combat l'opinion d'Ernest Havet; Minucius Felix s'est inspiré de Sénèque pour la forme, mais il en diffère profondément quant à la doctrine). — *J. Schrynen*. Sur les principaux rapports des Lares avec les pénates et les génies. — *L. Halkin*. Une lettre inédite de Henri Cannegieter au baron G. de Crossier (nous fait connaître le plan de l'ouvrage sur les *Monuments de la Batavie romaine* que Cannegieter avait entrepris et qu'il ne put achever). = Comptes-rendus : *J.-J. Mulder*. L'Inquisition à Anvers (bien documenté). — *J. Frederichs*. L'Inquisition dans le Luxembourg avant et pendant le XVI^e s. (elle a existé dans le Luxembourg comme dans les autres provinces belges). — *C. Seignobos*. Histoire de l'Europe contemporaine (excellent manuel scientifique d'histoire contemporaine). — *Dubois et Kergomard*. Géographie économique (bon).

89. — Le Muséon et la Revue des Religions. 1897, n^o 4. — *Fl. De Moor*. La Geste de Gilgamés confrontée avec la Bible et avec les documents historiques indigènes. — *MINAS-TCHERAZ*. L'église arménienne, son histoire, ses croyances (c'est le christianisme qui a conservé la nationalité arménienne. Sans lui, les Arméniens auraient été absorbés dans le Mazdéisme et plus tard dans l'Islamisme, car, en Orient, c'est la religion qui fait la nationalité et les peuples ne sont que des communautés religieuses). — *C. DE HARLEZ*. Les chasses guerrières en Chine (c'était un moyen d'entretenir pendant la paix les vertus militaires). — *R. MÈRE*. Les récentes controverses sur l'apostolicité des églises des Gaules (examen du système qui fait remonter aux disciples des apôtres l'origine de nombreux diocèses). = Comptes-rendus : *E. Washburn Hopkins*. The Religions of India (ouvrage bien composé; il contient cependant des erreurs regrettables). — *U. Berlière*.

Monasticon belge (ouvrage digne de la science bénédictine). — *Grant*. Les grandes religions (intéressant). — *Philpot*. The sacred Tree or the Tree in religion and myth (vulgarise le résultat des recherches de Mannhardt, Frozer, Goblet d'Alviella, etc.). — *A. Castelein*. L'Islamisme (étude de sociologie positive). — *Carra de Vaux*. Le livre de l'avertissement et de la revision de Maçoudi (important). — *Delitsch*. Die Entstehung des ältesten Schriftwesens (magistrale étude d'ensemble sur l'origine et le développement des cunéiformes). — *A. Baumstark*. Babylon (bon). — *De Broglie*. Questions bibliques (cherche à concilier l'enseignement traditionnel et les données critiques). — *M. Schwab*. Le vocabulaire de l'Angéologie (d'après les manuscrits hébreux de la Bibliothèque nationale de Paris; c'est une liste détaillée des dénominations mystérieuses appliquées aux anges et aux démons par la superstition juive et surtout par la kabbale; explications savantes). — *M. Friedländer*. Das Judenthum in der vorchristlichen griechischen Welt (ce n'est pas le judaïsme pharisaïque de la Palestine, mais le judaïsme grec de la Diaspora qui a eu à exercer une mission dans l'histoire du monde). — *David Farsthein*. Das Recht der unfreien und der freien Arbeiter nach jüdisch-talmüdischem Recht verglichen mit dem antiken, speciell mit dem römischen Recht (l'auteur prend en bloc la Bible et le Talmud et montre que les mœurs ont été en s'adoucisant et que les rabbins, au prix même de graves entorses infligées au texte biblique, ont humanisé le droit primitif). — *E. Siecke*. Die Ureligion der Indogermanen (les grands dieux européens remontent tous au couple soleil-lune, au ciel ou à telles autres puissances naturelles). — *W. Caland*. Die altindischen Todten und Bestattungsgebräuche (étude remarquable sur les rites funéraires hindous). — *M. Huth*. Geschichte des Buddhismus in der Mongolei aus dem Tibetischen übersetzt (traduction de l'histoire, très détaillée, publiée en 1818 par un haut dignitaire lamaïque). — *A. Réville*. Jésus de Nazareth (beaucoup de conjectures). — *W. Anz*. Zur Frage nach dem Ursprung des Gnostizismus (assigne au gnosticisme une provenance babylonienne).

90. — Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg. T. XXXIII, n° 1. — *H. de l'Escaille*. La seigneurie de Baarlo (travail important sur l'histoire de cette seigneurie située dans le comté de Kessel en Gueldre).

91. — Annales de l'Institut archéologique du Luxembourg. T. XXXII, n° 1. — *A. Deleuze*. Les comtes de La Roche au x^e et au xi^e s. (beaucoup d'érudition, mais absence complète de critique et de méthode).

92. — Annales du Cercle hutois des sciences et des beaux-arts. 1897, 2^e livr. — *J. Fréson*. Les prétendants aux comtés de Looz et de Hornes (fourmille d'erreurs). — *Le même*. Voyage et séjour de l'empereur de Russie Pierre I^{er} dans l'ancien pays de Liège (n'est pas au courant de la bibliographie). — *Le même*. Passage à Huy, en 1782,

de LL. AA. Albert et Marie-Christine, lieutenants-gouverneurs des Pays-Bas autrichiens (description des cérémonies de la réception). — M.-N. JOLIVER. Description du pays et principalement de la ville de Liège (écrite en 1783 par le secrétaire du marquis de Sainte-Croix, ministre de France à Liège. Appréciations très malveillantes sur le clergé de la principauté).

93. — Annales de la Société d'archéologie de Bruxelles. 1897, 3^e et 4^e livr. — V. ADVIELLE. Bruxelles en 1583. A propos de la prétendue trahison du capitaine Fremin (hist. curieuse d'une accusation de trahison basée sur des aveux arrachés par la torture). — DE BEHAULT. Les canons historiques de Nivelles (intéressant pour l'histoire de l'armurerie belge). — CLERBAUT. La bourgeoisie et les bourgeois dans l'ancien Bruxelles au point de vue historique et juridique (1^{re} partie d'une étude faite d'après les sources). — DE VLAMINCK. La monnaie et les sceaux communaux de Termonde. — J. VAN DER LINDEN. Joseph Willems, un artiste bruxellois du XVIII^e siècle (excellent sculpteur d'art industriel).

94. — Bulletin du Cercle archéologique de Malines. 1897, 1^{re} livr. — L. STROOBANT. Notes sur le système pénal des villes flamandes du XV^e au XVII^e s. (détails sur les supplices en usage dans les Pays-Bas et sur les prisons; beaucoup de faits cités d'après les archives communales de Malines). — A. REYDAMS. La Vendée belge ou la guerre des paysans (rien de neuf). — J.-Th. DE RAADT. Une *paix du sang* relative au meurtre de Philippe van der Elst (clauses intéressantes d'une « paix à partie » de 1402). — G. VAN DOORSLER. Les fondeurs de cloches malinois.

95. — Les Archives liégeoises. 1898, n^o 1. — Comptes-rendus : P. Fredericq. Histoire de l'Inquisition dans les Pays-Bas jusqu'à la restauration par Charles-Quint, 1025-1520 (c'est plutôt l'histoire de l'hérésie aux Pays-Bas que l'histoire de l'Inquisition; grande originalité; l'auteur manque de préparation théologique; beaucoup de choses nouvelles sur Bloemardinne et sur les Flagellants). — J. Cuvelier et Huysmans. Étude toponymique sur la commune de Bilsen (modèle du genre). — N^o 2. S. Bormans et E. Schoolmeesters. Cartulaire de l'église Saint-Lambert de Liège; t. III (c'est de loin le plus important recueil de documents relatifs à l'histoire du pays de Liège; le t. III en contient 335, dont beaucoup relatifs aux luttes communales). — Biographie nationale de Belgique (notices d'une valeur fort inégale). — J. Stecher. Biographie d'Alph. Le Roy (philosophe et historien, † 1896). — Bahmer. Libelli de lite imperatorum et pontificum saeculis XI et XII conscripti; t. III (contient le poème de Rupert de Saint-Laurent sur les malheurs de l'église de Liège).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — M. Henri FORGEOT, qui vient de mourir le 17 mars dernier à l'âge de vingt-neuf ans, avait composé une bonne biographie du *Cardinal Balue* qui a été publiée dans la bibliothèque de l'École pratique des hautes études.

— M. Charles SCHEFER, mort le 3 mars dernier à l'âge de soixante-dix-sept ans, a publié de nombreuses relations de voyages en Orient et en particulier dans l'Asie centrale, des traductions d'ouvrages turcs ou arabes sur l'histoire de cette même région, de copieus extraits de la *Relation* de Spanheim (Société de l'histoire de France), le *Journal d'Antoine Galland pendant son séjour à Constantinople, 1672-1673*. Il n'a guère fait que reproduire le travail des autres; mais les textes qu'il a édités, soit en traduction, soit dans leur langue originale, sont des documents précieux pour la connaissance des pays orientaux.

— Le 7 avril dernier est mort, à l'âge de soixante-six ans, M. Charles YRIARTE, dessinateur, critique d'art et historien. Il a beaucoup écrit; ses goûts le portaient à l'étude de la Renaissance, surtout en Italie, où elle s'épanouit avec le plus d'éclat et de fécondité, et c'est à cette époque et à ce sujet que se rapportent ses meilleurs livres : *Florence* (1881); *Étude sur les lettres et les arts à la cour de Malatesta* (1882); *La Vie d'un patricien à Venise au XVI^e siècle* (1886); *César Borgia* (1889); *Autour des Borgia* (1893). M. Yriarte n'était pas un érudit, et certaines inexpériences ont quelquefois diverti les historiens de cabinet; mais il avait le talent de peindre une époque et de la représenter aux yeux en illustrant un texte, toujours intéressant, de reproductions artistiques choisies avec goût.

— Le conseil de l'Université de Paris a décidé la création d'un nouveau doctorat et élaboré un règlement qui a été approuvé le 1^{er} avril par le ministre de l'Instruction publique et qui est immédiatement entré en vigueur.

En voici les dispositions générales : les aspirants au doctorat de l'Université de Paris doivent se faire inscrire sur un registre spécial au secrétariat de la Faculté ou école de l'Université dont ils veulent suivre les études. Ils présentent, en vue de l'inscription, leurs diplômes, attestations d'études ou titres scientifiques, sont tenus d'accomplir la scolarité déterminée par le présent règlement et subissent des épreuves publiques. Ils sont soumis au régime scolaire et disciplinaire de l'Université. Pour la Faculté des lettres, en voici les dispositions particulières : les aspirants doivent, s'ils sont Français, présenter le diplôme de licencié ès-lettres, la Faculté se réservant toutefois de les en dispenser en

considération d'autres titres; s'ils sont étrangers, des attestations d'études de la valeur desquelles la Faculté est juge. La durée de la scolarité est de quatre semestres au moins. Elle peut être accomplie, soit à la Faculté, soit dans un des grands établissements scientifiques de Paris, soit en partie dans une université de France ou de l'étranger. La durée peut en être abrégée par décision de la Faculté. Les épreuves comprennent : 1° la soutenance d'une thèse, écrite en français ou en latin; 2° des interrogations sur des questions choisies par le candidat et agréées par la Faculté.

— M. HARRENT nous a adressé son livre *Les écoles d'Antioche, essai sur le savoir et l'enseignement en Orient au IV^e siècle* (Paris, Fontemoing, 1898). Il nous prévient dans sa préface (p. 16) qu'« il faudrait, pour parler dignement de ce siècle, manier le burin de Tacite, la plume de Montesquieu, la lyre d'Hérodote; savoir, comme le sage de Lucrèce en sa tour (?), impassible devant les flots soulevés, discerner les courants et les souffles, ceux d'hier et ceux de demain, ceux de Rome, d'Athènes, d'Antioche, d'Alexandrie et ceux de Jérusalem, ceux des peuples neufs et rudes et ceux des peuples polis mais vieillis, les décrire, mieux encore les chanter... » Nous estimons qu'il eût fallu beaucoup moins que cela pour faire un livre sérieux. M. H. orthographie et accentue le grec d'une façon qui rassure mal sur l'intelligence qu'il peut avoir des textes. Sur les pédagogues d'Antioche au IV^e siècle, il cite Horace, Suétone, Plutarque, en même temps que Julien et Libanios. Des à peu près foisonnent, comme celui-ci : « C'est l'heure où le pouvoir impérial s'empare des questions d'enseignement et c'est un règlement sévère pour les étudiants qu'édicte en 370 Valentinien, Valens et Gratien; il est difficile d'établir s'il fut appliqué en Orient, mais il est trop intéressant pour que nous ne le reproduisions pas... » (p. 215). Or, cette loi vise expressément les étudiants de Rome, et eux seuls, loi d'ailleurs sage et simple, dont les règlements actuels de la discipline de nos universités ont reproduit sans s'en douter les dispositions essentielles. C'est pourtant cette loi qui fait dire à M. H. : « Le formalisme est créé, la bureaucratie l'emporte, la liberté s'en va devant le byzantinisme qui vient! » (p. 216). Et c'est le même M. H. qui écrivait, huit pages plus haut : « Pour la plupart des étudiants, le rhéteur choisi devenait sacré comme un chef d'armée. » Et encore : « La jeunesse est la même à toutes les époques et sous tous les cieux » (p. 204). Nous avouons ne pas comprendre l'esprit de ces axiomes ni le bien fondé de ces inductions. Il se trouvera sûrement des lecteurs, moins préoccupés de méthode, qui liront le livre de M. H. avec intérêt et qui, à tout prendre, s'y pourront instruire. Quant à l'auteur, il a pris soin (p. 17) de nous apprendre qu'il était déjà payé de sa peine : « J'aime cette œuvre, dit-il, où j'ai trouvé les surprises de l'imprévu et de l'inconnu, les grandes joies des lettres si douces et si précieuses : dérivatif en des heures amères, refuge et consolation, ce travail me fut un doux compagnon dont je ne me sépare qu'à regret... » Nous sommes fixés.

— M. BRUTAILS doit publier prochainement, sous les auspices de l'Académie de Bordeaux, le *Cartulaire de Saint-Seurin*, qui a été récemment acheté, ainsi que le reste des documents bordelais, de sir Thomas Philipps, et qui se trouve maintenant aux archives de la Gironde. En attendant que le volume puisse être distribué, le savant éditeur en a fait paraître l'Introduction. C'est un travail très substantiel où, après les indications nécessaires sur l'histoire du Cartulaire, sur la paléographie et la diplomatique des actes qu'on y a transcrits, M. Brutails examine avec beaucoup de critique l'histoire légendaire de Saint-Seurin; résume l'histoire du chapitre qui se forma sous le vocable de ce saint; expose enfin dans une série de chapitres qui se recommandent à l'attention des historiens et des économistes : la répartition de la richesse foncière, la propriété collective, comment s'est formée la seigneurie de Saint-Seurin, les modes et les charges des tenures (*Introduction au Cartulaire de l'église collégiale de Saint-Seurin de Bordeaux*. Bordeaux, Gounouilhon, cxviii p. in-8°).

M. Brutails nous apprend encore que le cartulaire de la Sauve, racheté aussi de sir Th. Philipps, sera prochainement édité par M. Jacques BOUCHERIE.

Signalons enfin quelques pages consacrées par M. BRUTAILS à la *Question des épées de Bordeaux* dans la *Revue philomathique de Bordeaux* (1^{er} février 1898). Il y prouve, à l'encontre de M. Giraud (cf. *Revue hist.*, LXIII, 117), que Bordeaux, capitale de la Guienne, a fabriqué et vendu des épées pendant tout le moyen âge, et que Froissart a dit l'exacte vérité en vantant les épées de Bordeaux.

— M. François ABBADIE, archiviste de la Société de Borda, vient de publier une bonne *Histoire de la commune de Dax* (Dax, Labèque, 106 p. in-8°) qui peut être considérée comme l'introduction au texte des documents contenus dans le « Livre noir » de Dax, qui doit bientôt paraître.

— M. A. GOUAZÉ a publié, dans le *Bulletin de la Société ariégeoise des sciences, lettres et arts* (t. V, n° 9), une intéressante *Étude sur la situation sociale dans le ressort du présidial de Pamiers aux XVII^e et XVIII^e s.*, d'après les documents publiés dans l'Inventaire sommaire des archives départementales de l'Ariège, rédigé par M. F. Pasquier (Foix, Pomiès, 32 p.).

— Le P. CHÉROT a fait paraître à part (Paris, Dumoulin, 1896, 159 p. gr. in-8°), sous le titre de *Une grande chrétienne au XVII^e siècle*, une notice biographique assez étendue et spirituellement écrite sur Anne de Caumont, insérée dans les *Études* de la Compagnie de Jésus, en l'accompagnant de pièces justificatives. Elle se compose de deux parties d'intérêt assez inégal, la première consacrée à la mère de l'héroïne, l'autre à « la sainte » elle-même. Le contraste est grand entre Marguerite de Lustrac, la trop célèbre maréchale de Saint-André, maîtresse d'Antoine de Navarre et de Louis de Condé, épouse d'abord d'un membre du *Triumvirat catholique*, puis remariée à un abbé commen-

dataire, un protonotaire apostolique passé à la Réforme, Geoffroy de Caumont, et Catherine d'Albon, la fondatrice future des Filles de Saint-Thomas. Et, cependant, elle aussi eut une jeunesse des plus aventureuses. Pourchassée pour sa dot immense, enlevée à sa mère et fiancée par force à Claude des Cars, prince de Carency, puis à son frère cadet quand l'aîné tombe en duel, elle est enlevée une seconde fois par le duc de Mayenne à la tête de son armée, afin d'assurer à son fils la riche héritière, qu'il fait convertir en même temps par les Jésuites de Dijon. Néanmoins, Anne finit par épouser un troisième prétendant, François d'Orléans-Longueville, comte de Saint-Paul, sans être plus heureuse pour cela. A moitié ruinée par les prodigalités absurdes de son époux, elle perd son fils unique, le duc de Fronsac, au siège de Montpellier (1622), et, devenue veuve en 1631, elle se livre de plus en plus aux exercices de dévotion et de charité qui remplissent une existence autrefois si brillante et mondaine, jusqu'au moment de sa mort (1642). C'est naturellement sur cette partie de sa biographie que l'auteur s'étend avec le plus de complaisance; je crains bien que ce ne soit pas celle qui intéressera le plus les lecteurs.

— C'est une monographie attachante que M. Émile DUVERNOY nous présente dans son étude sur *Longwy, de Louis XIV à la Révolution* (extrait des *Annales de l'Est*. Nancy, Berger-Levrault, 1897, 73 p. in-8°). On y suit le développement matériel et moral d'une de ces places de guerre créées ou du moins développées par Vauban pour défendre les frontières du royaume contre les invasions étrangères. Transféré sur un site militaire plus facile à défendre, le Longwy de Louis XIV a eu, depuis 1679 jusqu'à la Révolution, une existence avant tout militaire, et le civil y a toujours cédé le pas aux représentants de la force armée. M. Duvernoy décrit dans ses menus détails l'administration de la cité, ses groupes sociaux, son organisation judiciaire et religieuse, et l'on trouvera dans sa brochure un tableau très exact et très complet de ce qu'était une petite ville de province sur la frontière des Pays-Bas, sous le règne de Louis XV et celui de son petit-fils.

— Dans un tirage à part de la *Nouvelle Revue*, M. Octave TEISSIER nous fait connaître la *Jeunesse de l'abbé Siéyès* (Marseille, Boy, 1897, 34 p. in-8°), d'après une série de lettres familières écrites par le futur constituant à son père, de 1772 à 1782, alors qu'il n'était encore qu'un obscur solliciteur de bénéfices et que son ambition suprême était de devenir chapelain de M^{me} Sophie, fille du roi. Curieuse pour reconstituer la physionomie morale du célèbre homme politique, cette correspondance si sèche, parfois cynique, retrouvée dans des papiers de famille à Fréjus, n'est pas pour nous donner une haute idée des qualités de cœur (ni même d'esprit) de l'homme qui, pendant la Terreur, se contentait « d'avoir vécu. » On y retrouve, dans une lettre de 1773, la fameuse antithèse entre le *tout* et le *rien*, qui fit la fortune politique de Siéyès; seulement c'est à lui seul, non au tiers état, qu'elle s'applique dans la version primitive.

— Les cahiers d'août à décembre 1896 du *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de la Corse* (Bastia, Allagnier, 1897, LIV, 97, 166, 149 p. in-8°) renferment le procès-verbal de l'Assemblée générale des États de Corse pour les trois sessions de septembre 1770, de mai 1772, de novembre 1773, avec une préface de M. A. DE MORATI. C'est le premier volume d'une série de quatre (plus un cinquième, renfermant des pièces diverses en appendice), où tous les procès-verbaux des États, pour autant qu'ils existent encore, soit en français, soit en italien, seront réunis et réimprimés avec les commentaires requis, entreprise d'autant plus utile que ces textes sont devenus extrêmement rares. La convocation des États de Corse ne se faisait pas d'une façon régulière; de 1770 à 1789, ils n'ont siégé que huit fois; sept procès-verbaux avaient été mis au jour autrefois, assez longtemps après les sessions elles-mêmes; le huitième, celui de 1785, sera reproduit d'après le manuscrit italien contemporain. M. de Morati a exposé d'une façon lucide et impartiale dans son introduction la situation de la Corse sous l'ancien régime, les conflits fréquents entre les députés des États et les représentants du roi, portés en instance à Versailles, et les querelles des gouvernants civils et militaires entre eux, querelles qui ne sont guère moins fréquentes. Les procès-verbaux officiels, contresignés par le gouverneur général et l'intendant, ne fournissent pas, cela va sans dire, une opinion bien indépendante sur « les choses de Corse, » au point de vue politique; leur principal intérêt est d'y suivre d'assez près l'histoire de son développement administratif et économique.

— Les historiens, les politiques et même les géographes liront avec profit l'excellente *Histoire sommaire du conflit anglo-vénézuélien en Guyane, de 1493 à 1897*, que M. Georges PARISER, professeur à l'Université de Nancy, vient de composer, à l'aide des pièces diplomatiques publiées par le gouvernement anglais et par celui du Vénézuëla, ainsi que de documents inédits recueillis à Caracas et qui ont été communiqués à l'auteur. Cet exposé lumineux et bien documenté commence à la fameuse bulle d'Alexandre VI et se termine au traité d'arbitrage conclu en 1897. Il est accompagné d'une carte qui permet de suivre exactement l'histoire des colonies européennes en Guyane, surtout des Hollandais et des Espagnols, et les prétentions élevées à plusieurs reprises par les Anglais, héritiers des Hollandais, sur les régions aurifères contestées (Berger-Levrault, 79 p. in-8°).

— Les Mémoires de Jean-François Bourgogne sur la Campagne de Russie, si remarquables, publiés par M. Hénault dans les tomes V, VI et VII de la *Revue rétrospective*, ont paru en volume à la librairie Hachette. Bien que le nom de M. Cottin, directeur de la Revue, figure seul sur la couverture du volume, les historiens n'oublieront pas que c'est à M. Hénault qu'est due la connaissance et la publication de ce précieux document.

— La 13^e livraison de la *Paléographie des Classiques latins*, publiée par M. Émile CHATELAIN chez Hachette, comprend 15 planches consa-

créées aux Sénèques, à Quintilien et à Valère Maxime. De ce dernier on a reproduit une page du ms. de la Laurentienne, Libri 1899, qui est du x^e s.

LIVRES NOUVEAUX. — HISTOIRE GÉNÉRALE. — V. Davin. Les actes de saint Denys de Paris ; étude historique et critique. Savaète. — *Giraud.* Documents pour servir à l'histoire de l'armement au moyen âge et à la Renaissance. Lyon, impr. Rey. — *Ellis Stevens.* Les sources de la Constitution des États-Unis, étudiées dans leurs rapports avec l'histoire de l'Angleterre et de ses colonies ; trad. par *L. Vossion.* Guillaumin. — *B. Robidou.* Histoire du clergé pendant la Révolution française. 2 vol. Calmann Lévy.

HISTOIRE LOCALE. — Le P. Daire. Histoire civile, ecclésiastique et littéraire du doyenné de Conty ; annotée et publiée par *A. Ledieu.* Picard. — *A. Dufour.* Les Maillard, seigneurs et barons du Bouchet, comtes de Tournon, etc. Chambéry, impr. Ménard. — État des communes du département de la Seine à la fin du xix^e s. : Antony, Dugny, Épinay, le Bourget, Orly, Pierrefitte, Villetaneuse, Préfecture de la Seine. — *A. Huguenin.* Histoire des maires de Melun, 1506-1891. Melun, impr. du Messager de Seine-et-Marne. — *J.-B. Serres.* Histoire de la Révolution en Auvergne ; t. VII : Extermination du clergé. Mauriac, Kosmann. — *Labraque Bordenave.* Histoire des députés de Bordeaux au conseil du commerce, au comité national et à l'agence commerciale à Paris, 1700-1795. Bordeaux, Feret. — *A. de Loisne.* Les fiefs relevant du château de Béthune. Abbeville, impr. Fourdrinier (Cabinet histor. de l'Artois et de la Picardie, 1896). — *T. Phelippot.* Notice historique sur la baronnie de l'île de Ré, 1646-1896. La Rochelle, impr. Texier. — *Coet et Lefèvre.* Histoire de la ville de Marle et des environs. Compiègne, impr. Mennecker. — *Galland.* Essai sur l'histoire du protestantisme à Caen et dans la basse Normandie, 1698-1791. Grassart. — *G. Depeyre.* Les ducs de Bourbon. Toulouse, Privat. — *Abbé A.-E. Genty.* Livry et son abbaye ; recherches historiques. Paris, impr. Mouillot. — *Truchard du Molin.* La baronnie de Saint-Vidal. Le Puy, impr. Marchessou. — *A. de la Borderie.* Montres de l'évêché de Vannes en 1477. Vannes, Lafolye. — *E. Ledru.* Le prieuré Saint-Thomas d'Épernon ; étude historique. Chartres. — *C. Barrière-Flavy.* Censier du pays de Foix à la fin du xiv^e siècle. Assiette des impôts directs selon l'ordonnance de Gaston Phébus en 1385. Toulouse, Privat. — *H. Bouvier.* Histoire de Monéteau, Yonne. Auxerre, impr. de la Constitution.

Pays-Bas. — La fermeture de l'Escaut par l'article xiv du traité de Munster avait ruiné le commerce déjà languissant des Pays-Bas espagnols. En 1773, l'entrée d'un seul navire dans le port d'Anvers y créait une véritable sensation, et cette ville, si florissante autrefois, ne comptait plus que 35,000 habitants, dont 12,000 vivaient de la charité publique. L'empereur Joseph II crut pouvoir profiter de la guerre d'Amérique, qui amena une rupture entre l'Angleterre et les Provinces-Unies des Pays-Bas, pour s'entendre avec les voisins d'outre-mer et amener les navires de la Grande-Bretagne à Anvers, au lieu de Rotterdam ou d'Amsterdam. Arrêté une première fois par les craintes de Kaunitz, au sujet d'une conflagration générale de l'Europe, Joseph revint à la charge en 1783 et, après divers incidents provoqués plus ou moins directement par lui, posa comme principal ultimatum aux États généraux l'ouverture de l'Escaut à la libre navigation marchande

(août 1784). C'est l'histoire de ce conflit que M. F. MAGNETTE nous retrace d'une façon très impartiale et très lucide, un peu trop détaillée peut-être, dans son volume *Joseph II et la liberté de l'Escaut. La France et l'Europe* (Bruxelles, Lebègue, 1897, 254 p. in-8°). — La guerre européenne aurait peut-être éclaté dès lors, sept ans plus tôt, si Vergennes n'avait empêché, malgré la reine Marie-Antoinette, Louis XVI d'appuyer son beau-frère qui sollicitait vivement son concours. Au fond, la politique française exerça ce qui lui restait d'influence dans un sens contraire aux désirs de l'empereur et, si la paix fut signée entre l'envoyé de Joseph II et les délégués des États généraux, par la médiation de la cour de Versailles (traité de Fontainebleau, 8 novembre 1785), l'Escaut resta clos au trafic et Maëstricht entre les mains des Provinces-Unies. Vergennes n'échappe pas au reproche d'avoir, par son attitude circospecte, timorée même, donné quelque apparence de fausseté à son attitude pendant ces négociations; on pourra suivre également, dans l'intéressante étude de M. Magnette, l'attitude respective des autres puissances européennes, l'Angleterre, la Prusse, la Russie, dans cette affaire où Joseph II avait en somme pour lui le droit naturel et le bon sens, mais contre lui la lettre des traités, l'astuce de Frédéric II, la timidité de Louis XVI, la jalousie commerciale de l'Angleterre et des Provinces-Unies, et surtout, comme durant tout le cours de son règne, sa propre impétuosité, les impulsions violentes d'un esprit bien intentionné toujours, mais rarement capable de calculer sa politique et, par suite, de la diriger.

— M. Eugène HUBERT, professeur à l'Université de Liège, vient de faire paraître un tirage à part de son très intéressant mémoire *la Torture aux Pays-Bas autrichiens pendant le XVIII^e siècle*, qui a paru dans les *Mémoires couronnés* de l'Académie royale de Belgique (Bruxelles, Lebègue, 1897, 176 p. in-4°). C'est un travail approfondi et très documenté sur la matière, tant au point de vue des théories professées alors dans les provinces de la maison d'Autriche, des luttes de principes qui y ont eu lieu entre les jurisconsultes et les représentants de l'esprit philosophique qu'à celui de la procédure suivie par la législation brabançonne et flamande, qui persista dans ses barbares errements jusqu'au moment de l'occupation française. C'est la France révolutionnaire seulement qui débarrassa les Pays-Bas autrichiens de la torture comme elle débarrassa l'Espagne de l'Inquisition.

— Un congrès international d'histoire diplomatique se réunira à la Haye le 12 septembre, au moment où les Pays-Bas célébreront la majorité et le couronnement de leur jeune reine. Ce congrès, qui s'adresse particulièrement aux diplomates, savants, écrivains et amateurs de science de tous les pays, sera divisé en sections, où chaque nation parlera sa langue et aura son président. La présidence générale d'honneur sera exercée par S. Exc. le Ministre des affaires étrangères, et la présidence effective par M. de Maulde La Clavière, secrétaire général de la

Société d'histoire diplomatique de Paris. La cotisation est fixée à 9 florins 58, ou 20 francs.

Allemagne. — Le 11 mars est mort Carl KRAFFT, pasteur honoraire à Elberfeld, auteur de bons travaux sur l'histoire de la Réforme et de l'Humanisme dans les pays rhénans. — Le 13 mars est mort le Dr Otto FRENZEL, bibliothécaire de la ville de Breslau, auteur de plusieurs monographies sur l'histoire de la Silésie. — Le même jour est mort à Leobschütz, en Silésie, le célèbre bibliographe Auguste POTHAST, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Il n'y a pas un médiéviste digne du nom d'historien qui n'ait souvent manié sa *Bibliotheca historica medii aevi*, dont une seconde édition, profondément remaniée, a paru récemment (1896). Il n'est pas moins connu, peut-être, par la continuation du grand recueil de Jaffé : *Regesta pontificum romanorum*, vaste répertoire des bulles des papes du XIII^e s. (1198-1304), qu'il a publié en 1874-1875. — Le Dr SUSEMHL, professeur de philologie classique à l'Université de Greifswald, vient de prendre sa retraite, à l'âge de soixante-douze ans. — Le Dr R. SCHMITT a été nommé professeur extraordinaire d'histoire moderne à cette même Université. — Le Dr Georg von MAYR a été nommé professeur des sciences politiques à l'Université de Munich en remplacement de M. Riehl, décédé. — Le prof. STRIEDA, de Greifswald, a été nommé à l'Université de Leipzig.

— Les prochains volumes des *Acta Borussiae*, publiés par l'Académie de Berlin, contiendront : la Correspondance entre le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume I^{er}, et le prince Léopold de Dessau, préparée par Krauske; l'Organisation administrative sous le même roi, par V. Löwe; des Actes relatifs à l'histoire administrative sous Frédéric le Grand en 1756, par Hintze; une Histoire de la monnaie prussienne au XVIII^e s., par le baron de Schrötter; une Histoire de l'industrie de la laine dans le Brandebourg, par Bracht.

— L'Université de Göttingue met au concours, pour le prix de la fondation Wedekind, une Histoire de l'organisation intérieure de l'électorat de Mayence sous les archevêques Emmerich-Joseph et Frédéric-Charles (1763-1802); terme le 1^{er} août 1900. Le prix est de 3,300 m.

— Le congrès des historiens allemands s'est tenu à Nuremberg les 13-15 avril derniers. Les sujets à l'ordre du jour concernaient l'organisation et l'ouverture des archives; les conditions du travail aux archives du Vatican; la colonisation allemande de l'Allemagne orientale au moyen âge; les origines de la propriété seigneuriale en Allemagne, etc. Le prof. LAMPRECHT a traité de l'Historiographie allemande depuis Herder, et le prof. KAUFMANN de la liberté d'enseignement dans les universités allemandes au XIX^e siècle.

— L'Université de Strasbourg a, sur les ressources de la fondation Engelmann, accordé 2,400 m. au Dr SACKUR pour des recherches sur l'histoire de Rome au moyen âge.

— Depuis que l'empereur Guillaume II a fourni les ressources

nécessaires à la publication d'un dictionnaire de la langue égyptienne, les académies de Berlin, de Munich, de Göttingue et de Leipzig ont nommé une commission pour diriger cette entreprise ; elle est composée de MM. Ebers, Erman, Pietschmann et Steindorff. Le dictionnaire comprendra tous les termes de l'écriture hiéroglyphique et hiératique ; ceux de la langue copte et démotique ne seront notés qu'autant qu'ils pourront servir à expliquer les termes hiéroglyphiques. Le congrès international des Orientalistes à Paris a exprimé le vœu « que le service des Antiquités d'Égypte, les administrations des musées et les Sociétés savantes facilitent l'exécution de cette grande entreprise. »

— Les musées prussiens ont pris l'initiative de fouiller le sol de l'antique Milet ; les travaux commenceront en automne 1898.

— Le prof. Henri WITTE a entrepris de continuer les Régestes des margraves de Bade et Hachberg commencées par Fester.

— Une étude de M. DÖBERL sur les origines de l'alliance franco-bavaroise de 1670 a paru dans les *Beilage* de l'*Allgemeine Zeitung*, nos 38 et 39.

— *Ebroin*, par Félix DAHN (Leipzig, Breitkopf et Härtel), n'est qu'un roman historique ; il fait partie de la collection dite des « Petits romans de l'époque des Invasions, » qui compte déjà dix gros volumes.

— A côté de la Revue, qu'il dirige avec tant d'autorité, le comité de rédaction de la *Historische Zeitschrift* publie une « Bibliothèque historique, » dont quatre volumes ont déjà paru : 1° *Heinrich von Treitschke's Lehr und Wanderjahre*, par M. Th. SCHIEMANN, dont il a déjà été question dans la *Revue historique* (LXVI, 411) ; 2° *Briefe Samuel Pufendorfs an Christian Thomasius, 1687-1693*, publiées par M. Émil GIGAS ; 3° *Vorträge und Abhandlungen*, par H. DE SYBEL, avec une introduction biographique, par le prof. VARRENTTRAPP ; 4° *Die Fortschritte der Diplomatie seit Mabillon, vornehmlich in Deutschland-Oesterreich*, par Richard ROSENMUND. La librairie Oldenburg annonce en outre pour plus tard : *Territorium und Stadt*, par G. DE BELOW ; *Adel, Fürstentum und Königtum bei den Germanen*, par HEYCK ; *Margarethe von Parma, Statthalter der Niederlande*, par RACHFAHL, etc.

Angleterre. — Trompés par l'annonce d'un journal français, d'ordinaire mieux informé, surtout des choses anglaises, nous avons, dans notre dernière livraison, mentionné la mort de l'éminent historien du droit, sir Frederick POLLOCK. Cette nouvelle était fausse. On a fait une confusion avec sir Charles POLLOCK, oncle de sir Frederick, qui est, en effet, décédé au mois de novembre dernier. C'était un magistrat de la haute cour de Londres ; il avait publié en collaboration un travail sur le droit maritime qui fait autorité dans le monde des juriconsultes anglais.

— Signalons un nouveau volume de M. F.-W. MAITLAND : *Township and borough*, recueil de six leçons professées à Oxford par l'éminent professeur de Cambridge. L'auteur s'est proposé d'y mettre en lumière les

rapports entre la théorie et les faits, de « montrer la transition entre les habitudes rurales et les habitudes urbaines ; » c'est Cambridge qu'il a pris pour modèle ; il a illustré son ouvrage de plans et de vues qui en faciliteront singulièrement l'intelligence (Cambridge, at the University press, ix-220 p. in-8°).

— Dans la seconde édition qu'il vient de donner de son *Student's Manual of english constitutional history* (Oxford, Blackwell, xxvii-644 p. in-8°. Prix : 10 sh. 6 d.) M. Dudley Julius MEDLEY a, sur plusieurs points importants, modifié sa rédaction première : ainsi le ch. I « le sol et ses habitants » a été entièrement refait ; au lieu des 43 p. qu'il comptait à l'origine, il en a maintenant 57. Dans le chap. II, « le Pouvoir exécutif, » dont le titre a été modifié, le paragraphe sur l'organisation administrative au temps des rois normands est en partie nouveau ; de même au chap. III « le Pouvoir législatif, » tout ce qui concerne les origines du Parlement (witenagemot, commune concilium), et au chap. VII « Administration de la justice, » l'origine et l'organisation primitive du « hundred » et du « shire. » M. Medley a fait ainsi passer dans son excellent manuel la substance des beaux travaux récemment publiés par MM. Round, Maitland et sir Fred. Pollock, qui ont modifié sur tant de points les opinions reçues sur l'organisation sociale, administrative et politique de l'Angleterre primitive.

— M. James Hamilton WYLIE vient de terminer avec un 4^e volume son Histoire, si richement documentée, de l'Angleterre sous Henri IV. Il se rapporte aux années 1411-1413, et contient une trentaine d'appendices où il énumère les fonds d'archives où l'auteur a puisé, étudie certains détails de l'histoire du temps, avec d'utiles indications sur les erreurs commises par les scribes qui ont transcrit les originaux sur ces rôles (la comète de 1402, Tamerlan, le duc d'Orléans, Thomas Chaucer, Philippe de Mézières, etc.), dresse l'Itinéraire de Henri IV, la liste des parlements tenus sous son règne, celle des grands officiers qui ont été à son service. Ce volume, d'un intérêt si varié, se termine par un glossaire de termes rares ou vieillis et par un très copieux index (*History of England under Henry IV.* Longmans, in-8°, x-575 p.).

— Les « Vies de douze méchantes femmes, » où « la turpitude féminine est mise au jour par des mains impartiales, » qu'a publiées la maison Fisher Unwin, composent un attrayant volume, bien imprimé et illustré avec goût ; les types de la perversité féminine sont assez variés : une sorcière (Mary Bateman, 1768-1809), des voleuses (Moll Cutpurse, 1584-1659, et Jenny Diver, morte en 1741), des grandes dames célèbres par l'irrégularité de leur vie (Frances Howard, comtesse de Somerset, 1593-1632, Barbara Villiers, duchesse de Cleveland, 1640-1709, Elizabeth Chudleigh, duchesse de Kingston, 1720-1788), une maîtresse royale (Alice Perrers). Le moraliste y trouvera du plaisir ; mais l'historien n'y trouvera ni documents nouveaux ni bibliographie (*Lives of twelve bad women*, edited by Arthur VINCENT, xii-324 p. in-8°).

— Le British Museum vient de commencer le catalogue des Incunables conservés dans ce grand dépôt : *An Index to the early printed books in the British Museum*, avec l'indication de ceux que possède la Bodléienne, par M. Robert PROCTOR. Il est divisé en quatre parties comprenant les livres imprimés : 1° en Allemagne ; 2° en Italie ; 3° en France, aux Pays-Bas, en Angleterre et en Espagne ; la 4° section est consacrée aux tables. La 1^{re} partie (Allemagne) est parue (Kegan Paul. Prix : 16 sh.).

— M. Stanley LANE-POOLE vient de faire paraître chez Putnam une Vie de Saladin composée exclusivement d'après les sources arabes.

Suisse. — M. Jean STRICKLER a publié le tome VI de ses Actes de l'Helvétique (*Amliche Sammlung der Acten aus der Zeit der helvetischen Republik*. Berne, 1897, in-4° de 983 p.) comprenant la période du 9 août 1800 à mai 1801.

— M. Gustave TOBLER vient de publier le premier vol. de la Chronique bernoise de Diebold Schilling (*Die Berner Chronik des Diebold Schilling, 1468-1484*. Berne, Wyss, 1897, in-8° de viii-400 p.). Cette chronique, qui est une source inappréciable pour l'histoire de Berne et des guerres de Bourgogne, n'avait encore été éditée qu'une fois à la fin du siècle dernier. M. Tobler en donne enfin aujourd'hui une édition vraiment scientifique. Nous y reviendrons quand aura paru le second volume, qui contiendra une vie du chroniqueur et l'exposé des principes qui ont guidé l'éditeur dans cet important travail.

— A l'occasion du centenaire de l'indépendance vaudoise, M. Émile DUNANT a publié, en le commentant, dans la *Revue historique vaudoise* (novembre 1897, et tirage à part de 24 p. avec photogr.), le *Texte authentique de la pétition de F. C. de La Harpe au Directoire (9 décembre 1797)*. Il a trouvé ce document à Paris aux archives du Ministère des affaires étrangères.

Espagne. — La *Revista critica de historia y literatura españolas, portuguesas e hispano-americanas*, fondée et dirigée par notre collaborateur M. Rafael ALTAMIRA, vient d'entrer dans la troisième année de sa publication. A la suite de la nomination de M. Altamira comme professeur d'histoire du droit espagnol à l'Université d'Oviedo, la *Revista* a changé de domicile, et la faveur dont elle continue à jouir auprès du public prouve que la décentralisation scientifique, considérée comme impossible il y a quelques années, est maintenant une chose sans difficultés, fort bien accueillie même des gens cultivés. — La *Revista critica* a modifié son format et augmenté le nombre des pages de chaque fascicule. Les travaux publiés jusqu'ici et ceux qui sont annoncés font espérer que le succès du périodique de M. Altamira grandira de jour en jour.

Portugal. — Dans la série des *Heroes of the Nations*, M. C. R. BEAZLEY a publié un volume sur le prince Henri le Navigateur¹. On sait

1. *Henry the Navigator*. Londres, Putnam. Prix, 5 sh.

que c'est cet Infant qui a mis les Portugais sur la voie des grandes découvertes maritimes et que c'est grâce au succès des premières expéditions entreprises par son ordre que Bartholomé Diaz et Vasco de Gama ont réussi à doubler le cap des Tempêtes et à atteindre les Indes. Dans une certaine mesure, Colomb lui-même reçut l'inspiration de don Henri, en profitant des enseignements des navigateurs portugais formés à la petite cour de Sagres. Par ces conséquences on peut juger de quelle importance a été l'œuvre de l'Infant. M. Beazley a raconté avec un certain détail comment le prince Henri fut amené à entreprendre cette œuvre, par quels moyens et dans quelles circonstances elle se poursuivit sous sa direction, et, pour mieux en faire saisir la portée, il a placé en tête de son étude un assez long exposé des connaissances et des découvertes géographiques des premiers siècles de notre ère, jusqu'au jour où la première caravelle partit de Sagres vers la côte d'Afrique, à la recherche du royaume du prêtre Jean. Le livre de M. Beazley est conçu sur un bon plan, précédé d'une bibliographie et suivi d'un index. Il est regrettable que les reproductions de cartes qui l'accompagnent n'aient pas été mieux exécutées.

— A côté de ce livre, il convient de citer un ouvrage beaucoup plus considérable, *The Portuguese in India*, justement dédié à la mémoire de Henri le Navigateur par son auteur M. F.-C. DANVERS, du Service civil des Indes¹. M. Danvers a consacré deux gros volumes in-8° à l'histoire de la fondation et de la décadence de l'empire portugais d'Orient. Après avoir rapidement rappelé les premières découvertes du xv^e siècle, il s'est longuement étendu sur les luttes soutenues au début par les conquérants, aussi bien contre les princes indiens que contre les Arabes musulmans, et il a poussé l'histoire détaillée des établissements portugais jusqu'à l'année 1894. Dans sa préface, M. Danvers se défend d'avoir voulu faire autre chose qu'une compilation, et il s'est contenté de citer ses principales sources bibliographiques en tête de son premier volume. Tel qu'il est, son livre rendra beaucoup de services, d'autant plus que l'auteur n'a rien oublié de tout ce qui peut en rendre la consultation aisée, index analytique, liste des viceroyes, dates en manchettes à chaque page, etc. — H. L.

1. Londres, Allen, 1894. Prix : 42 sh.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

